

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTE DE DROIT

ÉTUDE HISTORIQUE
SUR
LE SORT DES INDIGÈNES
DANS LES
COLONIES D'EXPLOITATION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Samedi, 27 Juillet 1901, à 9 heures

PAR

BENITO SYLVAIN

Président : M. LEVEILLÉ, professeur.
Suffragants { MM. ESTOUBLON, professeur.
JAY, agrégé.

PARIS

L. BOYER, Imprimeur-Éditeur

15 - Rue Racine - 15

1901



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE HISTORIQUE
SUR
LE SORT DES INDIGÈNES
DANS LES
COLONIES D'EXPLOITATION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Samedi, 27 Juillet 1901, à 9 heures

PAR

BENITO SYLVAIN



Président : M. LEVEILLÉ, *professeur.*
Suffragants { MM. ESTOUBLON, *professeur.*
JAY, *agrégé.*

PARIS

L. BOYER, Imprimeur-Éditeur

15 - Rue Racine - 15

1901

*A celui qui m'a élevé
dans l'amour du Travail, le culte de la Justice
et de la Vérité,*

A MON PÈRE,

*je dédie ce livre, première base de la grande œuvre de
réhabilitation africaine à laquelle je consacre ma vie.*

BENITO SYLVAIN,

Officier de la Marine haïtienne,
Stagiaire au corps du Génie maritime de France,
Aide de camp de S. M. l'Empereur d'Ethiopie,
Délégué général de l'Association Pan-Africaine.

Paris, 14 Juillet 1901.

PREMIÈRE PARTIE

LES ENSEIGNEMENTS DU PASSÉ

Sommaire. — Principe des premiers établissements coloniaux fondés dans les temps modernes. — La traite des nègres et ses horreurs. — Traitement des esclaves dans les colonies. — Réglementation du régime de l'esclavage. — Comment on perd une colonie : la révolte de Saint-Domingue. — Liberté ou la mort ! — La lutte pour l'abolition de l'esclavage. — Effets de l'abolition dans les colonies anglaises. — Les nègres émancipés dans les colonies françaises. — Un exemple d'aveuglement colonial : l'Espagne à Cuba.

INTRODUCTION

IMPORTANCE ET UTILITÉ DE LA COLONISATION POUR LES NATIONS EUROPÉENNES

La colonisation, dans son acception la plus large, est l'œuvre d'expansion naturelle d'un peuple qui, parvenu à un certain développement politique, économique et moral, fondé, à proximité ou loin de son territoire national, une société nouvelle destinée à graviter dans l'orbite de sa civilisation propre (1).

(1) Marcel Dubois, professeur de géographie coloniale à la Sorbonne, donne une définition encore plus large :

« En réalité, dit-il, il y a colonisation toutes les fois qu'il se produit une modification *quelconque* d'une civilisation au contact d'une autre, par voie de terre ou par voie de mer, ou bien établissement

Suivant le but que se propose l'Etat colonisateur, la fondation nouvelle, prolongement de son entité politique ou économique, prend le nom de *colonie de peuplement*, de *colonie d'exploitation* ou de *plantation*, de *colonie commerciale* ou bien de *colonie mixte* (1).

Quelle que soit la modalité politique et administrative qui en est l'aboutissement, l'expansion coloniale constitue, à notre avis, un phénomène sociologique aussi naturel que la simple émigration, phénomène d'ordre individuel. Mais si l'art de la colonisation remonte aux âges les plus reculés de l'antiquité connue, jamais, à aucune époque de l'histoire du monde, la fièvre de conquêtes coloniales n'a sévi avec autant d'intensité que de nos jours. Particuliers et gouvernements rivalisent d'émulation ; tous les Etats européens veulent avoir leur part de la curée. « La colonisation, depuis dix ans, paraît être la condition de la paix en Europe ; c'est la soupape par laquelle l'ambition politique se dégage, le désir de conquêtes et l'inquiétude des peuples trouvent à s'apaiser. Les yeux fixés sur la vaste proie qui est au loin, on oublie les mesquines querelles du voisinage » (2).

d'une civilisation en pays absolument nouveau... Le but, le criterium d'une colonisation parfaite est toujours le même : création d'un être nouveau viable, c'est-à-dire évolution ; et les moyens diffèrent beaucoup plus par leur combinaison que par leur nature, car on peuple toujours dans une certaine mesure, et il n'est pas de métropole qui n'exploite jusqu'au moment où le pays initié se suffit. » (*Systèmes coloniaux et peuples colonisateurs.*)

(1) Les colonies de commerce peuvent se ranger dans la catégorie des colonies d'exploitation, et les colonies mixtes ne sont qu'une forme hybride sans caractère distinctif particulier. Il n'y a donc, à proprement parler, que deux types de colonies bien tranchés : les colonies de *peuplement* et les colonies d'*exploitation*.

Notre époque, assez fertile en fondations malfaisantes, a vu la création de *colonies militaires*, points d'appui d'expéditions dévastatrices à jet continu. Ce genre d'établissements étant la négation de l'idée même de colonisation, ne saurait figurer dans une classification scientifique.

(2) Paul Leroy-Beaulieu, *La Colonisation chez les peuples modernes*, préface de la 4^e édition.

L'utilité des colonies n'est donc plus, aujourd'hui, matière à controverse. Dans l'état actuel du monde, on peut affirmer, dit Stuart Mill, et nous l'en croyons sans peine, que la fondation de colonies est la meilleure affaire dans laquelle on puisse engager les capitaux d'un riche pays (1).

Or, de tous les Etats de l'Europe, la France est encore celui qui a le plus besoin de colonies. Paul Leroy-Beaulieu en donne de sérieuses raisons politiques, auxquelles nous n'aurons garde de contredire :

« La politique continentale de la France, écrit-il, sous peine de ne nous valoir que des déboires, doit être désormais essentiellement défensive ; c'est en dehors de l'Europe que nous pouvons satisfaire nos légitimes instincts d'expansion. Nous devons travailler à la fondation d'un grand empire africain et d'un moindre asiatique. C'est la seule grande entreprise que la destinée nous permette.

» Au commencement du xx^e siècle, la Russie comptera 120 millions d'habitants prolifiques, occupant des espaces énormes ; près de 60 millions d'Allemands, appuyés sur 30 millions d'Autrichiens, domineront l'Europe centrale ; 120 millions d'Anglo-Saxons occuperont les plus belles contrées du globe et imposeront presque au monde civilisé leur langue, qui domine déjà sur des territoires habités par plus de 300 millions d'hommes. Que sera la France, à côté de ces géants ? Du grand rôle qu'elle a joué dans le passé, de l'influence, souvent décisive, qu'elle a exercée sur la direction des peuples civilisés, que restera-t-il ? Un souvenir s'éteignant de jour en jour (2).

(1) J. Stuart Mill, *Principes d'économie politique*, liv. 5, ch. 11, § 41.

(2) Voici, d'après le géographe français Levasseur, l'étendue territoriale — y compris les colonies — et le chiffre de la population totale des principales puissances de l'Europe :

Le territoire sur lequel règne Edouard VII a une superficie de 29 millions de kilomètres carrés et une population de 380 millions d'âmes.

Le tsar étend sa domination sur un territoire moins grand et beau-

» Notre pays a un moyen d'échapper à cette irrémédiable déchéance : c'est de coloniser. Si nous ne colonisons pas, dans trois siècles nous tomberons au-dessous des Espagnols eux-mêmes et des Portugais, qui ont eu le rare bonheur d'importer leur race et leur langue dans les immenses espaces de l'Amérique du Sud, destinés à nourrir plusieurs centaines de millions d'âmes. »

Les raisons économiques ne sont pas moins péremptoires ; nous les trouvons exposées, sous une forme humoristique, dans une réponse faite dernièrement par un colonial intransigeant à un Académicien philosophe, M. Jules Claretie, si nous ne nous abusons, qui avait eu la téméraire imprudence d'insinuer qu'on ne ferait pas mal de « coloniser » d'abord la France avant de se lancer dans les aventures d'outre-mer :

« Paris est colonial... Et ne croyez pas que ce soit une mode passagère, une de ces fantaisies qu'un trait spirituel suffit à exécuter ; c'est un de ces accès de raison dont on ne revient plus. Une minute d'attention, et je vous convertis à votre tour.

» Qu'avez-vous aux pieds, Monsieur ? — Des bottines, me

coup moins peuplé, mais qui est encore immense : 20 millions de kilomètres carrés et 129 millions d'individus.

La France, avec son empire colonial, vient bien loin, au troisième rang. Elle représente environ 4 millions et demi de kilomètres, avec 72 millions d'habitants.

L'empire allemand, y compris son territoire colonial, peut être évalué à 3 millions de kilomètres carrés, avec 55 millions d'habitants.

Le Portugal possède, approximativement, un territoire de 2 millions de kilomètres avec une population de 10 millions d'âmes.

La Hollande, avec ses vastes et belles colonies dans l'Océanie, comprend 2 millions de kilomètres carrés et 31 millions d'âmes.

L'Espagne, avant la guerre avec les Etats-Unis, avait une superficie de 4 million de kilomètres carrés pour 25 millions d'habitants.

La Belgique, avec l'Etat indépendant du Congo, compte environ 2 millions de kilomètres carrés et plus de 14 millions d'habitants.

Enfin, le Danemark, avec ses établissements du Groenland et d'Islande et ses trois îles des Antilles, possède un territoire de 230,000 kilomètres et compte 2.100.000 habitants.

direz-vous. Et moi, je vous dirai que c'est du cuir de Madagascar. La vieille Europe ne produit pas la moitié du cuir qu'elle consomme, et elle ramasse les peaux du monde entier.

» Vos chaussettes sont en coton de la Louisiane. Cette élégante redingote ? Laine d'Australie. Et cette cravate, qui fait sensation même à l'Académie ? De la soie de Chine... Point de colonies ? Mais il ne vous resterait rien sur le corps. Voyez quelle surprise !

» Qu'avez-vous mangé, ce matin ? Du café au lait ? C'était un produit du Brésil. Qu'a mangé Madame ? Du chocolat ? C'était un produit du Vénézuëla. Votre fils a préféré du riz au lait. C'était un produit de la Cochinchine. Et en quoi était la table du repas ? En palissandre ? Il venait de la côte d'Afrique... Point de colonies, Monsieur, et vous n'auriez pas de déjeuner ! Point de colonies, et de tout le luxe de votre appartement je ne sais ce qu'il vous resterait, en dehors des quatre murs !

» Votre fils est allé ensuite faire un tour de bicyclette au Bois. Savez-vous que, sans les forêts équatoriales de l'Amazonie, il se serait passé de ce plaisir ? C'est elles qui ont fourni le caoutchouc de ses *pneus*. D'autres forêts, celles du Mozambique, ont fourni le vernis de la voiture où est montée Madame. Et vous-même qui allez à pied, avez-vous songé de quoi était faite la canne que vous mettez sous votre bras ? D'un corbin d'ivoire venu du Congo et d'un rotin de Java... Point de colonies, et vous voyez quelle perturbation dans l'existence des Parisiens !

» Eh bien, vous aurez beau coloniser la France, vous n'en tirerez jamais ni coton, ni café, ni cacao, ni palissandre, ni caoutchouc, ni ivoire, ni cent autres choses dont vous avez besoin chaque jour. Il y a ainsi pour 4 à 5 milliards de produits que l'Europe demande chaque année aux pays tropicaux et qu'elle ne peut produire chez elle, pour la raison bien simple que son soleil s'y refuse. Toute la question coloniale consiste pour la France à savoir s'il est de son intérêt de participer à cette production de richesses, devenues indis-

pensables à la civilisation contemporaine. C'est à peu près comme si l'on me demandait s'il est de mon intérêt d'être millionnaire !... Une fois la question ainsi comprise, il n'est plus possible d'y rester indifférent, et c'est pourquoi, soyez en sûr, Paris ne s'en détachera plus. »

Sans accepter toutes les déductions de ce raisonnement, qui est d'une logique plutôt spécieuse, — car l'incontestable utilité des colonies pour l'Europe n'implique pas qu'elle doive s'en procurer par des moyens blâmables, il faut reconnaître que la colonisation est devenue réellement une question de vie ou de mort, politiquement parlant, pour la plupart des grandes puissances occidentales. S'il en est ainsi, comment ne pas être douloureusement frappé de l'inconscience avec laquelle les métropoles européennes s'ingénient à rendre inéluctable pour elles la perte de leurs colonies ?

Dans toute entreprise coloniale sur un territoire déjà habité, le peuple colonisateur, il semble puéril de le rappeler, doit tenir compte de deux éléments bien distincts : 1^o la *terre*, élément passif qu'on peut transformer à volonté (1) et dont la vertu productive n'a de limites que la science et l'énergie du cultivateur ; 2^o les *indigènes*, élément actif et souvent très légitimement hostile, dont il faut se concilier le concours toujours utile et parfois indispensable. Faute de n'avoir pas su ou voulu donner une base équitable à leurs rapports avec l'indigène, les puissances colonisatrices n'ont jamais eu et n'auront jamais qu'une possession précaire dans les pays prétendus barbares qu'elles s'approprient et que tous les crimes commis au nom de la civilisation seront

(1) Cette affirmation peut paraître trop absolue ; mais qu'on n'oublie pas qu'il est question ici de pays neufs. D'ailleurs, même dans les vieux pays dont le terroir produit depuis de nombreux siècles, les progrès de la chimie agricole ont fini par triompher de la loi du rendement moins que proportionnel. Cela est si vrai que, malgré la protection des tarifs douaniers, les agriculteurs gémissent sur la mévente de leurs produits, mévente due à l'accroissement des rendements indigènes plus qu'à l'importation étrangère.

impuissants à leur conserver, si elles ne modifient pas les principes de leur politique coloniale.

Les thuriféraires lettrés et patentés de la Force brutale auront beau accumuler des sophismes modernisés, qui sont en réalité vieux comme le monde, ils n'empêcheront pas qu'il existe une loi morale, guide et lumière des consciences non perverties, et des droits naturels qu'aucune puissance humaine ne saurait abolir.

Au Congrès colonial international tenu à Bruxelles en août 1897, l'explorateur Paul Bourdarie, un fervent de la colonisation (1), a très courageusement mis en relief les sombres perspectives d'avenir que créent aux colonies les procédés iniques mis en œuvre pour les exploiter :

« La question des conquêtes coloniales, a-t-il dit, fait, à juste titre, l'objet des préoccupations d'un grand nombre, non pas seulement dans le présent, mais dans l'avenir, non pas seulement au point de vue de l'intérêt des peuples conquérants, mais aussi de l'intérêt des peuples conquis. Et ce sera l'étonnement des siècles futurs, que ce spectacle des peuples du vieux continent qui se disputent, non sans âpreté, au fur et à mesure qu'on les tire du long mystère qui les entourait, les lambeaux de l'Afrique noire dont les côtes seules étaient connues, comme étant le pays d'origine des esclaves.

» Des Congrès internationaux répétés ont consacré ces partages et leur ont imposé des règles ; mais celles-ci ne servaient, en réalité, que les intérêts des conquérants.

» *L'Europe s'est partagé l'Afrique sans tenir compte des peuples qui l'habitaient...*

» *L'Europe a manqué à ses devoirs et a mal compris ses intérêts en ne posant pas, dès le début de ses conquêtes coloniales, le principe absolu du respect des nationalités établies et des Etats constitués.* Elle a pris d'assaut l'Afrique entière

(1) C'est le même explorateur qui s'est fait un renom estimé par son utile campagne en faveur de la protection et de la domestication des éléphants d'Afrique.

et une partie de l'Asie, à la manière des conquistadores du moyen-âge. Mêmes procédés, quant au fond, mais adaptés aux mœurs, aux usages et aux moyens d'action actuels; mêmes revers de fortune aussi. Les vainqueurs du début deviennent parfois les vaincus, et les barbares, ou plutôt ceux qu'on appelle trop facilement des sauvages, donnent aux civilisés de hautes leçons de droiture et de magnanimité.

» Les conquêtes de la science et de la civilisation deviennent les conquêtes des appétits sans frein et des rivalités jalouses; et *ces conquêtes appellent des revanches et des catastrophes que l'on pourrait prophétiser presque, en en fixant les dates futures.* »

« En guerre, en exploration, en promenade », écrit le Dr Jean Hess, « j'ai parcouru l'Asie, l'Afrique neuve, les vieilles colonies d'Amérique et les îles d'Océanie. Sur tous les théâtres qui la caractérisent, j'ai étudié l'action du colonisateur. Partout je l'ai vu tyran. Partout j'ai entendu la même plainte, terrible, effarante, angoissante, la plainte de l'homme noir, la plainte de l'homme jaune, la plainte de l'opprimé, la plainte universelle contre l'homme blanc.

» Dans les plus tristes actes du drame de l'humanité, jamais plus de sang n'a coulé que depuis cinquante années pour les mensonges de l'œuvre coloniale...

» Nous sommes forcés de coloniser. C'est une fatalité économique du moment. Je l'admets avec tous les coloniaux de tous les pays. Mais je me sépare d'eux, quand ils veulent expliquer, excuser, au nom de cette fatalité, la violence, la cruauté, le vol, l'assassinat, *tous les crimes que j'ai vu commettre* par leurs ouvriers de la colonisation.

» Laissant de côté toutes considérations sentimentales de justice, de droit, d'humanité, qui, je le sais, n'ont pas cours en discussions économiques, j'affirme que tous les crimes coloniaux que l'on croit excuser en les disant nécessaires, loin d'assurer un bénéfice quelconque au colonisateur, lui

coûtent, en réalité, fort cher et causent la ruine finale de son opération. » (1)

Trop longtemps les droits de l'indigène ont été méconnus par les colonisateurs européens. Il appartient au vingtième siècle de trouver la formule définitive du *modus vivendi* qui doit consacrer l'entente nécessaire entre les deux catégories d'intéressés.

Les professeurs les plus autorisés (2) de science politique et d'économie coloniale enseignent excellemment, à la Faculté de Droit de Paris, que la colonisation doit avoir pour but de réaliser une triple action : *politique*, par l'accroissement de territoire ; *économique*, par la mise en valeur des pays acquis ; *morale*, par la culture des races indigènes moins avancées en civilisation. Nous permettra-t-on d'ajouter que, sans l'action morale, il ne saurait y avoir de véritable colonisation ?

Afin de juger impartialement la colonisation des peuples modernes et de pouvoir indiquer la source même des vices du système pratiqué encore de nos jours, nous allons d'abord, par une rapide excursion dans le passé, rechercher sous l'empire de quels principes se sont fondés les premiers établissements coloniaux des puissances européennes.

(1) L'explorateur Jean Hess, ancien médecin de la marine, a été le secrétaire de Victor Schœlcher. C'est, depuis la mort du grand abolitionniste, le défenseur le plus sincère et le plus dévoué que possèdent en Europe les indigènes des colonies d'exploitation. Afin de conserver pleine et entière sa franchise de pensée et sa liberté de langage, Jean Hess vient de fonder à Paris une revue, intitulée le *Magasin colonial et du voyage*, qu'il rédige seul et où il fait une guerre sans trêve à tous les abus coloniaux.

(2) Cauwès (*Economie politique*) ; Leveillé (*Economie coloniale*) ; Leseur (*Science et législation coloniales*) ; Jay (*Science et législation industrielles*) ; Deschamps (*Histoire des doctrines économiques*) ; Gide (*Sciences sociales*) ; Piédelièvre (*Principes du Droit public*).

A tous ces maîtres, dont le docte enseignement a solidifié la trame de cet ouvrage, nous adressons ici l'hommage de notre très vive reconnaissance.

CHAPITRE PREMIER

PRINCIPES DES PREMIERS ÉTABLISSEMENTS COLONIAUX FONDÉS DANS LES TEMPS MODERNES

Adam Smith, au début du chapitre qu'il consacre à la colonisation dans son magistral traité sur *la nature et les causes de la Richesse des nations* (1), déclare que « le premier établissement des différentes colonies européennes n'a pas eu pour cause un intérêt aussi simple et aussi évident que celui qui détermina la fondation des anciennes colonies grecques et romaines. »

Commentant cette observation importante de l'éminent philosophe-économiste écossais, Paul Leroy-Beaulieu ajoute : « Ce n'était ni l'exubérance de la population, ni des crises religieuses ou politiques, ni le besoin de débouchés pour l'industrie du vieux monde ; aucune de ces causes, depuis si puissamment actives, n'eut part à la fondation des premières colonies européennes. »

L'esprit d'aventure, que les Croisades avaient éveillé en Europe et que les gouvernements de l'époque furent impuissants à discipliner ; l'amour des jouissances et du lucre, surexcité par l'appât des richesses et des plaisirs légendaires de l'Orient ; l'exaltation d'une religiosité intolérante qui confondait en un même sentiment la foi religieuse et le patriotisme : telles ont été, en effet, les principales causes

(1) Tout en conservant à l'ouvrage d'Adam Smith la place d'honneur qu'on lui assigne avec raison parmi les écrits faisant autorité dans l'enseignement de la science économique, nous sommes obligé de reconnaître que plusieurs de ses chapitres ne sont que la reproduction textuelle d'un livre antérieurement publié par un compatriote, James Steuart. Comme Molière, Shakespeare et tant d'autres auteurs célèbres, Adam Smith prenait « son bien » où il le trouvait...

de la formidable ruée des conquérants du x^v^e siècle vers « les terres nouvelles ».

Les rapports entre ces colonisateurs farouches et les peuples qu'ils soumettaient à leur brutale domination avaient pour fondement le principe d'un prétendu droit divin dont l'autorité échappait à toute discussion. Dieu, dans sa toute-puissance et son infinie bonté, aurait créé, pour des fins spéciales, deux humanités distinctes : d'une part, les Européens, faits à son image et représentant l'humanité supérieure, par qui doivent se réaliser tous les progrès de la civilisation; d'autre part, les autres habitants de la terre, êtres inférieurs d'une origine plus ou moins diabolique, en tous cas, plus voisins de l'animalité, et qui seraient de simples instruments mis à la disposition de l'humanité supérieure. Les Européens seuls ont des droits; le reste des mortels n'a que des devoirs.

Appliquant dans toute sa rigueur ce principe empreint d'un égoïsme si naïvement féroce, l'Europe civilisée, violant l'esprit et la lettre de la doctrine chrétienne qu'elle était censée propager, sema, durant près de quatre siècles, l'horreur et l'épouvante sur les terres d'Afrique et d'Amérique.

Espagnols et Portugais.

C'est aux Portugais que revient, dans l'ère chrétienne, la première initiative d'expansion coloniale européenne (1). Dès l'année 1415, environ un siècle après l'invention de la boussole (2), ils inauguraient, sous le règne du roi Henri,

(1) Les Phéniciens, les Grecs et les Romains furent les peuples colonisateurs les plus célèbres de l'antiquité. Les Phéniciens, toutefois, ne fondaient que des colonies commerciales. S'il faut en croire Roberston (*Histoire de l'Amérique méridionale*), « tous les comptes rendus authentiques des voyages entrepris par les Phéniciens ou les Carthaginois ont disparu. Les renseignements y relatifs que fournissent les auteurs Grecs et Romains ne sont pas seulement « obscurs et peu exacts », mais encore de « provenance fort douteuse ».

(2) Cette grande découverte est due à Flavio Gioia, citoyen d'Al-mafi, ville du royaume de Naples; elle eut lieu vers l'an 1302.

surnommé le *Navigateur*, cette brillante série de découvertes maritimes qui devait tant contribuer à l'accroissement de leur puissance et à la prospérité de leur négoce. Ils fondèrent sur toute la côte d'Afrique une multitude de comptoirs et de stations, qui constituaient plutôt des points de ravitaillement que des colonies proprement dites. Lorsque les navires, grâce aux progrès de la science nautique, purent fournir sans arrêt de longs trajets à travers la haute mer, ces établissements perdirent la plus grande partie de leur valeur : ils servirent, dès lors, de colonies pénitenciaires ou furent abandonnés aux missionnaires, qui surent, d'ailleurs, en tirer un meilleur parti que leur gouvernement (1).

Toute la politique coloniale des Portugais se ramenait à un point : monopoliser le commerce extérieur de l'Europe. « Ils voulaient devenir les intermédiaires obligés de l'Occident et s'enrichir par le profit arbitrairement réalisé sur le prix de vente comparé au prix d'achat. » Il convient de reconnaître qu'à cette époque, l'idée de privilège et d'accaparement était inséparable de la notion du commerce, et que les autres peuples commirent successivement les mêmes fautes, par suite de la même erreur économique (2). En adoptant cette politique étroite, les Portugais ne faisaient que suivre la tradition laissée par les plus célèbres mercantis de l'antiquité. Strabon rapporte, en effet, que les Phéniciens répandaient les bruits les plus mensongers sur les périls du com-

(1) Livingstone raconte qu'il retrouva au Mozambique les vestiges de vastes édifices construits par les Jésuites et le souvenir encore très vivace d'un monastère de Bénédictins africains, parmi des peuplades relativement avancées qui s'étaient transmis l'art de lire et d'écrire que leur avaient enseigné les religieux portugais.

(2) La plus grande puissance de ces temps, la Papauté, avait sanctionné les prétentions exclusives du Portugal en lui concédant, par une bulle de Sixte IV (1481), toutes les découvertes faites au-delà du cap Bojador. Quelques années plus tard, le pape Alexandre VI partageait le monde extra-européen entre l'Espagne et le Portugal.

Le roi de Portugal s'intitula « maître du commerce d'Inde et d'Ethiopie », et il fut défendu à tout navire d'entrer sans autorisation dans l'Océan Indien.

merce avec les autres peuples et qu'ils employaient toutes sortes de ruses, au besoin même la force, pour décourager ou éloigner les concurrents. Un marin carthaginois s'apercevait-il qu'un vaisseau romain le suivait avec persistance sur une mer inconnue? Pourvu qu'il y eût quelque chance de sauver son équipage, il n'hésitait pas à se jeter sur un banc de sable, certain d'être indemnisé par ses concitoyens pour ce patriotique sacrifice.

De Madère et des Açores, les hardis marins du Portugal allèrent au Cap-Vert, puis au Cap de Bonne-Espérance (1486) et dans l'Inde, en 1498. Les alizés les portèrent au Brésil, ce qui les rendit maîtres de l'Atlantique austral; et leur domination s'affirma dans l'Océan Indien, quand ils eurent détruit les flottes des Sultans de Zanzibar, d'Egypte et d'Ormuz (1).

Cependant, malgré leurs efforts, les Portugais ne purent empêcher le développement des marines rivales. Bientôt dépassés par les Hollandais et les Anglais (2), ils eurent un regain de prospérité factice, grâce au criminel commerce de la traite des nègres, qu'ils entreprirent sur une large échelle et dont l'odieux souvenir stigmatisera leur nom d'une flétrissure éternelle.

Quand Vasco de Gama, voulant contourner la pointe méridionale de l'Afrique, vint doubler pour la première fois le

(1) Le commerce portugais se faisait à l'aide d'énormes vaisseaux (*carraques*), armés pour la guerre et qui répandaient la terreur sur leur route.

(2) L'Angleterre attaqua les monopoles plus ou moins illégitimes des Portugais et des Espagnols dans l'intention, non pas de les supprimer, mais bien de se les approprier. C'est ainsi qu'elle entreprit en contrebande le transport des nègres en Amérique. La plupart de ces entreprises eurent un caractère privé; mais, comme le fait remarquer Marcel Dubois, on ne doit point les passer sous silence, car « elles donnèrent à la Grande-Bretagne, outre un matériel de navigation, tout un contingent de corsaires et de flibustiers qui furent ses premiers marins; elles initièrent les Anglais aux difficultés et aux périls du négoce lointain; elles furent, en un mot, le commencement de toute une éducation qui porte encore ses fruits ».

« Cap des Tempêtes », découvert par Barthélemy Diaz et témérairement dénommé, depuis, Cap de « Bonne-Espérance », peut-être, ô Camoëns, eût-il mieux valu, pour la gloire de ta patrie si magnifiquement chantée dans tes *Lusiades*, que le symbolique géant Adamastor, incarnation africaine des Furies vengeresses, l'arrêtât dans cette entreprise héroïque d'où devaient naître les maux terribles dont souffre encore le monde colonial !



L'histoire, lamentablement atroce, des possessions espagnoles révèle le même manque d'aptitudes colonisatrices.

De toutes les nations de l'Europe, l'Espagne, à la fin du xv^e siècle, était certainement la moins propre à gérer une grande entreprise de colonisation. Alors, comme aujourd'hui d'ailleurs, « elle n'était ni très riche, ni très peuplée, ni très industrielle ; son territoire lui offrait un sol et des richesses pour l'exploitation desquels les bras étaient loin d'être superflus ; elle avait retiré de ses luttes séculaires contre les Maures un dédain du travail que l'on retrouve marqué dans ses lois et dans toute son administration. » (Leroy-Beaulieu).

La *découverte* de l'Amérique, faite par Christophe Colomb (1) avec l'aide des souverains de Castille, vint malheureusement fournir une source inespérée de faciles

(1) Il est aujourd'hui prouvé que le « Nouveau-Monde » était déjà connu bien longtemps avant que le grand navigateur génois conçût l'idée d'aller au Cathäy (c'est-à-dire en Chine) « par le Ponant ». Alexandre de Humboldt a consacré cinq volumes à cette intéressante démonstration.

En 1833, au Congrès géographique de Copenhague, l'explorateur Nordenskiöld présentait à ses collègues une carte de Nicolo et Antonio Zeni, datée de 1380 (cent douze ans avant Colomb) et portant les tracés du Groënland, de l'Islande, de la terre de Baffin, du Labrador, de l'embouchure du Saint-Laurent et de toute la côte des Etats-Unis, depuis la Nouvelle-Ecosse jusqu'au Cap Hatteras.

En 1840, on découvrait sur les bords du Potomac une tombe avec cette épitaphe, en caractères runniques : « Ici repose Syasi la blonde,

richesses à ce peuple de jouisseurs qui professait un culte exagéré pour la loi du moindre effort et que sollicitait vainement la mise en valeur de son territoire national, nouvellement conquis. Aussi ne peut-on être surpris de voir les Espagnols négliger de parti-pris les régions du continent américain qui se prêtaient le mieux à la colonisation agricole. « L'or seul les attirait; partout où ils avaient l'espoir d'en trouver, ils accouraient, non pas pour entreprendre eux-mêmes le rude travail du mineur, mais en conquérants féroces, pour forcer les paisibles aborigènes à peiner à leur profit » (1).

Le but de la colonisation espagnole fut le monopole, non plus des denrées commerciales, comme celui des Portugais, mais des métaux précieux. A partir de 1545, les *galions* partant du Mexique et du Pérou emportaient à Séville pour 15 millions par an; leur chargement annuel s'éleva, au *xvii^e* siècle, jusqu'à 114 millions. On sait quel tort devait faire à l'Etat castillan l'exagération du principe mercantiliste tendant à l'accumulation irraisonnée de l'or et de

de la Norvège orientale, veuve de Koldr, sœur de Thorg par son père, âgée de 25 ans. Que Dieu lui fasse grâce! 1051. » Confirmant l'authenticité de ce document, un manuscrit latin de 1117, découvert en Islande, en 1863, près de l'église de Skalholt, relate la mort de Syasi et décrit d'une façon précise l'emplacement de son tombeau.

Enfin, sur la rive droite de Tanton-River, à Berckley, on a trouvé un bloc de gneiss portant cette inscription encore très nette : « *Cent trente-et-un hommes du Nord ont occupé ce pays, l'an 1000, avec Thornfinn.* » Tout le récit de la conquête de l'Amérique par les Normands et les Norvégiens est, d'ailleurs, contenu dans les *Sagas* scandinaves (Annales de l'histoire ancienne sous forme poétique) dont la rédaction remonte à 1148 et dont les bibliothèques de Stockholm et de Copenhague possèdent vingt-quatre manuscrits.

Le *Smithsonian Institute* de Washington offre aux investigations des érudits une importante collection de ces documents relatifs à l'Amérique « précolombienne », documents qui ont été analysés ou reproduits en France par Napoléon Ney, ancien président de la Société de géographie commerciale de Paris.

(1) Washington Irving, *History of Columbus*.

l'argent. L'Espagne, a-t-on dit avec esprit, est morte d'une « apoplexie d'argent ».

L'extension des *conquistadores* fut rapide. Installés aux Canaries dès 1405, les Espagnols, en 1492, firent des Antilles leur base d'opérations et touchèrent successivement San-Salvador, Cuba, Haïti, la Guadeloupe (1493), les îles Caraïbes (1495), la Jamaïque (1509); l'occupation du continent suivit aussitôt : bouches de l'Orénoque en 1498, Honduras et Panama en 1502, Mexique (1520), Nicaragua et Costa-Rica (1526), Chili (1534), Pérou (1535), Californie (1556).

Les aborigènes ou « Indiens » des Antilles (1) étaient une race d'hommes simples et doux, n'ayant pour armes que des flèches et des massues et dont les habitations consistaient en de misérables huttes. « Leur histoire, leur morale, dit Raynal, étaient renfermées dans un recueil de chansons qu'on leur apprenait dès l'enfance. Ils avaient, comme tous les peuples, quelques fables sur l'origine du genre humain. On connaît peu de chose de leur religion, à laquelle d'ailleurs ils n'étaient pas fort attachés ». Ce peuple, dont la quasi-nudité (2) attestait la candeur et l'ignorance, avait cependant une noblesse et des sorciers. La vue des vaisseaux de Colomb, le bruit de leurs canons, la foule d'objets qu'on leur distribua, excitèrent leur admiration à un point tel que les Espagnols furent regardés comme des êtres supérieurs venus du ciel. Colomb, profitant de cette crédulité, acheva de gagner l'affection des chefs (*caciques*), en leur promettant d'anéantir avec son artillerie les Caraïbes, peuple cruel des îles voisines, et il obtint la permission de bâtir un fort, à la construction duquel les indigènes eux-mêmes travaillèrent.

(1) L'erreur géographique commise par Christophe Colomb en « découvrant » le Nouveau-Monde fit donner le nom d'*Indiens* à ces aborigènes, qui n'avaient en réalité que de vagues affinités ethniques avec les vrais Indiens.

(2) Les individus adultes portaient une ceinture d'un tissu d'écorce finement tressé et formant demi jupe pour les femmes.

Après un mois de séjour à Haïti, dénommée *Hispanola* (1). Christophe Colomb fit voile pour l'Espagne. Il laissa dans le fort, muni de plusieurs pièces de canons, trente-neuf Espagnols avec des vivres pour un an. Lorsqu'il revint, onze mois après, avec dix-sept vaisseaux chargés d'ouvriers, de soldats, de missionnaires et de provisions de toute espèce, il ne trouva plus que les débris épars de sa forteresse et les corps en putréfaction de ses anciens compagnons. Il apprit alors que ces malheureux avaient couru à leur perte en se livrant à tous les excès. Le grand amiral, servi par son prestige, parvint à regagner la confiance des « Indiens », et il put construire deux nouvelles forteresses sans rencontrer plus de difficultés que la première fois. En même temps que les bastions s'élevaient, les quinze cents compagnons du navigateur parcouraient le pays pour ramasser l'or qu'on y trouvait en abondance et dont les naturels leur apportaient une immense quantité, en échange de quelque verroterie.

Mais bientôt la bonne intelligence fut de nouveau troublée. Les vivres vinrent à manquer aux soldats de Colomb. Les Indiens, extraordinairement sobres, n'avaient que fort peu de provisions; ils les offrirent; on en exigea davantage et, pour l'obtenir, les Espagnols n'imaginèrent pas de meilleur expédient que de recourir à la violence. Pour la seconde fois, la timidité naturelle des indigènes disparut devant l'excès des vexations; tous les caciques de l'île, sauf un, unirent leurs forces pour chasser les Espagnols. Mais le canon des Européens, jetant la terreur parmi ces bandes peu guerrières, en eut facilement raison. Après ce combat on aurait pu vivre encore en paix, si les Espagnols n'avaient décidé qu'à l'avenir chaque Indien paierait un tribut. Il fallait donc travailler pour enrichir l'étranger; les indigènes ne purent s'y résoudre: ils abandonnèrent leurs huttes, leurs champs, leurs richesses et se réfugièrent dans les montagnes. La fuite ne put les soustraire, hélas! aux supplices que leur réservaient leurs oppres-

(1) Colomb ne fit que passer à San-Salvador et à Cuba; ce fut Haïti sa terre de prédilection.

seurs. Les Espagnols dressèrent des chiens pour découvrir la retraite de leurs victimes; et quelques-uns, associant la religion à leur exécrable cruauté, firent vœu de massacrer chaque jour douze Indiens en l'honneur des douze apôtres (1).

Après avoir ainsi décimé la population, qui s'élevait, lors de la découverte, à plus d'un million, les Espagnols s'entr'égorgèrent pour quelques onces d'or. Colomb, durant ces tristes événements, était en Espagne où il s'efforçait en vain d'obtenir du gouvernement un nouvel envoi d'hommes aux Antilles; ne pouvant décider aucun de ses compatriotes à le suivre, il se fit ouvrir les prisons et prit avec lui tous les criminels qu'il y trouva. Ces brigands, joints à ceux qui étaient restés en Amérique, accablèrent de mauvais traitements les aborigènes qui avaient échappé au massacre, et, devenus assez forts pour braver l'autorité de leur souverain, ils firent bientôt repentir Colomb d'avoir eu l'idée de transformer quelques centaines de scélérats en fondateurs d'un Etat chrétien (2).

(1) Raban, *Résumé de l'histoire de Saint-Domingue*.

(2) Washington Irving nous apprend que Christophe Colomb, l'illustre Colomb, voulut faire transporter en Espagne les Caraïbes, afin de les y vendre comme esclaves, mais qu'il se heurta au refus de Ferdinand et d'Isabelle. Colomb, toujours d'après le même historien, aurait alors envoyé de lui-même à Séville 500 prisonniers indigènes pour y être vendus. La reine Isabelle fit consulter les théologiens, pour savoir s'il était permis de vendre les *Indiens*. Les avis furent partagés; Isabelle-la-Catholique, faisant prévaloir son propre sentiment, ordonna que les Indiens fussent renvoyés dans leur pays natal et recommanda de se concilier l'amitié des indigènes par de bons traitements.

Destitué, le grand amiral essaya plus tard de se justifier, en disant qu'il avait eu en vue le propre intérêt des Indiens: il aurait voulu leur faire enseigner les vérités de la religion, avec les arts et les usages d'Europe, afin que, revenus dans leur île, ils pussent aider à civiliser leurs compatriotes (*History of Columbus*, t. XI, liv. VI, p. 69 et liv. XVII, p. 364). Il faut avouer que la justification est mauvaise, car, quelle que fût la pureté de l'intention, nous ne voyons pas bien la nécessité, ni même la possibilité de la réaliser au moyen de l'esclavage.

Un nouveau gouverneur, Nicolas de Ovando, fut envoyé à Hispanola, en 1501. La tyrannie des Espagnols n'avait fait que s'accroître avec le temps. Une princesse indigène, la reine et poétesse Ana-Caona (1), célèbre par son esprit autant que par sa beauté, se prépare à lever une armée ; Ovando, instruit de ses dispositions, l'invite à une fête, s'empare de sa personne et la fait pendre avec les grands de sa cour.

En 1506, les Espagnols, ayant violé un traité conclu avec les Indiens, ceux-ci prirent de nouveau les armes. Ce fut, dès lors, une guerre d'extermination qui ne cessa qu'avec le supplice du dernier souverain de l'île. De cette époque date le régime des *repartimientos*, qui, aggravé à Cuba sous le nom de régime des *reconcentrados*, est devenu d'une pratique courante dans les guerres coloniales.

Enchaînés deux à deux, mutilés pour la plus légère faute par des maîtres qui ne donnaient leurs ordres qu'avec le fouet, ces malheureux imploraient la mort à grands cris, et et il en périt presque autant par le suicide que par les sévices. « On faisait relever à force de coups ceux qui pliaient sous leurs fardeaux. Il n'y avait de communication entre les deux sexes qu'à la dérobée ; les hommes mouraient dans les mines, et les femmes dans les champs que cultivaient leurs faibles mains. Une nourriture malsaine et insuffisante achevait d'épuiser des corps exténués de fatigue. Le lait tarissait dans le sein des mères, qui expiraient de faim et de lassitude, pressant contre leurs mamelles desséchées leurs nourrissons mourants. Les pères s'empoisonnaient ; quelques-uns se pendirent aux arbres, après y avoir pendu leurs enfants et leurs épouses ; leur race n'est plus !... » Et l'homme de bien dont nous invoquons ici le témoignage authentique, ajoute : « Il faut que je m'arrête un moment ; mes yeux se remplissent de larmes et je ne vois plus ce que j'écris. » (Raynal, *Histoire philosophique des Deux Indes*).

(1) *Ana Caona*, en langue caraïbe, signifie *Fleur d'or*.

Devant la rapide décroissance des Indiens (1), les Espagnols imaginèrent d'attirer dans leurs possessions les indigènes des îles voisines. Ils y parvinrent, en employant la perfidie. Séduits par des promesses impies, des milliers de ces insulaires vinrent dans « la grande île », où ils ne trouvèrent que l'esclavage et la mort.

Le défaut de bras allait faire renoncer à l'exploitation des mines (2), et ces étranges colons, abandonnant l'agriculture, se transformaient sans peine en pirates, lorsqu'un moine, l'abbé de Las Casas, poussé par une philanthropie bizarre, proposa de substituer les nègres d'Afrique aux Indiens, pour avoir une main-d'œuvre gratuite plus abondante.

Dans l'organisation à demi-barbare des colonies espagnoles, l'ignorance était obligatoire, même pour la classe noble (3); une vanité invraisemblable, jointe à la corruption la plus effrénée, faisait considérer comme viles les professions les plus utiles aux agglomérations d'hommes policés. Enfin, comme trait particulier à cette administration qui restera fameuse dans l'histoire coloniale, il faut signaler le machiavélisme consommé avec lequel on sema la division parmi les divers éléments ethniques qui formaient la population subjuguée.

Hollandais et Russes.

Les Hollandais ont toujours été un peuple aventureux, autant qu'économe et industrieux. On a dit avec raison que la navigation était pour eux comme une production naturelle de leur pays. Bien avant leur séparation d'avec l'Espagne, ils étaient déjà « les rouliers et les facteurs de

(1) Une affreuse épidémie de petite vérole vint encore s'adjoindre aux mauvais traitements.

(2) Des mines d'argent furent exploitées à Potosi (Bolivie) dès l'année 1545.

(3) Le vice-roi Gil de Lémés tenait, au Collège de Lima, ce langage topique : « Apprenez à lire, à écrire et à dire vos prières; c'est tout ce qu'un Américain doit savoir. » (Paul Leroy-Beaulieu).

l'Europe ». L'émancipation politique (1556) ne fit qu'exalter leur penchant naturel vers les entreprises maritimes ; le roi Philippe II, après la réunion du Portugal au royaume de Castille, leur ayant interdit toute relation avec ses sujets, ils résolurent d'aller chercher aux Indes même les marchandises qu'ils prenaient naguère à Lisbonne. Cette audacieuse tentative, couronnée de succès malgré le secret jalousement gardé par les pilotes portugais sur la route à suivre, permit de battre en brèche l'hégémonie commerciale du Portugal.

A la colonisation néerlandaise se rattache la fondation de la première grande Compagnie privilégiée, la célèbre *Compagnie des Indes*, prototype de toutes celles qui devaient se constituer plus tard en vue de l'exploitation des colonies.

Dans leur lutte commerciale contre les Portugais, les Hollandais eurent plus souvent recours à la ruse qu'à la force. Se présentant aux chefs et aux populations indigènes comme des commerçants qui ne poursuivaient que l'intérêt de leur trafic, ils surent habilement profiter de la haine que les Portugais avaient excitée partout. Vainqueurs de leurs rivaux, ils détruisaient les forteresses, au lieu de les prendre à leur compte ; évitant avec soin tout établissement continental, ils n'élevaient des comptoirs fortifiés qu'à l'intersection des grandes routes maritimes.

Ainsi donc, la colonisation néerlandaise se différenciait nettement, au début, de la colonisation espagnole et portugaise. Mais la Compagnie des Indes, faisant litière de la saine maxime nationale : « Vivez et laissez vivre les autres », dont l'intelligente pratique avait si largement accru la prospérité de la Hollande, vint inaugurer une politique d'exactions et de tyrannie qui fut désastreuse et pour la métropole et pour les colonies.

Adam Smith a minutieusement décrit l'influence mauvaise qu'exercèrent les grandes Compagnies sur les populations soumises à leurs pouvoirs régaliens. Leroy-Beaulieu, d'autre part, affirme que, de toutes les Compagnies privilégiées, celle de Hollande fut la moins scrupuleuse : « Corrompue

par l'avidité mercantile, d'autant moins réservée qu'elle avait moins d'ambition et de goût pour la gloire et qu'elle subordonna toujours son rôle de souveraine à son rôle de marchande, elle écrasa les indigènes sous le joug de la plus odieuse tyrannie. » La Compagnie s'était proposé un double but restrictif dans les colonies : limiter la production, afin de conserver son monopole commercial ; limiter la population, pour rendre sa surveillance plus aisée.

Toutefois, ce despotisme pesa moins durement sur les indigènes que celui des Portugais et des Espagnols, parce que les Hollandais, moins enclins au fanatisme religieux, n'ajoutaient pas un surcroît de torture morale aux mauvais traitements que la barbarie des temps faisait infliger aux indigènes sans défense, sous le fallacieux prétexte de leur garantir le bonheur céleste. Puis, le mode d'exploitation adopté rendait l'esclavage presque inutile dans les colonies néerlandaises. Négligeant toute culture intensive qui réclamerait beaucoup de main-d'œuvre, on se bornait, en effet, à recueillir le produit des arbres à épices dont la nature avait abondamment pourvu ces îles.

Il y a cependant une restriction à faire. La Compagnie des Indes, contrairement au système appliqué dans les îles de la Sonde, fonda au Cap de Bonne-Espérance une véritable colonie agricole. L'historien anglais Merivale dénonce, au nombre des causes qui retardèrent le développement de cette colonie au sol si fertile, la politique de violences suivie à l'égard des Hottentots. Le premier gouverneur hollandais du Cap écrivait à la Compagnie que, du haut des murs de sa forteresse, il contemplait les nombreux troupeaux des indigènes, « plein d'étonnement sur les vues de la Providence qui faisait de si riches dons à ces païens » ; et il ajoutait : « Si nous y eussions été autorisés, nous aurions pu leur prendre dix mille têtes de bétail ; d'ailleurs, l'occasion se représentera, si nous obtenons des ordres à cet effet, *et nous aurons d'autant plus de facilités que les indigènes auront pris confiance en nous.* » La Compagnie accor-

da-t-elle l'autorisation sollicitée ? Cela est plus que probable. En tout cas, il est un fait certain : c'est que les Hottentots furent toujours inhumainement brutalisés, par les Hollandais comme par les Anglais (1).

Une seconde Compagnie hollandaise, dite des Indes occidentales, obtint, en 1621, le privilège du trafic avec toute l'Amérique. Cette Compagnie avait aussi un double objectif : faire de la contrebande et fonder des colonies. Elle s'empara des petites îles de Curaçao et de Saint-Eustache qui, déclarées ports francs, servirent d'entrepôts pour un commerce interlope avec le continent américain. Après avoir conquis et perdu le Brésil, fondé la Nouvelle-Amsterdam, qui devait devenir la cité de New-York, et avoir eu l'occasion de reconnaître, dit l'économiste Heeren (2), que « la piraterie et les guerres sont des moyens peu solides pour la création de grands établissements commerciaux », la Compagnie des Indes occidentales parvint à transformer la terre malsaine et ensablée de Surinam en une des plus belles colonies du monde. Malheureusement, là encore, les traitements barbares infligés aux noirs, très nombreux dans cette colonie, ont souillé le succès de cette brillante entreprise. « Les nègres, dit Leroy-Beaulieu, furent traités à Surinam avec une extraordinaire rigueur : le Code noir de 1784 est bien le plus honteux monument de la tyrannie et de l'injustice humaine (3). »

(1) Leroy-Beaulieu, *op. cit.*

(2) Heeren, *Idées sur les relations politiques et commerciales des anciens peuples de l'Afrique.*

(3) Enregistrons à cet égard l'aveu du capitaine J.-G. Stedman, officier anglais qui fit partie d'un régiment de cinq cents volontaires européens envoyés à Surinam en 1773 pour combattre les indigènes révoltés : « En faisant voir la colonie de Surinam inondée du sang des nègres, la vérité me force à déclarer que les Hollandais ne sont pas seuls coupables de cette horrible effusion. Cette colonie renferme des individus d'autres nations, qui s'y livrent aux actes de la barbarie la plus constante et la plus effrénée. » (*Voyage à Surinam*, t. 1^{er}, p. 3. Traduit de l'anglais par P.-F. Henry).

Les Boërs, ces rudes rejetons de la souche néerlandaise, ont

Par une singulière omission, la plupart des ouvrages qui traitent de la colonisation chez les peuples modernes ont laissé de côté l'histoire pourtant assez ancienne et particulièrement intéressante de l'expansion des Russes en Sibérie. Marcel Dubois, qui relève cette omission, l'explique par ce fait que les études consacrées à la colonisation ne visent généralement qu'un seul mode de cet acte complexe ; il voit, du reste, dans cette manière de juger, « une habitude d'esprit propre aux peuples maritimes de l'Europe occidentale, chez lesquels s'est écrite, en majeure partie, l'histoire systématique de la colonisation », et aussi la marque de l'influence prépondérante que les économistes politiques anglais ont exercée par leurs actes et leurs publications.

Les Russes ont eu à organiser une très pénible navigation sur les mers polaires et sur les fleuves sibériens, et il n'est que juste de leur en reconnaître le mérite, alors que l'on compte à l'actif de la colonisation anglaise les tentatives faites, au seizième siècle, pour gagner la Chine par les mers septentrionales d'Europe et d'Asie.

Nous n'avons, d'ailleurs, pas à nous étendre longuement sur la colonisation russe, car elle ne possède jusqu'ici qu'un seul établissement qui puisse être rangé dans la catégorie des colonies d'exploitation : c'est le Turkestan.

Ce furent des Cosaques, mi-soldats, mi-commerçants, qui, chassant des animaux à fourrures, révélèrent aux Russes, vers le milieu du seizième siècle, les immenses régions d'au-

malheureusement repris cette politique de massacres et de spoliations, en s'emparant d'une partie du pays des Cafres et des Hottentots qu'ils baptisèrent « Orange » et « Transvaal ». Ils en ont été bien punis par la désaffection des indigènes, dont les bandes aguerries eussent été pour eux d'un grand secours dans la lutte admirablement opiniâtre qu'ils ont soutenue contre toutes les forces disponibles de l'Angleterre. On doit espérer que, rendus plus humains par le malheur, ils reconstitueront leur vivace nationalité sur un fondement plus équitable.

delà de l'Oural. Les tsars conçurent immédiatement l'idée de rendre tributaire le *Khan*, chef tartare de l'Obi, pour percevoir l'impôt en nature à sa place ; la cavalerie russe passa donc la montagne et, sans plus de formalités, s'empara de Sibir, la capitale du Khan, qui dut reconnaître la suzeraineté des Ovan. Les Cosaques chevauchèrent dans tout le pays durant une cinquantaine d'années, mais ce fut une reconnaissance militaire intermittente plutôt qu'une occupation proprement dite.

Avec Pierre-le-Grand seulement s'affirma réellement l'idée d'une politique coloniale en Russie, et, depuis lors, l'œuvre de pénétration s'est poursuivie méthodiquement.

L'expansion russe ne s'est pas accomplie partout avec autant de facilité qu'en Sibérie et en Transcaucasie. Les pacifiques peuplades de ces pays se sont soumises sans résistance et ont tout de suite commencé à fusionner avec les envahisseurs ; mais, dans d'autres régions, aux îles Aléoutiennes notamment, les Russes n'ont eu raison des populations indigènes qu'en les exterminant ou en les déportant en masse.

C'est surtout par des travaux publics opportunément entrepris que le gouvernement moscovite cherche, d'ordinaire, à se concilier la bénévolence des indigènes. Dans un pays auquel il manque moins l'initiation agricole et industrielle que des voies de communication ou un réseau d'irrigation, quelques kilomètres de rails posés, quelques mètres cubes d'eau habituellement amenés aux terres fertiles qui les attendent, doivent nécessairement avoir pour effet de grandir les conquérants dans l'esprit des populations et de combler peu à peu le fossé de sang qui les sépare. Les Russes l'ont très bien compris et ils recueillent largement les fruits de cette politique avisée, qui les rend sympathiques, malgré la brutalité coutumière de leurs prises de possession.

..

Négligeant la colonisation des petits peuples, tels que le

Danemark et la Suède, qui n'offre d'ailleurs rien de bien particulier, arrivons aux deux grandes puissances qui, depuis 400 ans, sont à la tête de la civilisation et dont la perpétuelle rivalité a déjà fourni de si sombres chapitres à l'histoire des colonies.

Français et Anglais.

Un auteur contemporain, Jules Duval (*Les Colonies et la politique coloniale de la France*) attribue aux Français la première initiative de colonisation moderne. « Des marins dieppois », raconte-t-il, « armèrent en 1364 deux navires de 100 tonneaux chacun, qui firent voile vers les Canaries déjà découvertes, arrivèrent au Cap-Vert, mouillèrent dans une baie qu'ils appelèrent *Baie de France*, parcoururent la côte de Sierra-Leone; s'arrêtèrent dans un lieu qu'ils nommèrent *Petit Dieppe* (plus tard Rio-Sestro), échangèrent avec les naturels, contre leurs propres marchandises, de l'or, de l'ivoire, du poivre, dont ils tirèrent de grands profits à leur retour en Normandie. L'année suivante, les marchands de Rouen s'unirent aux marchands de Dieppe; quatre de leurs vaisseaux abordent en un lieu qu'ils nommèrent *Paris* (plus tard Grand-Sestre) et trafiquèrent jusqu'à la Côte-d'Or. »

Leroy-Beaulieu estime que c'est pousser un peu loin l'amour-propre national. Des voyages de découverte et de trafic, de simples comptoirs fondés pour le troc, des noms de la patrie donnés à des rives étrangères, ne suffisent pas, dit-il avec raison, pour constituer des colonies.

Les relations commerciales de la France avec l'Afrique (Sénégal et Guinée) ne devinrent sérieuses que vers la fin du x^v^e siècle; elles s'accrurent considérablement dans le cours du xvi^e, si bien qu'au début du xvii^e siècle, la France dépassait de beaucoup la Hollande et l'Angleterre par le nombre et l'importance de ses établissements d'outre-mer. Malheureusement pour eux, les Français se contentaient, le plus souvent, de visiter les pays nouveaux sans songer à les occu-

per, de sorte que leurs entreprenants rivaux n'eurent pas de peine à les supplanter.

La France, on le sait, ne fut guère heureuse dans ses fondations de colonies de peuplement. Les premiers colons français en Amérique, au lieu de condenser leurs efforts dans de fructueuses entreprises agricoles et commerciales, gaspillèrent leurs ressources et leur énergie dans des chasses et des explorations aventureuses. Par contre, les colonies d'exploitation françaises atteignirent dans les Antilles, principalement à Saint-Domingue, un degré de prospérité demeuré légendaire.

Voici, d'après l'historien Caillet, la genèse de ces colonies des Antilles :

« Un petit gentilhomme de Normandie, Belain d'Esnam-buc (1), partit de Dieppe, en 1625, sur un brigantin portant quatre pièces de canon, quelques pierriers et cinquante hommes ; échappant à la poursuite d'un galion d'Espagne, il se jeta sur l'île de Saint-Christophe. Il revint en France, au bout de deux ans, pour solliciter des secours de la Couronne. Il étonna tellement la cour par son faste, que le cardinal Richelieu, ayant favorablement écouté l'exposé qu'il lui fit des richesses qu'on pourrait tirer de ce pays, autorisa la création d'une Compagnie dont l'acte d'association fut passé le 24 octobre 1626 ». La même commission autorisait l'exploitation de la Barbade.

Quelque temps après, la Guadeloupe et la Martinique furent occupées par les capitaines L'Olive, du Plessis et Duparquet, qui se distinguèrent surtout par une œuvre de destruction et de mort à laquelle leurs noms restent sinistrement attachés.

En 1632, d'autres aventuriers sans patentes s'étaient établis sur la côte septentrionale de Saint-Domingue (2), abandon-

(1) Paulmier de Gonneville, qui découvrit Madagascar, en 1502, était aussi un capitaine normand.

(2) Leur quartier-général était l'île de la Tortue.

née par les Espagnols. Ils passaient leur vie à la chasse et reçurent le nom de *boucaniers*, parce qu'ils avaient l'habitude de faire sécher à la fumée la viande des animaux tués. Mais s'étant aperçu que la piraterie offrait une occupation plus lucrative que la poursuite du bétail sauvage, ils s'adonnèrent à cette nouvelle « industrie », qui leur valut le nom de *flibustiers*. Après des luttes épiques contre les Anglais et les Espagnols, ils parvinrent à rester seuls maîtres de la plus grande partie de l'île.

Les colonies françaises des Antilles eurent donc pour origine les méfaits d'aventuriers sans foi ni loi, avides de faire fortune *per fas et nefas*. Le pouvoir métropolitain n'apparaissait qu'au second plan, « comme une puissance d'apparat, dénuée presque de toute influence réelle ». Ces terribles colons, qui ont tout fait pour mériter l'appellation de « bandits » que leur décerne Adam Smith avec une générosité un peu suspecte, avaient du patriotisme une conception toute particulière : ils étaient toujours disposés à renier la métropole et à prendre pour protecteur le gouvernement le plus puissant.

Contrairement à l'opinion exprimée par Alexandre Dumas père dans une boutade célèbre, nous pensons qu'il n'est jamais permis de « violer l'histoire », même pour « lui faire un enfant ». Aussi n'éprouvons-nous aucune gêne à reconnaître que l'Angleterre a très bien débuté dans la carrière coloniale. Les premiers Anglais qui partirent des îles Britanniques pour chercher au-delà de l'Océan des conditions de vie meilleures ne furent, en effet, ni des aventuriers, comme les conquérants d'Espagne, de France et du Portugal ; ni des mercantis, comme les rouliers de Hollande : ce furent des agriculteurs et des artisans, en un mot, de vrais colons. Doués d'un esprit pratique, ce qu'ils cherchaient avant tout, c'était des terres à cultiver, pour l'occupation des bras que

la crise économique résultant d'une trop brusque transformation agricole laissait sans travail dans la mère-patrie.

Le peuple anglais tout entier partageait, alors, les vues si pleines de bon sens politique émises par le chancelier Bacon, dans son remarquable ouvrage sur la colonisation (*Essay on plantation*) : « Il ne faut coloniser, disait-il, que sur un sol vierge, et non sur une terre qui ne peut devenir vacante que par l'extermination des indigènes. » L'éminent homme d'Etat tenait en médiocre estime la recherche des métaux précieux, « parce que l'appât de la loterie qu'offre leur découverte détourne les colons des travaux longs et patients. »

Que nous sommes loin des principes et des procédés préconisés et appliqués de nos jours par le pontifes plus ou moins amoraux de la *Greater Britain*!...

Le développement inouï de la puissance coloniale de l'Angleterre est dû, en majeure partie, à un concours de circonstances fortuites. Jusque vers le milieu du seizième siècle, rien ne faisait prévoir l'avenir de la Grande-Bretagne. Les Anglais n'ont pris conscience de leurs forces que petit à petit, à mesure que la nécessité leur en a indiqué l'emploi. « On répète trop volontiers, dit Marcel Dubois, que l'Angleterre est un *bloc de fer et de houille au milieu de l'Océan*. Ce fait, que la Grande-Bretagne est une île, n'a joué presque aucun rôle dans l'histoire anglaise avant le seizième siècle, où les Anglo-Saxons ont seulement commencé, grâce aux découvertes maritimes (faites par d'autres peuples), leur véritable éducation de navigateurs et de commerçants. »

Les premières colonies anglaises furent fondées en 1578, par Humphrey Gilbert et Walter Raleigh, qui avaient obtenu de la Couronne la propriété perpétuelle de toutes les terres qu'ils découvriraient, à la seule condition d'y former un établissement dans les six ans (1). Ce fut surtout aux dépens de

(1) Les colonies anglaises se divisaient, originairement, en trois catégories : les colonies de propriétaires, les colonies à charte et les colonies de la Couronne. Les colonies de propriétaires étaient fon-

L'Espagne que l'Angleterre agrandit son domaine colonial. Après la destruction de « l'invincible *Armada* », à laquelle contribuèrent si activement des pirates et des flibustiers avérés, tels que Drake, Hawkins et Oxenham, le partage des mers où rayonnait l'influence hispano-portugaise s'opéra entre l'Angleterre et la Hollande, son alliée ; l'Angleterre prit l'Atlantique pour sa part.

Si grands que fussent les avantages offerts aux colons dans les établissements anglais, ils ne suffirent pas pour y attirer tous les bras dont les Anglo-Américains avaient besoin. Pour accroître la main-d'œuvre, on eut d'abord recours à la déportation des criminels. Cromwell, le premier, imagina de vendre les condamnés politiques aux planteurs des colonies ; Jacques II suivit cet exemple et vendit pour 10 ou 15 shillings les mécontents et les suspects de son royaume. Au XVIII^e siècle, la déportation des criminels ordinaires était devenue d'une pratique régulière. Mais ce n'était là qu'un faible appoint pour la population coloniale. Les *convicts* exercèrent, d'ailleurs, sur les mœurs de ces jeunes sociétés, une influence tellement pernicieuse que plusieurs colonies s'opposèrent à leur importation sur leur territoire. On fit alors appel aux *émigrés par engagement*.

Les émigrés par engagement (*indented servants*) étaient des Européens libres que des « spéculateurs coloniaux » recrutaient en Angleterre et en Allemagne et à qui on avançait les frais d'émigration contre l'engagement d'une servitude personnelle temporaire. Une branche d'industrie nouvelle se fonda pour le raccollement et le transport de ces émigrants, plus ou moins volontaires. Les frais de passage

dées par des particuliers appartenant aux classes élevées de la nation et qui avaient obtenu de la Couronne, soit moyennant finances, soit par concession gracieuse, l'exercice des droits régaliens dans les pays qu'ils voulaient mettre en valeur. Les *colonies à charte* étaient l'œuvre et le domaine de grandes Compagnies privilégiées. Quant aux *colonies de la Couronne*, c'étaient celles où l'initiative privée des émigrants avait créé des établissements dignes d'être protégés. (Paul Leroy-Beaulieu).

ne dépassaient pas 7 à 8 livres sterling, et le travail exigé pendant toute la durée de l'engagement (1) recevait une rémunération forfaitaire de 40 à 60 livres. Des agents spéciaux (*redemptioners*), opérant dans les principaux ports d'Europe, alimentaient ce trafic qui donna lieu bientôt à des abus tellement scandaleux que le Conseil privé d'Angleterre dut l'interdire en 1686.

La condition des émigrés par engagement variait avec les diverses colonies, mais elle constituait partout un véritable servage. L'émigrant devait être nourri et vêtu, mais il n'avait droit à aucun salaire ; il lui fallait obtenir l'autorisation du maître pour se marier, et celui-ci avait la faculté de le céder à un autre employeur ; enfin, la durée du service était prolongée à la suite de toute tentative faite en vue de s'y soustraire. Ce système d'exploitation ne produisit pas les résultats qu'on en avait espérés. Un colon, après de grandes dépenses pour se procurer des serviteurs de cette sorte, se les voyait soutenir par un voisin offrant des gages plus élevés ; l'impuissance des autorités coloniales rendait difficile la sanction des contrats et, d'autre part, l'on avait quelque scrupule à infliger à ces demi-esclaves européens les horribles traitements qu'on allait faire subir aux malheureux noirs d'Afrique.

Malgré les principes religieux qu'ils professaient, les fondateurs des colonies anglaises de l'Amérique du Nord, dès qu'ils crurent y trouver un intérêt, déployèrent autant, sinon plus de cruauté que les Portugais et les Espagnols dans l'œuvre d'expropriation des indigènes. Tant qu'ils furent peu nombreux, ils témoignèrent une grande bienveillance aux Indiens ; mais aussitôt qu'ils eurent la certitude d'être les plus forts, ils commencèrent la guerre d'extermination.

Cette peu honorable tradition n'a été que trop bien continuée par les Américains, dignes descendants et successeurs des Anglais.

(1) Cet engagement était, ordinairement, de trois ans — d'où le nom de *trente-six mois* donné à ces émigrés dans quelques colonies.

CHAPITRE II

LA TRAITE DES NÈGRES ET SES HORREURS

Nous venons de voir à l'œuvre les premiers colonisateurs européens, et nous avons pu constater que « l'extermination des indigènes, comme le dit Augustin Cochin dans son très remarquable ouvrage sur *l'abolition de l'esclavage*, a été presque partout la première page de l'occupation des colonies ».

Les sociétés artificielles et instables que sont les colonies d'exploitation passent, généralement, par trois phases économiques bien tranchées. Au début, la pleine liberté commerciale accompagnant l'ouverture d'un nouveau territoire plus ou moins vierge attire de nombreux petits propriétaires qui dirigent sur place ou fournissent eux-mêmes le travail de la mise en culture ; les échanges se font dans des conditions normales. Cette première phase marque une ère de prospérité médiocre, mais générale. Vient ensuite une époque de culture intensive ; les domaines s'agrandissent et donnent leur maximum de rendement ; mais l'exploitation à outrance du travail indigène, régi par le *sweating system* ou par l'esclavage pur, a remplacé les arrangements équitables des associations d'hommes libres. Le plus grand nombre peine et vit misérablement pour entretenir l'opulence, souvent insolente, de quelques privilégiés. Enfin, troisième phase, la fertilité du sol diminue, les frais de production augmentent et la main-d'œuvre agricole enchérit ; des colonies plus récentes se développent et les anciennes, malgré des droits protecteurs exorbitants, deviennent incapables de soutenir la concurrence.

C'est pour échapper à la fatalité de cet enchaînement de

lois économiques (1) et prolonger la durée de leur prospérité factice que les colonies d'Amérique eurent recours à l'esclavage et que les métropoles légalisèrent l'odieux trafic connu sous le nom de *traite des nègres*. Puisse l'horrible récit qui suit rappeler à la pudeur les coloniaux assez éhontés, en Allemagne, en Angleterre et même en France, pour préconiser, à l'aurore du vingtième siècle, une nouvelle application de cet abominable système d'exploitation !

* * *

Christophe Colomb, en débarquant à San-Salvador, le 12 octobre 1492, baisa trois fois la terre et il y planta la croix, dit l'historien Roselly de Lorgues, puis il s'écria :

« Seigneur, Dieu éternel et tout-puissant, qui par ton verbe sacré as créé le firmament, la terre et la mer, que ton nom soit béni et glorifié partout ! Qu'elle soit exaltée, ta Majesté qui a daigné permettre que, par ton humble serviteur, ton nom sacré soit connu et prêché dans cette autre partie du monde ! »

Quelques années plus tard, sous les auspices et la bannière de ce Dieu rédempteur qui prescrit aux hommes de s'aimer les uns les autres, les peuples chrétiens de l'Occident, altérés d'or, souillaient le sol du Nouveau-Monde en y traînant des « esclaves, pris comme du gibier, achetés comme du bétail et traités comme des chiens ».

Il est généralement admis que l'esclavage avait à peu près entièrement disparu de l'Europe vers le XII^e siècle (2) ; sa réapparition date du XV^e siècle.

« Les mahométans d'Afrique emmenaient à Lisbonne des nègres, pour les échanger contre les prisonniers que les Portugais leur avaient faits. Ceux-ci eurent alors l'idée d'aller

(1) Il va sans dire que cette fatalité est, pour nous, toute relative, étant la conséquence d'une succession de contingences déplorables qui auraient pu très bien ne pas se produire.

(2) Michelet, *Rapport à l'Académie des Sciences morales* (1839) ; Wallon, *Histoire de l'esclavage dans l'antiquité*.

eux-mêmes en acheter en Afrique, dans leur comptoir d'Arguin. Le 8 août 1444 (1), un certain capitaine Lantarote débarqua, pour la première fois, à Lagos, dans le royaume des Algarves, 235 esclaves noirs qu'il vendit. Ce commerce continua et, en 1539, la vente atteignait à Lisbonne 12.000 têtes. Les Espagnols imitèrent cet exemple. » (Augustin Cochin).

L'introduction des esclaves à Saint-Domingue remonte aux premières années du seizième siècle (2); on en importa à Cuba vers 1517; les autres îles des Antilles n'en furent pourvues qu'à partir de 1650.

Par une coïncidence frappante, la même année (1620) où une poignée d'hommes pieux, intelligents et honnêtes débar-

(1) Déjà en 1443, s'il faut en croire Bancroft, un Portugais du nom de Nunez Tristan, avait fondé une association pour faire conjointement le commerce de l'or et celui des esclaves.

(2) A. Bonnemain (*Régénération des colonies*, Paris, 1792) donne la date de 1503, sans indiquer le point du Nouveau-Monde où se fit le premier transport.

« Saint-Domingue, dit Moreau de Saint-Méry, est le premier lieu de l'Amérique où il y ait eu des esclaves africains, et personne n'ignore qu'ils y furent introduits comme cultivateurs d'après l'avis de Barthélemy Las Casas, qui en avait vu quelques-uns amenés par hasard à Saint-Domingue en 1505... Cet inconséquent projet d'asservir une race d'hommes pour obtenir l'affranchissement d'une autre, fut vivement combattu par le cardinal Ximènes, régent d'Espagne; mais le gouvernement se laissa bientôt circonvenir et accorda l'autorisation réclamée par les colons. »

L'historien belge Scarsez de Locqueneuille (*l'Esclavage, ses promoteurs et ses adversaires*) croit pouvoir affirmer qu'il y eut des nègres dans les colonies d'Amérique dès l'année 1501, mais que c'étaient « des esclaves nés au milieu des chrétiens et dont le transport n'avait pas donné lieu au hideux cortège de crimes qui accompagna plus tard la traite proprement dite ».

A notre avis, c'est la date de 1501 qui doit prévaloir, car déjà en 1503, « le gouverneur Ovando avait défendu d'importer d'Afrique des esclaves (à Saint-Domingue), parce que ceux qu'on avait introduits s'étaient enfuis chez les Indiens. On prétendait même qu'ils pervertissaient ces derniers et les poussaient à la révolte ». (Moreau de Jonnés, cité par Beaubrun-Ardouin).

quaient de la *Mayflower* pour fonder sur le continent américain l'établissement qui devait être le berceau des Etats-Unis, un navire hollandais abordait à Jamestown, en Virginie, et y laissait vingt esclaves noirs.

L'accroissement du nombre des esclaves ne fut d'abord pas très rapide en Amérique, mais deux causes devaient bientôt l'accélérer : d'une part, le développement de la consommation du café et du coton ; d'autre part, les profits que donnait le commerce de la traite.

Après ces renseignements généraux, quelques détails ne paraîtront pas inutiles.

John Wesley dénomme l'esclavage « l'abrégé de toutes les infamies ». Canning définit un navire négrier : « la plus grande réunion de crimes sous le plus petit espace possible ». Robert Peel, premier ministre, déclara que « la traite des noirs a excité à plus de crimes qu'aucun acte public qui ait jamais été commis par aucune nation, quel que fût son mépris pour les lois divines et humaines. »

Pour que des Anglais, qui s'y connaissent en infamies coloniales, en arrivent à qualifier de la sorte un acte auquel la Grande-Bretagne prit une part si considérable, il faut, véritablement, que la mesure ait été comble. La sévérité de ces appréciations, comme on va pouvoir s'en convaincre, n'a en effet absolument rien d'exagéré.

D'après l'explorateur Mungo-Park, dont nous aurons encore l'occasion d'invoquer l'irrécusable témoignage, les guerres en Afrique étaient de deux sortes : les guerres publiques, de peuplades à peuplades, précédées, comme en Europe, d'une déclaration préalable ; et une guerre spéciale, appelée *tégria* ou *panyar* (mots qui signifient *vol*, *pillage*, dans l'idiome africain), et qui consistait dans des expéditions nocturnes où quelques centaines d'hommes, sous la conduite d'un chef entreprenant, allaient surprendre à l'improviste des villages sans défense dont ils incendiaient les huttes et réduisaient les habitants en esclavage. Ces razzias existaient bien avant la venue des Européens en Afrique, mais il a été

prouvé (1) que la traite a eu pour effet de généraliser ces horribles expéditions, de les rendre plus fréquentes et plus atroces.

Autrefois, au dire des premiers explorateurs, les punitions étaient plutôt légères en Afrique ; le génie simple et naturel des indigènes les avaient proportionnées aux fautes. Les négriers survinrent, et l'on accommoda la jurisprudence africaine à leurs demandes : toutes les fautes, même les plus vénielles, furent désormais punies de l'esclavage. Le crime imaginaire de sorcellerie est celui qui fournissait le plus de victimes et le plus de profits aux chefs ; d'abord, parce qu'il n'admettait aucune preuve discutable, ensuite parce que la condamnation entraînait la vente de toute la famille de l'accusé. Celui-ci était soumis à l'épreuve de l'eau rouge, eau généralement empoisonnée.

Parmi les causes d'esclavage (2), Mungo-Park cite encore « l'oubli du lien conjugal » et surtout l'insolvabilité. Le créancier, par une perversion des lois originaires de l'Afrique également due à l'influence de la traite, eut le droit de vendre

(1) *Résumé des interrogatoires relatifs à la Traite des Nègres, et qui ont eu lieu devant le Comité général de la Chambre des Communes d'Angleterre.* (Imprimé par ordre du Parlement Britannique).

(2) L'esclavage africain, disons-le en passant, était une sorte de vasselage patriarcal mille fois plus supportable que l'esclavage colonial. L'esclave, en Afrique, ne pouvait être vendu suivant le bon plaisir du maître indigène ; il fallait qu'il eût commis quelque crime. Maîtres et esclaves vivaient dans la simplicité des premiers âges ; ils mangeaient et travaillaient ensemble, soit à la maison, soit aux champs, et il n'y avait entre eux, affirme Mungo-Park aucune distinction apparente. « Si l'esclave parlait, s'il se plaignait, il trouvait des voix pour lui répondre, des cœurs pour compatir à sa peine » ; enfin il considérait son maître comme un père de famille ayant sur lui l'autorité paternelle.

Nous nous hâtons d'ajouter, pour sauvegarder les principes, que, même très atténué, un régime, odieux de sa nature, n'en reste pas moins odieux. La liberté ne comporte pas de degrés ; l'esclavage, sous toutes ses formes et dans toutes ses applications, doit être condamnée et flétri partout.

non seulement son débiteur, mais encore — au cas où celui-ci se dérobaît aux poursuites, n'importe quel membre de sa famille, voire même un habitant quelconque de son village.

Les capitaines des vaisseaux négriers inventèrent bientôt un moyen beaucoup plus efficace de se procurer des esclaves. Ils confiaient des marchandises aux indigènes, qui se chargeaient de les écouler à l'intérieur et de revenir avec un nombre déterminé d'esclaves en laissant comme otages plusieurs membres de leur famille. Ces facteurs partent en tournée ; l'amour familial est pour eux un stimulant puissant qui les excite à revenir à l'époque fixée ; mais, très souvent, ils sont eux-mêmes pris et vendus en route, ou bien ils arrivent juste à temps pour voir le navire filer avec les otages.

Quelques-uns de ces bandits avaient encore trouvé mieux : ils offraient des repas aux chefs du pays et, les ayant enivrés, ils tiraient d'eux l'autorisation de diriger des expéditions contre leurs propres sujets. D'autres, après avoir soufflé le feu de la discorde entre deux peuplades voisines, fournissaient des armes de rebut à l'une et à l'autre et recevaient en paiement les prisonniers des deux partis.

Le démon de la cupidité s'éveillant dans l'âme des indigènes, « on vit le riche séduire le pauvre, le rusé surprendre le borné, le fort se jeter sur le faible. On ne trouvait sur les chemins que des brigands qui faisaient main basse sur tout ceux qu'ils rencontraient. »

Dans un discours prononcé à la Chambre des Lords, le 26 juillet 1844, Palmerston fait le récit suivant :

« Le plus grand nombre des nègres destinés à la traite provient des chasses à l'esclave et du système organisé dans l'intérieur de l'Afrique pour voler des hommes.

» Quand approche l'époque de faire partir pour la côte des caravanes d'esclaves, des hommes armés entourent, pendant la nuit, un village paisible, l'incendient et s'emparent des habitants, tuant tous ceux qui résistent. Lorsque le village attaqué est situé sur une montagne, ce qui offre plus de difficultés pour la fuite, les habitants se réfugient quelquefois

dans des cavernes ; alors les chasseurs allument de grands feux à l'entrée de ces cavernes, et ceux qui y ont cherché refuge, placés entre la mort par la suffocation et l'esclavage, sont forcés de se livrer. Lorsque les fuyards se réfugient sur les hauteurs, les assaillants se rendent maîtres de toutes les sources et des puits, et les malheureux, dévorés par la soif, reviennent troquer leur liberté contre la vie.

» Les prisonniers étant faits, on procède au choix. Les individus robustes des deux sexes et les enfants, à partir de 6 à 7 ans, sont mis de côté pour la caravane. On se débarrasse des enfants au-dessous de 6 ans, en les tuant sur-le-champ. On abandonne les vieillards et les infirmes, les condamnant ainsi à mourir de faim ou à devenir la proie des bêtes fauves. »

Des matelots ont avoué que, non seulement les négriers achetaient indistinctement tous ceux qu'on leur présentait, sans s'inquiéter de la provenance, mais qu'ils allaient jusqu'à enlever eux-mêmes les habitants, lorsqu'ils croyaient pouvoir le faire sans danger.

La pacotille d'un navire négrier se composait ordinairement de verroteries, de filières de corail, de caisses de *cauris* (1), de ballots de toiles blanches ou de cotonnades aux couleurs vives, de parasols bariolés, de vieux chapeaux empanachés ou galonnés, d'armes de rebut, de poudre, enfin et surtout d'eau-de-vie. Les spiritueux — et quels spiritueux ! — entraient pour un tiers environ dans la valeur totale de la cargaison ; et, détail significatif, tandis que pour l'ensemble des marchandises, une once correspondait à une valeur de 40 livres, il suffisait de 14 livres et 5 sous d'eau-de-vie. Heureusement, l'effet du poison se trouvait atténué par la cupidité même de ceux qui le répandaient : « Il était presque sans exemple que l'eau-de-vie fût donnée aux noirs

(1) Les *cauris* sont des coquillages qui servaient de monnaie sur plusieurs points de la côte d'Afrique. Quarante *cauris* faisaient une *toque*, deux cents une *galine*, quatre mille une *cabèche* et seize mille formaient une *once* pesant de 40 à 44 livres.

absolument pure; on appelait *caude-vie marchande* celle qui ne contenait que moitié d'eau, l'eau-de-vie *pure* en contenait encore un tiers et la *pure pure* un sixième » (1).

Au xvii^e siècle, la valeur des noirs ayant presque doublé, le prix ordinaire d'un esclave, à la côte de Guinée, était de *treize onces* pour les hommes et de *onze* pour les femmes. Au Dahomey, on pouvait se procurer une négresse pour dix onces, et la malheureuse avait encore l'illusion d'une certaine valeur personnelle, puisque ces *dix onces* représentaient environ *cent soixante mille* coquillages!

Au commencement du xix^e siècle, un *bon* nègre se payait, au Sénégal, de 150 à 300 francs, prix maximum; on en trouvait à 200 et même à 100 francs, dans les établissements portugais.

En 1844, le prix des esclaves, d'après le capitaine anglais Hammerton, était ainsi fixé sur la côte orientale d'Afrique : un enfant, — 30 à 80 francs; un homme, de 80 à 160 francs; une femme, de 85 à 190 francs.

Aussitôt achetés, les esclaves étaient mis aux ceps, étroitement liés, exposés sans abri à toutes les violences du climat, à peine nourris, en attendant l'heure où il plairait à leur nouveau propriétaire de les embarquer. L'examen des livres d'un négrier français a révélé que, durant l'intervalle qui séparait l'achat des esclaves de leur embarquement, les frais de la nourriture quotidienne des captifs s'élevaient à environ *la moitié d'un sou par tête!* (2).

Les malheureux Africains sont donc réduits en esclavage, et nous venons de voir à l'aide de quels procédés; suivons-les dans les navires qui vont les transporter de leur terre natale aux colonies d'Amérique.

Ceux qui étaient pris non loin des côtes n'avaient que peu de chemin à faire; ils marchaient, les bras liés ensemble,

(1) On dirait aujourd'hui : *extra-pure*. — J. Morenas, *Précis historique de la traite des noirs et de l'esclavage colonial*.

(2) « La traite des nègres au xviii^e siècle » (*Revue du Midi*, 1^{er} oct. 1897, à Nîmes).

jusqu'au canot où on les entassait, attachés deux à deux et couchés sur le dos. Mais ceux qui arrivaient de l'intérieur avaient de longs espaces à parcourir sur un terrain rocailleux, alternant avec un sable brûlant à travers d'immenses déserts, et ce pénible voyage durait souvent plusieurs mois. On enchaînait la jambe droite de l'un à la jambe gauche de l'autre; en soutenant leurs fers, au moyen de cordes, ils pouvaient marcher, mais lentement. Une chaîne réunissait les groupes, quatre à quatre. La nuit, on leur mettait, en outre, des fers aux mains et, parfois, on leur passait au cou une chaîne supplémentaire.

Ils sont enfin rendus à bord. Les hommes restent enchaînés deux à deux et sont enfermés dans la cale; les femmes et les enfants, libres de leurs mouvements, sont placés dans un endroit séparé.

Les navires employés à la traite étaient, généralement des bricks ou des goëlettes de petites dimensions; il y en avait peu qui fussent d'une capacité supérieure à 300 tonneaux. « L'imagination des négriers s'exerçait à trouver le moyen d'empiler 300 créatures humaines dans un espace où 25 pourraient à peine respirer librement. » Ainsi *La Bretonne*, brick-goëlette français de 106 tonneaux, transportait en moyenne 250 esclaves (1). Le *Brookes*, un brick anglais de 320 tonneaux, qui, d'après la loi transitoire promulguée avant l'abolition définitive de la traite, ne devait porter que 450 personnes — y compris l'équipage — prenait habituellement un chargement de *six cents esclaves!* (2). Un rapport officiel anglais dépeint par des expressions saisis-

(1) *Rapport fait à la Société de la Morale chrétienne*, par Auguste de Staël.

(2) Thomas Clarkson, *Le cri des Africains contre les Européens*.

Un navire au-dessous de 150 tonneaux ne pouvait prendre plus de cinq esclaves par trois tonneaux. Les lois espagnoles et portugaises accordaient cinq hommes par deux tonneaux, ce qui revenait au même, deux tonneaux espagnols valant trois tonneaux anglais. On éludait, du reste, les prescriptions de la loi, en faisant enregistrer le navire pour un tonnage de beaucoup supérieur au tonnage réel.

santes la situation épouvantable de ces infortunés, en disant qu'ils étaient placés comme des coins (*wedged them in*), serrés comme des cuillers (*spoonways*), pressés comme des figes ou des raisins (*stowed in bulk like figs or raisin*).

« Dans les navires le mieux conditionnés, les esclaves ne pouvaient se coucher que sur le côté, et il n'y en avait aucun où ils eussent la possibilité de se tenir debout. En outre, comme leurs corps, entièrement nus, touchaient le bois du navire, chaque mouvement de tangage ou de roulis leur occasionnait des écorchures et leur enfonçait les fers dans la chair.

» Mais le moment le plus affreux, c'était lorsque le mauvais temps obligeait à fermer les écoutilles. On entendait alors les pauvres esclaves crier dans leur langue, d'une voix lamentable : « Au secours ! Au secours ! Nous nous mourons ! » Plusieurs mouraient, en effet, de suffocation : on transportait alors les autres, à demi-morts, de la cale sur le pont, pour leur faire respirer un air moins méphitique. » (*Résumé des interrogatoires relatifs à la Traite*, imprimé par ordre du Parlement britannique.)

« Les noirs faisaient deux repas par jour ; on les nourrissait d'ignames et de féveroles, avec une demi-pinte d'eau par repas. Quand le temps était beau, les repas avaient lieu sur le pont. Si quelques-uns refusaient de manger, on mettait sur une pelle des charbons rougis et on approchait la pelle de leurs lèvres assez près pour les brûler, en les menaçant de leur faire avaler les charbons. Le repas terminé, on les obligeait à danser chargés de chaînes, pour rendre quelque souplesse à leurs membres engourdis, et, comme cet exercice était nécessaire à leur santé, on fouettait sans pitié ceux qui refusaient de s'y livrer ou qui ne dansaient pas avec assez d'entrain (1). »

On cite des négriers qui, agacés par les cris des enfants,

(1) *Revue des Deux-Mondes*, 1845, t. I^{er} (« De la suppression de la traite », par de Clarigny).

arrachaient ces petits des bras de leur mère et les jetaient par-dessus bord (1).

Pour prévenir ou réprimer promptement toute velléité de révolte, l'accès du pont était défendu par une solide barricade, munie de canons. « Malgré ces redoutables précautions, il est arrivé souvent que les esclaves, n'ayant d'autres armes que leur désespoir, ont attaqué leurs bourreaux avec un courage digne d'admiration. Ces exploits n'ont point été célébrés ; et cependant, s'ils étaient l'œuvre d'hommes blancs, si les armées de l'antiquité ou des temps modernes en avaient été le théâtre, l'histoire les eût immortalisés dans ses fastes... Quelquefois, le massacre de tout l'équipage a été le prix de leurs efforts ; mais quand leur tentative échouait, ils subissaient des châtimens dont la barbarie fait frémir d'horreur (2) ».

Désespérant d'échapper à leur effroyable sort, les malheureux n'aspiraient plus qu'à se donner la mort. Le moyen qu'ils employaient ordinairement était de se jeter à la mer : on eut soin de garnir les navires de filets de bastingage s'élevant très haut de chaque côté du pont. Précaution inutile ! les noirs se heurtaient violemment la tête contre les parois du bateau, ou bien ils s'étranglaient avec leur chaîne (les femmes surtout se tuaient de cette manière), ou bien encore ils se faisaient, à l'aide de quelque morceau de fer ou d'un métal quelconque, des blessures profondes où la gangrène ne tardait pas à se manifester. D'autres prenaient la résolution de refuser toute nourriture ; en vain usait-on d'un *speculum* spécial, destiné à ouvrir les mâchoires resserées par la maladie ; en vain certains négriers allaient-ils jusqu'à faire avaler du plomb fondu aux récalcitrants : on en a vu persister, malgré tout, onze jours consécutifs dans leur funèbre obstination, jusqu'à ce que la mort vint les délivrer.

(1) John Newton, *Thoughts upon the African slave* (London, 1788).

(2) William Wilberforce, *Lettre à l'Empereur Alexandre de Russie sur la traite des noirs* (Londres, 1822).

Ceux enfin qui, plus faibles d'esprit et de corps, avaient un sentiment plus vif de leur situation sans l'énergie suffisante pour y mettre fin, restaient plongés dans une prostration complète qui les conduisait promptement à la folie (1).

Est-il besoin de dire, après cela, qu'une effrayante mortalité décimait les Africains ? La répression des révoltes, les suicides ; les maladies de toutes sortes déterminées par les peines morales, qui aggravaient les effets de la souffrance physique ; la transition subite à des températures extrêmes, jointe au manque de propreté au sein d'une atmosphère corrompue ; toutes ces causes destructives agissant à la fois, on peut se faire une idée des hécatombes qui marquaient les étapes d'une pareille traversée. « Il résulte des dépositions de témoins dignes de foi devant le Parlement britannique que, sur 7,904 esclaves qu'ils avaient eux-mêmes exportés d'Afrique à diverses époques, tous jeunes et en bonne santé lors de leur embarquement (2), il en était mort 2,053, c'est-à-dire environ un quart, dans l'espace de six ou huit semaines ».

Un négrier disait qu'il avait fait un bon voyage, pour n'avoir perdu que 200 noirs sur 600 (3).

Mais combien en est-il mort, en Afrique même, avant d'arriver à la côte ? Nul ne le sait.

L'auteur américain Macpherson évalue à 20 ou 30 o/o le déchet que chaque négrier subissait sur sa cargaison. On perdait, de plus, 4 1/2 o/o dans l'intervalle des dix à quinze jours qui s'écoulaient entre l'arrivée aux colonies et la fin de la vente ; et 25 o/o pendant la période d'acclimatement. On peut donc dire que sur cent noirs importés d'Afrique, plus de la moitié avait cessé de vivre au bout de trois ans. Et il

(1) Les négriers portugais eurent l'ingéniosité de composer leurs équipages de nègres affranchis, qui rassuraient les nouveaux capturés.

(2) « L'esclave le plus âgé avait rarement plus de 25 ans, à son départ de l'Afrique. » (Clarkson.)

(3) A. Bonnemain, *op. cit.*

est bon de faire remarquer ici que cette estimation se rapporte à l'époque où la traite était un trafic légal, non seulement reconnu, mais réglé par la loi ; rien ne gênait alors le négrier, rien ne l'empêchait — et son intérêt même lui commandait impérieusement — de prendre toutes les précautions nécessaires pour conserver sa cargaison. Qu'on juge de ce que dut être la mortalité des esclaves, lorsque, par suite de l'abolition de la traite, le négrier fut obligé de veiller avant tout à la conservation de sa vie et de sa fortune !... (1)

Si le reste du genre humain, écrit le grand abolitionniste anglais à qui nous empruntons ces détails, mourait dans cette proportion, bientôt l'univers ne serait plus qu'un vaste désert.

Une loi psychologique, facile à vérifier par des observations journalières, veut que le cœur s'endurcisse de plus en plus par la pratique du crime et finisse par perdre tout sentiment d'humanité. Voici quatre exemples, cités par Clarkson, qui montrent à quel degré peut atteindre la cruauté des chrétiens devenus esclavagistes :

« Un navire négrier anglais, chargé de 400 esclaves, donna sur un bas-fond, à une demi-lieue de trois petites îles appelées *Moraut Keys* et distantes d'environ onze lieues de la Jamaïque. Les officiers et l'équipage, se voyant dans l'impossibilité de sauver le bateau, descendirent dans les chaloupes, y mirent leurs armes et leurs provisions et débarquèrent, sains et saufs, à l'une de ces îles. Ils y passèrent la nuit. Le lendemain matin, ils s'aperçurent que le navire était encore entier et que les esclaves, ayant brisé leurs fers, avaient construit des radeaux sur lesquels ils avaient placé les femmes et les enfants. Bientôt ils virent ces radeaux se diriger vers l'île où ils étaient, tandis que les hommes, nageant autour, semblaient veiller sur les êtres chéris qu'ils portaient. Ils les laissèrent s'approcher jus-

(1) On trouvera dans la deuxième partie de cet ouvrage l'estimation à laquelle arrivent les explorateurs anglais Livingstone et Cameron pour le chiffre de la mortalité causée par les ravages de la traite, dans le cours du XIX^e siècle.

qu'à une légère distance du rivage. Alors ils firent pleuvoir sur ces infortunés un feu continu de leurs armes et en tuèrent 366. Ils prirent les 34 qui avaient échappé à cet horrible massacre et les vendirent à Kingstown. »

· Un second fait, non moins monstrueux :

« Plusieurs esclaves étaient morts, à bord du navire *Le Zong* et la mortalité augmentait avec tant de rapidité qu'il était difficile de prévoir où elle s'arrêterait. Le capitaine, craignant de les perdre tous, prit la résolution de choisir les plus malades et de les jeter à la mer, calculant que, pourvu qu'il pût prouver la nécessité où il avait été de s'en débarrasser ainsi, la perte serait supportée, non par les propriétaires, mais par les assureurs du navire. Le prétexte qu'il donna fut le manque d'eau, quoique ni la ration des matelots, ni celle des esclaves n'eût encore été réduite. *Cinquante-quatre* noirs malades furent immédiatement jetés à la mer ; le jour suivant, *quarante-deux* subirent le même sort. Mais, comme si la Providence eût voulu ôter au bandit toute excuse pour sacrifier le reste de ces malheureux, à peine l'effroyable exécution venait-elle d'avoir lieu qu'il tomba une pluie abondante, qui dura trois jours. Ce capitaine, étouffant tout remords, n'en ordonna pas moins d'amener sur le pont les 26 esclaves qui restaient encore à immoler. Les 16 premiers se laissèrent jeter à la mer ; mais les autres, pleins d'une noble indignation, ne voulurent pas souffrir que leurs bourreaux les touchassent et, s'élançant d'eux-mêmes au milieu des flots, ils allèrent rejoindre leurs infortunés compagnons. Ainsi fut consommé, en plein jour, un forfait presque sans exemple dans la mémoire des hommes, forfait d'une nature si atroce que, sur un seul témoignage, il serait impossible d'y ajouter foi. Plusieurs de ceux qui avaient assisté à ce crime sans nom déposèrent du fait devant la Cour judiciaire de *Guidhall*, à Londres, qui condamna les propriétaires à supporter la perte des esclaves. »

Il est nécessaire d'observer, ajoute Thomas Clakson, que ces horribles infamies ont eu lieu avant l'abolition de la traite, sans quoi la peine capitale eût été le juste châtimement de leurs auteurs et de tous leurs complices.

Les deux autres faits que nous allons citer sont à la charge de négriers français.

« *Le Rôdeur*, navire de 200 tonneaux, venant du Havre, partait, le 6 avril 1819, de la côte d'Afrique (Rivière de Bonny) avec une cargaison d'esclaves à destination de la Guadeloupe. Peu de temps après le départ, quelques esclaves amenés sur le pont pour prendre l'air réussirent à tromper la surveillance de leurs gardiens et se jetèrent à la mer. Le capitaine fit fusiller un certain nombre de ceux qui restaient et pendre quelques autres. Cet exemple terrifiant paraissant insuffisant, on prit le parti d'enfermer tous les esclaves à fond de cale. Bientôt une affreuse ophthalmie se déclara parmi eux. L'épidémie ne tarda pas à atteindre l'équipage, et ses ravages furent tels qu'il ne resta bientôt plus qu'un seul homme capable de diriger le navire. Sur ces entrefaites, le *Rôdeur* rencontra un grand vaisseau qui semblait flotter au gré des vents et des vagues. L'équipage de ce bateau, entendant la voix des gens du *Rôdeur*, se mit à pousser des cris douloureux en implorant des secours. C'était un négrier espagnol, appelé le *Saint-Léon*, que l'ophthalmie avait également attaqué et dont les esclaves et tout l'équipage étaient devenus aveugles. Le *Rôdeur*, dans l'état où il se trouvait lui-même, ne pouvait rien pour ces malheureux ; il passa outre et, depuis, on n'a jamais plus entendu parler du *Saint-Léon*. Enfin, grâce au courage et à l'endurance de l'unique matelot qui avait conservé la vue à bord, le *Rôdeur* put arriver à la Guadeloupe, le 21 juin. La première chose que fit l'équipage, dont quatre hommes sur vingt-deux avaient échappé à la cécité, fut de jeter à la mer 39 esclaves aveugles, pour ne pas avoir à les nourrir en pure perte, certain qu'en alléguant une nécessité quelconque, il toucherait des assureurs la valeur intégrale de la cargaison. »

Voici enfin le dernier fait :

« Au mois de mars 1820, la frégate *Tartar*, ayant à son bord sir George Collier, commandant l'escadre anglaise croisant dans les mers d'Afrique pour faire exécuter la loi d'abolition de la traite, donna la chasse à un navire suspect. Durant cette chasse, l'équipage de la frégate remarqua plusieurs barils flottant çà et là, mais personne n'eut alors l'idée de les examiner. Au bout de quelques heures, on aborda le navire poursuivi, qui fut reconnu être la *Jeune Estelle*, négrier français commandé par un nommé Olympe Sanguines. Interrogé, cet homme nia qu'il eût pour le moment aucun esclave à bord ; il avoua cependant qu'il en avait eu quelque temps auparavant, mais qu'il en

avait été dépouillé par un pirate espagnol. Sa contenance parut tellement équivoque, que le lieutenant du *Tartar* crut devoir ordonner la visite du navire. Un matelot anglais, ayant frappé sur un baril, en entendit sortir un vague son de voix humaine. Le baril fut ouvert sur-le-champ ; on y trouva deux fillettes d'environ 12 à 14 ans, qui, transportées à bord du *Tartar*, furent reconnues par un marin qui les avait vues sur la côte d'Afrique, alors qu'il faisait lui-même la traite. Cet homme raconta qu'un certain capitaine Richards, négrier américain, était mort dans un village africain appelé *Trade Town*, laissant quatorze esclaves, au nombre desquels étaient les deux jeunes filles trouvées à bord de la *Jeune Estelle*. Le capitaine Sanguines, débarquant aussitôt avec son équipage, armé de sabres et de pistolets, s'était emparé des quatorze esclaves.

Le commodore anglais, après avoir reçu ces informations, ordonna une seconde perquisition, afin de retrouver les douze autres esclaves ; elle fut infructueuse. C'est alors que lui et ses officiers conjecturèrent, avec un sentiment bien douloureux, que le capitaine Sanguines, craignant que son navire ne fût saisi comme pirate, avait donné pour tombeau à ces douze malheureuses victimes ces mêmes barils qu'on avait aperçus flottants sur la mer, au commencement de la poursuite. Mais le *Tartar* avait fait, depuis, plus de vingt lieues de route, et quand bien même on eût pu espérer retrouver ces barils, il était hors de doute qu'aucune des victimes n'était encore en vie. »

CHAPITRE III

TRAITEMENT DES ESCLAVES DANS LES COLONIES

Arrivé à destination, un négrier aurait été fort en peine d'écouler sa « marchandise », s'il n'avait eu la ressource de traiter avec de grandes maisons de commission qui, moyennant bénéfice, s'engageaient à l'en débarrasser rapidement.

À peine les noirs débarqués, on les *refaisait*, c'est-à-dire qu'on les disposait pour la vente, en leur faisant prendre des astringents, des lotions de toute espèce. « Au moyen de frictions mercurielles et de drogues répercutives, on parvenait à dissimuler leurs blessures et leurs maladies (1). »

Jetés pêle-mêle dans la fange, ils étaient entassés dans de vieux magasins abandonnés ou dans des entrepôts construits le long des ports, jusqu'à ce qu'ils eussent trouvé preneurs. À l'aide d'un fer brûlant, on traçait sur le corps de ces hommes, désormais classés parmi les animaux, le nom d'autres hommes qui se constituaient leurs maîtres à perpétuité !

De petits spéculateurs achetaient au rabais les esclaves qui n'ayaient pu être vendus dans les premiers jours du marché, les emmenaient dans l'intérieur du pays et les revendaient en détail.

Les esclaves mâles se payaient, aux Antilles, entre 2,500 et 2.800 francs ; quelques sujets hors ligne atteignaient 3.000 francs. Les femmes étaient cotées à peu près le même prix, sauf exception ; les enfants étaient achetés à 2,000 et 2,500 francs (1).

(1) *Revue des Deux-Mondes*, 1843, t. I^{er} (« De la suppression de la traite », par de Clarigny).

(1) Plus tard, aux États-Unis, certains esclaves noirs ou métis pos-

« Entre le prix de vente et le prix d'achat augmenté des frais généraux de traite proprement dite, la différence était de *six cent-soixante-quinze mille* francs environ, pour une cargaison de 450 à 460 esclaves. Défalcation faite des dépenses accessoires, telles que commission et gages du capitaine et de l'équipage, entretien du navire, frais de nourriture, etc., il restait encore un énorme bénéfice net. L'industrie du négrier était donc des plus lucratives (1). »

Entrons maintenant avec l'esclave dans la plantation de son nouveau maître et voyons à quel travail on l'astreint.

Les renseignements qui vont suivre se rapportent aux colonies anglaises; nous les puisons dans un document publié en 1817 par le pasteur Cooper, à la suite d'un séjour de trois ans dans l'île de la Jamaïque.

Les nègres étaient généralement employés à la fabrication du sucre, comprenant les travaux préparatoires de culture et de récolte de la canne (2). C'est vers l'époque de la Noël

sédant un métier lucratif ont pu être revendus jusqu'à 20 et 25 mille francs.

En 1720, le mari et la femme esclaves coûtaient ensemble 1,320 livres, à Saint-Domingue; les négriers dépeuplant l'Afrique, le prix des esclaves augmenta d'année en année.

(1) Les traitants touchaient, en outre, de leur gouvernement diverses gratifications et une prime pour chaque esclave transporté.

Autre estimation : Le capitaine d'un navire négrier saisi à Sierra-Leone avouait que les frais du voyage, tout compris, s'élevaient à un total de 257,000 francs; qu'il comptait prendre, au retour, 484 esclaves choisis parmi les nègres « de bonne qualité », dont la valeur courante, en 1835, était de 300 dollars (1,500 francs) par tête sur les marchés des Antilles, ce qui assurait à l'armateur un bénéfice net de 469,000 francs, c'est-à-dire d'environ 200 0/0. (Déclaration de M. Macleag, membre de la Commission mixte de Sierra-Leone.)

(2) Quelques auteurs ont prétendu que la canne à sucre a été importée des Indes orientales en Amérique par les Espagnols. C'est une erreur; la canne à sucre est un produit naturel du Nouveau-Monde. « Il est certain, écrit à ce propos le Père Labat, que jamais les Espagnols n'ont cultivé un pouce de terre dans les îles que l'on appelle les Antilles. Il est vrai qu'ils mirent des cochons dans toutes les petites îles, lorsqu'ils les découvrirent au second voyage de Christophe Colomb, afin que leurs flottes y trouvassent de la viande fraîche;

que régnait la plus grande activité dans les plantations. On commençait le dimanche soir et l'on poursuivait la besogne jusqu'au samedi suivant à minuit; il y avait alors une suspension jusqu'au lendemain dimanche, à minuit, heure à laquelle les opérations reprenaient, pour éprouver encore, au bout d'une semaine, une cessation de 18 à 20 heures (1).

Les nègres d'une plantation étaient divisés en deux compagnies, qui travaillaient concurremment le jour, mais passaient alternativement les nuits. Dans quelques plantations, une des compagnies fonctionnait tous les jours jusqu'à minuit, et l'autre lui succédait pendant la deuxième moitié de la nuit.

Il arrivait ainsi que les noirs travaillaient, sans interruption, six jours et trois nuits par semaine. Ce labeur excessif, qui avait lieu pendant cinq mois de l'année, suffirait, à lui seul, à expliquer la rapide dépopulation des colonies à esclaves. Et lorsque ces malheureux, exténués par ce surmenage intensif dans la chaleur suffocante des chaudières, sentaient faiblir leur ardeur au travail, c'est par des coups qu'on ranimait leur courage (2). Souvent, accablés de lassitude, ils

mais qu'ils aient planté des cannes à sucre, c'est ce qui n'entrera jamais dans la tête d'une personne de bon sens, car planter des cannes dans un endroit et y mettre des cochons, c'est édifier d'une main et détruire de l'autre, puisqu'il n'y a point d'animal dont il faille préserver les cannes avec plus de soin que des cochons.» (*Voyage aux isles de l'Amérique*, t. III, p. 324). Quoi qu'il en soit, il y eut des sucreries, dans les Antilles espagnoles et portugaises, dès l'année 1580. Les Anglais établis en Amérique commencèrent à fabriquer du sucre en 1643, à Saint-Christophe; les Français en firent à la Guadeloupe en 1648.

(1) Dans les colonies françaises, la coupe des cannes avait lieu le samedi et la presse au moulin, dans la nuit du lundi. (J.-B. Labat, *Nouveau voyage aux isles d'Amérique*. Paris, 1741.)

(2) Le Père Labat donne sur les colonies françaises des renseignements qui diffèrent peu de ceux fournis par le pasteur Cooper : « On voit, écrit-il, par ce que j'ai dit ci-dessus, ce que c'est que le travail d'une sucrerie et combien il est difficile que des nègres, le plus souvent mal nourris, puissent le supporter sans y succomber. » (*Op. cit.*, t. III, p. 417.)

L'abus du travail servile fut poussé si loin, à la Jamaïque, que le

cédaient au sommeil et, poussant alors machinalement les cannes entre les cylindres du moulin compresseur, ils se laissaient saisir une main par le terrible engrenage, qui avait tôt fait de broyer tout le reste du corps. Malheur à eux, s'ils osent seulement goûter à cette liqueur fatale qu'ils extraient à la sueur de leur front : *quelques centaines* de coups de fouet, la mutilation des dents ou même *l'ablation de la langue*, sont le châtiment ordinaire de cette peccadille !

Les enfants eux-mêmes, « innocents dans un baigne, anges dans un enfer, » étaient prématurément employés à cette production forcenée. Anémiés par une fièvre intermittente, ne comprenant rien à leur épouvantable destin, ces pauvres petits, tandis que leurs mères étouffaient des sanglots, levaient parfois au ciel leurs yeux pleins de candeur, comme s'ils voulaient prendre Dieu à témoin de leurs souffrances imméritées.

En temps ordinaire, le seul jour du dimanche était accordé aux esclaves pour cultiver la portion de terre (*provision grounds*) d'où ils devaient tirer leur subsistance; pour surcroît de fatigue, cette terre de provisions était quelquefois éloignée d'une ou deux lieues du centre de la plantation.

Leurs logements consistaient en cabanes mal construites; ils dormaient nus sur la terre. On ne fournissait une couverture qu'aux vieillards et aux femmes ayant des nourrissons. Le mariage des nègres n'était pas sanctionné par la loi. Tous les esclaves d'une plantation vivaient ensemble; de là une débauche continuelle et prématurée, qui nuisait à l'accroissement de la population (1) et détruisait toute idée de morale; le genre même de châtiment infligé aux femmes de tout âge violait la pudeur de la manière la plus scandaleuse. La

législateur dut intervenir, en 1816, pour défendre de faire travailler les esclaves avant 5 heures du matin et prescrire que les travaux cesseraient pendant une demi-heure, dans la matinée, et pendant deux heures, dans l'après-midi, au moment de la plus grande chaleur.

(1) Sur *quatre cents esclaves* d'une plantation à la Jamaïque, il y eut *sept naissances* dans une année!

volonté despotique du maître pouvait séparer à jamais les membres d'une même famille, heureux si l'intendant, par des caprices encore plus odieux, ne venait souiller l'alliance que contractaient les esclaves.

Tout se faisait au bruit du fouet. Le directeur des travaux ou commandeur (*driver*) pouvait donner, de son autorité privée, jusqu'à dix coups de fouet; l'intendant, appelé aussi gérant ou inspecteur général (*overser*), avait la faculté légale de porter la punition à trente-neuf coups en une fois : l'esclave avait alors le dos et les reins totalement ensanglantés. Pour des fautes jugées graves, on appliquait, outre le fouet, la peine du carcan. Les indociles étaient condamnés aux travaux des grands chemins; les criminels étaient écartelés, roués, enterrés vifs ou broyés au moulin.

En 1817, le gouverneur Maxwell, écrivant à lord Bathurst, dénonçait « un grand nombre d'actes de sévérité excessive et illégale envers les noirs »; il avait vu, de ses yeux :

1^o Un garçon de 15 ans, portant autour du cou une large chaîne de fer attachée avec un cadenas et pesant 11 kilos;

2^o Deux fillettes de 12 ans, profondément marquées de coups de fouet, attachées ensemble par des chaînes au cou, avec cadenas, pesant 9 kilos;

3^o Un vieillard âgé de 60 ans, mis au carcan, après une cruelle fustigation, avec un collier de fer et des chaînes pesant 10 kilos;

4^o Un garçon d'environ 12 ans, chargé d'un collier de fer, de chaînes et d'un billot de bois, le tout pesant 13 kilos (1).

Dans les colonies hollandaises, certains maîtres employaient leurs esclaves nuit et jour, sans excepter le dimanche. *Pour nourriture journalière ils recevaient deux ou trois ignames et quelques plantains*. Peut-être, dit le capitaine Stedman, leur donnait-on, *deux fois par an, une modique ration de poisson salé et quelques feuilles de tabac*.

(1) Extrait du discours prononcé par Fowell Buxton, le 15 mai 1823, à la Chambre des Communes.

Alors qu'à la Jamaïque, la loi interdisait d'appliquer à un esclave plus de trente-neuf coups de fouet en une fois, les commandeurs, à Surinam, ordonnaient couramment de donner deux cents, trois cents et *quatre cents coups*, réduisant en bouillie sanglante le corps de la victime !

Durant quatre mois entiers, un enfant de 14 ans fut torturé ainsi : on le fustigea tous les jours, pendant le premier mois ; on le laissa étendu sur la terre avec les fers aux pieds, tout le second mois ; le troisième, on lui passa autour du cou un triangle formé de trois longues pointes barbelées ; le quatrième mois, on l'enchaîna nuit et jour dans une niche de chien, sur le rivage, avec ordre de crier chaque fois qu'une barque ou un canot passerait. « L'effet de ce châtiment si infernalement varié fut tel que, le cinquième mois, l'infortuné jeune homme, tout voûté, parut totalement privé de sentiment et n'eut plus l'air que d'un animal. »

La femme d'un colon faisait, un jour, une promenade en bateau, accompagnée d'une négresse qui allaitait son enfant. Le bébé vint à crier. Cette femme européenne, qui était mère aussi, ordonna à l'Africaine de lui apporter l'enfant : elle saisit l'innocent petit être par le bras, le tint sous l'eau jusqu'à ce qu'il fût asphyxié et l'abandonna au courant ! La pauvre esclave, au désespoir, se précipita aussitôt dans la rivière, bien résolue à rejoindre son enfant dans la mort ; mais on la ramena à bord et, de retour à la plantation, sa maîtresse la fit encore fouetter.

Poussée par la jalousie, une femme tua une jeune mulâtresse, trop belle, à son avis, en lui enfonçant un fer rouge dans les entrailles. A une autre esclave « soupçonnée d'être aimée de son maître », la même femme fit couper la gorge et taillader les seins à coups de poignard. « Arrivant un jour à sa plantation pour y voir quelques esclaves achetés depuis peu, ses regards tombèrent sur une très belle négresse d'environ 15 ans ; son exécration jalouse la porta à l'instant à défigurer cette fille avec un fer chaud, à la bouche, aux joues et au front : elle lui coupa aussi le

tendon d'Achille, à l'une des jambes, et la rendit ainsi un monstre de difformité... (1)

En essayant de sauter par dessus un mur de clôture, pour se soustraire à une punition imméritée, un esclave avait fait une chute et avait été repris. Pour le punir « d'avoir ainsi exposé sa personne, c'est-à-dire la propriété de son maître, et d'avoir effrayé sa maîtresse », celle-ci lui fit infliger ce châtiment, décrit par Stedman :

« On lie les mains au condamné, et on lui fait passer les genoux entre les bras ; on le couche ensuite de côté, et on le tient ainsi replié comme un poulet, au moyen d'un pieu auquel on l'attache et qu'on enfonce en terre. Dans cette position, il ne peut faire le moindre mouvement. Alors l'exécuteur, armé d'une poignée de branches noueuses de tamarinier, frappe le malheureux jusqu'à ce qu'il lui ait enlevé la peau ; il le retourne ensuite de l'autre côté et le frappe de même. Le sang ruisselle et trempe la terre. L'exécution achevée, on lave le patient avec du jus de citron, dans lequel on a fait dissoudre de la poudre à canon, et on le renvoie dans sa case se guérir, s'il le peut. »

Par suite d'un tel régime, un grand nombre d'esclaves devenaient, au bout de quelques années, complètement inaptes au travail ; le commandeur appliquait alors un remède infailible : il les supprimait purement et simplement, en déclarant qu'ils avaient succombé à une maladie vénérienne (1). Qui pourrait dénoncer l'imposture ? le témoignage des esclaves est de nulle valeur ! Si, par extraordinaire, quelqu'autre Européen établissait la preuve du meurtre, le coupable, en payant une amende et une indemnité, apaisait la vindicte des lois et la cupidité du maître.

Mille stratagèmes permettaient, d'ailleurs, d'échapper à l'accusation d'homicide. On pouvait emmener à la chasse l'esclave qu'on voulait sacrifier et l'abattre d'un coup de

(1) Capitaine J.-G. Stedman, *op. cit*

fusil, pendant qu'il fait lever le gibier. C'était « un accident » des plus fréquents. Ou bien la victime, attachée à un pieu solidement fixé dans la plaine, était exposée aux ardeurs du soleil et recevait, pour toute subsistance, une banane et un verre d'eau par jour, jusqu'à ce qu'elle expirât. Cette mort, d'après la jurisprudence coloniale, n'était pas imputable à la faim, puisqu'on avait toujours porté à boire et à manger au patient. Ou bien encore, l'esclave, les pieds préalablement enchaînés, était soudainement poussé dans l'eau...

Dès les premiers temps où la culture intensive fut pratiquée à Surinam (vers 1643) quelques esclaves se réfugièrent dans les bois, afin d'échapper aux mauvais traitements. En 1726, leur nombre avait augmenté dans des proportions inquiétantes pour les colons dont ils venaient piller les plantations pour se procurer des armes et des munitions (1).

En 1730, les autorités de Surinam, en vue d'effrayer ces terribles réfractaires, firent procéder à une exécution barbare de onze captifs : « un homme fut suspendu vivant à un gibet par un croc en fer qui lui traversait les côtes ; deux autres furent enchaînés à des pieux et brûlés à petit feu ; six femmes furent rompues vives et deux filles décapitées. Tel fut leur courage au milieu des tortures, qu'ils les endurèrent sans pousser un soupir. » Les rebelles, indignés, n'en devinrent que plus redoutables aux colons... Finalement, il fallut traiter avec eux et la colonie n'obtint a paix qu'en consentant à leur payer un véritable tribut (2).

Le désespoir porta quelques-uns à se jeter dans les chau-

(1) Ces premiers révoltés furent appelés « *rebelles de Saraméca* », du nom d'une rivière sur les bords de laquelle ils avaient établi leur camp.

(2) J.-G. Stedman, *Voyage à Surinam*, tome I^{er}, p. 78 et suivantes.

En 1757, la cruauté des colons détermine une seconde révolte et la formation d'une nouvelle tribu de révoltés, dénommés *Oucas*, avec lesquels il fallut également signer un traité en due forme (1761).

En 1772, constitution d'un troisième groupe de réfractaires, dits

dières où l'on faisait bouillir le jus des cannes avant de le transformer en sucre, trouvant ainsi un affreux moyen de priver du même coup l'oppresseur et de leur personne et d'une partie de sa récolte. D'autres, quand on leur infligeait une punition imméritée, se donnaient la mort en « avalant leur langue », suivant le vocable usité parmi eux ; rejetant vivement la tête en arrière, ils s'obstruaient soudainement le pharynx et tombaient asphyxiés. Un grand nombre, enfin, mangeaient de la terre, afin d'entraver leurs fonctions digestives ; ils finissaient ainsi leurs jours sans douleur, mais en languissant quelquefois plus d'une année dans un état d'épuisement graduel.

Un esclave, par trop maltraité, imagina l'horrificante vengeance suivante. Ses maîtres étant sortis, le noir emmena leurs trois enfants sur une terrasse très élevée qui dominait la maison, dont il eut soin de fermer les portes à clef. — « Qu'attends-tu donc pour nous ouvrir ? » crient le colon et sa femme, étonnés de trouver, à leur retour, le logis hermétiquement clos. Pour toute réponse, l'autre jette dans la rue le plus jeune des enfants. Le colon, revenant de sa stupeur, écume de rage : « Misérable, tu vas voir... » Impassible, l'esclave lance le second enfant. Aux menaces succèdent alors les supplications, mais inutilement : le dernier enfant va rejoindre les deux autres ; trois cadavres gisent aux pieds des mauvais maîtres, pétrifiés. Sa triple vengeance accomplie : « Je suis satisfait ! » clama l'Africain en se précipitant lui-même dans le vide. (Stedman, *op. cit.*, t. III, p. 67).

Plusieurs agirent avec un raffinement qui décèle une profonde compréhension psychologique : ayant à se plaindre du maître ou de sa femme, individuellement, ils immolaient

rebelles de la Collica, qui mirent la colonie à deux doigts de sa perte.

Un fait pareil s'était produit à la Jamaïque, en 1739, date d'un traité de paix imposé aux colons anglais par des nègres révoltés.

de préférence celui des deux conjoints auquel ils n'avaient rien à reprocher. — la perte d'un être aimé, déclaraient-ils, causant une douleur plus vive et plus longue que la souffrance passagère de notre propre agonie.

* * *

La condition des nègres, dans les Antilles françaises, était tout aussi affreuse, sinon pire, comme en témoigne le colonel Malenfant, ancien possesseur d'esclaves à Saint-Domingue :

« Nulle part, dit-il, la servitude ne fut plus qu'à Saint-Domingue le résumé de toutes les iniquités et de toutes les cruautés. A peine nourrissait-on les esclaves; sept ou huit patates étaient la ration quotidienne qu'ils recevaient du propriétaire. Beaucoup se levaient la nuit pour aller *mar-ronner* des vivres, et, lorsqu'ils étaient découverts, ils étaient *taillés* (fouettés). Que de fois j'ai vu, à l'instant du déjeuner, les noirs ne pas avoir une patate et rester sans manger! Cela arrive sur presque toutes les habitations à sucre, lorsque les pièces de vivres ne donnent pas en abondance.

» Les neuf dixièmes des noirs étaient nus. Ils étaient classés en dehors de l'espèce humaine, littéralement considérés comme des animaux domestiques. *Une femme blanche ne rougissait pas plus de faire sa toilette devant un esclave que devant un chien.* Deux demoiselles, qui arrivaient de France, se plaignirent à leurs parents de la nudité des jeunes nègres qui servaient à table. « Pourquoi, leur fut-il répondu, ne nous demandez-vous pas aussi d'habiller nos vaches, nos mulets et nos chiens ? »

» On conçoit à peine que les gouverneurs, qui étaient des hommes distingués par leur naissance et par la douceur de leur caractère, aient souffert les crimes atroces que l'on commettait, crimes connus de tous les colons. On a vu un Caradeu aîné, un Latoison-Laboule qui, de sang-froid, faisaient jeter des nègres dans les fourneaux, dans des chaudières

bouillantes, les faisaient enterrer vifs et debout, ayant seulement la tête dehors, et les laissaient mourir ainsi, à moins que, par pitié, des camarades ne vinssent abrégér leurs tourments en les assommant à coups de pierres ! Un certain procureur d'habitation ne sortait jamais sans avoir des clous et un petit marteau dans sa poche, avec lesquels, pour la moindre faute, il clouait un noir par l'oreille à un poteau placé dans la cour de l'habitation... S'il y avait eu des inspecteurs de culture, ces crimes ne se seraient point commis, non plus que les châtimens de coups de fouet par deux commandeurs ensemble et recommencés, le lendemain, jusqu'à ce que le nègre mourût dans un cachot où il pouvait à peine entrer. On n'épargnait pas plus le châtimement des quatre piquets aux femmes qu'aux hommes (1) et, lorsqu'une de ces malheureuses était enceinte, un trou étroit creusé dans le sol pour y loger sa grossesse pendant qu'elle recevait les ving-neuf coups de fouet réglementaires qui déchiraient ses chairs ! (2)

» Les colons, à quelques exceptions près, pardonnent les crimes les plus épouvantables à tout blanc qui leur dit : « Les nègres sont faits pour être esclaves et les colonies ne peuvent exister sans l'esclavage. » Lorsqu'on cherchait à faire parler

(1) Dans l'application de ce châtimement, les bras et les jambes du supplicié étaient attachés à quatre piquets.

(2) La femme esclave était dispensée de tout travail pendant les deux mois qui précédaient et suivaient sa délivrance. Il fallait prendre soin de cette machine à esclaves ! La *générosité* des maîtres allait encore plus loin : chaque enfant valait à sa mère une prime de 12 à 15 fr., plus une augmentation de son temps de liberté ; « et si elle était assez féconde et assez dévergondée pour arriver à huit, elle obtenait sa liberté entière ! » Quand on se rappelle que les mariages entre esclaves, non seulement n'étaient pas encouragés, mais encore n'étaient point sanctionnés par la loi, on ne peut que partager l'avis d'un contemporain qui qualifie ce procédé « d'ignoble provocation au libertinage ». (*Esclavage et traite*, par Agénor de Gasparin, maître des requêtes, Paris, 1838, p. 32.)

leurs intérêts, ils répondaient : « La côte d'Afrique est une bonne mère » (1).

« Quand on lit de telles choses », dit avec raison Victor Schœlcher, « comment ne s'expliquerait-on pas les haines furieuses qui poussèrent les esclaves en révolte à massacrer leurs maîtres ? »

* * *

Ces colons exécrationnels, oppresseurs sans entrailles, jouissaient-ils au moins d'un bonheur relatif, au milieu de leurs richesses mal acquises ?

A ne considérer que la surface des choses, cette vie de fainéantise et d'orgies semblait comporter des satisfactions intenses pour la tourbe d'aventuriers qui s'abattait sur les colonies.

« Le planteur se lève avec le soleil. Il se rend d'abord sous une espèce de portique dressé devant sa résidence et où il trouve son café et sa pipe. Une demi-douzaine d'esclaves des deux sexes, choisis parmi les plus beaux, l'attendent pour le servir. » L'intendant ou commandeur arrive, en faisant de loin plusieurs révérences ; il rend compte de l'ouvrage accompli la veille, des incidents survenus durant la nuit, des morts, des naissances ou des achats d'esclaves, etc. Puis les exécutions commencent, sans qu'on daigne entendre les accusés ; pendant que le fouet déchire et taillade les chairs, le maître se promène en long et en large avec son acolyte, insensible aux cris de douleur des victimes, qu'on force à retourner à leur travail sans pansement. Au commandeur succède le « chirurgien », qui vient aussi faire son rapport. On le congédie en pestant contre sa trop grande mansuétude : est-ce que des esclaves ont le droit d'être malades ? Ensuite se présente une vieille matrone, qui amène tous les enfants de la plantation, dont elle est en quelque sorte la gouver-

(1) *Des Colonies*, et particulièrement de celle de Saint-Domingue, par le colonel Malenfant. Paris, 1814.

nante. Ces mioches, bien stylés, frappent des mains à la vue de leur maître et le saluent en chœur ; parfois même, ils lui jettent des fleurs !

» Sa Seigneurie, ayant absorbé un ou deux verres de madère, se promène en costume léger du matin. A pied ou à cheval, il fait le tour de sa plantation, supputant l'augmentation de ses biens.

» Monseigneur revient vers les huit heures, afin de s'habiller, s'il a envie de faire quelque visite. Un esclave le chausse, un autre le rase et le coiffe, tandis qu'un troisième écarte les mousliques. Cette partie de sa toilette achevée, le tyranneau change de chemise, passe une veste ou un habit et, à l'ombre d'un vaste parasol porté par un boy, il gagne sa barque ou son palanquin.

» S'il ne quitte point son habitation, il déjeune à dix heures : la table, placée dans une vaste salle, est couverte de victuailles et de fruits de toute espèce ; comme boisson, de la bière et toutes sortes de vins fins, sans oublier le Champagne. Pour aider la digestion, le planteur prend un livre (roman ou relation de voyage), joue aux échecs ou au billard, ou bien il fait de la musique. Quand la chaleur devient trop accablante, il s'installe dans son hamac pour goûter le plaisir de la sieste. Il y reste jusqu'à trois ou quatre heures : puis, après une nouvelle toilette, il se remet à table pour dîner, seul ou avec son commandeur, assis à distance respectueuse. Tout ce que le pays peut fournir de meilleur, en fait de viandes, de poissons, de légumes et de fruits, abonde en ce repas somptueux ; les vins les plus exquis, les liqueurs les plus rares y coulent à profusion.

» A six heures, le commandeur revient, comme le matin, suivi des prisonniers et des exécuteurs : les coups de fouet et les cris de douleur éclatent à nouveau. Enfin, les ordres étant donnés pour l'ouvrage du lendemain, le maître congédie ses gens et passe sa soirée à boire, à jouer aux cartes et à fumer.

» A dix ou onze heures, Monseigneur, sentant les approches

du sommeil, se fait déshabiller par ses pages, puis il entre dans son lit parfumé, où l'attend l'une ou l'autre de ses favorites. Le jour suivant, il reparait sous son portique, y retrouve sa pipe et son café, et recommence avec le soleil levant le cours misérable de sa vie d'oisiveté, de débauches et de cruautés. »

Mais quel état intérieur correspondait à cet aspect de bonheur factice ? Quels sentiments agitaient le fond de ces âmes ?

L'homme n'étant pas divisible dans sa nature essentielle, vainement l'orgueil, la haine, l'égoïsme et la cupidité se sont efforcés, au cours des siècles, de partager l'humanité en deux portions distinctes : nobles et roturiers, maîtres et esclaves, riches et pauvres restent toujours des êtres pareillement constitués, étroitement solidaires dans le mouvement général d'évolution ou de régression de l'espèce humaine. « Nul ne fait du mal à autrui sans s'en faire à soi-même ! »

L'esclavage n'était pas funeste à l'opprimé seulement ; les maîtres en subissaient aussi les terribles conséquences morales.

« Presque tous », écrit l'un d'eux. « abreuvés du poison de l'envie, sont écrasés sous mille jugs ; rien n'est si douteux que leur sort. Ardents en leurs désirs et furieux dans leurs pertes, loin de s'aider mutuellement, ils sont tous ennemis, semblables à des tigres qui se déchirent entre eux, sous la griffe des lions... Ils ne sont jamais barbares à demi... Leur tyrannie leur paraît un droit ; leur injustice, un acte de puissance ; ils tirent vanité d'une friponnerie... la plupart ne vivent que dans la crainte ; *ils sentent presque tous combien leurs esclaves sont en droit de les haïr et ils se rendent justice.* » (1)

Quelques exceptions, consolantes pour l'humanité, ont pu être signalées dans telle ou telle colonie ; nous sommes heureux d'en opposer le tableau riant aux épouvantables

(1) Hilliard d'Auberteuil, contemporain de Moreau de Saint-Méry.

scènes qu'offrait généralement le sombre drame de l'exploitation de l'homme par l'homme.

« Je puis affirmer », écrit le capitaine Stedman, « que dans quelques plantations, les esclaves sont, à mon avis, traités comme les hommes doivent l'être... Je vais montrer au lecteur une famille de nègres dans l'état de bonheur et de tranquillité.

» Sous un maître humain, le travail de l'esclave n'est qu'un exercice salubre qui finit au coucher du soleil et qui lui permet d'employer le surplus de son temps à chasser, à pêcher, à cultiver un petit jardin ou à fabriquer de menus objets qu'il va vendre au marché. Du prix qu'il en retire, il achète des animaux de basse-cour, qu'il élève sans peine et sans frais, et qui lui sont de la sorte d'un très bon profit. Quand il travaille aux champs, sa femme à ses côtés file du coton au fuseau, tandis que leurs enfants jouent autour d'eux. Il peut construire sa maison comme il lui plaît ; la forêt lui fournit les matériaux nécessaires. Son lit est un hamac ou une natte ; il fabrique lui-même les ustensiles dont il se sert. Jamais il n'habite avec une femme qu'il n'aime pas, car les deux époux se quittent dès qu'ils ne peuvent plus vivre ensemble, et ces séparations se produisent cependant moins souvent qu'en Europe. Outre les vivres qu'il reçoit toutes les semaines de son maître, sa femme sait lui préparer des mets excellents. Sa boisson ordinaire est l'eau pure, à laquelle il ajoute parfois un peu de rhum. S'il tombe malade ou se blesse, on le soigne gratis ; rarement il a recours au chirurgien, car il connaît passablement les herbes médicinales et se fait lui-même des saignées. Il se tient la tête propre, en frottant de l'argile humide sur ses cheveux ; il l'y laisse sécher et l'enlève ensuite avec de l'eau de savon. Pour conserver ses dents aussi blanches que de l'ivoire, il prend une tige d'orange dont les fibres sont effilées à l'une des extrémités. Tous les samedis soirs, les esclaves qui sont bien traités terminent la semaine par un divertissement et, généralement, on leur offre, tous les trois mois, un grand bal auquel leurs cama-

rades du voisinage sont invités. Le maître, souvent, embellit la fête par sa présence ou, tout au moins, il envoie du rhum aux danseurs. Les esclaves sont d'une grande propreté à ces bals ; les femmes y paraissent avec leurs plus beaux jupons et les hommes avec des pantalons de toile fine. Il est surprenant de voir l'ordre et la bonne intelligence qui règnent dans ces réunions. Le plaisir réel de la danse en est l'unique objet. Voilà pour le corps.

» Quant à leur âme, elle n'est jamais troublée par la crainte de la mort, ni par des scrupules de conscience, car les nègres croient fermement ce qu'on leur a appris, et qui est simple et clair. Ils sont portés à une telle bienveillance les uns envers les autres, qu'il est inutile de leur dire : « Aimez votre prochain comme vous-même. » Le plus pauvre d'entre eux, s'il n'a qu'un œuf, le partagera avec tous ceux qui sont présents. Quand l'esclave a cessé de vivre, ses parents et ses amis le portent dans un bosquet d'orangers, où ils l'enterrent, non sans dépenses, car le cercueil est généralement de beau bois, bien travaillé...

» Dans de telles conditions de vie, l'esclave est exempt de chagrin et il travaille de bon cœur pour son maître, qu'il considère comme son protecteur et celui de sa famille » (1).

(1) *Voyage à Surinam et dans l'intérieur de la Guyane*, t. III, p. 83 et suiv.

CHAPITRE IV

RÉGLEMENTATION LÉGALE DE LA TRAITE ET DE L'ESCLAVAGE

Du xvi^e au xix^e siècles, l'Europe entière se livra ouvertement à la traite des noirs. Les rois chrétiens signaient des traités « au nom de la Très Sainte-Trinité », pour organiser ce commerce infâme, qui devint une des principales ressources financières d'une grande monarchie catholique, l'Espagne.

Les *asientos*, traités ou contrats du gouvernement espagnol avec des nationaux ou des Compagnies étrangères pour fournir des esclaves noirs aux possessions d'outre-mer, furent très fréquents dès le commencement du xvi^e siècle. « Comme ce trafic était entouré de beaucoup de garanties, et qu'au monopole de la vente des nègres s'ajoutait le bénéfice d'introduire en fraude beaucoup d'autres objets de commerce, les gouvernements de l'Europe tâchaient par tous les moyens imaginables d'assurer ce privilège à leurs sujets. Charles V l'octroya, en 1517, à ses compatriotes, les Flamands. Ils en tirèrent de tels bénéfices et se multiplièrent à un tel point en Amérique, qu'ils en vinrent aux mains avec les Espagnols à Saint-Domingue. » (A. Cochin.)

Les *asientos* cessèrent en 1580 ; mais les besoins du trésor portèrent Philippe II à en conférer de nouveau le privilège.

En l'an 1600, le gouvernement espagnol traita pour neuf ans avec le Portugais Jean Rodriguez Continho, gouverneur d'Angola, qui s'engageait à fournir aux colonies 4.250 esclaves par an et à payer au roi une rente de 162,000 ducats.

En 1632, la guerre entre la France et l'Espagne, et probablement aussi d'autres motifs ignorés, interrompent les *asientos* jusqu'en 1662. Deux Espagnols en obtiennent alors

la concession pour neuf ans, à charge de fournir durant ce laps un total de 24,500 nègres et de payer au roi 2.100.000 piastres.

En 1687, l'*asiento* est transféré à des Hollandais, puis, en 1692, à un Espagnol résidant au Venezuela, moyennant 2.125.000 écus.

De 1696 à 1701, le privilège reste à la « Compagnie portugaise de Guinée », qui s'engageait, en propres termes, à fournir « dix mille tonnes de nègres » (*diez mil toneladas de negros*). Ce contrat donna lieu à tant de scandales qu'une transaction entre les rois d'Espagne et de Portugal, Philippe V et Pedro II, y mit fin le 18 juillet 1701.

Au traité du Portugal succède un traité avec la France. Le 27 août 1701, le roi *très catholique* et le roi *très chrétien* (1) stipulent pour dix ans (1702-1712) que le monopole du transport des nègres dans les colonies de l'Amérique appartiendra à la « Compagnie royale de Guinée », représentée par M. du Casse, chef d'escadre, gouverneur de Saint-Dominque. La Compagnie avait à livrer annuellement 4,800 *pièces d'Inde* (2) des deux sexes, en payant pour chaque nègre 33 écus 1/3 (l'écu valant 3 livres tournois). A cause des besoins pressants de la Couronne d'Espagne, la Compagnie avançait 600,000 livres sur les 4,755,000 dues, et, en retour, il lui était fait remise des droits sur 800 nègres par an. Les navires devaient être français ou espagnols; les équipages pouvaient être d'une autre nationalité, pourvu qu'ils fussent catholiques. Dans les îles du Vent, Sainte-Marthe, Cumana, Maracaybo, les noirs ne pouvaient être vendus plus de 300 piastres; mais partout ailleurs, la Compagnie avait toute latitude pour vendre le plus cher possible. Les navires de

(1) Bancroft laisse entendre que l'on s'arrangea pour cacher au Pape ces infâmes traités, car « il fallait éviter tout ce qui pouvait présenter du scandale pour la religion catholique romaine ».

(2) Les négriers, dans leurs abominables contrats de vente, désignaient ainsi leurs victimes; ils employaient aussi les termes de *bois d'ébène* et de *mulets*.

l'*asiento* pouvaient s'emparer de ceux qui faisaient illicitement le même commerce qu'eux.

Sa Majesté Très Catholique plaçait le traité et les opérations de la Compagnie sous la protection de tous les fonctionnaires des possessions espagnoles ; Elle engageait « *sa foy et sa parole royale, regardant le traité comme son propre bien et se réservant à elle seule la connaissance de tous les cas qui pourraient survenir dans l'exécution* ».

Les deux rois étaient intéressés, chacun pour un quart, dans l'affaire. Sa Majesté Très Catholique avait à verser pour sa part un million de livres tournois, mais on l'en dispensait, moyennant un intérêt de 8 o/o.

A l'expiration de ce traité, l'Angleterre obtint que le monopole lui fût concédé pour trente ans. Ce fut l'objet du contrat connu proprement sous le nom de traité de l'*Asiento*, en date du 26 mars 1713. Sa Majesté Britannique se chargeait d'introduire dans l'Amérique espagnole « 144,000 *pièces d'Inde* des deux sexes et de tout âge », soit 4,800 par an, moyennant 33 piastres écus et 1/3 par tête. Les conditions étaient à peu près les mêmes que celles du traité avec la France ; mais les Anglais, plus habiles, obtinrent de plus grands avantages commerciaux. Ils pouvaient introduire plus de 4,800 esclaves par an, pendant les vingt-cinq premières années, en ne payant pour ce supplément que 16 piastres 2/3. Ils recevaient des terrains pour établir leurs factoreries aux lieux d'embarquement et de débarquement. Ils firent changer la peine de mort pour contrebande en une peine temporaire et une amende ; obtinrent quinze jours de répit avant de payer pour les nègres débarqués en état de maladie, et dispense complète, si le nègre mourait dans ce délai. Les deux souverains étaient intéressés, chacun pour un quart, dans ce trafic, comme dans le précédent traité. Enfin, par un article additionnel, « pour témoigner à Sa Majesté Britannique l'envie qu'elle a de lui faire plaisir », Sa Majesté Très Catholique accordait la faculté d'envoyer annuellement un vaisseau de 500 tonneaux pour commercer

avec l'Amérique, à condition de ne vendre les marchandises qu'au temps des foires, ladite Majesté se réservant d'ailleurs encore dans cette opération un quart des profits et 5 o/o sur les trois autres quarts. Dès le 12 juin 1716, l'Angleterre décidait, par un traité interprétatif, que les 500 tonneaux susvisés seraient portés à 650, pendant dix ans ; que l'époque des foires de Carthagène, Porto-Bello et Vera-Cruz fussent à jour fixe ; que le payement des droits ne fût compté qu'à partir de 1717.

Toutes ces stipulations reçurent une consécration nouvelle dans le traité d'Utrecht (13 juillet 1713) qui fixa, comme on sait, la succession d'Espagne et garantit à l'Angleterre la possession de Gibraltar et de Minorque. En 1743, la Grande-Bretagne faillit même rallumer la guerre en Europe, parce que l'Espagne refusait de renouveler le traité de *l'asiento*...

« L'âme est remplie d'horreur, dit Augustin Cochin, lorsqu'on se condamne à parcourir ces tristes détails. Un gouvernement, l'Espagne, qui prend le nom de Catholique, a conclu en moins de deux siècles plus de dix traités pour autoriser, protéger, exploiter le transport de plus de 500,000 esclaves. Il a prélevé sur chacune de ces têtes humaines, comptées par pièce ou par tonne, un impôt dont le total dépasse 50 millions de livres. Dans tous ces traités, pas une disposition, pas une syllabe destinée à défendre ces malheureux contre les abus. Mais des rois stipulent sans pudeur leur part de profit, et l'une des plus puissantes nations, l'Angleterre, alors gouvernée par une femme, la reine Anne, s'assure par un traité fameux dont l'un des négociateurs fut un évêque (1), l'autre un lord Strafford, un monopole lucratif et honteux qu'elle conserve jusqu'à la moitié du XVIII^e siècle et qu'elle partage avec les autres nations jusqu'à la fin. »

La traite ne suffisant pas à fournir le nombre de bras

(1) Jean, évêque de Bristol, doyen de Windsor, gardien du sceau privé,

réclamé en Amérique, on y pourvut par un autre procédé encore plus abominable : l'élevage des nègres. On élevait des noirs, comme on élève des chevaux. On avait un esclave pour dix ou douze négresses : on poussait à la reproduction par tous les moyens, on multipliait les produits en vue de la vente. « Pratique inconnue des anciens et cent fois plus odieuse que la traite, car elle conduisait à vendre des enfants qu'on a vus naître, elle obligeait à séparer la famille, transformée en un baras reproducteur ». On évalue à 120,000 par an le nombre des nègres produits aux États-Unis au moyen de cette honteuse industrie. La Virginie en vendait de 40 à 50 mille par an, avec un bénéfice de plus de 100 millions de francs.

Mais la France, ou plutôt le gouvernement de Louis XIV, eut le malheur d'attacher son nom à la réglementation légale de l'esclavage, par l'édit de 1685, devenu fameux sous le nom de *Code noir*. Pour bien pénétrer l'esprit de cet acte de législation spéciale, il importe d'examiner divers contrats ou autorisations d'exploitation coloniale qui en montrent la genèse.

Lorsque le cardinal de Richelieu, créé grand-maitre de la navigation, fit autoriser, le 31 octobre 1626, la première *Compagnie des isles d'Amérique* fondée par le sieur d'Enambuc, les lettres patentes déclarèrent que l'entreprise avait pour but principal « de planter la foi chrétienne à la gloire de Dieu et à l'honneur du roy », et pour condition, « de mener des prêtres, de cultiver et travailler à toutes sortes de mines et métaux », moyennant un droit d'un dixième envers l'État. Il n'est pas question d'esclaves dans cet acte, mais de travailleurs européens.

Un nouveau contrat, passé le 12 février 1631, et qui étendait du 10^e au 30^e degré de latitude (la première fixait les limites du 11^e au 18^e degré) le privilège de la Compagnie, contient des dispositions analogues. La conversion à la foi chrétienne était le but essentiel. Un article de ce contrat, qui est à retenir, dit (*Art. XI*) : « Les descendants des

colons et les *sauvages convertis* seront réputés naturels français, capables de toutes charges, honneurs, successions, donations(1). »

Le 16 août 1661, le privilège de la Compagnie des Iles est révoqué : au lieu d'exploiter les terres, cette Compagnie trouvait plus lucratif de les vendre ; au lieu de civiliser les sauvages, elle les exterminait, malgré les remontrances des missionnaires. On constitua une autre Compagnie, dénommée *Compagnie des Indes Occidentales*. L'édit du 28 mai 1664, qui en autorise la formation, continue à se préoccuper, avant toute chose, des intérêts de la religion et répète que les artisans et les *sauvages convertis* seront réputés *régnicoles et français*.

Mais, en dépit des édits royaux, les colons, entraînés par la cupidité, ne tardèrent pas à réduire les *sauvages* en servitude ; ils achetèrent ensuite des nègres, après avoir traité en esclaves leurs engagés blancs. La corruption des mœurs royales aidant, la monarchie française devint ouvertement esclavagiste. En 1672, une ordonnance royale accorde une prime de 13 livres pour chaque noir importé dans les colonies françaises (2).

(1) La question de l'esclavage dans les colonies françaises fut soumise par Louis XIII aux théologiens de la Sorbonne. Ces dignes ecclésiastiques « refusèrent de chercher des accommodements avec la conscience » et condamnèrent toute espèce de servitude. (Prévost, *Hist. gén. des voyages*, t. LIV, p. 174, cité par S. de Locquenille dans ses *Notes pour servir à l'histoire de l'esclavage*). Mais les colons maintinrent quand même le régime de l'esclavage, et Louis XIII ferma les yeux, « quand on lui eût bien mis dans l'esprit que c'était la voie la plus sûre pour convertir les nègres ». (Montesquieu.)

(2) On alla jusqu'à gratifier des titres nobiliaires à ceux qui se distinguaient dans les entreprises maritimes dont le but était d'enlever les noirs de la côte d'Afrique.

« Nous permettons », disent les lettres patentes de 1698 pour Saint-Domingue, « à ceux qui s'en seront bien acquittés, de leur donner des marques d'honneur qui passeront à la postérité ».

La reine Élisabeth d'Angleterre créa baronnet le corsaire Hawkins, dont le plus grand exploit avait été d'incendier une ville africaine de

C'est alors qu'intervint l'édit de 1685, rendu par Louis XIV, élaboré par le marquis de Seignelay, fils de Colbert, et qui fut publié la même année que la révocation de l'édit de Nantes. Cet édit eut, assurément, le grand tort de ne pas abolir l'esclavage, mais il faut reconnaître qu'il ne le créa pas. Il laissa subsister des peines odieuses : le fouet, les oreilles et le jarret coupés, le lys marqué sur l'épaule ; mais il adoucit, d'autre part, le régime de la servitude en octroyant à l'esclave la participation aux cérémonies du culte catholique, le repos du dimanche, l'enterrement en terre sainte, l'affranchissement conditionnel ; en reconnaissant aux affranchis les mêmes droits qu'aux hommes libres (1).

« Cet acte, a pu dire Augustin Cochin, est une honte, et pourtant c'est un progrès. Après un siècle et demi, on ne sera guère plus avancé ; on sera plus doux, on ne sera pas plus juste ; on tentera d'empêcher le mal d'être un mal, sans y réussir. »

Voici pourquoi l'autorisation accordée à l'esclave de participer aux services du culte nous paraît avoir été un adoucissement à son sort. La religion catholique n'apportait pas seulement l'espérance à de pauvres âmes vouées à l'accablement de la tristesse ou à l'abêtissante insouciance qui naît de la dépravation ; elle leur procurait un bienfait positif,

8,000 âmes pour s'emparer de 250 nègres ! (S. de Locqueneuille, *L'esclavage, ses promoteurs et ses adversaires*, p. 83.)

(1) Art. IX. — « *Octroyons aux affranchis les mêmes droits, privilèges et immunités, dont jouissent les personnes nées libres. Voulons qu'ils méritent une liberté acquise et qu'elle produise en eux, tant pour leurs personnes que pour leurs biens, les mêmes effets que le bonheur de la liberté naturelle cause à nos sujets.* »

L'affranchi restait cependant soumis à une restriction, formulée comme suit :

« *Commandons aux affranchis de porter un respect singulier à leurs anciens maîtres, à leurs veuves et à leurs enfants ; en sorte que l'injure qu'ils leur auront faite soit punie plus grièvement que si elle était faite à une autre personne. Les déclarons toutefois francs et quittes envers eux de toutes autres charges, services et droits utiles, . . . etc.* »

en donnant par le baptême des parrains et des marraines à des êtres sans famille ; elle élevait peu à peu leur conscience affranchie jusqu'aux sereines hauteurs de la liberté morale et transformait en mérite un malheur qu'on leur avait toujours représenté comme un châtiment. Le nègre esclave, rebut de la société, trouvait dans le prêtre un confident, un ami ; il recevait à l'autel les honneurs de l'égalité devant Dieu, et la douloureuse monotonie de son existence était interrompue par des fêtes dont le charme et l'éclat impressionnaient son esprit et son cœur. N'ayant pas de peine à imaginer une vie meilleure que n'était pour lui la vie présente, il soupirait après le ciel promis à ses vertus ; les paroles de l'Évangile, résonnant comme l'écho mystérieux d'une patrie lointaine, berçaient délicieusement ses rêves imprécis de liberté future. Bref, l'église était véritablement pour l'esclave un lieu d'asile, le seul point du monde où il pût goûter un moment d'un repos et d'un bonheur relatifs. On comprend dès lors que des noirs excédés de fatigue, certains d'être punis le lendemain, fissent quelquefois plusieurs lieues à pied, la nuit, pour se rendre au catéchisme (1).

Le Code Noir de Louis XIV, copie perfectionnée du Code espagnol, servit de modèle aux réglementations adoptées dans la plupart des autres pays ; mais, ainsi que cela arriva du reste dans les colonies françaises même, on appliqua plus volontiers les peines que les mesures de protection qui en compensaient la dureté. Le Code Noir hollandais en est un exemple.

A une époque où le protectionnisme sévissait à outrance, les droits d'entrée qui pesaient sur tous les autres commerces

(1) A Saint-Christophe, les colons anglais disaient qu'il était indigne des chrétiens de garder en servitude des frères en Jésus-Christ, et ils excusaient de cette raison hypocrite pour refuser de faire baptiser leurs esclaves...

Les Hollandais se souciaient fort peu de faire baptiser les noirs de leurs colonies ; mais ils permettaient la pratique de la religion chrétienne à l'esclave qui l'avait embrassée.

furent supprimés pour ce « commerce d'élite », — le seul qui, au dix-septième siècle, ait triomphé à la fois du monopole et des lignes douanières ! En 1670, un arrêt du Conseil exempte les esclaves importés du droit de 5 % perçu dans les colonies françaises sur toutes les importations. Ce n'était pas assez : après la suppression des droits, vint l'établissement des primes.

Les archives du Parlement britannique sont remplies d'*Acts* rendus en vue de développer la traite. L'historien Brancroft cite principalement ceux de 1708, 1710, 1712, 1745 et 1750.

La reine Marie, « femme aussi cruelle que fille dénaturée », proposa de laisser entièrement libre le commerce des esclaves. La reine Anne inaugura le XVIII^e siècle par l'instruction qu'elle adressa aux gouverneurs de New-York et de New-Jersey et qui recommandait de procurer des encouragements convenables aux marchands d'esclaves.

La législation noire aux Etat-Unis s'est inspirée d'un *act* de la Caroline anglaise, promulgué en 1743 et confirmé en 1783.

Le préambule pose tout d'abord en principe la perpétuité de la servitude des noirs :

« Attendu que l'esclavage existe dans les colonies de Sa Majesté, il est ordonné que tous Noirs, Mulâtres, etc , qui sont ou seront dans cette province, et tous leurs enfants et postérité, nés ou à naître, seront, et par les présentes sont déclarés être, et resteront à jamais par la suite (*shall remain for ever hereafter*) esclaves absolus »

Un article dit : « Il sera toujours présumé que tout noir est esclave, à moins que le contraire ne soit prouvé. »

Un autre dispose que « deux juges de paix, assistés de cinq francs-tenanciers, eux-mêmes propriétaires de nègres, peuvent connaître de tous les crimes que commettent les esclaves et appliquer le genre de peine de mort qui leur paraît le plus propre à faire impression » (1).

(1) La même faculté existait pour les maîtres, dans toutes les autres colonies.

Si la mort d'un esclave résultait d'un accès de colère ou d'un *abus de punition*, le maître n'avait à payer qu'une amende de 50 livres sterling. Pour 14 livres, on avait le droit de « couper la langue ou les membres et d'infliger des tortures, même avec d'autres instruments qu'un fouet, qu'une lanière de vache ou un bâton ».

Un maître sera toujours *censé coupable*, quand l'esclave sera estropié ; mais, *pour se disculper, il lui suffira de prêter serment du contraire*. (1)

Tout homme blanc qui rencontrait sur un chemin plus de sept esclaves ensemble pouvait infliger à chacun vingt coups de fouet.

« *Toute personne qui apprend à lire à un esclave paiera une amende de 14 livres sterling.* »

À la Louisiane, « tout noir qui serait porteur d'un bâton, qui serait *coupable de danser* après le coucher du soleil, recevra vingt coups de fouet ». « Toute personne de couleur blanche qui inviterait ou laisserait inviter un noir à une réunion ou assemblée quelconque, paiera une amende de 10 à 15 dollars, et le noir recevra 15 coups de fouet »...

Un des plus grands malheurs résultant de la situation des esclaves était qu'on les considérait comme un bien meuble distinct de la plantation ; de sorte qu'on pouvait *saisir* les noirs pour les dettes d'un colon et les vendre au plus offrant, dans le cas d'expropriation forcée. Tous les liens de famille qui pouvaient se former à la longue parmi les esclaves étaient susceptibles d'être rompus en un instant. Un nègre qui, à force de travail, parvenait à se constituer un petit avoir, se voyait, un beau jour, séparé des siens et transporté dans une île voisine ou lointaine pour servir un nouveau maître.

(1) À la Barbade, on payait 15 livres st. pour l'assassinat prémédité d'un noir, 25 livres si l'esclave appartenait à un autre maître. Mais « si un noir, pour quelque offense que ce puisse être envers son maître, perd la vie ou un membre en subissant un châtiment, aucune amende ne pourra être prononcée. »

Dans toutes ces colonies, l'état d'affranchi était à peine distinct de celui d'esclave. La couleur foncée de la peau étant une présomption légale de servitude, le noir ou le mulâtre affranchi pouvait être arrêté à chaque pas ; et si son maître ne venait pas attester son affranchissement, on le revendait pour payer les frais de son emprisonnement » (1).

Le régime de l'esclavage, chez les peuples de l'antiquité, ne comportait aucune restriction légale contre les affranchissements. Les nations chrétiennes se montrèrent beaucoup plus dures : l'acte d'affranchissement, surtout dans les colonies anglaises, fut grevé d'un droit parfois assez élevé pour rendre la délivrance impossible. Cette somme était censée servir à former une pension viagère destinée à l'entretien de l'esclave affranchi ; car on crut ou l'on affecta de croire, pendant longtemps, que le nègre libre était incapable de gagner sa vie. Voici un tableau comparatif de ce droit pour, ou plutôt contre l'affranchissement, dans les principales colonies britanniques :

A la Barbade : 50 livres sterling jusqu'en 1801. De 1801 à 1816, le droit fut de 200 livres sterling pour un noir et de 300 pour une négresse. En 1816, on revint au chiffre primitif de 50 livres sterling (2).

A Saint-Christophe : 100 livres sterling. De 1808 à 1814, il

(1) Jusqu'en 1835, la *Gazette de la Jamaïque* était remplie d'avis ainsi conçus : « Attendu que X, homme de couleur, qui prétend être libre, a été déposé dans la maison d'arrêt de..., on fait savoir que si, dans *n* jours, ledit homme de couleur ne démontre pas d'une manière satisfaisante sa liberté, ou s'il n'est pas réclamé par son maître légitime, il sera, à l'expiration de ce délai, vendu à l'encan au profit du public. »

(2) De 1801 à 1816, il y eut mille affranchissements, dont 15 seulement acquittèrent le droit onéreux établi en 1801 ; tout le reste se fit par la voie de l'Angleterre, où l'on pouvait présenter un noir au premier magistrat venu, qui le déclarait libre *ipso facto* et lui en délivrait un certificat, valable même dans la colonie où il travaillait. Depuis 1816, sur 700 affranchissements, 250 acquittèrent le droit de 50 livres. Ces nombres ne laissent aucun doute sur les obstacles qu'opposait à la libération le droit dont elle était frappée.

y eut 10 affranchissements par an. Depuis 1814, droit nul : 90 affranchissements par an (1).

A Saint-Vincent : 100 livres sterling. Jusqu'en 1820, environ 26 affranchissements par an. Depuis 1820, droit nul : 99 affranchissements annuels.

A Tabago : 100 livres sterling depuis 1814. Avant l'établissement du droit, on comptait environ 36 affranchissements ; depuis le droit, on eut de 1 à 8 affranchissements par an.

A la Dominique : 100 livres sterling à l'origine. En 1810, le droit fut réduit à 17 livres pour les esclaves nés dans l'île, et à 33 pour les étrangers. Depuis la réduction, 75 affranchissements par an ; on en comptait seulement 7 auparavant.

A Demerary : de 200 à 300 florins (420 à 645 fr.) — 35 affranchissements par an.

A Berbice : De 400 à 500 florins (870 à 1.100 fr.) — 8 affranchissements par an.

A la Jamaïque : Droit nul. Le maître s'engageait à fournir 100 livres sterling, si l'esclave devenait à charge à la colonie.

La véritable raison de ce droit était, nous le répétons, de prévenir les affranchissements. Le législateur colonial, du reste, ne s'en cachait pas. Ainsi, dans les règlements fiscaux de l'île de Grenade, il était dit sans ambages que le motif de la mesure visait à « décourager l'usage trop fréquent et trop précipité d'affranchir les nègres ». Dans l'exposé de la loi des îles Bermudes, on trouve ce considérant non moins catégorique : « Attendu qu'il est urgent d'empêcher la rapide augmentation du nombre des Noirs et gens de couleur affranchis »... Ajoutons que nul affranchissement ne pouvait avoir lieu dans une plantation grevée d'hypothèques, ni dans

(1) En 1739, les esclaves désertèrent en masse l'île de Saint-Christophe. Les colons en furent tellement alarmés qu'ils prirent la résolution de se montrer désormais moins cruels.

celles gérée pour le compte de mineurs. Et, bien que l'expérience n'eût pas tardé à démentir cette supposition gratuite que le nègre libéré ne pouvait se suffire à lui-même en travaillant, le droit d'affranchissement n'en fut pas moins conservé (1).

Au début de l'esclavage, la loi française défendait d'affranchir autrement que par voie testamentaire. Les ordonnances de 1713 et de 1738 confièrent aux administrateurs des colonies le soin de valider les affranchissements. En 1795, une taxe de 1.000 fr. fut fixée pour l'affranchissement d'un noir et du double pour celui d'une négresse. Cet impôt sur la liberté était d'autant plus lourd qu'il retombait presque toujours à la charge de l'esclave, forcé de l'acquitter, nonobstant le prix de son rachat; la suppression n'en fut prononcée qu'en 1831. Sept ans après, on comptait 30.000 affranchissements dans les différentes colonies, alors qu'auparavant il s'en produisait à peine une centaine pour une même période de temps.

Tel fut le régime de l'esclavage colonial.

« On reste quelquefois saisi d'émoi », dit Alphonse Daudet, « devant certains mots qu'on répétait de confiance et dont le sens profond, effrayant, vous apparaît un beau jour. Celui qui n'a pas eu faim, qui n'a pas eu froid, qui n'a pas souffert, ne peut parler ni de la faim, ni du froid, ni de la

(1) A. de Humboldt (*Voyage aux régions équinoxiales*, Paris, 1823, t. III) rapporte que, dans les colonies espagnoles de l'Amérique du Sud, tout esclave avait le droit d'acheter son affranchissement, dès qu'il avait amassé une somme égale à la valeur marchande de sa personne. Les noirs auraient eu aussi, dans ces mêmes colonies, le droit très appréciable du *buscar amo*, en vertu duquel ils pouvaient quitter un maître dont ils avaient à se plaindre.

Dans la Guyane hollandaise, l'affranchi était tenu en tout temps de répondre au premier appel pour défendre la colonie; homme ou femme, il ne pouvait témoigner en justice contre son ancien maître, et, s'il mourait dans la colonie, le quart des biens de sa succession revenait à ce patron nominal.

souffrance. Il ne sait même pas très bien ce que c'est que le pain, ce que c'est que le feu, ce que c'est que la résignation. »

L'esclavage est un crime de lèse-humanité tellement atroce, qu'il n'est pas nécessaire d'en avoir enduré les souffrances pour être à même d'en concevoir et d'en exprimer l'horreur.

« Il est un crime surtout », écrit Clarkson, « qui pèse sur la mémoire des négriers : celui d'avoir retardé de près de trois siècles la civilisation africaine. Mais quels termes emploierons-nous pour caractériser cet autre crime qu'on est en droit de leur reprocher, celui d'avoir importé dans les colonies européennes des millions d'hommes et de les avoir condamnés à y vivre, eux et leur postérité, pour toujours, dans l'abaissement et la plus humiliante dégradation ? Comment appellerions-nous l'homme qui inoculerait dans le sang de ses semblables un poison contagieux, de manière à les frapper d'une lèpre hideuse jusque dans leur dernière postérité ? Ne dirions-nous pas qu'un tel homme est un monstre vomé par les enfers ? Eh bien, ces monstres, ce sont les négriers ! Ils ont inoculé, non à quelques personnes, mais à une portion entière du genre humain, le poison de l'esclavage et la lèpre d'un avilissement perpétuel... »

» Maintenant, si nous fixons la réflexion sur tous ces faits, sur cette masse accablante de preuves douloureuses, nous serons forcés de conclure que l'histoire du monde ne présente pas, dans ses annales, une accumulation de souffrances et une complication de forfaits qu'on puisse mettre en parallèle avec les monstrueuses horreurs qui ont signalé l'exercice de la traite par les nations européennes. » (*Le cri des Africains contre les Européens, leurs oppresseurs*, par Thomas Clarkson.)

CHAPITRE V

COMMENT ON PERD UNE COLONIE : LA RÉVOLTE DE SAINT-DOMINGUE

Le commencement et la fin du dix-neuvième siècle ont été marqués par deux grandes catastrophes coloniales, dues à des causes identiques : les iniquités des colons et l'aveuglement de la métropole. La révolte de Saint-Domingue et celle de Cuba sont deux exemples à jamais mémorables des malheurs réservés aux nations qui font de la violence et de l'oppression la base de leur système colonial.

On ne peut toujours méconnaître impunément les droits de l'humanité : la tyrannie, tôt ou tard, enfante la révolte. Dix générations successives courbent le front sous le joug le plus odieux. Accoutumé à voir sa volonté assimilée à la loi divine, l'opresseur se repose du soin de maintenir son autorité sur le poids des chaînes dont il accable des hommes dégradés par la servitude. Mais un jour vient où ces hommes sortent de leur torpeur morale ; le feu sacré de la liberté, qui semblait complètement éteint, se ranime tout à coup dans leur âme ; ils comprennent enfin que le despote leur apparaît un colosse uniquement parce que leur tête est à ses pieds : honteux de ramper, les voilà qui se lèvent et brisent leurs chaînes ! « *Nous sommes libres*, s'écrient-ils, *parce que nous le voulons !* » En vain l'orgueilleux exploiteur, qui les tenait naguère sous sa verge de fer, promet de se souvenir désormais qu'il commande à des hommes ; en vain emploie-t-il les menaces et les prières : sa mort seule peut satisfaire ceux qu'il a traités comme des bêtes de somme.

C'est ce qui est advenu à Saint-Domingue et à Cuba. Après avoir si longtemps gémi dans l'esclavage le plus avilissant,

les noirs s'aperçurent enfin qu'ils étaient des hommes. Ce trait de lumière n'avait pas été prévu par les colons, qui ne revinrent de leur surprise que lorsque des cris de terreur et de mort retentirent dans l'île. Il était trop tard : l'heure de la vengeance avait sonné ; cette vengeance fut terrible.

*
* * *

Dès le commencement de l'année 1789, on savait à Saint-Domingue qu'une révolution était imminente en France, et les esclaves en tressaillaient d'espérance. Il ne leur fallait pas un bien grand effort de raisonnement pour comprendre qu'un bouleversement politique ne pouvait que leur être avantageux : leur sort ayant atteint les dernières limites de l'exécration, un changement, quel qu'il fût, devait nécessairement l'améliorer.

Les hommes de couleur se réjouissaient de même, et avec non moins de raison. Quoique libres et possédant le droit de propriété, ils vivaient, en effet, dans un état proche de l'esclavage. Ils étaient forcés de servir très longtemps dans la milice et la maréchaussée, sans recevoir aucune solde et en s'équipant à leurs frais ; ils payaient, en outre, des impôts bien plus considérables que les blancs, avec lesquels ils n'avaient, d'ailleurs, presque point de relations. Ils ne pouvaient aspirer à aucun grade dans la marine ou dans l'armée ; les emplois civils leur étaient également interdits, ainsi que toute profession exigeant l'acquis d'une certaine éducation. L'homme de couleur qui osait frapper un blanc devait avoir la main coupée, tandis qu'un blanc qui frappait un homme de couleur en était quitte pour une amende. Défense à ces affranchis nominaux de vendre ce qu'ils possèdent ; de recevoir par donation entre vifs ou à cause de mort ; d'aller s'établir dans un autre quartier de la ville ou dans une autre partie de l'île. Ils ne pouvaient s'adresser qu'à un avocat, spécialement désigné pour eux, qui rédigeait et signait leurs requêtes et à qui un arrêt interdisait d'écrire les moyens des parties.

Il y avait, à la fin du dix-huitième siècle, un assez grand nombre de jeunes gens de couleur à Paris, où leurs parents les envoyaient volontiers puiser une solide instruction (1). Ils se lièrent, tout naturellement, avec les philanthropes les plus ardents et déterminèrent la fondation de la célèbre *Société des Amis des Noirs*, qui fit une propagande si active en faveur de l'abolition de l'esclavage. Cette Société comptait au nombre de ses membres le marquis de Condorcet, Brissot de Varville (principal promoteur de l'œuvre), le duc de La Rochefoucauld, le comte de Lacépède, Pétion, Clavière, Dupont de Nemours, parrain de la doctrine physiographique développée par Quesnay (2), le marquis de Lafayette, l'évêque Grégoire, l'abbé Sièyès. Le 3 février 1789, elle envoyait aux citoyens français assemblés pour nommer leurs représentants une adresse signée « Condorcet, président », où elle leur dénonce « les crimes de la traite et de l'esclavage des noirs, crimes de la force, autorisés par les lois, excusés par les préjugés », en conjurant leurs députés de demander aux Etats généraux l'examen des moyens propres à détruire la traite et à préparer l'abolition de l'es-

(1) Les premiers mulâtres qui vinrent en France y furent envoyés par leurs pères blancs. Nous partageons la joie de Schœlcher à constater dans ce fait « un triomphe de ce qu'il y a de bon dans la nature humaine. » Mais on vit aussi beaucoup de négresses, mères admirables, s'imposer les plus durs sacrifices pour l'entretien coûteux de leurs enfants en Europe. « Elles s'épuisent en se livrant à un travail au-dessus de leurs forces, pour laisser plus longtemps à l'école leurs enfants déjà vigoureux et en âge de les aider. » (A. de Gasparin, *Esclavage et Traite*, p. 26.)

(2) Dupont de Nemours eut, le premier, l'idée de fonder une colonie de nègres libres. Reprise, en Angleterre, par Fothergil, Golberry, Clarkson, Witherforce et Granville-Sharp; en France, par Dumanet, Pelletan et Pruneau de Pomme-Gouge (ancien négrier qui « demanda publiquement pardon de ses crimes à Dieu et au genre humain »), cette idée ne devait être réalisée qu'en 1822, par un noir, ancien esclave aux Etats-Unis (Massachussets), qui, devenu riche et aidé par les philanthropes de l'*American Colonization Society*, alla, en compagnie d'un millier de congénères industriels, s'installer sur la côte occidentale de l'Afrique, où ils fondèrent la petite République de Libéria.

clavage. Le 25 juin 1790, la *Société des Amis des Noirs* rédigea une autre adresse, celle-ci à l'Assemblée Nationale et avec la signature de « Brissot, président » (1), sollicitant seulement l'abolition de la traite.

Effrayés du rapide progrès des idées libertaires, les colons de Saint-Domingue formèrent, dans toutes les parties de l'île, des assemblées politiques, que le gouverneur tenta vainement de dissoudre et qui proclamèrent le droit de la colonie à être aussi représentée aux Etats généraux. Ces assemblées se fédérèrent, le 27 février 1790, en une sorte de Convention, qui prit le titre d'*Assemblée générale de la partie française de Saint-Domingue*.

Peu après parvinrent au gouverneur de l'île les « instructions supplémentaires pour le décret de l'Assemblée nationale du 8 mars 1790 sur le régime des colonies ». Ces instructions résumaient le décret par une suite d'articles précis dont le quatrième disait :

« Immédiatement après la proclamation et l'affiche du décret du 8 mars 1790 et de la présente instruction dans chaque paroisse, *toutes les personnes libres âgées de 25 ans accomplis*, propriétaires d'immeubles, ou, à défaut d'une propriété, domiciliées dans la paroisse depuis cinq ans et payant une contribution, jouiront du droit de suffrage qui constitue la qualité de Français et se réuniront en Assemblée paroissiale. »

Le décret, attribuant la qualité de *citoyens actifs* à tous les contribuables sans exception, cette formule : *Toute personne libre, âgée de 25 ans, etc.*, aux termes de l'édit de 1685, comprenait évidemment les hommes de couleur libres

(1) Brissot occupe une place éminente parmi les grands abolitionnistes. Il avait déjà publié, en avril 1789, un « Discours sur la nécessité d'établir à Paris une Société pour concourir avec celles d'Amérique et de Londres à l'abolition de la traite et de l'esclavage. » Il publia encore, dans la même année, un *Mémoire sur les noirs de l'Amérique septentrionale*, où il rendait compte d'un voyage qu'il venait de faire aux Etats-Unis « pour recueillir toutes les lumières possibles sur le sort des nègres. »

remplissant les conditions requises ; mais, comme ce nouveau texte de loi ne les désignait pas nominativement, l'Assemblée de Saint-Domingue déclara qu'il ne devait s'appliquer qu'aux blancs seuls (1).

L'Assemblée coloniale de la Guadeloupe, « considérant que la législation qui concerne les gens de couleur, leur vie, leur existence physique, est la propriété des colons », décida que « *tous les gens entachés par mésalliance* » seraient privés du droit de citoyen actif. L'Assemblée de la Martinique (arrêté du 12 juillet 1790) n'entendait renoncer en aucune manière « au droit qui, disait-elle, lui appartenait exclusivement de régler *définitivement* tout ce qui tient au régime et à la police des affranchis et des esclaves. »

En apprenant ces faits, Jacques Ogé, un des jeunes mulâtres de la *Société des Amis des Noirs*, résolu à obtenir par la force l'application du décret précité, quitte Paris, débarque furtivement aux environs du Cap, le 16 octobre 1790, et va se concerter avec son ami Jean-Baptiste Chavanne (2) en vue de parer aux éventualités. L'autorité coloniale s'en émeut et envoie procéder à l'arrestation des deux amis. Ceux-ci, soutenus par leurs parents, leurs amis et leurs voisins, à peine au nombre de 250, repoussèrent une première attaque de la milice blanche ; mais, assaillis à nouveau par une troupe de 1,500 soldats européens, ils se débandèrent. Ogé et Cha-

(1) L'argumentation des colons esclavagistes en faveur de cette interprétation étroite se basait sur ce que, « *d'après l'usage*, les blancs seuls étaient convocables, ayant formé seuls les *précédentes* assemblées. (*Sur les troubles des colonies*, plaquette publiée par Du Morier, en réponse à Brissot. Paris, 1791). Comme si la loi écrite n'avait pas précisément pour but de modifier la coutume !

(2) Chavannes était un de ces affranchis de Saint-Domingue qui avaient brillamment combattu, sous l'amiral comte d'Estaing, pour l'indépendance des Etats-Unis. Homme résolu, n'attendant rien de la justice des blancs, il proposait de briser d'un coup l'esclavage en soulevant tous les *ateliers*. (On désignait sous le nom d'*atelier* l'ensemble des cultivateurs d'une plantation). Ogé, restant fidèle au programme de l'égalité politique adopté par ses amis de Paris, réclamait simplement l'exécution de la loi.

vannes, avec une trentaine des leurs, réussirent à se réfugier dans la partie espagnole. L'Assemblée provinciale du Nord réclama et obtint leur extradition, « au nom du roi de France. » Treize des insurgés furent condamnés aux galères perpétuelles ; vingt-deux à être pendus ; Ogé et Chavannes, à être « rompus vifs, puis exposés sur des roues, la face tournée vers le ciel, pour y rester tant qu'il plairait à Dieu de leur conserver la vie. » L'exécution eut lieu, le 25 février 1791. L'Assemblée du Nord assista en corps à cet horrible supplice, qu'on venait d'abolir en France.

Déjà le 2 novembre 1790, un autre mulâtre, nommé Lacombe, avait été pendu, pour avoir adressé à l'Assemblée du Nord un mémoire où il revendiquait la jouissance des droits politiques. Quelques jours après, on avait décapité un blanc, le sénéchal Ferrand de Baudière, coupable d'avoir rédigé une note du même genre en faveur des hommes de couleur de l'Ouest (1).

En montant à l'échafaud, Chavanne, d'une voix vibrante, flétrit l'inhumanité de ses bourreaux, en léguant à ses frères la tâche de venger son martyr. Cet appel devait être entendu. « Ogé et Chavanne, vivants, excitant les esclaves à briser leurs chaînes, restèrent isolés et ne furent pas soutenus ; après leur mort, le cri du sang fit ce que ne pouvaient faire leurs proclamations : la guerre éclata dans toute la colonie » (2).

Les Européens d'origine étaient eux-mêmes divisés en deux classes. On sait que les premiers aventuriers, nobles et rotu-

(1) Dans les premiers temps de la colonisation française en Amérique, les colons donnaient la liberté à leurs enfants mulâtres, dès que ceux-ci avaient atteint l'âge de 24 ans, à condition qu'ils fussent demeurés jusqu'à cet âge au service du maître de leur mère. Mais lorsque, en 1674, les îles françaises d'Amérique furent rachetées des grandes Compagnies et réunies au domaine de la Couronne, une ordonnance royale fit renaitre la loi romaine (*Partus sequitur ventrem*), et les mulâtres restèrent esclaves comme les nègres.

(2) Hannibal Price, *De la réhabilitation de la race noire par la République d'Haïti*. (J. Verrollot, éditeur, Port-au Prince, 1901).

riers mélangés, qui s'établirent dans les Antilles, firent venir et engagèrent à leur service d'autres Européens plus miséreux, traités à peu près comme des esclaves. Les employeurs (ex-boucaniers et flibustiers) s'appelèrent *grands blancs*, tandis que leurs engagés reçurent le nom de *petits blancs* ou de *blancs manants*. Presque tous ces derniers eurent des négresses pour compagnes et donnèrent ainsi naissance à la population intermédiaire des métis *libres*, population qui, par les hasards des croisements postérieurs, tendait à se confondre soit avec la race blanche, soit avec la race noire. A l'époque de la Révolution, les « grands blancs » n'avaient plus que de rares représentants authentiques aux Antilles : tous ces affreux tyranneaux qui vont se montrer si cruels envers les indigènes et si intraitables sur la question de l'égalité des droits politiques, étaient des rejetons de « blancs manants » et, qui plus est, ils avaient pour la plupart une notable portion de sang africain dans les veines, ce qu'ils niaient d'ailleurs avec astuce et s'efforçaient de cacher par tous les moyens. Il y en eut cependant quelques-uns qui prirent fait et cause pour les gens de couleur.

Les premiers symptômes d'agitation se manifestèrent parmi les nègres dans le courant de juin 1791 ; plusieurs *ateliers* commencèrent à former des « rassemblements ». Ces attroupements sans caractère défini furent aisément dispersés ; mais, pour en prévenir le retour, on voulut effrayer les esclaves en multipliant les supplices. Le terrorisme produisit l'effet contraire : la fermentation augmenta. Dans la nuit du 14 août 1791, par un orage épouvantable, les nègres des environs du Cap se réunirent dans les gorges du Morne-Rouge. A la lueur des éclairs qui sillonnaient le ciel, Boukman, chef occulte, leur souffla la haine de l'oppression : « *Brisez l'image du Dieu des blancs, qui a trop soif de nos larmes*, rugit-il dans le bruit du tonnerre ; *écoutez la liberté qui parle au cœur de nous tous !...* » (1).

(1) C'étaient en des conciliabules mystérieux et inaccessibles, où

Au jour fixé, le 22 août, la plaine du Cap est mise en feu, aux cris sinistres de « Vengeance! Vengeance! » Le 26, les affranchis de l'Ouest et du Sud, en un mouvement distinct et séparé, lèvent à leur tour l'étendard de la révolte. Pendant quatre jours, les colons que leur cruauté désignait plus spécialement à la vindicte sont impitoyablement immolés...

Sur qui doit retomber la responsabilité des horreurs commises dans ces affreuses journées? Assurément, sur les colons eux-mêmes, qui, en ravalant l'esclave au niveau de la brute, s'étaient efforcés de lui faire perdre tout sentiment humain. Ainsi que l'a écrit Schoelcher, « les blancs qui ont massacré et noyé les nègres par centaines à la fois, qui les ont fait dévorer par des chiens, qui ont déchiré à coups de fouet des femmes enceintes, se sont retiré tout droit de condamner les actes de férocité que la soif de la vengeance fit commettre aux esclaves déchaînés ».

La population du Cap, folle de fureur, usa de terribles représailles contre les gens de couleur (1).

Ecoutez l'historien Raban, contemporain de ces événements : « On vit des planteurs faire enterrer les nègres jusqu'aux épaules et, les forçant ensuite, au moyen d'une pince, à ouvrir la bouche, introduire du sucre bouillant dans les entrailles de ces malheureux, qui expiraient ainsi au milieu des plus horribles tourments. D'autres firent scier

les colons alarmés voulurent voir la célébration sanglante d'un culte fétichiste criminel, que les chefs secrets des nègres fugitifs entretenaient la flamme libertaire dans l'âme des esclaves. Ces chefs, que la politique coloniale avait intérêt à faire passer pour des scélérats de la pire espèce et dont les plus célèbres se nommèrent *père* Jean (1679), Michel (1713), Colas (1720), Polydor (1730), Macandal (1758), Canga (1777), Santiago (1782), Gillot et Yacinthe (1787), furent sinon les préparateurs directs, comme il y aurait quelque exagération à le soutenir, du moins les précurseurs inconscients de Boukman, de Jean-François, de Biassou et de Toussaint-Louverture.

(1) Boukman fut tué dès la première sortie des troupes blanches; sa tête fut plantée sur une pique, au milieu de la place d'armes du Cap, avec un écriteau portant ces mots : « *Tête de Boukman, chef des révoltés.* »

leurs prisonniers entre deux planches; d'autres encore... mais je m'arrête : ma plume se refuse à tracer des tableaux si épouvantables. » (1)

Un noir, du nom de Bartolo, avait caché son maître pour le soustraire au massacre, et, au risque de passer pour traître, il l'avait conduit sous un déguisement jusqu'aux portes du Cap, puis, cela fait, était retourné parmi les siens. Dès que l'ordre fut rétabli, Bartolo, dénoncé comme ayant pris part au soulèvement, fut condamné à mort : son dénonciateur était le colon même qu'il avait sauvé ! Ce monstre s'appelait Mangin (2). « Les blancs, dans leur rage, dit le colonel Malenfant, regardèrent tout noir comme un ennemi et augmentèrent ainsi le nombre des rebelles, car, quoique souvent ils trouvassent des esclaves paisibles et attachés à leurs ateliers, ils n'en faisaient aucune différence et les massacraient indistinctement. » (3)

Il y avait près d'un mois que ces atrocités bouleversaient la colonie, lorsque le gouverneur Blanchelande reçut des chefs de la révolte cette adresse dont l'idée, croit-on, fut inspirée par Toussaint : (4)

(1) Raban, *Résumé de l'histoire de Saint-Domingue*, p. 77.

(2) Hérard Dumesle, *Voyage au nord d'Haïti*.

(3) Le colonel Malenfant, nous le rappelons, était un ancien possesseur d'esclaves qui avait personnellement assisté aux faits qu'il rapporte.

(4) Bien traité chez son maître, Bayon de Libertat (y aurait-il vraiment des noms prédestinés?), Toussaint, esclave cocher de la plantation du comte Bréda, aux environs du Cap, n'eut garde de participer ostensiblement à la grande révolte du 22 août. Il protégea même contre les assaillants en furie M^{me} de Libertat, que son mari avait laissée seule pour aller s'enrôler dans la milice qui défendait la ville. Mais il est avéré que le futur héros de la race noire était parfaitement au courant des résolutions prises par les meneurs dans les conciliabules préparatoires. L'habitation du comte Bréda fut pour lui un poste d'observation commode et sûr, d'où il tâchait de pénétrer les desseins des autorités coloniales et de surveiller les mouvements des troupes. La situation s'étant nettement dessinée, Toussaint, après avoir eu soin de mettre M^{me} de Libertat en sécurité au

« Monsieur,

» Nous n'avons jamais prétendu nous écartler du devoir et du respect que nous devons au représentant de la personne du roi,... mais, homme juste, descendez vers nous; voyez cette terre que nous avons arrosée de notre sueur, ou plutôt de notre sang, ces édifices que nous avons élevés!... En avons-nous obtenu aucune récompense?...

» Ceux qui auraient dû nous servir de pères, après Dieu, c'étaient des tyrans, des monstres indignes du fruit de nos travaux. Et vous voulez, brave général, que nous ressemblions à des brebis, que nous allions nous jeter dans la gueule du loup? Non, il est trop tard. Dieu, qui combat pour l'innocent, est notre guide; il ne nous abandonnera jamais. *Vaincre ou mourir!* voilà notre devise, que nous soutiendrons jusqu'à la dernière goutte de notre sang. Il ne nous manque point de poudre ni de canons. Ainsi, *la mort ou la liberté*. Dieu veuille nous la faire obtenir sans effusion de sang, alors tous nos vœux seront accomplis...

» Croyez qu'il en coûte beaucoup à nos cœurs pour avoir pris cette voie (la révolte); mais n'allez pas vous tromper, croire que c'est faiblesse. Nous n'aurons jamais d'autre devise : *Vaincre ou mourir pour la liberté!*

» Vos très humbles et très obéissants serviteurs,

Signé : « TOUTS LES GÉNÉRAUX ET CHEFS DE NOTRE ARMÉE. »

A ce manifeste des insurgés le gouvernement colonial répondit par une proclamation du 23 septembre 1791, dans laquelle il exhortait les esclaves à la soumission en les engageant, pour prix de leur pardon, à *livrer leurs chefs!* Autant dire qu'on désirait une lutte sans merci.

Cap, s'engagea dans la bande de Biassou, peu avant son incorporation dans les « troupes auxiliaires » du roi d'Espagne. Il savait lire et possédait quelques connaissances médicales empiriques; employé d'abord comme « médecin », il ne tarda pas à jouer un rôle prépondérant.

Toussaint devint « l'oracle des esclaves insurgés », non point « parce qu'il était seul parmi eux sachant lire et écrire », comme l'a cru inexactement le général Kerverseau, mais parce qu'il sut faire comprendre à ses frères et traduire avec une intense précision ce qu'ils sentaient confusément dans leurs cœurs, parce que son esprit reflétait génialement la commune pensée de tous les hommes de sa race.

Cependant les groupes d'esclaves révoltés, plus ou moins bien dirigés, se disciplinaient peu à peu. « Ils n'étaient d'abord armés que de bâtons, de piques, de coutelas et de cerceaux de tonneaux : les Espagnols, qui désiraient la ruine de la colonie française, leur fournirent des fusils et des munitions (1). Ils apprirent chaque jour à faire meilleur usage de leur fusil, ils s'aguerrirent, observèrent une certaine tactique et bientôt furent en état de tenir campagne à leur manière. Il y eut alors, entre eux et les colons, une guerre d'extermination, une guerre d'assassinats (2). »

Trois Commissaires civils. Roume, Mirbeck et Saint-Léger, furent envoyés à Saint-Domingue pour y « rétablir l'ordre et pacifier les esprits ». Dès leur arrivée, le 5 décembre 1791, ils proclamèrent une amnistie générale. Les deux principaux chefs des révoltés, Biassou et Jean-François, eurent un moment l'idée de profiter de cette mesure de clémence, mais un « incident » caractéristique vint raviver leur méfiance en leur donnant le droit de douter de la loyauté française.

Toussaint, à l'arrivée des Commissaires, avait voulu tenter un second essai de conciliation sur la base d'un plan d'abolition graduelle de l'esclavage. D'accord avec ses frères, il fit rédiger par l'abbé de la Haye une nouvelle adresse aux autorités coloniales du Cap, offrant la soumission des noirs moyennant : « 1^o une amnistie générale pour les faits antérieurs ; 2^o l'affranchissement légal et définitif d'un certain nombre d'esclaves révoltés ; 3^o l'abolition de la peine du fouet ; 4^o la concession de trois jours libres, par semaine, à

(1) Dès que la guerre fut déclarée entre l'Espagne et la République française, le gouverneur de la partie espagnole de Saint-Domingue reçut l'ordre de prendre à sa solde les nègres révoltés, « afin de faire tout le mal possible à la possession française, en représailles de la mort de Louis XVI, parent de Charles IV. » (Schœlcher, *Vie de Toussaint-Louverture*, p. 36).

(2) Général Pamphile Lacroix, *Mémoire pour servir à l'histoire de Saint-Domingue*, t. I, p. 104.

tous les esclaves pour se livrer à leurs propres travaux ». Cette adresse fut signée par six chefs de l'insurrection, trois noirs (y compris Toussaint) et trois mulâtres ; elle fut apportée au Cap par deux affranchis, Raynal (mulâtre) et Duplessis (nègre).

Le gouvernement métropolitain était représenté, à ce moment, par deux autorités coloniales distinctes et *antagoniques* : la Commission civile, chargée de la pacification de la colonie ; l'Assemblée coloniale, à laquelle les Commissaires civils eux-mêmes avaient apporté de nouvelles lois rendant les blancs de Saint-Domingue arbitres souverains du sort des esclaves et des affranchis. On ne pouvait s'entendre. Raynal et Duplessis furent invités à revenir dans dix jours pour avoir la réponse des autorités. A l'expiration du délai, ils furent introduits au sein de l'Assemblée coloniale, réunie en séance solennelle, et dont le président parla ainsi, dans une attitude olympienne :

« Émissaires des nègres en révolte, vous allez entendre les intentions de l'Assemblée coloniale !

» L'Assemblée, fondée sur la loi et par la loi, ne peut correspondre avec des gens armés contre la loi, contre toutes les lois. L'Assemblée pourrait faire grâce à des coupables repentants et rentrés dans leurs devoirs. Elle ne demanderait pas mieux que d'être à même de reconnaître ceux qui ont été entraînés contre leur volonté. Elle sait toujours mesurer ses bontés et sa justice. Retirez-vous ! »

Biassou, en apprenant cette indigeste réponse, voulut faire fusiller tous ses prisonniers blancs. Toussaint réussit à l'en empêcher, en demandant qu'il y eût au moins un jugement préalable. Sur ces entrefaites, Jean-François, qui était absent, eut le temps de revenir (1).

Mais les « émissaires » des insurgés avaient aussi apporté une lettre des Commissaires civils invitant les chefs noirs à une entrevue sur une habitation située aux portes de la ville

(1) Beaubrun Ardouin, *Études sur l'Histoire d'Haïti*, t. II, p. 6 (cité par H. Price).

du Cap. Biassou refusa d'y prendre part ; il s'y rendit néanmoins avec quelques forces, pour protéger au besoin Jean-François, et se tint à l'écart. On convint, sur la proposition de ce dernier et comme mesure temporaire, de faire l'échange des prisonniers. Les noirs avaient dans leurs camps un grand nombre de blancs ; il se trouva que les colons n'eurent qu'un *seul prisonnier* à offrir en retour, et quel prisonnier ? la femme de Jean-François, que l'on avait arrêtée, condamnée à mort et gardée comme otage ! Le malheureux mari accepta le marché, se laissa persuader de renvoyer ses captifs au Cap avec une escorte dont Toussaint fit partie et qui devait ramener M^{me} Jean-François. Les colons accueillirent leurs frères et n'en retinrent pas moins, au mépris de la foi jurée, la femme du chef noir (1).

Tandis que les Français agissaient de la sorte, les Espagnols, au contraire, par une politique fort habile, attiraient dans leurs rangs les plus intelligents et les plus intrépides parmi les révoltés. Alors que les Commissaires ne pouvaient offrir aux affranchis les plus méritants que le titre de *citoyen*, avec le grade de général, le représentant du roi d'Espagne distribuait force décorations, octroyait le titre d'*Excellence*, créait des comtes et des ducs ; si bien que la partie française se trouva bientôt dans une situation d'autant plus critique, que chaque esclave révolté allait grossir les forces espagnoles.

Jean-François, Biassou et leurs bandes portèrent le nom de *troupes auxiliaires de S. M. Catholique Charles IV*, dans la petite armée espagnole dont ils constituaient le

(1) Le Commissaire Mirbeck, dans son rapport à l'Assemblée nationale, passa cet incident sous silence. Schœlcher, qui eut connaissance au moins de la proposition d'échange faite par Jean-François, dit, à tort, que « cet arrangement n'eut pas de suite ». Mais Garancoulon, chargé par la susdite Assemblée de procéder à une enquête sur les événements de Saint-Domingue, rapporte le fait tel que nous le relatons plus haut.

noyau. « Ils ne contribuèrent pas peu aux grands avantages que remportèrent les Espagnols en 1793 et 1794. » (1)

Le 15 mai 1791, trois mois avant l'insurrection du Cap, la Constituante avait décrété que « le Corps législatif ne délibérera jamais sur l'état politique des gens de couleur non libres, sans le vœu préalable, libre et spontané des colonies ; que les assemblées coloniales actuellement existantes subsisteront, mais que les *gens de couleur nés de père et mère libres seront admis dans toutes les assemblées paroissiales et coloniales futures, s'ils ont d'ailleurs les qualités requises.* »

C'était laisser le sort des esclaves à la merci des maîtres (2). Pour pallier cette violation des principes de la Révolution, la Constituante invoqua la mauvaise excuse que « les non-libres (elle répugnait à se servir du terme *esclave*) sont des individus d'une nation étrangère qui, par leur profonde ignorance, les malheurs de leur expatriation, la considération de leur intérêt, ne peuvent espérer que du temps, du progrès de l'esprit public et des lumières, un changement de condition qui, dans l'état actuel des choses, serait contraire au bien général et pourrait leur devenir également funeste ». C'est dans la discussion de ce décret que Robespierre prononça le discours d'où la

(1) Général P. Lacroix. — A la paix fixée par le traité de Bâle (22 juillet 1795), l'Espagne licencia ses « troupes auxiliaires ».

Jean-François était un noir très intelligent, très brave et d'agréable figure. Il partit pour la Péninsule, y reçut un bon accueil du gouvernement et fut nommé grand d'Espagne. Retiré à Cadix, il y vécut, jusqu'à sa mort, avec le traitement et les honneurs d'un officier général.

Blassou était, au contraire, un violent, un impulsif. Il resta à Saint-Domingue et mourut assassiné. Il avait appartenu, comme esclave, aux Pères de la Charité...

(2) L'assemblée admit pour la première fois à sa barre, malgré l'opposition des représentants coloniaux, une députation des hommes de couleur ; le mulâtre Julien Raymond fut chargé de prendre la parole au nom de ses collègues.

légende a tiré la fameuse sentence : *Périssent les colonies plutôt qu'un principe !* (1)

Si peu libéral que fût le décret du 15 mai, il indigna les députés de Saint-Domingue, qui se retirèrent de l'Assemblée Constituante, et « souleva une colère délirante parmi les colons ». Toutes les assemblées paroissiales protestèrent « contre ce qui a été fait et décrété par l'Assemblée nationale, pour ou contre les colonies, et contre tout ce qu'elle fera et décrètera par la suite ». Au Cap, on décida tout simplement de répudier la France, de rompre toutes relations avec elle, jusqu'à ce qu'elle revint à résipiscence ; « on proposa de repousser le pavillon national, d'arborer le pavillon anglais, de se donner à l'Angleterre. » (P. Lacroix).

Les réactionnaires du Club Massiac, fondé spécialement pour soutenir l'esclavage, tirèrent parti de ces agitations.

(1) Voici, d'après le *Moniteur officiel*, les paroles textuelles de Robespierre. Répondant à M. Malouet, député de Saint-Domingue, et à d'autres orateurs qui contestaient les droits politiques aux mulâtres et aux nègres libres, le député d'Arras dit :

« ... Si je pouvais soupçonner que, parmi ceux qui ont combattu les droits des hommes de couleur, il y eût un homme qui détestât la liberté et la constitution, je croirais qu'on cherche à se ménager le moyen d'attaquer toujours avec succès et vos décrets et vos principes. Quand il s'agira de l'intérêt direct de la métropole, on vous dira : vous alléguiez sans cesse les droits de l'homme ; vous y avez si peu cru vous-mêmes que vous avez décrété constitutionnellement l'esclavage (*Il s'élève beaucoup de murmures*). L'intérêt suprême de la nation et des colonies est que vous demeuriez libres et que vous ne renversiez pas de vos propres mains les bases de la liberté. Périssent les colonies (*Il s'élève de violents murmures*), s'il doit vous en coûter votre bonheur, votre gloire, votre liberté ! Je le répète : périssent les colonies, si les colons veulent par des menaces vous forcer à décréter ce qui convient le plus à leurs intérêts. Je déclare, au nom de l'Assemblée, au nom de ceux des membres de cette Assemblée qui ne veulent pas renverser la constitution, au nom de la nation entière qui veut être libre, que nous ne sacrifions aux députés des colonies, ni la nation, ni les colonies, ni l'humanité entière ! » (Séance de l'Assemblée nationale du vendredi 13 mai 1791, — *Moniteur officiel* du dimanche 15 mai 1791, n° 135).

Barnave fut leur truchement à l'Assemblée nationale, où il tint ce discours, dans la séance du 24 septembre 1791 : « En raison de l'effrayante disproportion qui existe entre le nombre des blancs (33,000) et celui des esclaves (450,000), il faut, pour contenir ceux-ci, que le moyen moral vienne à l'appui de la faiblesse des moyens physiques. *Ce moyen moral est dans l'opinion qui met une distance immense entre l'homme noir et l'homme blanc. C'est dans cette opinion qu'est le maintien du régime des colonies et la base de leur tranquillité. Du moment que le nègre pourra croire qu'il est l'égal du blanc ou que celui qui est dans l'intermédiaire (le mulâtre) est l'égal du blanc, il devient impossible de calculer l'effet de ce changement d'opinion.* Ce sont les préjugés qui sont la sauvegarde de l'existence des blancs dans les colonies. *Ce régime est absurde*, mais il est établi et on ne peut y toucher brusquement sans entraîner le plus grand désordre ; *ce régime est oppressif*, mais il fait exister en France plusieurs millions d'hommes ; *ce régime est barbare*, mais il y aurait une plus grande barbarie à vouloir y porter les mains sans avoir les connaissances nécessaires, car le sang d'une nombreuse génération coulerait par votre imprudence. »

L'Assemblée, entraînée par ce sophistique raisonnement, se dégagea en votant le décret du 24 septembre 1791, dont l'article 3 est ainsi conçu :

« Les lois concernant l'état des personnes non libres et l'état politique des hommes de couleur et nègres libres, ainsi que les règlements relatifs à l'exécution de ces mêmes lois, *seront faites par les assemblées coloniales*, s'exécuteront provisoirement pendant un an dans les colonies américaines et pendant deux ans dans les colonies africaines, avec l'approbation du gouverneur, et seront soumises directement à la sanction du Roi, *sans qu'aucun décret antérieur puisse porter obstacle au plein exercice du droit consacré par le présent article aux assemblées coloniales.* »

Ces incohérences et ces contradictions des législateurs métropolitains eurent pour effet d'exaspérer au dernier

point les esprits dans toutes les Antilles (1). Les hommes de couleur, à Saint-Domingue, se décidèrent donc à prendre les armes, ainsi que nous venons de le voir, pour défendre les droits que leur avait reconnus la loi du 15 mai. Ils fixèrent le siège de leurs opérations au bourg de la Croix-des-Bouquets, à deux lieues de Port-au-Prince. Deux fois, les troupes blanches de la ville vinrent les assiéger, deux fois elles durent battre en retraite. On entra en pourparlers et, le 23 octobre 1791, fut signé un compromis stipulant : « 1° que la garnison de Port-au-Prince serait formée moitié de blancs, moitié d'hommes de couleur ; 2° que les juges d'Ogé et de Chavanne seraient voués à l'infamie ; 3° que l'Assemblée coloniale serait dissoute et qu'on en élirait une nouvelle, conformément aux dispositions du décret du 15 mai (2). »

Dès le lendemain, les hommes de couleur (c'est-à-dire les mulâtres et les nègres libres) entrèrent, au nombre de quinze cents à deux mille, à Port-au-Prince où ils se casernèrent : on fraternisa, et ce jour-là, sans doute pour la première fois, pense Schœlcher, une main blanche pressa une main noire à Saint-Domingue.

Mais ce concordat du 23 octobre 1791 fut scellé par un crime dont le souvenir devait beaucoup contribuer à maintenir la division que les blancs avaient habilement semée entre les nègres et les mulâtres. Les historiens haïtiens, Ardouin et Madiou, racontent ainsi le fait, que confirme le général Lacroix :

(1) Dès le mois de juillet 1789, des nègres s'étaient soulevés à la Martinique, en disant que le gouverneur avait reçu du roi l'ordre de les rendre libres et que les colons s'y opposaient. « Il avait fallu toutes les forces de la colonie pour les réduire ». Un second soulèvement eut lieu, deux mois après, « sur ce même fondement que le Roi avait aboli l'esclavage ».

En 1790, les esclaves de la Guadeloupe s'étaient aussi révoltés à plusieurs reprises, et l'on eut beaucoup de peine à les maîtriser (*Sur les troubles des colonies*, par Du Morier).

(2) Général P. Lacroix, vol. 4^{er}, p. 118.

« Trois cents esclaves, enrôlés par les libres, avaient combattu dans leurs rangs sous la dénomination de *Suisses*, par analogie sans doute avec ceux de la monarchie. Les blancs représentèrent que la présence de ces esclaves ayant goûté de la liberté, les armes à la main, pouvait être d'un effet dangereux et demandèrent qu'ils fussent remis en esclavage. A ces mots, un officier de couleur, Daguin, tira son épée et cria : *Tambours, battez la générale !* La guerre se fût rallumée ; les blancs n'insistèrent pas. On proposa alors la déportation des *Suisses*, et il est malheureusement trop vrai que les libres y consentirent, malgré les énergiques protestations de deux généraux mulâtres, Daguin et Boisrond. Il fut arrêté que le Trésor public indemniserait les maîtres des trois cents répudiés.

On les embarqua sur l'*Emmanuel*, capitaine Colmin, de Nantes, le 3 novembre 1791, pour être déposés à la baie de Honduras, pourvus d'armes et d'instruments aratoires. Quatre commissaires de couleur furent chargés de les accompagner et de veiller sur leur sort. Mais l'infâme capitaine Colmin trompa les commissaires et déposa les malheureux *Suisses* sur une côte de la Jamaïque, après avoir essayé de les vendre. Le gouverneur anglais, indigné, les fit ramener à Saint-Domingue où, à leur arrivée, l'Assemblée coloniale les fit mettre aux fers sur un ponton, dans la rade du Môle. Quelques jours après, des scélérats montèrent, la nuit, à bord du ponton, les égorgèrent pour la plupart et jetèrent leurs cadavres à la mer.

Tout porte à croire que l'Assemblée coloniale avait elle même organisé cette exécution, car elle ne fit jamais poursuivre les assassins d'une manière sérieuse.

Les blancs envoyèrent dans l'Ouest de l'île une vingtaine de ces anciens esclaves, comme une preuve de la perfidie des hommes de couleur à l'égard des noirs. »

Quinze jours après que la force des armes eût imposé le compromis du 23 octobre, arriva la nouvelle du décret du 24 septembre qui rendait les colons arbitres du sort des libres. Les blancs répudièrent aussitôt le concordat et se livrèrent à d'horribles cruautés contre les hommes et les femmes de couleur. Partout on dressa des échafauds, on institua des Commissions prévôtales (1). Les hostilités

(1) Il y avait en permanence, sur la place du Cap, cinq potences et

recommencent. Les libres, mitraillés dans leur quartier, sont obligés de quitter Port-au-Prince, qui est incendié — par la populace blanche, dirent les gens de couleur, — par les mulâtres et surtout leurs femmes, affirmèrent les blancs, qui en prirent prétexte pour opérer un nouveau massacre.

Le premier acte des Commissaires civils, envoyés pour rétablir la tranquillité, avait été, nous l'avons dit, de proclamer une amnistie générale, conviant tout le monde à la conciliation. Mais ces trois délégués de la métropole étaient, en fait, réduits au rôle de simples conseillers vis-à-vis de l'Assemblée coloniale, nantie, par le décret du 24 septembre 1791, du droit de statuer sur le régime intérieur de la colonie. « Dégoûtés de leur impuissance », Mirbeck et Saint-Léger prirent la résolution de rentrer en France « pour rendre compte à l'Assemblée nationale et au roi de l'affreuse situation de Saint-Domingue ».

Entre temps, les libres, commandés par Beauvais, Rigaud, Pétion, Lambert et Christophe, officiers de couleur qui, comme Chavanne, avaient servi sous les ordres de l'amiral d'Estaing, dans la guerre de l'indépendance des États-Unis (1), parvinrent à soulever tous les esclaves des campagnes avoisinant Port-au-Prince. Le 22 mai 1792, les troupes blanches vinrent les attaquer à la Croix-des-Bouquets.

« Les nègres, dit le général Pamphile Lacroix, n'étaient guère armés que de couteaux, de piques, de hoes et de

deux échafauds pour le supplice de la roue. « L'atrocité de ce dernier supplice ne suffisait pas pour satisfaire la fureur des blancs. Plusieurs des prisonniers furent brûlés vifs, et les autodafés étaient souvent précédés de la torture » (Garan-Coulon, *Rapport sur les troubles de Saint-Domingue*, t. II, p. 253).

(1) « Au siège de Savannah (1779), les miliciens de couleur fournirent par Saint-Domingue, au nombre de 800, sauvèrent d'un désastre certain l'armée franco-américaine en couvrant héroïquement sa retraite, qui allait être coupée par la colonne du lieutenant-colonel Maitland. » (*Comment la légion noire de Saint-Domingue sauva l'armée des patriotes*, par T.-G. Steward, — Washington, 1899, collection de l'*American negro Academy*.)

bâtons ferrés; mais, fanatisés par leurs sorciers, ils se jetaient sur les baïonnettes, sans souci des feux de peloton qui les décimaient. *Ils se cramponnaient aux chevaux des dragons, qu'ils démontaient en se laissant sabrer... On vit de ces hommes se précipiter sur les canons, les tenir embrassés afin de les empêcher de partir et se faire tuer sans lâcher prise. On en vit d'autres fourrer le bras dans la bouche des pièces, pour en arracher les boulets, et appeler leurs camarades en criant : « Venez, venez ! nous les tenons ! »* Les pièces partaient et leurs membres étaient emportés au loin. Après six heures d'un tel combat, la troupe du Port-au-Prince fut obligée de céder et fit retraite en désordre sur la ville » (1). Les insurgés investirent la place; le siège dura près de trois mois. A la fin, le gouverneur Blanchelande et le commissaire civil Roume vinrent par mer, avec le commandant de la station navale, aider les assiégeants; ils menacèrent de bombarder la ville, qui, à bout de ressources, ouvrit ses portes, le 5 juillet 1792. Roume nomma généraux de brigade les chefs des confédérés, Beauvais et Rigaud. Ce fut la seule vengeance qu'eurent à subir les colons, vaincus.

Mais les pauvres esclaves payèrent encore les frais de la lutte : on leur fit « reprendre leurs travaux ordinaires », c'est-à-dire leurs chaînes, moyennant la mise en liberté de *cent quarante-quatre* d'entre eux, — ceux qui s'étaient le plus distingués, les armes à la main; ils furent affranchis, « à la condition qu'ils serviraient pendant cinq ans dans la gendarmerie, et qu'ils maintiendraient la discipline dans les ateliers. »

« On voit, par la soumission des uns et des autres », opine Schœlcher à ce propos, « combien la masse des esclaves avait perdu le sens de la dignité humaine. Si les colons avaient été moins cruels envers eux, s'ils les avaient traités avec quelque ménagement, ils ne se seraient peut-être pas révoltés,

(1) Général P. Lacroix, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 180.

même pendant la tourmente révolutionnaire. » Cette opinion repose sur une erreur.

« Remarquons à l'honneur de la nature humaine », dit l'historien haïtien Beaubrun Ardouin, « à l'honneur de cette race africaine, avilie, opprimée pendant trois siècles entiers, que le sentiment de la liberté n'a jamais cessé de se manifester parmi les nègres rendus esclaves à Saint-Domingue. Ils peuvent revendiquer avec orgueil que toujours il y a eu parmi eux des hommes qui, par leur énergie, ont protesté contre la tyrannie des Européens.

» En 1503, onze années après la découverte de l'île, le gouverneur Ovando avait défendu d'importer d'Afrique des esclaves, *parce que ceux qu'on avait déjà introduits* (pour travailler aux mines du Cibao) *s'étaient enfuis chez les Indiens. On prétendait qu'ils pervertissaient ceux-ci et les portaient à la révolte.*

» Le cacique Henri, rendu esclave aussi, ayant fui la tyrannie de ses maîtres et s'étant établi avec un certain nombre d'Indiens dans la montagne du Baboruco en 1520, les nègres désertaient par bandes pour l'aller rejoindre.

» Depuis ces temps reculés, toujours il y a eu des nègres fugitifs dans la colonie espagnole, protestant ainsi contre leurs maîtres, leurs tyrans. Charlevoix (*Histoire de Saint-Domingue*) constate qu'outre les esclaves français fugitifs, il y en avait un nombre considérable qui ne s'étaient point donnés aux Espagnols et s'étaient cantonnés dans des montagnes où ils vivaient également indépendants des deux nations. Enfin le même auteur nous apprend que dans la colonie française, en 1679, il y eut une révolte de nègres esclaves à Port-de-Paix, dirigée par l'un d'eux, nommé *Padre* Jean, originaire de la colonie voisine. En 1691, une autre conspiration formée par deux cents nègres fut découverte dans l'Ouest et sévèrement punie. En 1718, des nègres fugitifs de la partie française ne purent être ramenés à leurs maîtres, parce que ceux de la partie espagnole s'ameutèrent et les délivrèrent.

» En confirmant les faits cités par Charlevoix, Moreau de Saint-Méry (*Description de la partie française de Saint-Domingue*) parle de plusieurs autres de même nature, attestant tous que l'amour de la liberté a souvent animé des nègres esclaves et les a portés à fuir la tyrannie qui les accablait. Telle n'est pas cependant la conclusion qu'il en tire; car il représente ces hommes comme des criminels qui fuyaient à raison des forfaits qu'on leur imputait. Le recueil des lois et constitutions des colonies fourmille de jugements atroces, rendus contre les nègres qui manifestèrent des idées de liberté, qu'on dissimulait toujours sous l'accusation de crimes civils. »

Le triomphe des hommes de couleur se trouva complété par le décret que rendit, le 24 mars 1792, l'Assemblée législative et qui reçut la sanction royale, le 4 avril; en voici les principales dispositions :

« ... L'Assemblée Nationale, considérant que la sûreté publique, l'intérêt de la métropole et celui des colonies exigent qu'elle prenne les moyens les plus prompts et les plus efficaces pour tarir la source de leurs divisions, *pour réprimer la révolte des noirs* et ramener l'ordre et la paix;

Considérant qu'une des principales causes de ces troubles est le refus qu'ont éprouvé les gens de couleur libres, lorsqu'ils ont demandé à jouir de l'égalité des droits politiques, *égalité que la justice, l'intérêt général, des promesses solennellement renouvelées devaient leur assurer*;

Reconnait et déclare que les hommes de couleur et nègres libres doivent jouir, ainsi que les colons blancs, de l'égalité des droits politiques.

Décrète ce qui suit :

.

Art. 2. — Les personnes de couleur, mulâtres et nègres libres, seront admis, ainsi que les colons blancs, à voter dans toutes les assemblées électorales et seront éligibles à toutes les places, lorsqu'ils réuniront, d'ailleurs, les conditions requises.

.

Art. 7. — L'Assemblée nationale autorise les commissaires civils à requérir la force publique, toutes les fois qu'ils le jugeront conve-

nable, soit pour leur propre sûreté, soit pour l'exécution des ordres qu'ils auront donnés en vertu des précédents articles.

Art. 10. — Les assemblées coloniales sont autorisées à nommer des représentants pour porter leurs vœux au Corps législatif » (1).

Le décret du 4 avril 1792 termina la révolte des affranchis; il restait à mettre fin à celle des esclaves. Dans le Sud, les noirs étaient campés sur un point fortifié du morne des Platons. Les colons de la ville des Cayes réclamaient à grands cris une sévère répression. Le gouverneur Blanchelande, avant de recourir à la force, eut la bonne pensée d'entrer en négociations avec les révoltés. Ceux-ci proposèrent de reprendre leur travail sous la triple condition suivante : « 1^o *affranchissement de trois cents d'entre eux*; 2^o *concession de trois jours libres par semaine aux non affranchis*; 3^o *abolition de la peine du fouet*. » L'esprit de justice du décret n'allant pas jusque-là, le gouverneur demeurait perplexe; il avait eu soin, pour hâter l'issue des négociations, d'appuyer ses arguments par une « démonstration militaire », en formant un camp dans le voisinage du retranchement des révoltés. Les nègres, apparemment avec la même intention diplomatique, opposant démonstration à

(1) Les colons, ne pouvant se consoler de l'égalité politique garantie aux affranchis, les appelèrent par dérision « les citoyens du 4 avril ». Malgré ce dépit, la ville du Cap présenta, le 14 juillet 1792, un spectacle extraordinaire : « Le soir, dit un témoin oculaire, la garde nationale offrit un repas aux citoyens de couleur et nègres libres et aux troupes de ligne... La fraternité triompha, en cette fête, de l'orgueil et du préjugé de race. » Le 20 juillet, les hommes de couleur rendirent la politesse dont ils avaient été l'objet. La confiance se raffermît encore davantage. Quelques nouveaux libres proposèrent d'ouvrir une souscription patriotique dont le montant serait offert à l'Assemblée nationale, comme un témoignage de reconnaissance pour le bienfait du titre glorieux de *citoyen français* (Lettre de M. Leborgne, secrétaire de la Commission civile, à M. le Ministre de la marine et des colonies). A Port-au-Prince, le commissaire Roume fit aussi célébrer le 14 juillet avec une grande pompe; les nègres et les mulâtres y vinrent en foule, mais les blancs refusèrent d'y assister.

démonstration, attaquèrent le camp colonial et, s'en étant emparés, ils firent savoir à Blanchelande qu'ils réclamaient désormais *quatre cents affranchissements*, au lieu de trois cents. A cette nouvelle demande, le gouverneur de Saint-Domingue rassembla toutes les forces dont il pouvait disposer, y compris le contingent des anciens libres, et marcha contre les « brigands ». En abordant les Platons, le régiment indigène (comprenant des nègres et des mulâtres affranchis, renommés pour leur bravoure) se dispersa soudainement, laissant les blancs se débrouiller tout seuls dans leur tâche répressive. Les soldats européens essayèrent de sauver l'honneur du pavillon, mais, bientôt débordés, ils durent — le gouverneur en tête — rentrer aux Cayes « à là débandade », disent les chroniqueurs du temps. Ceci se passait au mois d'août 1792 (H. Price).

La voie de la répression n'ayant pas abouti, on reprit celle des négociations. Le gouvernement colonial eut recours aux bons offices du général André Rigaud, le chef des affranchis du Sud, à qui il conféra de pleins pouvoirs. Usant largement du blanc-seing, — trop largement, aux yeux des colons, — Rigaud, qui devint si fâcheusement plus tard le compétiteur politique de Toussaint-Louverture, apaisa la fameuse révolte des Platons en distribuant aux insurgés *sept cents lettres patentes d'affranchissement*; et, dans son rapport au commissaire Roume, le plénipotentiaire annonçait qu'il s'occupait à organiser ces sept cents nouveaux affranchis en compagnies de cent hommes chacune, « pour faire le service et protéger la plaine et les mornes. » Ce fait, suivi de quelques autres du même genre, explique pourquoi les mulâtres ont été voués à l'exécration par les colons.

(1) Extrait des *Instructions* remises aux Commissaires civils par le Ministre de la marine pour régler leur conduite à Saint-Domingue :

« Messieurs les Commissaires feront sentir aux hommes de couleur libres la grandeur du bienfait qui les rétablit dans l'exercice de tous les droits, de la liberté et de l'égalité. Ils les rappelleront, par la reconnaissance, à la conservation des propriétés (on sait

Schœlcher, en avançant (1) que « les anciens libres, du moment que le décret du 4 avril 1792 garantit leurs droits politiques, séparèrent leur cause de celle des esclaves », semble avoir porté un jugement regrettable sans preuves suffisantes.

« Pour rétablir l'ordre à Saint-Domingue, en y maintenant l'institution de l'esclavage, le gouvernement français, ne pouvant encore y envoyer une armée, avait pensé s'attacher les affranchis en leur accordant... ce qu'ils avaient déjà pris. En échange de ce prétendu don gracieux, on requit le concours de la force militaire qu'ils avaient organisée et l'on voulut l'employer à réprimer la révolte des nègres. On n'obtint point ce concours des mulâtres et on ne le leur pardonna pas. » Les hommes de couleur ne furent plus, au regard des blancs, que des *traîtres* et des *ingrats*. « Ennemis de la France, » s'écrièrent les ineffables colons de Port-au-Prince, dans un libelle répandu à profusion aux Antilles et en Europe, « ennemis de la France, philanthropes et négrophiles, apprenez donc à connaître les scélérats que vous avez armés contre nous. Qu'est-ce que ces hommes de couleur, à l'intérêt desquels vous avez voulu sacrifier une population entière d'hommes utiles à l'Etat et les plus riches possesseurs de l'empire français? *C'est le produit honteux de la débauche, c'est un composé des vices du blanc et du nègre et qui n'a jamais eu aucune de leurs vertus. C'est l'espèce la plus ingrate, la plus stupide, la plus atroce du genre*

quelle était la principale propriété à conserver), au rétablissement de l'ordre moral et social, *au respect qu'ils ne doivent jamais perdre envers ceux qui les ont tirés de l'état de servitude.* »

Ils (les Commissaires) devaient persuader aux habitants blancs de la colonie « l'intérêt réel qu'ils ont à élever les hommes de couleur à la même hauteur qu'eux, *pour la garantie mutuelle de leurs possessions, de leur sûreté intérieure, ainsi que pour la RÉPRESSION DES MOUVEMENTS SÉDITIEUX DES ATELIERS...* » (*In cauda venenum!*)

(1) *Vie de Toussaint-Louverture*, p. 91.

humain. On ne saurait dire s'ils sont plus lâches que barbares. » (1)

Le 17 septembre 1792, trois nouveaux Commissaires pacificateurs, Sonthonax, Ailhaud et Polverel, abordaient au Cap avec six mille soldats auxquels vint s'adjoindre un contingent de huit mille hommes amenés de la Martinique par le général Rochambeau. Un décret du 10 août déclarait « traîtres à la patrie tous corps civils ou militaires et tous citoyens qui leur refuseraient obéissance. »

Le jour même de leur arrivée, les Délégués publièrent une proclamation commençant par ces mots : « Invariablement attachés aux lois que nous venons faire exécuter, nous déclarons, au nom de l'Assemblée nationale et du roi, que nous ne connaissons désormais que deux classes d'hommes dans la colonie de Saint-Domingue : les *citoyens*, sans aucune distinction de couleur, et les *esclaves*. »

Cette déclaration déplut fort aux colons. Le 20 septembre, à une séance solennelle de l'Assemblée coloniale, tenue dans l'église (!) du Cap, le président de cette Assemblée obligea les Commissaires à s'expliquer catégoriquement : « Nous sommes dans vos mains, dit-il, comme un vase d'argile que vous pouvez briser à l'instant même. C'est donc aussi l'instant de vous faire connaître une vérité importante, mal connue de messieurs les Commissaires nationaux civils, vos prédécesseurs. Cette vérité, sentie à la fin par l'Assemblée Constituante, c'est qu'il ne peut y avoir de culture à Saint-Domingue sans l'esclavage ; c'est qu'on n'a point été chercher et acheter à la côte d'Afrique cinq cent mille sauvages esclaves pour les introduire dans la colonie en qualité et au titre de citoyens français ; c'est que leur existence comme libres *est physiquement incompatible avec l'existence de vos frères européens*. »

L'un des commissaires, Polverel, répondit en ces termes :

« Je vous déclare, au nom de mes collègues, sans crainte

(1) Hannibal Price, *op. cit.*

d'en être désavoué, je vous déclare en mon nom que si, par impossible, l'Assemblée nationale changeait quelque chose à l'état de vos propriétés mobilières, j'abdiquerais sur-le-champ toute mission et remettrais entre les mains de la nation tous les pouvoirs qu'elle m'a confiés, plutôt que de me rendre complice d'une erreur aussi funeste à la colonie. »

L'autre commissaire, Sonthonax, renforça encore plus l'équivoque : « Nous déclarons, » dit-il, « que jamais l'intention de l'Assemblée nationale n'avait été d'abolir l'esclavage ; et si cette assemblée, égarée, en provoquait l'abolition, NOUS JURONS DE NOUS Y OPPOSER DE TOUT NOTRE POUVOIR. » (1)

Qui trompait-on, en fin de compte ?

Le 12 octobre, les Commissaires osent supprimer la fameuse Assemblée coloniale. « attendu que les libres n'y sont pas représentés, » et ils la remplacent par une Commission de leur choix, composée de blancs et d'hommes de couleur (2).

Mais plus les affranchis, sous l'égide de la loi, gravissaient d'échelons sur l'échelle sociale, plus les colons sentaient croître leur haine contre eux. Toujours en proie à leurs odieux préjugés, ils conspirèrent de nouveau et, le 23 janvier 1793, avec la complicité des soldats du régiment d'Artois, ils s'emparèrent de Port-au-Prince. Joignant la trahison à cet acte de révolte, ils envoyèrent des députés à Londres pour proposer au gouvernement anglais de lui livrer l'île, sous la condition qu'il y rétablirait l'ancien ordre de choses. (P. Lacroix, t. I^{er}, p. 266).

Après des négociations infructueuses, les Commissaires vinrent attaquer Port-au-Prince par mer, tandis que les

(1) Beaubrun Ardouin, *Etudes sur l'Histoire d'Haïti*, t. II, p. 6.

(2) Cependant, le 15 mai 1793, les Commissaires laissaient encore insérer, dans un règlement de police, « la peine barbare des oreilles coupées, avec l'apposition au fer rouge de la marque M (maroon), pour tout esclave fugitif pendant un mois, et le supplice du jarret coupé, pour récidive.

généraux Lassalle et Beauvais l'assiégeaient par terre; ils y entrèrent le 14 avril, après avoir lancé quatre à cinq mille boulets dans la malheureuse ville.

Le 6 mai 1793, arrivait au Cap un créole (1) de l'île, le général Galbaud, avec le titre de gouverneur de Saint-Domingue; les colons en manifestèrent une grande joie, car ils comptaient bien que l'autorité du militaire primerait celle des Commissaires civils. Mais Polverel et Sonthonax signifièrent au général Galbaud que, n'ayant pas instruit le gouvernement de sa qualité de créole il ne pouvait être employé dans l'île, aux termes d'une loi qui interdisait aux créoles propriétaires les fonctions publiques dans les colonies. Galbaud, n'ayant rien à objecter, promit de se rembarquer et se rendit effectivement à bord d'un navire en partance. Malheureusement, le même jour entra au Cap un bateau portant une vingtaine de colons et une quarantaine de soldats d'Artois, fougueux insurgés de Port-au-Prince, que les Commissaires renvoyaient en France « pour apprendre à perdre leur préjugé de couleur ». Une dispute s'étant élevé, sur le quai, entre un officier de ce bateau et un homme de couleur, tous les marins blancs du port prirent fait et cause pour leur camarade, exigeant le châtimeut de son adversaire. Les Commissaires répondirent sagement qu'ils ne puniront point sans savoir qui a tort. D'où colère des habitants de la ville, qui incitent le général Galbaud à descendre avec de nombreux matelots. Les libres et les esclaves, prompts à soutenir les Commissaires, font face à leurs ennemis. Un des régiments de Rochambeau donna le signal de la rébellion, en refusant d'obéir à un officier indigène; ce régiment, sous les armes, déclara en chœur que le décret du 4 avril n'aurait point force de loi et que « le massacre des gens de couleur était

(1) Ce terme de *créole*, à l'origine, désignait exclusivement un blanc né aux colonies; il fut étendu, plus tard, aux métis d'une coloration très claire. De même, le mot *métis* était réservé jadis au produit du croisement d'un blanc et d'une indienne. (Père Labat, *Nouveau Voyage aux isles de l'Amérique*).

nécessaire au bien de la colonie » (1). La mêlée éclate, stupidement : « Chaque rue devint, pendant deux jours, un horrible champ de bataille. Enfin, le général factieux jugea prudent de regagner son bateau ; mais les matelots, en se retirant, enfoncèrent les boutiques, qu'ils se mirent à piller. » A la faveur de la consternation générale, des esclaves fugitifs, rôdant autour de la ville, incendient la prison pour délivrer quelques-uns des leurs qui y étaient détenus ; les flammes s'étendent et brûlent presque complètement le Cap, qui était à cette époque la plus belle ville des Antilles.

Ajoutons que « les combattants laissèrent sur le terrain *plus de cinq cents cadavres*, qui furent jetés à la mer où l'on vit les requins les dévorer »...

Ainsi donc, en 1793, le désordre était à son comble dans l'île. Des crimes épouvantables ont été commis, de part et d'autre ; les deux capitales de Saint-Domingue sont saccagées ; le commerce est suspendu, la colonie ruinée. Et tout ce mal, qu'on imputa plus tard si injustement à l'abolition de l'esclavage, est uniquement dû aux luttes des colons entre eux ou contre une classe d'hommes, libres et propriétaires comme eux, dont ils ne veulent point, malgré la loi, reconnaître l'égalité politique.

C'est, d'ailleurs, *contraint et forcé par les circonstances* que le commissaire Sonthonax proclama la liberté des nègres. « A la suite de l'incendie du Cap, raconte Schœlcher, les Commissaires se séparèrent ; Polverel se rendit à Port-au-Prince et de là aux Cayes, dans le Sud, que Ailhaud avait abandonné pour retourner en France. Sonthonax, resté au Cap avec mille hommes de troupe et sept à huit cents miliciens mulâtres, se trouva bientôt en très grand danger. Les Anglais avaient alors 22 vaisseaux sur les côtes de Saint-Domingue et étaient prêts à s'emparer des places que les colons,

(1) Relation officielle de Sonthonax à la Convention Française, d'après Beaubrun Ardouin, t. II, p. 34.

en vertu d'un traité fait avec eux, allaient leur livrer (1). D'un autre côté, les Espagnols de l'Est menaçaient encore de lancer contre nous les nombreuses bandes de Jean-François, dont ils s'étaient fait une armée. Ce fut dans cette extrémité que Sonthonax, pour se créer des soldats, ordonna, le 29 août 1793, la libération des esclaves. »

En apprenant la détermination prise par son collègue Sonthonax, (2) Polverel le blâma; suivant lui, la commission civile n'avait pas pouvoir de changer le régime colonial et le droit de libérer les esclaves n'appartenait qu'aux représentants de la nation entière. Mais, sentant qu'il n'était plus possible de rétrograder, il finit par engager les propriétaires

(1) Le traité fut signé, le 3 septembre 1793, à la Jamaïque, par Adam Williamson, pour les Anglais, et Venant de Charmilly, pour les colons de Saint-Domingue. La Grande-Bretagne s'engageait (art. 5) « à conserver à Saint-Domingue *toutes les lois relatives à la propriété* qui existaient avant la Révolution française ». Les esclaves étant une *propriété*, c'était donc le maintien de l'esclavage.

Le 19 septembre 1793, cinq cents hommes détachés de la garnison de la Jamaïque et amenés par deux frégates, entrèrent à Jérémie, aux cris de : « *Vivent les Anglais!* » poussés par les colons français, qui leur livrèrent successivement le Môle Saint-Nicolas, Saint-Marc, l'Arcabaye, le Grand-Goave, Tiburon et Léogane. Le 2 février 1794, une escadrille parut devant Port-au-Prince; à la sommation du commodore Ford, menaçant de bombarder la ville, le commissaire Sonthonax répondit : « Monsieur le commodore, nos canonnières sont à leurs pièces! » Les Anglais se retirèrent, jugeant que l'occasion n'était pas favorable. Ils reparurent, le 30 mai, et débarquèrent à quelques kilomètres de la ville, ayant dans leurs rangs beaucoup d'émigrés de France; les colons leur ayant livré le fort Bizoton, qui commande une entrée de la place, les deux commissaires civils durent se retirer à Jacmel (4 juin 1794), escortés par un faible détachement de soldats noirs. (Général P. Lacroix, t. 1^{er}, pages 282 et 287; colonel Malenfant, p. 86).

(2) Le commissaire civil Sonthonax fit de très louables efforts pour implanter à Saint-Domingue les institutions républicaines. C'est lui qui dota la colonie d'une administration judiciaire. Devançant d'un siècle l'application en France du principe de l'instruction gratuite et obligatoire, il fonda au Cap des écoles que fréquentèrent les jeunes gens de toutes conditions et de toutes couleurs.

à concourir eux-mêmes à une mesure qui, seule, pouvait empêcher l'explosion générale de l'insurrection. Des registres furent ouverts dans les deux provinces de l'Ouest et du Sud, et les colons invités à venir ratifier la libération de leurs esclaves. Ils le firent tous sans opposition. « Ils comprirent, dit le colonel Malenfant, que c'était l'unique moyen qui pût les sauver en prévenant la révolte ».

« Le décret de la Convention abolissant l'esclavage dans toutes les colonies françaises ne fit donc, comme Schœlcher l'a écrit à bon escient, que sanctionner et généraliser une œuvre déjà accomplie à Saint-Domingue ». (1)

Augustin Cochin formule la même appréciation sur ces tragiques événements : « L'île fut ensanglantée en 1790, 1791, 1792, dit-il, par suite du conflit entre les blancs et les hommes de couleur *libres*, aidés de part et d'autre par leurs esclaves, mais avant qu'il fût assurément question d'affranchir ceux-ci. C'est pour empêcher que l'effervescence ne gagnât les noirs *esclaves*, c'est pour rétablir la tranquillité que Poulverel se décide à annoncer l'émancipation, par une proclamation du 29 août 1793. Le décret de 1794 la confirma. *Nul excès n'en fut la suite*, pendant les années 1795, 1796, ni de 1797 à 1802, sous la sévère et intelligente administration de Toussaint-Louverture. Ainsi les troubles de Saint-Domingue éclatèrent de 1790 à 1792 ; l'émancipation n'y fut prononcée qu'à la fin de 1793 ; *c'est donc une erreur d'attribuer le désordre à l'abolition de l'esclavage*. » (2)

Ce fait important établi, nous avons été quelque peu surpris de lire ce qui suit, dans le livre déjà cité du professeur Marcel Dubois :

« L'abolition de l'esclavage fut surtout un effet des théories dont on ne se promit nullement de bons résultats. *On peut dire que la mesure produisit du désordre plutôt que de la reconnaissance*, mécontenta les planteurs, poussa les

(1) On trouvera plus loin le compte rendu de la fameuse séance de la Convention, où fut décrétée l'abolition de l'esclavage.

(2) Augustin Cochin, *L'abolition de l'esclavage*, t. I^{er} p. 10.

noirs à se soulever, arrêta la mise en valeur par son caractère radical ». (1)

Les esclaves affranchis par Sonthonax acclamèrent sa résolution avec une joie délirante ; il est « le bon Dieu », criaient-ils. Ces *nouveaux libres*, comme on les appela, lui restèrent toujours invariablement dévoués. (Général P. Lacroix, Colonel Malenfant, d'après Schœlcher).

La colonie de Saint-Domingue, en vertu du décret du 4 avril 1792, élut trois députés à la Convention nationale : Belley, nègre, qui s'était racheté au moyen de son pécule ; Mills, homme de couleur ; Dufay, blanc. Voici, d'après le compte rendu officiel, l'accueil qui leur fut fait au sein de cette grande assemblée :

Séance du 13 pluviôse an II (3 février 1794).

LE RAPPORTEUR. — « Citoyens, votre comité des décrets a vérifié les pouvoirs des députés de Saint-Domingue à la représentation nationale. Il les a trouvés en règle. Je vous propose de les admettre au sein de la Convention. »

... (Les trois députés de Saint-Domingue entrent dans la salle. La figure noire de Belley et la figure jaune de Mills excitent des applaudissements plusieurs fois répétés.)

LACROIX (d'Eure-et-Loir). — L'assemblée désirait avoir dans son sein des hommes de couleur qui furent opprimés pendant tant d'années. Aujourd'hui, elle en possède deux. Je demande que leur introduction soit marquée par l'accolade fraternelle du Président. »

(Cette motion est adoptée au milieu des acclamations. Les trois députés de Saint-Domingue s'avancent vers le Président et reçoivent le baiser fraternel ; la salle retentit de nouvelles acclamations).

(1) *Systèmes coloniaux et peuples colonisateurs*, p. 274 (édition 1895). Aux regrets que nous lui avons exprimés d'avoir à le contredire sur ce point, le sympathique professeur de géographie coloniale, rencontré chez un ami commun, le Dr Edgar Bérillon, quelques jours avant l'impression de notre ouvrage, a reconnu avec une loyauté parfaite que les documents historiques mis au jour depuis la publication de son livre ne lui permettent plus de maintenir tous les termes de son jugement sur les effets de l'émancipation. Nous sommes heureux de rendre hommage à ce noble exemple de probité intellectuelle.

Le lendemain, 16 pluviôse, le député noir, Belley, prononça un discours ardent où il « conjurait la Convention de faire jouir pleinement les colonies des bienfaits de la liberté et de l'égalité ». Il fut vivement applaudi.

LEVASSEUR (de la Sarthe) — « Je demande que la Convention, ne cédant pas à un moment d'enthousiasme, mais aux principes de la justice, fidèle à la déclaration des droits de l'homme, décrète dès ce moment que l'esclavage est aboli sur tout le territoire de la République. Saint-Domingue fait partie de ce territoire, et cependant il s'y trouve encore des esclaves. »

LACROIX (d'Eure-et-Loir). — « En travaillant à la constitution du peuple français, nous n'avons pas porté nos regards sur les malheureux nègres. La postérité aura un grand reproche à nous faire de ce côté. Réparons ce tort... Proclamons la liberté des nègres... Président, ne souffre pas que la Convention se déshonore par une discussion ! »

L'assemblée se lève et vote par acclamation. Le Président prononce l'abolition de l'esclavage, au milieu des applaudissements et des cris mille fois répétés de : *Vive la République ! Vive la Convention !*

Les deux députés de couleur sont à la tribune ; ils s'embrassent. On applaudit. Lacroix les conduit au Président, qui leur donne le baiser fraternel.

CAMBON. — « Une citoyenne de couleur qui assiste régulièrement aux séances de la Convention vient de ressentir une joie si vive, en voyant la liberté accordée par nous à tous ses frères, qu'elle a perdu connaissance. (*On applaudit.*) Je demande que ce fait soit consigné au procès-verbal, que cette citoyenne soit admise à la séance et reçoive au moins cette reconnaissance de ses vertus civiques. »

La proposition est décrétée.

On voit sur le premier banc de l'amphithéâtre, à la gauche du Président, cette citoyenne qui essuie ses larmes. (*On applaudit.*)

N... — « Je demande que le ministre de la marine soit tenu de faire partir sur-le-champ des avisos pour porter aux colonies l'heureuse nouvelle de leur affranchissement (1). »

Il s'élève quelques débats relatifs à la rédaction du décret.

Lacroix en propose une, qui est adoptée en ces termes :

(1) Danton s'y opposa. Au chapitre VII (page 153) figure le texte du principal passage de son discours.

« *La Convention nationale déclare abolir l'esclavage dans toutes les colonies; en conséquence, elle décrète que tous les hommes, sans distinction de couleur, domiciliés dans les colonies, sont citoyens français et jouissent de tous les droits assurés par la Constitution.* »

« Renvoyé au Comité de Salut public pour lui faire incessamment un rapport sur les mesures à prendre pour l'exécution du présent décret. »

(*Moniteur officiel*, numéro du 16 pluviôse an II.)

Quelques jours plus tard, obéissant à un de ces mouvements spontanés dont il est coutumier, le peuple de Paris, à la fin d'une séance, demanda à défilér devant la barre de la Convention. Au milieu du défilé, trois nègres d'une taille colossale se détachent de la foule et déposent une lettre sur le bureau, en disant : « Nous n'avons pu l'apporter plus tôt ; les autorités royalistes empêchent les gens de couleur de quitter les Antilles. »

La foule s'arrête, étonnée. Les députés s'interrogent du regard. Chacun pressent un événement inattendu. Le président de l'assemblée prend la lettre et lit :

« Citoyens,

Je suis nègre. On dit, aux Antilles, que nous ne sommes pas dignes d'être Français.

J'ai soixante-et-onze ans. Je suis brisé par trente années d'esclavage et cinquante années de travaux. Je suis trop vieux pour me battre. Il faut que je meure sans voir la France !

Je vous envoie mes trois fils. Ils sont jeunes, ils sont forts. Ils feront vaillamment leur devoir.

O vous qui n'avez pas de préjugés, vous qui avez proclamé la Déclaration des Droits de l'Homme, acceptez ce don d'un père ! Je vous en supplie, recevez mes fils dans vos rangs : ils veulent verser leur sang pour la Patrie.

Un vieillard vous bénira ! » (1)

A cette émouvante lecture, un frisson sympathique gagne toute la salle. La Convention se lève comme un seul homme

(1) *La Martinique*, par Henri Monet. Paris, 1891.

et pousse ce double cri : « *Vive la République ! Vivent les noirs !* Conventionnels, gens des tribunes, gens du défilé, escaladent les bancs ; on se presse autour des noirs, on les embrasse ; plus d'un visage est inondé de larmes : l'émotion est à son comble. Le peuple alors reprend sa marche, entraîne les trois Africains et les conduit triomphalement à l'autel de la Patric, où ils reçoivent des armes et sont enrôlés comme volontaires. Leur nom n'a point passé à la postérité ; mais nous sommes certain que, soit en France avec Iloche ou Marceau, soit en Italie avec Bonaparte, soit en Autriche avec leur intrépide congénère, le général Alexandre Dumas, ces trois volontaires ont dû traduire par des actions d'éclat les nobles sentiments qui vibraient dans l'âme héroïque de leur vieux père.

C'est en cette même année 1794 que Toussaint-Louverture (1), alors « général des armées du roi d'Espagne », se rendant à l'appel du Commissaire civil Laveaux, successeur de Sonthonax, passa au service de la République française. Personne n'ignore que, sous l'administration de ce nègre illustre entre tous, la colonie retrouva la tranquillité publique et la prospérité commerciale qu'elle avait perdues. Il est hors de doute que sans l'attentat liberticide de « l'homme du 18 Brumaire... et de Waterloo », Saint-Domingue fût restée assez longtemps encore une possession française. Mais, malheureusement pour la France, Napoléon, monstrueux furoncle de la tyrannie, ayant « percé » sous Bonaparte, voulut rattacher à nouveau les colonies à la métropole par la chaîne de l'esclavage ; les noirs de Saint-Domingue brisèrent cette chaîne immorale et odieuse, et le lien politique se trouva ainsi à jamais rompu avec la France. *Hoc erat in fatum !*

(1) On ne sait pas précisément la date de sa naissance, déclare Schœlcher, le biographe le plus autorisé du héros noir. Son fils Isaac la fixe au 20 mai 1746, mais la plus généralement adoptée est celle du 20 mai 1743, ce qui lui donnerait 51 ans lorsqu'il se fit connaître. Cet âge paraît le plus probable, car dès le premier moment qu'on parle de lui, tout le monde dit : « le vieux Toussaint ».

CHAPITRE VI

LA LIBERTÉ OU LA MORT!

L'histoire de la guerre de l'indépendance d'Haïti n'entre pas dans le cadre de cet ouvrage. Nous allons simplement, à l'aide de quelques documents officiels, esquisser le plus rapidement possible cette page mémorable qui, même après la *libération* de Cuba, demeure le fait le plus impressionnant des annales coloniales.

Le premier acte public qu'on possède de Toussaint-Louverture, en tant que chef dirigeant, est un appel aux esclaves daté de 1793 : la teneur de la copie conservée à Paris, aux Archives nationales, est la suivante :

« Au camp Turel, le 29 août 1793.

FRÈRES ET AMIS,

Je suis Toussaint-Louverture, mon nom s'est peut-être fait connaître jusqu'à vous. J'ai entrepris la vengeance. Je veux que la liberté et l'égalité règnent à Saint-Domingue. Je travaille à les faire exister. Unissez-vous à nous, frères, et combattez avec nous pour la même cause.

Voire très humble et très obéissant serviteur,

Signé : TOUSSAINT-LOUVERTURE (1)

Général des armées du roi, pour le bien public. »

(1) « Il y a plusieurs versions sur l'origine du nom de *Louverture* ajouté à celui de Toussaint. Aucune ne paraît bonne. Dans une note qui est aux *Archives nationales*, il est dit que « Toussaint, ayant appartenu à un maître appelé Louverture, prit ce nom, comme le faisaient quelquefois les esclaves », mais il est certain qu'il n'a jamais appartenu à d'autre maître qu'au comte Bréda. Plus généralement, on attribue le second nom à une exclamation de Laveaux qui, apprenant que Toussaint, alors qu'il était au service de l'Espagne, venait de nous enlever coup sur coup deux ou trois places, se serait écrié : « Mais cet homme fait donc ouverture partout! » Toussaint, instruit

Toussaint servit loyalement la République française, en employant très utilement le prestige et l'autorité qu'il s'était acquis en peu de temps, à détruire les derniers ferments de haine et de discorde qui pouvaient troubler la colonie. Le 1^{er} avril 1799, en présence du peuple et de l'armée réunis sur la place d'armes du Cap, le gouverneur Laveaux le proclama « le Sauveur des autorités constituées, le Spartacus noir prédit par Raynal (1) pour venger les outrages faits à sa race ». Il le nomma général de division, lieutenant au Gouvernement de Saint-Domingue et déclara que, désormais, il ne ferait rien que de concert avec lui (2). Peu après, des perturbateurs menaçant de troubler l'ordre à Saint-Louis-du-Nord, Toussaint-Louverture adressa aux cultivateurs de cette localité une « proclamation » empreinte du plus pur loyalisme et qui produisit le meilleur effet :

LIBERTÉ

ÉGALITÉ

*Aux citoyens de Saint-Louis-du-Nord,
Toussaint-Louverture, général de division
et lieutenant au gouvernement de Saint-Domingue.*

« J'apprends avec indignation que des êtres pervers, désorganiseurs, perturbateurs du repos public, des ennemis de la liberté géné-

de ce propos, se serait emparé du mot *Ouverture*, pour s'en faire un nom par bravade. Cette version ne peut non plus être bonne, car on voit ici que, déjà en août 1793, il s'appelait Louverture, alors qu'il ne nous avait encore rien pris. » (Schœlcher.)

Reste cette supposition, nullement insoutenable, que Toussaint s'est lui-même donné ce surnom.

(1) Cette prédiction mérite d'être citée :

« Nations de l'Europe, vos esclaves briseront le joug sacrilège qui les opprime... Il ne manque aux nègres qu'un chef. Où est-il, ce grand homme ? Il paraîtra, n'en doutons point ; il lèvera l'étendard sacré de la Liberté. Ce signal vénérable rassemblera autour de lui les compagnons de son infortune. Plus impétueux que les torrents, ils laisseront partout les traces ineffaçables de leur juste ressentiment. L'ancien monde joindra ses applaudissements au nouveau ; partout on bénira le nom du héros qui aura rétabli les droits de l'espèce humaine. » (Raynal, *Hist. philos. des Deux Indes*.)

(2) Général Pamphile Lacroix, t. I^{er}, p. 309.

rale et de la sainte égalité, cherchent par des intrigues infâmes à faire perdre à mes frères de la commune de Saint-Louis-du-Nord le glorieux titre de citoyens français. Jusqu'à quand vous laisserez-vous conduire comme des aveugles par vos plus dangereux ennemis?...

Quel fruit espérez-vous retirer des désordres dans lesquels on cherche à vous entraîner? Vous avez la liberté, que pouvez-vous désirer de plus? Que dira le peuple français, lorsqu'il apprendra qu'après le don qu'il vient de vous faire, vous avez porté l'ingratitude jusqu'à tremper vos mains dans le sang de ses enfants?

Mais, frères et amis, vous êtes incapables de ces atrocités par vous-mêmes, je le sais; des monstres couverts de crimes cherchent à vous entraîner avec eux dans le précipice, pour n'être pas plus longtemps isolés dans la nature.

Ils osent, ces scélérats, vous débiter que la France veut vous rendre à l'esclavage!... Comment pourriez-vous ajouter foi à des calomnies aussi atroces? Ignorez-vous ce que la France a sacrifié pour la liberté générale, pour les droits de l'homme, pour le bonheur et la félicité des hommes?

Faites bien attention, mes frères, qu'il y a plus de noirs dans la colonie qu'il n'y a d'hommes de couleur et d'hommes blancs ensemble, et que s'il y arrive quelques désordres, ce sera à nous, noirs, que la République s'en prendra, parce que nous sommes les plus forts et que c'est à nous à maintenir l'ordre et la tranquillité par le bon exemple. Je suis responsable de tous les événements, comme chef. Quel compte pourrai-je rendre à la France, qui nous a comblés de ses bienfaits, si vous cessez d'écouter la voix de la raison?... »

Les noirs, en voyant Toussaint-Louverture, un des leurs, monté au grade de général de division et partageant les hautes fonctions du gouvernorat, furent de plus en plus fiers de lui. « Aimant l'ordre et l'autorité par instinct, ils se sou-mirent sans peine à son pouvoir organisateur. » (1)

Le Directoire ratifia la promotion de Toussaint par un arrêté du 30 thermidor an IV (17 août 1796), lui décernant en

(1) Sur la mine ou la réponse équivoque d'un nègre accusé de se livrer au brigandage, Toussaint ordonnait au délinquant d'aller se faire fusiller; le noir s'inclinait humblement devant son chef vénéré et obéissait sans murmurer !

même temps « un sabre et une paire de pistolets de la manufacture de Versailles » et spécifiant que « ses deux enfants seront envoyés en France, pour y recevoir l'instruction et l'éducation aux frais du gouvernement ». (1)

Nommé, au mois de mai 1797, « Commandant en chef de l'armée de Saint-Domingue », Toussaint-Louverture fit occuper la partie espagnole, (2) que le traité de Bâle (1795) avait cédée à la France, puis chassa complètement les Anglais de l'île (3) après une série de combats remarquables au point de vue de la stratégie. Parvenu au faite de la gloire et de la

(1) Ces enfants, Placide et Isaac, partirent en février 1797, à bord du *Wattignies*, « vaisseau de 74 canons, capable de forcer les lignes anglaises ». Toussaint s'en rapportait au gouverneur Sonthonax pour « déterminer, suivant leur âge (14 à 15 ans), le genre d'éducation qui leur convenait ».

(2) Saint-Domingue avait alors une armée composée de 48,000 indigènes et de 3,000 hommes de troupes européennes. Soldats européens, nègres et mulâtres, confondus sans aucune distinction, occupaient les mêmes casernes et combattaient ensemble. (*Compte-rendu au Conseil des Cinq-Cents*, séance du 27 vendémiaire an VI.)

(3) Le 1^{er} octobre 1798, le Môle Saint-Nicolas, « le Gibraltar de la mer des Antilles », fut rendu à l'autorité militaire de Saint-Domingue.

Le général Maitland, commandant en chef des forces anglaises, offrit à Toussaint-Louverture de le faire reconnaître par son gouvernement comme roi d'Haïti, s'il consentait à signer un traité de commerce accordant à la Grande-Bretagne le droit exclusif d'exporter tous les produits de l'île et d'importer uniquement des produits manufacturés anglais. Une forte escadre britannique stationnerait en permanence dans les eaux de Saint-Domingue, pour protéger l'île contre toute agression. Toussaint déclina cette offre insidieuse; mais le général anglais parvint, toutefois, à obtenir de lui une capitulation honorable.

« J'ai vu dans les archives du gouvernement de Port-au-Prince, et tous les officiers de l'état-major de notre armée ont vu avec moi, les propositions secrètes qui tendaient à faire déclarer Toussaint-Louverture roi d'Haïti... » (Général P. Lacroix, vol. 1^{er}, p. 294.)

Les Anglais, d'après les colonels Ramel et Malfenfant, sacrifièrent au moins 30,000 hommes et plusieurs centaines de millions dans cette infructueuse expédition contre Saint-Domingue, que les colons français leur avaient représentée comme une proie facile à saisir.

puissance, conçut-il réellement l'idée de s'affranchir totalement de l'autorité de la métropole? Nul ne peut l'affirmer avec certitude. Toujours est-il qu'il fit élaborer une constitution locale, par laquelle il se donnait, comme le dit Schœlcher, presque autant de pouvoir que les rois de France du bon vieux temps. Il envoya cet acte, tout imprimé, au Premier Consul, accompagné d'une lettre (1) se terminant par cette déclaration osée : « *L'Assemblée centrale (créée par lui) m'ayant requis, vu l'absence des lois, de faire provisoirement exécuter cette constitution, comme devant l'acheminer plus vite vers sa prospérité future, je me suis rendu à ses désirs. Cette constitution a été accueillie par toutes les classes des citoyens avec des transports de joie, qui ne manqueront pas de se reproduire lorsqu'elle sera renvoyée, revêtue de la sanction du gouvernement.* »

Nous ne pouvons nous dérober à l'obligation d'analyser certains articles de cette Constitution, qui proclamait Toussaint gouverneur à vie et lui attribuait *exclusivement*, « en cas de l'événement cruel de sa mort, le droit de choisir le citoyen qui lui succédera immédiatement ». On y lit :

« Article 17. — L'introduction des cultivateurs indispensables à l'accroissement et à l'extension des cultures aura lieu à Saint-Domingue. La constitution charge le gouverneur de prendre les mesures convenables pour encourager et favoriser cette augmentation de bras, pour stipuler et balancer les intérêts, assurer et garantir l'exécution des engagements réciproques résultant de cette introduction. »

Il est impossible, fait remarquer Schœlcher, que Toussaint

(1) La légende prétend que les lettres de Toussaint-Louverture à Bonaparte portaient cette suscription : *Le premier des noirs au premier des blancs*. Semblable rubrique n'existe nulle part, déclare Schœlcher : « C'est une invention de blancs, trop désireux de ridiculiser un noir. Toussaint-Louverture était vain, comme peuvent l'être les hommes de tous les pays, quelle que soit la couleur de leur épiderme; mais le général en chef de l'armée de Saint-Domingue, qui avait refusé une couronne, n'en était pas à pareille puérilité. »

ait pu s'imaginer qu'on pourrait déterminer des Africains à quitter librement leur pays pour venir à Saint-Domingue, où ils savent que leurs congénères n'ont jamais trouvé que des chaînes ; il est impossible qu'il soit parvenu à se cacher à lui-même que l'augmentation de bras ne pouvait s'obtenir autrement que par l'exécrable trafic de ses frères. Quel sort réservait-il, d'ailleurs, aux cultivateurs ?

La constitution déclare, il est vrai (art. 3), que « *l'esclavage est à jamais aboli à Saint-Domingue ; tous les hommes y naissent, vivent et meurent libres et Français* » ; elle définit même excellemment (art. 15) une plantation : « l'asile tranquille d'une active et constante famille dont le propriétaire du sol ou son représentant est nécessairement le père », et ajoute (art. 16 § 1^{er}) que « chaque cultivateur et ouvrier est membre de la famille et portionnaire dans les revenus ». Fort bien. Mais ces *membres de la famille, portionnaires dans les revenus* qu'elle produit, peuvent-ils s'en retirer, si « le père » n'est pas bon ? Sur ce point important la constitution fait une réponse négative qui suffit à lui donner une très fâcheuse caractéristique :

« Art. 16 § 2. — Tout changement de domicile, de la part des cultivateurs, entraîne la ruine des cultures. Pour réprimer un vice aussi funeste à la colonie que contraire à l'ordre public, le gouvernement fait tous les règlements de police que les circonstances nécessitent. »

Evidemment, concluera chacun, interdire à un homme tout changement de domicile, c'est l'emprisonner dans son domicile. Il faut avouer que c'est là une assez triste conception de la liberté. On nous permettra, toutefois, de présenter, comme circonstance atténuante, ce fait, d'ordre psychologique, énoncé par Schœlcher à la fin de sa critique : « Il restait trop en Toussaint de l'ancien esclave pour croire qu'on pût obtenir le travail autrement que par contrainte. » On doit aussi tenir compte de la préoccupation qu'avait le chef noir de donner, malgré tout, des gages aux colons revenus à Saint-Domingue après la pacification de l'île et sans l'appui des-

quels le gouvernement local ne pouvait avoir qu'une existence précaire. Telle était l'opinion de l'éminente Mme Michelet, femme de l'illustre historien-poète, dont le père, Louis Mialaret, fut, on le sait, un des secrétaires de Toussaint-Louverture.

En 1799, lorsque le gouvernement français fit demander à Toussaint-Louverture d'inscrire sur les drapeaux de l'armée coloniale cette devise : « *Braves noirs, souvenez-vous que le Peuple français seul reconnaît votre liberté et l'égalité de vos droits* », le gouverneur de Saint-Domingue en avait pris occasion pour protester énergiquement contre l'esclavage qu'avait rétabli et que maintenait la France dans ses autres colonies : « Ce n'est pas, disait-il, une liberté de circonstance, concédée à nous seuls, que nous voulons; *c'est l'adoption absolue du principe*, qu'aucun homme, né rouge, noir ou blanc, ne peut être la propriété d'un autre homme... »

Il se trouvait donc, en 1801, un homme, un agent colonial assez audacieux pour ne pas mettre en doute que le Premier Consul, dont la volonté courbait tous les fronts à Paris, pût refuser ce qu'on lui demandait !... « Mais le général en chef de l'armée de Saint-Domingue était un personnage à ménager; Bonaparte se contenta assez pour se borner à ne pas lui répondre. »

Après la paix d'Amiens, le Premier Consul, plus libre de ses mouvements, se laissa facilement persuader par les colons réfugiés en France qu'il y allait de sa gloire de « faire revivre les lois dans les colonies ». Chacun savait ce que cela voulait dire.

« Plus de 30 millions de denrées coloniales, écrit Norvins (1), emmagasinées ou en pleine récolte à notre arrivée, attestaient la bonne administration de Toussaint. Cette prospérité suffisait sans doute à empêcher la fatale expédition de Saint-Domingue; mais Bonaparte était déjà monté si haut et déjà aussi ses conseillers étaient placés si bas, qu'on n'avait pas osé lui dire ce que le noir Toussaint

(1) Journal *La Presse*, du 9 novembre 1836.

avait fait. Ce n'était, lui disaient les colons consultés à Paris, qu'un esclave révolté, le meurtrier de la classe blanche; il fallait s'en débarrasser à tout prix ».

Malheureusement pour le grand Africain, c'est d'un bras de fer qu'il reconstruisit la société coloniale. Tout devait plier sous sa volonté organisatrice, mais tyrannique et trop souvent impitoyable. « Il ne lui sera pas donné d'accomplir sa grandiose entreprise, parce qu'il s'est aliéné les cœurs. Les immenses services qu'il a rendus à sa race ne lui serviront pas de protection et *il succombera, malgré son génie, parce qu'il n'a pas été bon.* »

Bonaparte, dit Schœlcher, accepta l'idée de rétablir l'esclavage, bien qu'il comprit que Saint-Domingue pouvait lui fournir au moins vingt mille soldats noirs pour conquérir les Antilles anglaises et espagnoles, encore remplies d'esclaves qu'ils auraient aisément soulevés. Cet homme ne fut jamais un patriote, il ne fut que Bonapartiste ». (1)

(1) Le colonel Malenfant donne sur l'état des esprits à ce moment, en France, des renseignements vraiment curieux. Ayant servi à l'armée du Rhin, il fut nommé par le Premier Consul sous-inspecteur aux revues et attaché contre son gré à l'expédition de Saint-Domingue. Arrivé à Brest, il ne rencontra personne qui se trompât sur le véritable but de l'entreprise. Plusieurs généraux lui dirent : — « Nous avons vaincu les Mamelucks; nous subjuguons plus facilement les mulâtres et les nègres... » Un colon émigré se faisait fort de réduire tous les noirs avec *quatre mille hommes*. Le colonel Malenfant les contredisait très haut. Il fut dénoncé au général Leclerc comme « professant des opinions dangereuses ». Leclerc le fit venir et lui dit : « ... Tous les nègres, lorsqu'ils vont voir une armée, mettront bas les armes. Ils seront trop heureux qu'on leur pardonne! » — On vous a induit en erreur, mon général. — « Comment! un brave me parle ainsi! » — C'est parce que je suis vrai, mon général. — « Mais il y a ici un colon qui m'a offert d'arrêter Toussaint avec soixante grenadiers » — Moi, mon général, je ne m'en chargerais pas avec soixante mille. Si vous faites la guerre, vous ne serez éclairés que par des flammes, vous coucherez sur des cendres, votre armée périra de fatigues et de misère. — « C'est bien », fit le général Leclerc, « j'ai écrit au ministre de la guerre, qui vous donnera une autre destination. » (*Des Colonies et particulièrement de celle de Saint-Domingue*, p. 284...)

Le 11 décembre 1801, une flotte de 54 vaisseaux, portant 23.000 hommes « presque tous tirés de la célèbre armée du Rhin », quitta Brest, sous le commandement du général Leclerc, beau-frère de Bonaparte. Le Premier Consul annonça l'expédition à Toussaint-Louverture par une lettre dont nous détachons les passages suivants :

« ... Nous avons conçu pour vous de l'estime, et nous nous plions à reconnaître et à proclamer les grands services que vous avez rendus au peuple français. Si son pavillon flotte sur Saint-Domingue, c'est à vous et aux braves noirs qu'il le doit.

Appelé par vos talents et la force des circonstances au premier commandement, vous avez détruit la guerre civile, mis un frein à la persécution de quelques hommes féroces, remis en honneur la religion et le culte de Dieu, de qui tout émane.

La constitution que vous avez faite, en réunissant beaucoup de bonnes choses, en contient qui sont contraires à la dignité et à la souveraineté du peuple français, dont Saint-Domingue ne forme qu'une portion.

Les circonstances où vous vous êtes trouvé, environné de tous côtés d'ennemis sans que la métropole pût vous secourir, ont rendu légitimes les articles de cette constitution qui pourraient ne pas l'être; mais aujourd'hui que les circonstances sont si heureusement changées, vous serez le premier à rendre hommage à la souveraineté de la nation qui vous compte au nombre de ses plus illustres citoyens, par les services que vous lui avez rendus et par les talents et par la force de caractère dont la nature vous a doué...

Nous avons fait connaître à vos enfants et à leur précepteur les sentiments qui nous animent. Nous vous les renvoyons (1).

(1) L'entrevue de Toussaint-Louverture avec ses fils, ramenés de France par le chef de l'armée expéditionnaire, constitue une des plus poignantes scènes de tragédie historique :

— « Mes enfants, prenez votre parti; quel qu'il soit, je vous chérirai toujours... », dit Toussaint, d'une voix ferme dans l'effusion même des caresses échangées.

— « Eh bien, mon père », fil Isaac, le plus jeune, « voyez en moi un serviteur fidèle de la France qui ne pourra jamais se résoudre à porter les armes contre elle! »

— « Je suis à vous, mon père », déclara Placide; « je crains l'ave-

Assistez de vos conseils, de votre influence et de vos talents le capitaine général

S'il était des malveillants qui disent aux individus de Saint-Domingue que nous venons pour rechercher ce qu'ils ont fait pendant les temps d'anarchie, assurez-les que nous ne nous informons de leur conduite et que nous ne rechercherons le passé que pour connaître les traits qui les auraient distingués dans la guerre qu'ils ont soutenue contre les Anglais et les Espagnols, qui ont été nos ennemis.

Comptez sans réserve sur notre estime, et conduisez-vous comme doit le faire un des principaux citoyens de la plus grande nation du monde. »

Signé : BONAPARTE.

L'escadre parut devant le Cap, le 1^{er} février 1802. Leclerc devait, en débarquant, lancer la proclamation suivante :

« *Le Premier Consul aux habitants de Saint-Domingue.*

HABITANTS DE SAINT-DOMINGUE,

Quelles que soient votre origine et votre couleur, vous êtes Français, vous êtes tous égaux devant Dieu et devant la République.

La France a été, comme Saint-Domingue, en proie aux factions et déchirée par la guerre civile et par la guerre étrangère. Mais tout a changé, tous les peuples ont embrassé les Français et leur ont juré la paix et l'amitié. Tous les Français se sont embrassés aussi et ont juré d'être tous des frères. Venez aussi embrasser les Français et vous réjouir de revoir vos frères d'Europe.

Le gouvernement vous envoie le capitaine-général Leclerc. Il amène avec lui de grandes forces pour vous protéger contre vos ennemis et contre les ennemis de la République. *Si on vous dit : « Ces forces sont destinées à vous ravir votre liberté », répondez : La République ne souffrira pas qu'elle nous soit enlevée !*

nir, je crains l'esclavage ; je suis prêt à combattre pour m'y opposer ! » (Général P. Lacroix.)

Placide reçut aussitôt le commandement d'un des fameux bataillons de la garde de Toussaint ; Isaac se retira auprès de sa mère et resta neutre.

Ralliez-vous autour du capitaine-général; il vous apporte l'abondance et la paix... », etc.

Ainsi parlait Bonaparte, le 8 novembre 1801, et, le 16 mars 1802, il disait, dans ses instructions à Leclerc : « Dès l'instant que vous vous serez défait de Toussaint, de Christophe, de Dessalines et des principaux *brigands* et que la masse sera désarmée, renvoyez sur le continent tous les noirs et hommes de couleur qui auront joué un rôle dans les troubles civils (1). » Le 27 avril de la même année, il écrivait au consul Cambacérès :

« Vous trouverez, ci-joint, des notes pour servir à rédiger un projet d'arrêté à convertir en sénatus-consulte :

... Art. 5. — Tous les individus noirs non compris dans les listes mentionnées à l'article premier, *seront assujettis aux lois et règlements qui, en 1789, composaient le CODE NOIR des colonies.* » (Correspondance de Napoléon, t. VII.)

Le 1^{er} juillet suivant, il écrivait de nouveau à Leclerc : « *Défaites-nous de ces Africains dorés.* » Le mari de la créole Joséphine, celui que Lamartine appelle le « Corse à cheveux plats » professait pour la race noire un mépris étrangement vulgaire. Il le révéla, un jour, à un de ses familiers : « Je ne laisserai jamais une épaulette sur l'épaule d'un nègre ! » (*Observations du général Vincent*, p. 19). Injustice mesquine, doublée d'ingratitude, envers ces officiers noirs et mulâtres, aussi dévoués que distingués, qui avaient si vaillamment combattu pour la France (2).

(1) *Correspondance de Napoléon*, t. VIII.

(2) Extrait d'un rapport adressé, le 22 juillet 1795, au Comité de Salut public, par le délégué Defermont :

« Les nègres et les mulâtres, *seuls défenseurs de Saint-Domingue*, ont glorieusement soutenu leur nom de Français. *Réduits à leurs propres forces, isolés de tout secours, presque sans munitions*, leur courage mis à toutes les épreuves n'a jamais été abattu. *Ils ont lutté avec énergie, honneur, persévérance et succès* contre les Espagnols et les Anglais. »

Les officiers métropolitains qui formaient l'état-major rutilant de Napoléon eurent-ils de plus beaux états de service ? 9

Le général Christophe, gouverneur du Cap, ayant refusé de livrer les forts sans l'ordre du gouverneur-général Toussaint-Louverture, son chef hiérarchique, Leclerc lui signifia un ultimatum. « *On nous prend donc encore pour des esclaves !* » s'écria Christophe. « *Allez dire au général Leclerc que les Français ne marcheront ici que sur un monceau de cendres et que la terre les brûlera !* » Le lendemain, en effet, au premier coup de canon tiré de l'escadre française, il donna le signal de la conflagration en mettant le feu à sa propre maison, puis il quitta la ville, — héroïsme que devait imiter, en 1812, le général Rostopchin à Moscou. L'exemple de Christophe fut suivi par Dessalines, à Saint-Marc, et par Maurepas, à Port-de-Paix.

On sait le reste, et combien grande fut l'horreur qui plane encore sur le souvenir de cette lutte impie où, dans les deux camps, se jouait la *Marseillaise*, hymne de la liberté ! A cette première phase se rattache la défense de la Crête à Pierrot, qui est restée célèbre. C'était un fort construit pour dominer la route du nord à l'ouest de l'île ; Dessalines l'occupait, par ordre de Toussaint, avec six à sept cents soldats auxquels le chef de brigade Lamartinière amena un renfort de cinq cents hommes. Nous laissons ici la parole au général Pamphile Lacroix, qui commandait une division du corps expéditionnaire :

« Une première attaque, où le général Debelle, commandant l'artillerie, reçut une blessure grave, fut repoussée. Un second assaut, conduit par Leclerc en personne, n'eut pas plus de succès ; il coûta à la division Boudet *quatre cent-quatre-vingts hommes*, tués ou blessés, et *deux à trois cents* à la division Dugua ; le général Boudet et le général Dugua y furent blessés. Le général Rochambeau, qui venait d'éteindre, avec une batterie de sept pièces, le feu d'une redoute nouvelle élevée sur le sommet de la Crête, crut pouvoir emporter de vive force cette redoute ; l'ennemi l'avait mise à l'abri d'un coup de main, en l'entourant d'un abatis de dix pieds de profondeur sur trois de hauteur. Le général

Rochambeau perdit *trois cents hommes* dans cette vaine entreprise...

» Ainsi, la *Crête-à-Pierrot*, dans laquelle il n'existait que mille à douze cents combattants, nous en avait déjà coûté plus de quinze cents. » (P. Lacroix, t. II, pp. 159 et 165).

Il fallut se résoudre à faire le blocus. Au bout de trois jours et trois nuits de bombardement, la garnison, qui comptait alors cinq cents tués ou blessés, ne songeait pas à se rendre, mais elle endurait des tortures horribles. « Les hommes », dit le docteur Descourtils qui était présent, « manquant d'eau et de nourriture, par une chaleur accablante, mâchaient des balles de plomb dans l'espoir d'étancher une soif insupportable. Ils provoquaient, par cette trituration, une salive bourbeuse qu'ils trouvaient encore délicieuse à avaler. » (*Voyage d'un naturaliste*, par Descourtils). A la fin, les blessés demandèrent l'évacuation ou la mort. Dessalines n'était plus là ; ayant tenté, la veille, une sortie, il s'était vu couper toute communication avec le fort. L'évacuation fut décidée ; elle s'opéra à travers les lignes des assaillants, au milieu de la nuit, sous la direction de Lamarinière :

« La retraite, dit le général Lacroix, qu'osa concevoir et exécuter le commandant de la *Crête-à-Pierrot*, est un fait d'armes remarquable. *Nous entourions son poste au nombre de plus de douze mille hommes ; il se sauva, ne perdit pas la moitié de sa garnison et ne nous laissa que ses morts et ses blessés... Nos pertes avaient été si considérables qu'elles affligèrent vivement le capitaine général ; il nous engagea par politique à les pallier, comme il les palliait lui-même dans ses rapports officiels....*

» Pendant que nous opérions l'investissement du fort, la musique des ennemis faisait entendre les airs patriotiques adaptés à la gloire de la France... Ces airs produisaient généralement un sentiment pénible. Les regards de nos soldats interrogeaient les nôtres, ils avaient l'air de nous

dire : « Nos barbares ennemis auraient-ils raison ? Serions nous les instruments serviles de la politique ? » (1)

Mais, séduits par les menteuses promesses du général Leclerc, qui leur assurait honneurs et considération dans les rangs de l'armée française, les plus braves et les plus intelligents parmi les officiers indigènes abandonnaient leur chef et faisaient leur soumission (2). Toussaint-Louverture dut écouter, à son tour, les propositions de paix. Il signa, le 5 mai 1802, une transaction qui rétablissait l'ordre, sinon l'harmonie, en supprimant définitivement l'esclavage. On négocia sur cette base : 1^o liberté inviolable à *tous les citoyens* de Saint-Domingue ; 2^o maintien, dans leurs grades et leurs fonctions, de tous les officiers civils et militaires indigènes ; 3^o Toussaint gardant son état-major et se retirant où il voudrait sur le territoire de la colonie.

Dans un entretien amical qui suivit la signature du traité, Leclerc, ayant demandé à son adversaire qui, au cas où la guerre eût continué, lui aurait fourni des armes et des munitions : — « Vous-même ! » répondit le héros noir, « j'en aurais pris à vos avant-postes. »

Un mois après, le 7 juin, Toussaint-Louverture, accusé de tramer une conspiration, était trahissement arrêté. Un général, le général Brunet, se chargea de cette besogne et l'accomplit par des moyens turpides. Que sa mémoire en garde toute l'ignominie ! La missive qu'il fit parvenir à Toussaint contenait ces lignes : « ... Nous avons, mon cher général, des arrangements à prendre ensemble, qu'il est

(1) Général P. Lacroix, *op. cit.*, p. 170-171.

(2) Après avoir tenu en échec trois divisions, commandées par les généraux Debelle, Desfourneaux et Hardy, le général noir Maurepas, commandant l'arrondissement du Port-de-Paix, sans communication avec Toussaint et craignant d'être cerné par toutes les forces de l'armée expéditionnaire, accepta de capituler aux conditions primitivement énoncées par Leclerc. (Voir l'*Histoire militaire de la révolution de Saint-Domingue*, par H. de Poyen) Cette défection fut bientôt suivie de celles de Christophe et de Dessalines.

impossible de traiter par lettres, mais qu'une conférence d'une heure terminerait. Si je n'étais pas excédé de travail, j'aurais été aujourd'hui le porteur de ma réponse ; mais ne pouvant sortir ces jours-ci, faites-le vous-même : si vous êtes rétabli de votre indisposition, que ce soit demain ; *quand il s'agit de faire le bien*, on ne doit jamais retarder. Vous ne trouverez pas dans mon habitation champêtre tous les agréments que j'eusse désiré réunir pour vous recevoir, mais vous y trouverez *la franchise d'un galant homme qui ne fait d'autres vœux que pour la prospérité de la colonie et pour votre bonheur personnel*. — Si M^{me} Toussaint, dont je désire infiniment faire la connaissance, voulait être du voyage, je serais content. Si elle a besoin de chevaux, je lui enverrai les miens. — Je vous le répète, général, *jamais vous ne trouverez d'ami plus sincère que moi...* P.-S. — Votre domestique, qui va au Port-au-Prince, a passé ici ce matin, il est parti avec sa passe en règle. » Or, ce domestique avait été arrêté sur l'ordre du même Brunet ! (1)

« Je fus informé », raconta plus tard Toussaint, « qu'un aide de camp du général Leclerc, passant par Ennery, s'était déclaré porteur d'un ordre pour me faire arrêter, adressé au général Brunet. *Le général Leclerc m'ayant donné sa parole d'honneur et promis la protection du gouvernement, je refusai de croire à ce propos.* »

Il se rendit donc à l'invitation de Brunet. Après quelques minutes de conversation, celui-ci pria son hôte de l'excuser un moment et sortit. « Un instant après entrèrent une dizaine d'officiers, l'épée et le pistolet au poing. L'ex-gouverneur, les prenant pour des assassins, tira son sabre ; mais ces offi-

(1) Le lieutenant-colonel H. de Poyen (*Histoire militaire de la Révolution de Saint-Domingue*), qui reproduit cette lettre publiée par Isaac Louverture, y voit la manifestation d'« une très blâmable habileté ». Ce blâme est trop anodin, mon colonel. Nous disons, nous, que le militaire qui mentait de la sorte, en vue de préparer un guet-apens, avait une âme vile et montrait qu'il était indigne de porter l'épaulette.

ciers n'étaient que des agents de police. Le chef d'escadron Ferrari, qui les commandait, s'avança, l'arme baissée, et dit : « Mon général, nous ne sommes point venus pour attenter à vos jours ; nous avons seulement l'ordre de nous assurer de votre personne. » A ces mots, Toussaint remit son sabre au fourreau sans prononcer une parole. On vit là encore ce qu'il y avait de fermeté dans son caractère : toute résistance étant impossible, il se résigna à son sort, calme et maître de lui-même, comme s'il avait été élevé à l'école des stoïciens. » (Schœlcher).

L'ex-général en chef et gouverneur de Saint-Domingue fut embarqué, aux Gonaïves, sur la frégate *La Créole*, avec sa femme, ses deux fils et plusieurs officiers de sa suite ; transbordés, à l'entrée du Cap, sur le vaisseau d'escadre le *Héros*, qui se dirigea immédiatement vers l'Europe, ils arrivèrent à Brest le 21 juillet 1802. On connaît les prophétiques paroles que prononça l'illustre Africain, en mettant le pied sur le pont du bateau qui l'emportait loin de son pays : « *En me renversant, on n'a abattu à Saint-Domingue que le tronc de l'arbre de la liberté des noirs ; il repoussera par ses racines, qui sont profondes et nombreuses.* »

De Brest, Toussaint-Louverture fut conduit au fort de Joux, dans le Jura, où « Napoléon combina lâchement son assassinat ». Au vieillard né sous les Tropiques, et qui avait toujours vécu en plein air dans une activité perpétuelle, on assigna un cachot glacial, avec « interdiction de voir qui que ce fût et de sortir, sous aucun prétexte », de la pièce où on le tenait enfermé (1). Le prisonnier ne résista pas longtemps aux tortures physiques et morales qu'il endurait. « Le 7 avril 1803, le commandant d'armes du fort, entrant à onze

(1) « La mort de Toussaint fut un véritable assassinat », nous écrit M. Emile Magnin, maire de Pontarlier (16 juillet 1904), « car comment appeler d'un autre nom le fait d'avoir transporté un malheureux du climat brûlant des Tropiques dans une vieille prison d'État, où le thermomètre descend fréquemment à 30 DEGRÉS CENTIGRADES AU-DESSOUS DE ZÉRO ? »

heures du matin dans le cachot, trouva Toussaint sans vie, assis sur une chaise près du feu, la tête appuyée contre la cheminée. » (*Archives de Pontarlier*). Le procès-verbal de l'autopsie, faite le lendemain, attribue la mort à une attaque d'apoplexie. Le Spartacus noir fut inhumé à côté de la chapelle du vieux fort.

Toussaint, à part une heure de défaillance (1), resta digne de la grandeur de son infortune. Quand, par ordre de Bonaparte, on lui enleva son uniforme, il se contenta de dire : « Fallait-il ajouter cette humiliation à mon malheur ? Sans doute, je dois à ma couleur les traitements qu'on me fait subir, mais la couleur de mon corps nuit-elle à mon honneur ? » Lorsqu'on lui demanda son rasoir, « il déclara qu'il fallait qu'on le jugeât bien mal, puisqu'on le soupçonnait de manquer du courage nécessaire pour supporter son malheur ».

Onze ans plus tard, Napoléon était prisonnier à son tour. « Entouré d'une maison princière, libre de parcourir l'île entière où il était confiné, il se lamentait misérablement à propos de ses titres, de ses promenades, de ses rideaux et de sa vaisselle ; sans respect pour la hauteur de la position d'où il était tombé, il poussait de longs gémissements sur sa captivité (2) ».

(1) Dans une lettre à Bonaparte, du 9 octobre 1802, le captif, déjà « tremblant de froid et malade au point de ne pouvoir parler », implore la pitié de son bourreau ; « il demande excuse de ses fautes et réclame de son grand génie la liberté pour travailler à gagner sa vie et celle de sa famille. » Son moral était visiblement affaibli par la souffrance. (*Archives nationales*, carton AF, 1215, — d'après Schœlcher).

(2) Napoléon disait à Hudson-Lowe : « Il est une Providence vengeresse : tôt ou tard, vous porterez la peine de votre attentat contre moi !... Vos ministres, par leurs instructions, ont assez prouvé qu'ils voulaient se défaire de moi. Pourquoi les rois qui m'ont proscrit n'ont-ils pas osé ordonner ouvertement ma mort ? L'un eût été aussi légal que l'autre... *L'île est trop petite pour moi, qui faisais tous les jours plusieurs lieues à cheval. Le climat n'est pas le nôtre ;*

Même après la disparition de Toussaint-Louverture, la France eût peut-être conservé encore un bon nombre d'années l'incomparable colonie qu'était Saint-Domingue. Mais le général Leclerc, suivant la recommandation de Napoléon, donna l'ordre de désarmer tous les noirs. Ceux-ci savaient désormais quelle confiance il fallait attacher aux promesses et aux serments des blancs ; ils ne pouvaient oublier de sitôt que Toussaint-Louverture leur répétait sans cesse, en leur montrant un fusil : *Voilà notre liberté !* Ils refusèrent de livrer leurs armes, avec d'autant plus de raison qu'ils venaient d'avoir connaissance de l'infâme décret du 20 mai 1802, rétablissant l'esclavage et la traite. Déjà les nègres des Petites Antilles avaient été remis à la chaîne, malgré la glorieuse résistance d'une poignée de braves commandés par Delgrès, à la Guadeloupe, et par Belgrade, à la Martinique. Le 6 août, Leclerc écrit à son beau-frère : « ... *A présent que nos plans sur les colonies sont parfaitement connus, si vous voulez conserver Saint-Domingue, envoyez-y une nouvelle armée. Quelque désagréable que soit ma position, je fais des exemples terribles, et puisqu'il ne me reste plus que la terreur, je l'emploie.* » Sur un simple soupçon, un rapport, une parole équivoque, deux cents, trois cents, huit cents, quinze cents noirs étaient jetés à la mer !!! (*Mémoire du général Ramel*).

La mort du général Maurepas, l'un des officiers les plus distingués de l'armée coloniale, « *noyé arbitrairement avec sa femme et ses enfants en bas-âge (1)* », la disparition mys-

ce n'est ni notre soleil, ni nos saisons. Tout respire ici un ennui mortel. La position est désagréable, insalubre... » (*Souvenirs de la comtesse de Montholon*.)

(1) « Lorsque Maurepas se soumit », relate le général Ramel, témoin irrécusable, « on lui conserva le commandement de Port-de-Paix ; j'ai servi sous ses ordres. Il me dit qu'il ne se séparerait pas une seconde fois de la France et me pria d'écrire au général Leclerc pour avoir la permission de passer en France. Je ne reçus d'autre réponse que celle d'ordonner à Maurepas de se rendre au Cap pour y recevoir une destination ultérieure. J'appris, quarante-huit heures

térieure du chef de brigade Lamartinière, le valeureux défenseur de la Crête-à-Pierrot, et surtout l'exécution du général Charles Belair et de sa femme (1) furent autant d'*exemples terribles* et impolitiques qui déterminèrent l'explosion. Nègres et mulâtres oublient leurs dissensions devant le danger commun : le soulèvement éclate sur tous les points ; l'impétueux Dessalines est nommé général en chef (septembre 1802) ; la guerre recommence, atroce et sans merci. Les noirs ont pour auxiliaire une maladie inexorable, qui décime affreusement l'armée esclavagiste.

Le général Leclerc meurt de la fièvre jaune, le 1^{er} novembre 1802 ; il est remplacé, comme général en chef, par Rochambeau, dont la cruauté n'a jamais été dépassée aux Antilles. Le lendemain d'une bataille qu'il perdit, il fit égorger cinq cents prisonniers. « On eut recours aux noyages et aux bûchers. On inventa des supplices nouveaux. Après les bateaux à soupape, on en imagina d'une autre espèce, où les victimes des deux sexes, entassées les unes sur les autres à fond de cale, étaient asphyxiées par des vapeurs de soufre. On fit venir de Cuba des chiens dressés à la chasse des nègres, qu'ils dévoraient avec une férocité extraordinaire... » (Raban, *op. cit.*).

après, qu'en entrant en rade, lui, sa femme et ses enfants en bas-âge avaient été jetés à la mer. Jamais nouvelle ne m'a autant contristé. . » On l'avait d'abord amarré au grand mât, puis on avait fixé sur ses épaules et sur sa tête des épaulettes et un vieux chapeau, à l'aide de clous employés à la construction des navires. (Raban.)

(1) Charles Belair et sa femme, accusés d'avoir fomenté une révolte, furent traduits devant une commission militaire réunie au Cap et condamnés, l'un à être fusillé, l'autre à être décapitée. « Placé devant le peloton d'exécution, le général Belair entendit avec calme la voix de sa femme qui l'exhortait à mourir en brave. Au moment où il portait la main sur son cœur, il tomba, atteint de plusieurs balles à la tête. M^{me} Sanite, sa femme, refusa de se laisser bander les yeux. Le bourreau, malgré ses efforts, ne put la courber contre le billot. L'officier qui commandait le détachement fut obligé de la faire fusiller. La foule fut saisie d'horreur à la vue de cette dernière exécution. » (Madiou, *Histoire d'Haïti*, t. II, p. 328.)

Mais toutes ces cruautés ne purent détourner l'arrêt du destin. Vieillards, hommes, femmes et enfants, la population indigène tout entière, cette fois, est debout, frémissant de colère et d'indignation. L'enthousiasme inspire le sacrifice de tout : *la liberté ou la mort !* telle est la devise de chacun. « Pas un qui n'eût un fusil ou une arme quelconque à la main. Où que pussent aller les survivants de l'expédition, ils rencontraient des ennemis acharnés et implacables ; les habitations avaient été rasées pour leur enlever le moindre asile, les arbres qui auraient pu leur fournir de l'ombre étaient abattus. »

Le 9 octobre 1803, Dessalines, avec vingt-deux mille hommes, assiège Port-au-Prince ; après un mois d'attaques répétées, il oblige le général Lassalle à l'évacuation, et « ces formidables légions, qui avaient fait trembler l'Europe, vont s'enfermer au Cap, leur dernier refuge ». Le Cap était hérissé de forts avancés, Rochambeau s'y croyait inexpugnable et ne supposait pas que les indigènes pussent avoir la pensée de venir l'attaquer ; mais Dessalines ne laissa pas ses soldats se reposer : le 11 novembre, il était déjà sous les murs de la ville. L'assaut du fort Verdières, établi sur un monticule, mérite l'élogieuse citation qu'en fait le général Pamphile Lacroix :

« Dessalines ordonne au général Capois de s'emparer du fort. Ce nègre, surnommé Capois-la-Mort, marche avec une demi-brigade qui recule, horriblement mutilée par le feu du fort. Il la ramène ; la mitraille le renverse au pied de la colline. Bouillant de colère, il va chercher de nouvelles troupes, monte à cheval et, pour la troisième fois, s'élance ; mais toujours les mille morts que vomit la forteresse le repoussent, lui et ses brigades. Jamais soldats n'eurent, plus que les siens, le mépris du trépas ; ils sont embrasés d'une ardeur homérique. Il lui suffit de quelques mots pour les entraîner une quatrième fois. En avant ! Un boulet tue son cheval, il tombe ; mais bientôt, dégagé des cadavres abattus autour de lui, il court se replacer à la tête des noirs. En avant ! En avant ! Son chapeau garni de plumes est enlevé par la mitraille. Il répond à l'insulte qui lui met chapeau bas

en tendant son sabre, comme s'il montrait le poing, et se jette encore à l'assaut : En avant ! En avant !

Au spectacle de tant d'intrépidité, de la part de son chef et de ses soldats, de grandes acclamations partent des remparts de la ville : *Bravo ! bravo ! Vivat ! vivat !* crient Rochambeau et sa garde, qui considéraient l'attaque. Un roulement de tambours se fait entendre, le feu du fort Verdières se tait, un officier sort des murs du Cap, s'avance au galop jusqu'au front des indigènes surpris et dit, en saluant : « Le capitaine-général Rochambeau et l'armée française envoient l'expression de leur admiration au général qui vient de se couvrir de gloire. » L'heureux cavalier chargé de ce magnifique message tourne bride, calme son cheval, rentre au pas et... l'assaut recommence.

Les assiégés, électrisés eux-mêmes, ne voulurent point se laisser vaincre, et Dessalines envoya l'ordre à son lieutenant de se retirer. Le lendemain, un officier, suivi d'un écuyer, amena au quartier-général des indigènes un cheval caparaçonné que « le capitaine-général, dit-il, offrait en marque d'admiration à l'Achille nègre, pour remplacer celui que l'armée française regrettait de lui avoir tué (1). »

L'exaltation des femmes, en cette lutte glorieuse pour la liberté, fut souvent plus héroïque encore que celle des hommes. Une négresse, — quel regret que son nom soit resté inconnu ! — voyant un noir marcher la tête basse au supplice, saisit une épée, se fait une blessure mortelle et, aussi sublime que la femme de Pœtus à Rome, elle s'écrie en tombant : « Homme, il est doux de mourir, lorsqu'on perd la liberté ! » Des mères, accompagnant leur fille au gibet, nimbaient leurs adieux de cette consolation stoïque : « Réjouis-toi, ma fille, tu ne seras pas mère d'esclave ! »

Oui, tu l'as bien dit, Schœlcher : un peuple de la sorte animé est un peuple invincible.

Rochambeau dut capituler, le 19 novembre 1803. Il obtint de s'embarquer avec armes et bagages, mais il fut capturé, à sa sortie du Cap, le 28 novembre, par un croiseur anglais.

(1) Malgré les atrocités commises par Rochambeau, on ne peut se défendre d'admirer ce trait de chevalerie, d'ailleurs conforme aux vraies traditions de l'armée française.

Aussitôt après le départ des troupes françaises, les chefs insurgés publièrent la proclamation suivante :

« L'indépendance de Saint-Domingue est proclamée.

Rendus à notre première dignité, nous avons recouvré nos droits, et nous jurons de ne jamais nous les laisser ravir par aucune puissance de la terre.

Propriétaires de Saint-Domingue qui errez dans des contrées étrangères, en proclamant notre indépendance, nous ne vous défendons pas de rentrer dans vos biens : loin de nous cette pensée injuste ! Nous savons qu'il est parmi vous des hommes qui ont abjuré leurs anciennes erreurs, renoncé à leurs folles prétentions et reconnu la justice de la cause pour laquelle nous versons notre sang depuis douze années. *Nous traiterons en frères ceux qui nous aiment ; ils peuvent venir habiter parmi nous.*

Mais quant à ceux qui, enivrés d'un fol orgueil, esclaves intéressés d'une prétention criminelle, sont assez aveugles pour se croire des êtres privilégiés et pour dire que le ciel les a destinés à être nos maîtres et nos tyrans, qu'ils n'approchent jamais des rivages de Saint-Domingue ! Qu'ils demeurent où ils sont ! Qu'ils souffrent les maux qu'ils ont si bien mérités, et que les gens de bien, de la crédulité desquels ils ont trop longtemps abusé, les accablent du poids de leur indignation !

Nous avons juré de châtier quiconque oserait nous parler d'esclavage. Nous serons inexorables, peut-être même cruels, envers tous ceux qui viendraient nous apporter la servitude. Rien ne coûte et tout est permis à des hommes à qui l'on veut ravir le premier des biens ; ils sont innocents devant Dieu, qui n'a pas créé les hommes pour les voir gémir sous un joug honteux.

Si, dans les divers soulèvements qui ont eu lieu, des Blancs dont nous n'avions pas à nous plaindre ont péri, victimes de la cruauté de quelques soldats ou cultivateurs trop aveuglés par le souvenir de leurs maux passés pour distinguer les propriétaires humains de ceux qui ne l'étaient pas, nous déplorons sincèrement leur malheureux sort et déclarons, à la face de l'univers, que ces meurtres ont été commis malgré nous. Il était impossible, dans une crise pareille, de prévenir ou d'arrêter ces désordres.

Aujourd'hui que l'aurore de la paix nous présage une ère moins orageuse et que le calme de la victoire a succédé aux désordres d'une

guerre affreuse, Saint-Domingue doit prendre un nouvel aspect et son gouvernement doit être désormais celui de la justice. »

Donné au quartier-général du Fort-Dauphin, le 29 novembre 1803.

Signé : DESSALINES, CHRISTOPHE, CLAIRVAUX.

Il fut décidé, en même temps, que l'île reprendrait le nom d'*Haïti*, qu'elle avait avant la venue de Christophe Colomb. Du drapeau tricolore on supprima le *blanc*, et le pavillon, rouge et bleu, du premier Etat noir indépendant se trouva réunir emblématiquement les deux couleurs du costume que portait le Christ rédempteur.

Un poète haïtien de grand talent a résumé, dans un très beau mouvement lyrique, les sentiments que doit inspirer à tout esprit non passionné le souvenir des héros de l'indépendance haïtienne :

.
« Qu'ils aient été cléments, magnanimes ou non,
Qu'importe ? On leur avait fait un ciel noyé d'ombres ;
Si la foudre jaillit de ces nuages sombres,
La faute n'en est pas, hélas ! à ces héros.
Ils étaient tous martyrs, s'ils devinrent bourreaux :
Et s'ils virent, d'un œil sec, tomber sous leurs armes
Les blancs, c'est qu'ils avaient pleuré toutes leurs larmes ! »

Tertullien GUILBAUD (1).

« Ainsi cette expédition considérable », écrit le lieutenant-colonel de Poyen, « que Bonaparte avait confiée à son beau-frère et pour laquelle la France avait sacrifié 40.000 hommes (2), se terminait par un désastre militaire et par la perte de la colonie.

(1) *Patrie*, Librairie Léopold Cerf, Paris.

(2) Cette estimation reste en deçà de la vérité ; un simple calcul d'addition va le prouver.

La première expédition, partie avec le général Leclerc, se composait de 21.883 hommes. Les renforts expédiés de France peuvent être divisés en deux autres expéditions : l'une, débarquée peu de temps après la mort de Leclerc, comprenait un effectif de 9.018 hommes ;

» On conçoit que Napoléon, à Sainte-Hélène, ait fait son *mea culpa* sur cette malencontreuse entreprise. Il eût fallu laisser Toussaint-Louverture gouverner son pays pour le compte de la France. Notre colonie eût été changée, de fait, en un *protectorat* qui aurait pu durer indéfiniment. Si ce mot nouveau n'était pas encore employé à cette époque, l'intelligence de Toussaint avait déjà créé le régime auquel il devait s'appliquer plus tard. « Je gouvernerai Saint-Domingue pour la France », disait ce nègre de génie, « et le Premier Consul m'enverra *quelqu'un pour parler avec moi* ». Lui seul, d'ailleurs, était capable de tenir dans l'obéissance Dessalines et les autres chefs noirs, et peut-être eût-il réussi, avec l'appui de la France, à fonder définitivement un état de choses dont il avait la conception très nette. Que de maux il eût alors évités à la France et à son pays ! Que de ruines,

l'autre, arrivée pendant le commandement du général Rochambeau, s'élevait au chiffre de 12.138 hommes.

Ces renseignements précis sont fournis par le lieutenant-colonel H. de Poyen. « Il est superflu de rappeler », ajoute l'auteur de l'*Histoire militaire de la Révolution de Saint-Domingue*, « qu'aucune de ces expéditions n'est arrivée en bloc... Quoi qu'il en soit, le total des troupes qui ont successivement formé l'armée française de Saint-Domingue s'élève exactement au chiffre de 43.039 hommes ».

Or, il y avait déjà dans la colonie, avant l'arrivée du corps expéditionnaire, un contingent de 3 à 4.000 hommes de troupes métropolitaines, sans compter les milices de couleur, qui, dans la première phase de la lutte, contribuèrent très efficacement à la répression. En outre, il ressort du texte même des *Instructions* remises aux Commissaires civils qu'ils avaient sous la main, en 1792, une force de 14.000 hommes, dont 6.000 débarqués en même temps qu'eux. On arrive ainsi à un total général d'environ *soixante mille soldats Européens* ayant pris part à la guerre de Saint-Domingue. Sur ces 60.000, à peine deux mille revirent leur pays.

« L'armée régulière dont disposait à ce moment Toussaint-Louverture comprenait de 20 à 21.000 hommes, organisés sur le modèle des armées françaises. » (Lieutenant-colonel H. de Poyen). La masse des irréguliers auxiliaires, les « cultivateurs armés » (portant un sabre, une hache, un instrument aratoire ou un simple bâton) ne pouvaient guère, pour diverses raisons, dépasser 80 à 90.000.

d'incendies et de massacres il eût épargnés à la colonie ! » (1)

Jusqu'en 1825, les anciens colons de Saint-Domingue ne cessèrent de solliciter du Gouvernement français la reconquête de la grande île ; il y a, aux Archives des Colonies, à Paris, plus d'une centaine de projets relatifs à cette folle entreprise.

En 1814, sous Louis XVIII, Malouet, ministre de la Marine et des Colonies, envoya une mission en Haïti, afin de se « renseigner sur l'état d'esprit des habitants et les dispositions des deux chefs, Pétion et Christophe », qui s'y partageaient le pouvoir. De la Jamaïque, où elle aborda au mois d'août 1814, cette mission, dirigée par le général Dauxion-Lavaysse, ancien membre du Comité de salut public, adressa une double communication : la première, sur un ton comminatoire, au roi Christophe ; la seconde, plus modérée dans la forme, au Président Pétion (2). Les deux réponses

(1) *Histoire militaire de la Révolution de Saint-Domingue*, p. 459.

— Supputant les données approximatives fournies par le général Pamphile Lacroix sur les pertes subies, de part et d'autre, durant les neuf premiers mois de l'expédition, le lieutenant-colonel H. de Poyen pense que 125,000 personnes ont été tuées à Saint-Domingue, de 1802 à 1804.

On peut être tenté d'établir une comparaison entre la guerre de Saint-Domingue et celle du Transvaal. Une considération doit faire placer la gloire historique des noirs d'Haïti sur un plan supérieur à celle des Boers : Saint-Domingue est une île et, par conséquent, ses défenseurs, esclaves révoltés à peine armés, n'avaient aucun moyen de fuir ou de renouveler leur armement, au lieu que les Boers, qui se préparaient à la lutte, avaient pu, formant déjà un Etat organisé, se procurer des fusils et des canons perfectionnés dont ils avaient appris depuis longtemps le maniement ; ils eurent, en outre, au début tout au moins, l'appui moral des Puissances et le concours effectif de nombreux volontaires européens. 2° Les nègres ont, finalement, triomphé de leurs adversaires, quoique la supériorité de ceux-ci, au point de vue de l'organisation militaire, fût cent fois plus grande que celle des Anglais sur les Boers.

(2) Malouet autorisa même ses envoyés à offrir du Président Pétion, qui était mulâtre, des *lettres patentes de blanc*, comme autrefois les rois délivraient des lettres de noblesse... Devant le refus courtoisement ironique du chef haïtien, « on désavoua cette offre », dit Grégoire, comme étant une ineptie ministérielle.

furent identiques : dans le Nord, comme dans l'Ouest et le Sud, le peuple haïtien déclarait, à l'unanimité, qu'il était prêt à mourir, s'il le fallait, pour défendre la liberté qu'il venait de conquérir. Une nouvelle députation fut déléguée, en 1816, sans plus de succès. En 1820, M. Aubert du Petit-Thouars fut chargé de faire connaître au Gouvernement haïtien que « Sa Majesté le roi Louis XVIII s'était décidée à consacrer l'indépendance d'Haïti, en se bornant à réclamer le droit de suzeraineté avec des indemnités pour la cession du territoire et des propriétés privées ». Le Président Boyer, dit le *Moniteur officiel* haïtien, « repoussa jusqu'à l'ombre même du protectorat ».

En 1824, sur les instances d'un membre du gouvernement français, ami personnel du susdit Président, deux plénipotentiaires haïtiens se rendirent en France « avec mission de négocier sur la base de la reconnaissance absolue de l'indépendance de Saint-Domingue » ; on ne parvint pas à s'entendre.

Enfin, le 3 juillet 1825, débarquait à Port-au-Prince M. le baron de Mackau, capitaine de vaisseau commandant la frégate *Circé*, porteur d'une ordonnance de Charles X, en date du 17 avril, par laquelle la France reconnaissait l'indépendance pleine et entière de la République d'Haïti, moyennant une indemnité de 130 millions pour les anciens colons (1).

Le principe de cette indemnité était-il juste ?

Du moment que l'esclavage était un fait *légal*, autorisé, encouragé par les gouvernements, on peut soutenir, jusqu'à un certain point, que les possesseurs d'esclaves étaient de bonne foi, leur iniquité s'appuyant sur l'autorité du législateur.

Mais qui devait supporter la charge de l'indemnité ? Aucun homme capable de raisonner logiquement n'hésitera à répondre : *la métropole*. Nous retrouverons cette question d'indemnité, au chapitre consacré à l'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises.

(1) Ce chiffre fut réduit plus tard à 60 millions.

CHAPITRE VII

LA LUTTE POUR L'ABOLITION DE L'ESCLAVAGE

Les horreurs de la traite et de l'esclavage aux colonies déshonorèrent l'humanité pendant trois siècles et demi, avec la participation avouée ou la complicité hypocrite des rois chrétiens ; mais nous devons à la vérité de reconnaître que la Papauté — c'était d'ailleurs son devoir strict, fit, dès le début, de sincères efforts pour combattre la réapparition de cet abominable fléau social.

Le 7 octobre 1462, Pie II adressait à un évêque partant pour la Guinée un bref où il lui ordonnait de s'élever avec force contre les chrétiens coupables d'entraîner les néophytes en servitude (1).

Le 24 juin 1493, Innocent VIII envoya aux premiers missionnaires chargés d'évangéliser l'Amérique une bulle dans laquelle il ratifie la prise de possession du Nouveau-Monde, à la condition que les souverains d'Espagne répandissent les bienfaits de la religion chez les idolâtres. Le Pape recommandait surtout de bien traiter les indigènes.

Léon X, en 1524, déclare, du haut de la chaire pontificale, que « non seulement la religion chrétienne, mais encore la nature proteste contre l'état d'esclavage ».

Paul III, dans un bref retentissant promulgué en 1537, affirme solennellement que « tous les hommes, quels qu'ils soient, ont un triple droit : le droit d'être maîtres de leur personne, le droit de vivre en société d'après leurs lois, le droit d'acquérir et de posséder » ; et il « appelle la malédiction du ciel sur les Européens qui asserviraient les Indiens ou toute autre catégorie d'hommes ».

(1) Bancroft, t. I, p. 80. Cardinal Lavigerie, *Documents sur la fondation de l'œuvre antiesclavagiste*, p. 20.

Le 22 avril 1639, Urbain VIII défend « de priver les noirs de leur liberté, de les vendre ou de les acheter, de les enlever à leur patrie, à leurs femmes et à leurs enfants, de les dépouiller de leurs propriétés. »

En 1741, Benoît XIV répète les mêmes prohibitions, dans une bulle adressée aux évêques du Brésil, et il écrit à Jean, roi de Portugal : « Des hommes qui se disent chrétiens oublient les sentiments de charité répandus dans nos cœurs par le Saint-Esprit, au point de réduire en servitude les malheureux Indiens, les peuples des côtes du Brésil et autres régions... L'inhumanité qu'on déploie contre eux est la principale cause qui détourne ces peuples d'embrasser la foi du Christ, en ne la leur faisant envisager qu'avec horreur. »

Pie VII, au Congrès de Vienne (février 1815), engagea les princes confédérés de l'Europe à prendre des mesures pour que la traite des noirs fût complètement abolie.

Grégoire XVI, en 1840, fit des reproches sévères à ceux qui oubliaient, sur ce point, les lois de l'humanité ; « il renouvela les décrets portés et les peines établies par le Siège apostolique ». (A. Cochin, Lavigerie.)

Enfin Léon XIII, par sa belle encyclique *In plurimis* adressée, le 5 mai 1888, à l'épiscopat brésilien et par la croisade africaine qu'il a inspirée au zèle du cardinal Lavigerie, a continué avec autorité la tradition anti-esclavagiste laissée à l'Eglise par Jésus-Christ lui-même.

Ce sont là, certes, des faits indéniables ; mais peut-être avons-nous le droit de regretter que l'Eglise catholique, en prêchant aux esclaves la soumission et la résignation (1), ait détendu dans leur âme le ressort de l'initiative virile

(1) En général, tout l'Evangile enseigné aux noirs consistait en un commentaire des textes sur la patience ; il n'était point question devant eux de textes sur l'égalité, qui foisonnent pourtant dans les livres saints. Les pauvres esclaves, ainsi gagnés à la piété, finissaient par *aimer* leur état servile, comme les anciens martyrs aimaient leurs chaînes.

jusqu'à le briser presque, et ait contribué ainsi à perpétuer l'odieux état de choses qu'elle réprouvait si justement ; car cette résignation même fut invoquée plus tard comme une preuve de la prédestination des noirs à la servitude. Nous devons surtout déplorer que tant de prêtres des colonies soient entrés en compromission avec les possesseurs d'esclaves. « Qui pourrait n'être pas indigné, dit avec raison Grégoire, quand on voit des missionnaires parler aux esclaves du *tort* que leur fuite et leur exemple causent à leurs maîtres ? »

« La religion catholique », écrit de son côté Augustin Cochin, « n'a pas propagé l'esclavage, mais c'est un malheur déplorable qu'elle ne l'ait pas plus sévèrement réprouvé et qu'elle ait fini par l'accepter scandaleusement pour son propre usage (1). La religion a été la première victime de cette faute, et le clergé l'a douloureusement expiée (2), car l'esclavage a corrompu les prêtres et, même sans les cor-

(1) *Extrait des procès-verbaux de la Compagnie des Isles* (Séance du 5 mai 1643) :

« Les religieux de Saint-Domingue, résidant en l'isle de la Guadeloupe, demandent douze nègres pour le service de leurs deux maisons... La Compagnie demandera au sieur Houel, gouverneur de ladite isle, que des premiers nègres qui viendront il donne quatre auxdits religieux... »

» Et sur la proposition desdits religieux de pouvoir avoir un lot de nègres qui seront exposés en vente, quand il en arrive en ladite isle, en les payant au prix des autres, en sera écrit audit sieur Houel pour donner liberté aux religieux d'acheter des nègres, ainsi que les autres particuliers. » (*Archives des Colonies*).

(2) « Des prêtres ayant été expulsés sur la plainte de quelques colons, sous prétexte qu'ils inculquaient aux nègres des idées de liberté, les préfets apostoliques recommandèrent à leurs subordonnés de s'abstenir de toute allusion au sujet de la liberté. »

Par contre, « dans plusieurs colonies, et notamment à la Martinique, les noirs ont fini par regarder les prêtres comme chargés d'une mission dont le but était de les tromper et de défendre exclusivement les intérêts des maîtres. C'est peut-être à cela qu'il faut attribuer leur incrédulité actuelle. » (*Rapport de la Commission d'abolition de l'esclavage présidée par M. le duc de Broglie.*)

rompre, il a gêné leur prédication, faussé leur situation (1), avili leur ministère (2). »

Si les protestations de l'Eglise demeurèrent sans effet contre l'esclavage des noirs, la philosophie antique et la science contemporaine portent la honte de l'avoir approuvé, par la voix ou les écrits de leurs plus illustres représentants.

« Tous les grands esprits, dit Wallon, étaient autrefois d'accord pour justifier et pratiquer l'esclavage. En Grèce, Platon l'a légitimé au nom de la politique ; Aristote, au nom de l'histoire naturelle ; Epicure, au nom de la volupté ; Zénon, au nom de l'indifférence stoïque ; Thucydide, au nom de l'histoire ; Xénophon, au nom de l'économie sociale. Ancien esclave, Epictète reste à peu près insensible aux maux de ses pareils. Euripide n'éprouve pas, à la vue de ces infortunés, la plus fugitive émotion ; Aristophane croit plaisant de nous montrer Caron leur refusant sa barque, et le vieil Hésiode avait froidement écrit que « l'esclave est au riche ce que le bœuf est au pauvre ». A Rome, Caton assimile les esclaves au bétail de son étable. Varron les énumère au nombre des instruments de travail (3) ; Cicéron s'excuse de trop regretter un esclave, Pline les compare aux frelons ; Lucrèce s'en soucie à peine, Horace s'en moque, Plaute les nomme une race bonne pour la chaîne (*ferratilè genus*) ;

(1) Il convient d'ajouter que si des prêtres et des évêques méconnaissent leur caractère évangélique au point de posséder des esclaves, on en vit d'autres se dévouer jusqu'à se vendre eux-mêmes pour les affranchir. Et c'est avec un pieux respect que l'on doit citer le nom des Claver et des Libermann.

(2) On eut la tristesse de lire, à la porte des églises, des affiches de ce genre : « *A l'issue de la messe, il sera procédé à la vente de telle négresse, enceinte, avec ses enfants* », etc. (A. Cochin, t. II, p. 433).

(3) Le texte de Varron est particulièrement cynique : « *Instrumenti genus vocale et semi-vocale et mutum ; vocale, in quo sunt servi ; semi-vocale, in quo sunt boves ; mutum, in quo sunt plautra.* » (*De re rustica*, I, XVII, 1).

Sénèque et Marc-Aurèle leur offrent des consolations stériles. »

Deux textes de Papinien, qui écrivait sous Septime Sévère, nous apprennent que le prix légal d'un esclave à Rome était de 28 pièces d'or ou 500 deniers. Quelle indemnité était due à un maître dont on avait tué un esclave ? La même que pour un bœuf ou une mule, répond la loi Aquilia (*Idem juris est, si quis ex pari mularum unam occiderit*. — Gaius, *Inst.* III, 211, 218). Pour punir l'esclave qui commettait une faute, on avait le choix entre le bâton, la chaîne, la fourche, la mort par la hache, le précipice, le gibet, la poix brûlante et la croix.

Si tel était le droit, que devaient être les mœurs ? Sauf de rares exceptions, quand tout est permis, tout est pratiqué ; la perversité humaine va même au delà de ce qui est licite. Les témoignages surabondent. Pour ne rappeler qu'un souvenir, le fragment de vers tant cité, *sic volo, sic jubeo*, de Juvénal, a trait (beaucoup de lettrés l'ignorent peut-être) à un esclave condamné au supplice de la croix ; voici, d'ailleurs, le texte complet :

*Pone crucem servo. — Meruit quo crimine servus
Supplicium? Quis testis adest? Quis detulit? Audi!
Nulla unquam de morte hominis cunctatio longa est!
— O demens! ita servus homo est! Nil fecerit, esto!
Sic volo, sic jubeo, sit pro ratione voluntas.*

— « Une croix pour cet esclave ! » — Par quel crime a-t-il mérité
Le supplice ? Quels sont les témoins ? Qui l'a dénoncé ? Ecoute un
peu !

Jamais on n'attend trop pour décider la mort d'un homme. »

— « Fou ! est-ce qu'un esclave est un homme ? Il n'a rien fait, soit !
Je le veux, je l'ordonne : pas d'autre raison que ma volonté ! » (1)

Quelques rares auteurs de l'antiquité ont manifesté des sentiments plus humains à l'égard des esclaves. Aristote, avec

(1) Juvénal, II, 219-223. Traduction du poète Marc Legrand, le distingué directeur de la *Revue du Bien dans la vie et dans l'art*.

une bonne foi dont on doit lui savoir gré, a lui-même cité des philosophes inconnus qui combattaient sa doctrine de l'esclavage (1). Plutarque blâma les rigueurs de Caton : Sénèque a écrit de très nobles pages sur l'égalité ; quelques empereurs romains, tels que les Antonins, Claude, Dioclétien, qui était lui-même un affranchi, ont édicté des mesures protectrices en faveur de l'esclavage. Mais que sont ces faibles vestiges, ces velléités de répression, contre l'unanimité des doctrines et l'universalité de l'usage ? Ces sages et ces quelques rois philosophes, que nous venons de citer, ont-ils conformé leur vie à leur foi philanthropique ? Ont-ils, de leur vivant, affranchi leurs esclaves (2) ? Ont-ils changé les lois ? Ont-ils attaqué l'institution comme un crime social ? Non. Tous étaient pénétrés de la doctrine d'Aristote : « L'esclave est la propriété illimitée et sans restriction de son maître... Il existe deux sortes d'hommes dont le sort est marqué dès la naissance : les uns sont naturellement libres, les autres naturellement esclaves, et pour ces derniers l'esclavage est aussi utile qu'il est juste... L'animal engendre un animal, et l'esclave un esclave (3). »

La renaissance de l'esclavage, au xv^e siècle, eut pour

(1) On a essayé de démontrer de nos jours que l'esclavage était une nécessité dans l'antiquité. Il faudrait, pour apprécier sainement la question, qu'il y eût à cette époque le système du travail libre organisé parallèlement à celui de l'esclavage.

(2) Il y eut un assez grand nombre d'affranchissements dans les derniers temps de l'antiquité romaine, mais c'est à tort qu'on en ferait honneur à la générosité d'âme des patriciens. En réalité, les maîtres ne s'imposaient pas un bien lourd sacrifice ; ils devenaient, en effet, patrons de l'ex-esclave, gagnant à cela de ne plus le nourrir, tout en ayant la faculté, grâce aux *jura patronus*, de se servir des affranchis comme d'une source de revenus. Ces *jura patronus*, qui permettaient de louer et de placer les libérés, pouvaient être légués. (Digeste, *De operis liberorum*, liv. 26, § 3). On abusa tellement de cette exploitation à Rome, que le jurisconsulte Gaius demanda qu'on laissât à l'affranchi « au moins le temps et le bénéfice nécessaires pour vivre ».

(3) Aristote, *Politique*.

résultat de faire revivre les doctrines favorables au crime de lèse-humanité. *Magister dixit* ! Aristote régnait en maître sur les esprits. Il faut toutefois mentionner, comme une noble exception, le grand juriste français Jean Bodin, qui, au xvi^e siècle, alors que la pratique de l'esclavage était redevenue universelle, l'attaqua vigoureusement, en réfutant la théorie d'Aristote, tant au point de vue du juste que de l'utile (1).

Au xvii^e siècle, Grotius, le célèbre juriconsulte hollandais, fondateur du droit des gens, embrasse la défense de l'esclavage, qu'il proclame une institution légitime ; son disciple Puffendorf professe la même opinion. Bossuet lui-même ne dit qu'un mot, en passant, sur l'origine de l'esclavage par la guerre, et ce mot est une approbation (2)

Au xviii^e siècle, Voltaire se moque de l'esclavage et... aussi de l'esclave : il prend des intérêts dans une Société coloniale. Montesquieu, « le père de la sociologie », consacre bien à l'esclavage dix-neuf chapitres de son monumental ouvrage sur *l'Esprit des lois*, mais son ironie est si fine que de savants esprits ont pu s'y méprendre et le considérer comme un partisan de l'esclavage (3). Rousseau, Mably et Siéyès

(1) Deschamps, *Hist. des doct. écon.* (Cours de doctorat, 1897-98).

(2) « L'esclave ne peut rien contre personne qu'autant qu'il plaît à son maître ; les lois disent qu'il n'a point de tête, *caput non habet*, c'est-à-dire que ce n'est pas une personne... De condamner cet état, ce serait non seulement condamner le Droit des gens où la servitude est admise, comme il paraît par toutes les lois ; mais ce serait condamner le Saint-Esprit qui ordonne aux esclaves, par la bouche de saint Paul, de demeurer en leur état et n'oblige point les maîtres à les affranchir. » (1. Corinth., VII, 24, Ephés., VI, 7), Bossuet, 5^e *avertiss. sur les lettres de M. Jurieu*, édit. Didot, 1841, t. IV, p. 404.

(3) Ch. Giraud, *Mémoire à l'Académie des Sciences morales sur l'esclavage des nègres*. Voici le passage de Montesquieu que M. Giraud a en vue :

« Si j'avais à soutenir le droit que nous avons eu de rendre les nègres esclaves, voici ce que je dirais :

» Les peuples d'Europe, ayant exterminé ceux de l'Amérique, ils

furent plus catégoriques dans leurs protestations. (Voir *l'Histoire du Droit Public*, par Esmein.)

Ce n'est pas à la Révolution française qu'est due l'abolition de la traite, car « on trouve encore les nègres au nombre des denrées coloniales, dans la *Balance du commerce*, en 1789, en 1790 et en 1791 ». L'assemblée législative, par une loi du 11 août 1792, supprima la prime accordée à la traite et la Convention renouvela cette suppression ; mais l'esclavage florissait toujours aux colonies et, bien loin de songer à l'amélioration du sort de l'esclave, les agents supérieurs de la République entre-aidaient refouler tout espoir de libéra-

ont dû mettre en esclavage ceux de l'Afrique, pour s'en servir à défricher tant de terres.

» Le sucre serait trop cher, si l'on ne faisait travailler la plante qui le produit par des esclaves.

» Ceux dont il s'agit sont noirs depuis les pieds jusqu'à la tête ; et ils ont le nez si écrasé, qu'il est presque impossible de les plaindre.

» On ne peut se mettre dans l'esprit que Dieu, qui est un être très sage, ait mis une âme, surtout une âme bonne, dans un corps tout noir...

» Il est impossible que nous supposions que ces gens-là soient des hommes, parce que, si nous les supposions des hommes, on commencerait à croire que nous ne sommes pas nous-mêmes chrétiens.

» De petits esprits exagèrent trop l'injustice que l'on fait aux Africains : car, si elle était telle qu'ils le disent, ne serait-il pas venu dans la tête des princes d'Europe, qui font entre eux tant de conventions inutiles, d'en faire une générale en faveur de la miséricorde et de la pitié ? » (*Esprit des Lois*, liv. XV, ch. V).

Nous croyons, quant à nous, que Montesquieu condamnait l'esclavage, et notre conviction s'étaie sur le texte très clair de divers passages tirés des chapitres qui précèdent celui que nous venons de citer, — de ceux-ci, par exemple :

« L'esclavage proprement dit est l'établissement d'un droit qui rend un homme tellement propre à un autre homme, qu'il est le maître absolu de sa vie et de ses biens. *Il n'est pas bon par sa nature ; il n'est utile ni au maître ni à l'esclave* : à celui-ci, parce qu'il ne peut rien faire par vertu ; à celui-là, parce qu'il contracte avec ses esclaves toutes sortes de mauvaises habitudes, qu'il s'accoutume insensiblement à manquer à toutes les vertus morales, qu'il devient fier, dur, colère, voluptueux, cruel. » (Liv. XV, ch. I).

« *L'esclavage est, d'ailleurs, aussi opposé au Droit civil qu'au*

tion. Un Villaret, capitaine-général de la Martinique et de Sainte-Lucie, écrivait, le 19 brumaire an II, au commissaire du gouvernement à Fort-de-France :

« *Le gouvernement français a reconnu que les systèmes philosophiques sur la nécessité d'étendre et de généraliser l'instruction, convenables sans doute à l'éducation d'un peuple libre, sont incompatibles avec l'existence de nos colonies, qui repose sur l'esclavage et la distinction des couleurs...* Une expérience déplorable a prouvé que l'abus des lumières est souvent le principe des révolutions et que l'ignorance est un lien nécessaire pour des hommes enchaînés par la violence ou flétris par les préjugés... *J'ai donc jugé nécessaire, et je vous ordonne expressément de faire fermer toutes les écoles publiques où sont admis les nègres et les gens de couleur.* »

Le 16 pluviôse de la même année (4 février 1794), la Convention nationale, ainsi que nous l'avons relaté, décrétait l'abolition de l'esclavage. Il ressort du procès-verbal même de la séance que cette tardive mesure de justice a été prise, d'une part, pour prévenir un soulèvement général des nègres de Saint-Domingue qui, depuis trois ans, revendiquaient, les armes à la main, leur droit à la liberté ; d'autre part, pour accroître les moyens de défense des colonies françaises contre l'Angleterre, qui était sur le point de s'en emparer (1).

Droit naturel. Quelle loi civile pourrait empêcher un esclave de fuir, lui qui n'est point dans la société, et que par conséquent aucune loi civile ne concerne ? » (Ch. II).

« J'aimerais autant dire que la religion donne à ceux qui la professent un droit de réduire en servitude ceux qui ne la professent pas, pour travailler plus aisément à sa propagation.

» Ce fut cette manière de penser qui encouragea les destructeurs des peuples de l'Amérique dans leurs crimes. C'est sur cette idée qu'ils fondèrent le droit de rendre tant de peuples esclaves, *car ces brigands, qui voulaient absolument être brigands et chrétiens, étaient très dévots.* » (Liv. XV, ch. IV).

Inutile de dire que c'est nous qui avons souligné les membres de phrase corroborant notre opinion.

(1) Il a été dit précédemment (chapitre V), qu'un membre de la Convention ayant demandé que l'heureuse nouvelle de l'abolition de

D'ailleurs, la France ne persévéra pas dans cette voie d'équité ; huit ans après, Bonaparte, nous l'avons vu, rétablissait l'esclavage aux colonies, par la loi du 30 floréal an X (1). On sait que la conséquence de cette iniquité fut la perte de Saint-Domingue, la plus prospère des colonies de la France (2).

l'esclavage fût portée immédiatement aux colonies par des avisos spécialement expédiés à cet effet, Danton s'y était opposé. Voici la partie essentielle de son discours :

DANTON... « Il existe entre l'esclavage et la liberté un passage délicat et difficile à franchir. On vous propose d'envoyer sur le champ un avis pour faire connaître la loi bienfaisante que vous avez rendue. Je m'y oppose, et je demande le renvoi de cette proposition au Comité de salut public, qui vous présentera ses vues... Citoyens, *c'est aujourd'hui que l'Anglais est mort!* (vifs applaudissements). Pitt et ses complots sont déjoués! L'Anglais voit s'anéantir son commerce!... » (*Choix de rapports et de discours prononcés à la tribune nationale depuis 1789*. Paris, 1821, t. XIV.)

(1) « A la séance du Corps législatif, le 27 floréal an X, les conseillers d'Etat Dupuy, Brun et Dessoles, précédés d'un message des Consuls, présentèrent le projet suivant :

Art. 1^{er}. — Dans les colonies restituées à la France, en exécution du traité d'Amiens, en date du 6 germinal an X, l'esclavage sera maintenu conformément aux lois et règlements antérieurs à 1789.

Art. 2. — Il en sera de même dans les autres colonies françaises au-delà du Cap de Bonne-Espérance.

Art. 3. — La traite des noirs et leur importation dans lesdites colonies auront lieu conformément aux lois et règlements existant avant ladite époque de 1789. »

(*Moniteur* du 28 floréal an X, p. 790.)

Thiers, dans son *Histoire du Consulat et de l'Empire*, ne fait pas la moindre allusion à cette loi odieuse. Cet oubli est regrettable pour la mémoire même de l'historien; le *Journal Officiel*, fort heureusement, nous met en mesure de rendre à César ce qui appartient à César...

Le projet fut adopté par 211 voix contre 63, le même jour où fut proposée l'institution de la Légion d'honneur.

(2) « Je voudrais pouvoir louer la suppression de l'esclavage décrétée en l'an X », écrit le maître des requêtes A. de Gasparin. « Mais comment penser qu'il fût le résultat d'une conviction sérieuse et raisonnée, quand on voit la Convention, quelques jours auparavant, s'occuper d'établir l'égalité entre les blancs et les hommes de couleur, et ne pas dire un mot de l'affranchissement des esclaves? Comment

Cette défaillance morale du gouvernement français fit passer à l'Angleterre l'honneur de l'initiative qui aboutit enfin à la suppression de la traite d'abord, puis à l'abolition de l'esclavage lui-même. En réalité, c'est à la Suède et au Danemark que revient la gloire d'avoir élevé la première protestation officielle contre ce double crime de lèse-humanité. Ces deux petits Etats, par un acte de 1792, ont devancé de quinze ans l'Angleterre. Mais la Grande-Bretagne, disposant de moyens plus puissants, mit une influence plus décisive au service de cette sainte cause.

Le triomphe pacifique de la justice est dû, en définitive, au dévouement de quelques philanthropes chrétiens dont les noms s'imposent à la vénération de tous les hommes de bien : Wilberforce, Clarkson, Granville-Sharp, Buxton et quelques pasteurs obscurs (1). C'est de 1780 à 1799 et de 1800 à 1805, qu'eut lieu la persévérante agitation de Wilberforce et de Clarkson ; c'est en 1807 qu'elle aboutit. Ils durent présenter jusqu'à sept fois le bill d'abolition de la traite, avant qu'il ne fût adopté.

oublier qu'au moment où la France donnait la liberté aux nègres des colonies, ces colonies cessaient presque toutes de lui appartenir ? Comment oublier que le décret n'a été qu'une sanction donnée, après coup, à l'affranchissement général que les Commissaires de la Convention avaient été forcés de proclamer à Saint-Domingue ?

» Mais, ce que je voudrais surtout pouvoir taire, c'est que l'esclavage, aboli précipitamment, a été rétabli avec calme et maturité ! Oui, il existe une loi de 1802, une loi rendue au commencement du dix-neuvième siècle, une loi antérieure de quelques années à peine à la première des grandes mesures que l'Angleterre a adoptées ; et cette loi rétablit l'esclavage, cette loi rétablit la traite ! Nos enfants ne voudront pas le croire. Il faut qu'ils le sachent cependant. » (*Esclavage et traite*, p. 5.)

(1) William Wilberforce était encore sur les bancs de l'école à Poklington, lorsqu'il écrivit pour la première fois contre la traite, qu'un concile, tenu à Londres sous la présidence de Saint-Anselme, avait interdit en 1102, huit cents ans avant que le même objet fût débattu dans la même ville en séance du Parlement (*The life of W. Wilberforce, by his sons Robert and Samuel*. London, 1838).

Au Congrès de Vienne, le 8 février 1815, une déclaration solennelle contre la traite fut signée au nom de l'Angleterre, de l'Autriche, de la France, du Portugal, de la Prusse, de la Russie, de l'Espagne et de la Suède.

En 1818, au Congrès d'Aix-la-Chapelle et en 1822, au Congrès de Vérone, les cinq grandes Puissances répètent les mêmes déclarations, mais le criminel trafic n'en continua pas moins (1).

Il fallut vingt-sept années pour persuader le Portugal. L'Angleterre, par une convention du 21 janvier 1815, lui promit la remise d'une ancienne dette et 300.000 livres sterling pour indemniser les négriers portugais antérieurement saisis par les croiseurs.

Avec l'Espagne, la lutte dura 21 ans ; le gouvernement britannique offrit une indemnité de 400.000 livres sterling (convention du 23 septembre 1817).

La France, au traité de Paris du 30 mai 1814, accepta le principe de l'abolition de la traite. Le 29 mars 1815, Napoléon, revenant de l'île d'Elbe et sollicitant la popularité par tous les moyens possibles, décréta cette abolition pendant « les cent jours ». Mais le gouvernement de la Restauration refusa d'entrer dans une ligue, préconisée par l'Angleterre pour assimiler la traite à la piraterie et frapper d'interdit les produits des colonies à esclaves. On se borna à prononcer (loi du 25 avril 1825) la peine de l'amende, de l'emprisonnement et de la déportation contre les Français engagés dans ce honteux trafic. Un traité, accordant le droit de visite réciproque, fut conclu avec l'Angleterre en 1831, puis en 1833 ; un autre du même genre, intervenu en 1841 entre les

(1) Au congrès de Vérone, Wellington, l'un des plénipotentiaires anglais proposa l'enregistrement des esclaves comme un sûr moyen d'arrêter la traite. Le duc de Montmorency et *Châteaubriand* repoussèrent la proposition, au nom de la France ; « ils parlèrent du droit de propriété... » (A. de Gasparin, *op. cit.*, p. 222). — L'auteur du *Génie du Christianisme* s'affirmant esclavagiste en plein congrès international, quelle décevante inconséquence !

grandes puissances, ne fut pas ratifié par la France. Une dernière convention, signée le 28 mai 1845, ne fut pas renouvelée à l'expiration, et le *statu quo* se maintint jusqu'en 1848.

Le gouvernement le plus coupable fut celui des Etats-Unis, qui, bien que l'abolition de la traite figurât dans le texte de sa Constitution (1), se refusa à toute convention sur ce point, malgré huit propositions de traités qui lui furent adressées

(1) Lorsque les fondateurs de la République des Etats-Unis rédigèrent la constitution du 17 septembre 1787, qui régit encore le peuple américain, Jefferson proclama en termes solennels « *que les hommes ont tous été créés égaux et doués par le Créateur de droits inhérents et inaliénables, parmi lesquels la liberté* » ; il voulut ajouter un article condamnant l'esclavage, mais sa motion fut repoussée à la majorité d'une seule voix.

Les intérêts l'emportèrent dès lors, comme depuis, sur les convictions des plus illustres pères de la liberté américaine. Washington n'affranchit ses esclaves que par testament. L'abbé Grégoire rapporte un fait bizarre : « Un auteur anglais, Edward Rusthon, adressa, en 1797, à Washington une lettre où il déplorait la contradiction qu'offrait sa conduite et les principes républicains dont il s'était constitué le défenseur ; Washington lui renvoya la lettre *enveloppée d'un papier noir*. » (*Poems and other writings by the late Edward Rusthou*. London, 1824, p. 469).

Cependant depuis le 4 juillet 1799, tous les enfants d'esclaves, à New-York, naissaient libres. Franklin écrivit contre l'esclavage, Jay et d'autres grands hommes le réprouvaient également ; mais, dans la crainte de rompre le lien alors si fragile de la fédération, ils n'insistèrent pas, et le « monstrueux hymen de la liberté et de la servitude fut consacré. » On déguisa, comme une action honteuse, cette disposition dans le silence évasif d'un sous-entendu. Le mot d'*esclavage* ne souille, en effet, aucun article de la Constitution américaine. On laissait prévoir l'abolition de la traite pour l'année 1808, par ces termes de l'article 1^{er}, section IX, § 1 : « La migration ou l'importation de telles personnes dont l'admission peut paraître convenable aux Etats actuellement existants, ne sera point prohibée par le Congrès avant l'année 1808. » Dans l'article 1^{er}, sect. II, § 3, qui distribue les représentants au prorata de la population, on lit qu'au nombre total des personnes libres, il sera ajouté trois cinquièmes de *toutes autres personnes*. « Un étranger, disait Channing, pourrait lire la Constitution sans soupçonner que l'esclavage existe parmi nous. »

En 1820, un *act* du Congrès assimile la traite à la piraterie et la punit de la peine capitale. Jamais cette loi ne fut appliquée.

par l'Angleterre, de 1819 à 1841, et les résolutions formelles du Congrès en 1821 (1).

Par un traité du 9 août 1842, le gouvernement de Washington finit par s'obliger, conjointement avec la Grande-Bretagne, à entretenir une croisière de surveillance à la côte d'Afrique (2).

Après avoir agi sur les acheteurs, l'Angleterre, pour compléter son œuvre humanitaire, porta les vendeurs d'esclaves à y adhérer. Sans violence, en traitant avec eux selon les règles du droit des gens, le gouvernement britannique signa des conventions avec les chefs de la Gambie, du Niger, de la Côte-d'Ivoire et de l'Esclavonie, de Sierra-Leone, du Congo, du Gabon, et enfin avec le roi de Madagascar et l'iman de Mascate (3).

(1) « Les cinq sixièmes des négriers qui arrivent à Cuba, dit le *Boxton Express* (17 décembre 1838), sont équipés dans les ports des Etats-Unis ; une seule maison de New-York reçut pour sa part de ce trafic 1.250.000 fr. » Le gouverneur de Libéria écrivait, de son côté, en 1839 : « Jamais le pavillon américain n'a été employé sur une aussi vaste échelle que maintenant par les pirates, pour commettre des attentats contre l'humanité. Il est probable que plus des trois quarts des vaisseaux abordés par les croiseurs anglais, et reconnus comme négriers, sont protégés par des papiers et par le pavillon américains. »

(2) L'Angleterre traita successivement, et plus aisément, avec la Hollande (4 mars 1818, 31 décembre 1822, 25 janvier 1823, 7 février 1837) ; avec la Suède (6 novembre 1824, 15 juin 1835) ; le Danemark, le premier Etat qui ait aboli effectivement la traite (26 juillet 1835) ; avec la Sardaigne (8 août 1834) ; la Colombie (18 avril 1825) ; Buenos-Ayres (février 1825, 7 août 1841) ; le Mexique (26 décembre 1826, 29 juillet 1841) ; la Toscane et les villes hanséatiques (respectivement, le 24 novembre et le 9 juin 1836) ; le Pérou et la Bolivie (5 juin 1897, 28 septembre 1840) ; le royaume de Naples (14 février 1838) ; avec Haïti (23 décembre 1839) ; le Venezuela (15 mars 1839) ; l'Uruguay (13 juin 1839) ; le Chili (13 janvier 1839, 3 août 1841) ; avec la Nouvelle Grenade et l'Equateur, en 1841 ; avec la Russie, la Prusse et l'Autriche (dont les navires transportaient en Turquie des noirs de Barbarie), le 19 février 1842 ; avec le Texas, le 18 juin 1842.

(3) Dans un de ces traités nous trouvons la clause suivante : « Pour compenser la perte de revenu que doit occasionner au roi X... l'abo-

Un comité d'enquête, nommé en 1853 par la Chambre des Communes, constatait qu'il y avait à cette date, entre l'Angleterre et les autres puissances civilisées, 26 traités en vigueur pour la suppression de la traite, et 65 conventions avec des chefs africains (1).

Quel a été le résultat de tant d'efforts et de persévérance ?

On a beaucoup contesté, en Angleterre même, les bons effets de l'abolition du trafic des nègres. « Nous avons dépensé, a déclaré le *Times*, des sommes énormes, 4 ou 500 millions, pour arriver à quoi ? A faire payer plus cher le sucre et les nègres ».

La *Société pour l'abolition de l'esclavage* elle-même, fondée en 1839 par Fowell Buxton, réclama plus tard la suppression des croisières à la côte d'Afrique (2), en prétendant qu'on dépensait « près de 20 millions par an, pour compromettre la vie de braves marins et rendre plus cruel le sort des nègres, à cause de l'embarras de les cacher et de les transporter clandestinement ». Avant la traite, disait-on, les chefs africains sacrifiaient leurs prisonniers ; grâce à la traite, ils les vendaient à de charitables Européens ; depuis l'abolition de la traite, ils sont de nouveau conduits à les tuer.

Livingstone, établi en Afrique et bien placé pour contrôler

lition de la traite, le lieutenant Y... s'oblige, au nom de S. M. Britannique, à remettre, chaque année, pendant cinq ans, audit roi X... les articles suivants :

« Soixante fusils, cent pièces de drap, deux barils de poudre, deux *punches* de rhum, un habit écarlate avec épaulettes, une épée. »

(1) Peut-être doit-on rattacher à ces conventions spéciales l'origine des traités de protectorat, dont les clauses devaient acquérir dans la suite une si grande élasticité politique.

(2) La croisière anglaise captura, de 1837 à 1847, *six cent-trente-quatre* navires négriers à destination du Brésil et de Cuba. Les croiseurs français firent beaucoup moins de prises, parce que le gouvernement français n'ayant pas de traités spéciaux avec les différentes nations, ils ne pouvaient saisir les négriers qu'en cas de *piraterie* dûment caractérisée, et aussi, pour dire toute la vérité, parce que beaucoup de Français se livraient encore à cette époque au trafic des nègres (Nantes était le principal port d'armement).

ces affirmations intéressées, les dément nettement dans une lettre adressée, le 19 mars 1856, à lord Clarendon : « Un certain docteur Brysson, dit-il, a écrit que les mesures prises pour réprimer la traite n'avaient fait qu'en accroître les horreurs. On m'a gravement affirmé aussi que les Maravi tuaient maintenant leurs captifs, qu'autrefois ils gardaient pour vendre aux blancs. Je puis affirmer à votre Seigneurie qu'une pareille assertion ne peut venir d'un homme mêlé, comme je le suis, aux marchands d'esclaves dans le pays même où s'en fait le commerce; elle est répandue par ceux qui ont intérêt au trafic. Dans la partie étendue de l'Afrique que je connais, *les guerres sont maintenant très rares; elles étaient provoquées évidemment par la traite...* Le commerce des esclaves, en enlevant toute possibilité d'industrie, est la cause de l'état complet de ruine où se trouvent l'Est et l'Ouest de l'Afrique. »

Les colonies ont-elles souffert de la suppression de la traite? Leur production a-t-elle baissé? Nullement, répond Augustin Cochin, et il le prouve par le tableau comparatif de l'exportation du sucre dans les colonies anglaises avant et après l'abolition (1). Seulement, le nègre devint plus cher, le travail servile augmenta de prix et, par suite, l'esclave fut mieux traité. L'abolition de la traite eut enfin un autre résultat, appréciable entre tous, celui de démontrer l'absolue nécessité de frapper l'esclavage lui-même pour arriver à supprimer complètement les horreurs de la traite. C'est, en effet, une vérité économique qui n'a pas besoin d'être démontrée : « tant qu'on est sûr de vendre très cher une marchandise, on trouve toujours moyen de se la procurer ».

La suppression de l'esclavage était bien la secrète pensée des immortels promoteurs de l'abolition de la traite; ils le

(1) *Exportation du sucre des Indes Occidentales anglaises :*

Avant l'abolition de la traite, en 1801-1806	1,138,390,736 kil.
Après l'abolition — 1817-1822	1,141,197,628 »
— — 1823-1828	1,171,831,526 »
— — 1829-1834	1,190,990,566 »

(*Revue coloniale*, mars 1845, p. 262).

déclaraient déjà en 1792. Mais, nous apprend Wilberforce lui-même dans son mémoire adressé au tsar Alexandre, un double motif les retenait : « ils espéraient que, faute de pouvoir se recruter, l'esclavage s'éteindrait comme un ruisseau se dessèche quand la source est tarie ; ils croyaient, en outre, qu'il était sage d'arriver à la liberté par des améliorations graduelles ». Tel était encore l'ascendant de ces idées en 1823, lorsque Buxton proposa formellement l'abolition de l'esclavage à la Chambre des Communes, qu'il n'osa parler que d'abolition graduelle et que Lord Canning, adhérant au nom du gouvernement à cette proposition, l'amenda par une rédaction où le mot de *liberté* n'est pas prononcé et où le mot *abolition* est remplacé par « *promesse de mesures décisives et efficaces pour améliorer le sort de la population esclave.* »

Pas une colonie n'accepta pacifiquement ou complètement ces dispositions, pourtant si timides. Et, comme les espérances des esclaves n'étaient pas moins poussées à bout que les résistances des maîtres, il y eut des révoltes, des incendies et des exécutions en masse.

Le gouvernement anglais dut exiger de ses colonies ce qu'il désespérait d'obtenir de bon gré : il commença par donner l'exemple, en affranchissant tous les esclaves du domaine de la Couronne (12 mars 1831).

Huit mois après, le 2 novembre 1831, un ordre en Conseil développait toutes les mesures énoncées dans le projet de 1823 (1).

Les maîtres protestèrent contre ce qu'ils appelaient la violation de leur « légitime propriété ». Songez donc ! la loi prescrivait au colon l'heure à laquelle « sa propriété » devait

(1) Entre autres dispositions, l'esclave fut déclaré apte à ester en justice « et à posséder toutes choses, sauf des bateaux, instruments de fuite, ou des armes à feu et des munitions, instruments de révolte, ou d'autres esclaves, par un honteux oubli de ses propres espérances ».

se lever et se coucher; elle décrétait que cette singulière propriété recevrait, *par semaine*, 21 pintes de farine ou 56 bananes, avec 7 harengs ou aloses; qu'elle posséderait un chapeau d'écorce, de paille ou de feutre, une jaquette de drap, 2 chemises, 2 paires de pantalons ou de jupons; qu'elle aurait désormais une couverture de laine, 2 paires de souliers, un couteau ou des ciseaux, des rasoirs, une poêle et une marmite! (*Ordre* de 1831, art. 97.) La loi ajoutait que le colon ne pourrait plus vendre à son gré cette « propriété », ni la fouetter à sa fantaisie, ni l'empêcher de se marier ou de s'affranchir. Il devenait évident que la loi ne considérerait plus cette propriété comme une chose, ni même comme un animal, mais comme une personne... Quelle abomination!

L'opposition des colons à cet « ordre » si équitable plaça le gouvernement dans l'alternative, soit de perdre ses colonies dans un cataclysme pareil à celui qui avait anéanti la domination française à Saint-Domingue, soit d'imposer la loi d'équité aux possesseurs d'esclaves en proclamant l'émancipation générale. On opta naturellement pour l'émancipation sous la double condition d'une indemnité et d'un apprentissage. Le Parlement fut saisi de cette proposition, le 14 mai 1833. Lord Stanley, secrétaire d'Etat des colonies, annonça la détermination aux gouverneurs par une dépêche du 20 mai, qui contenait ces phrases :

« Le gouvernement regrette de prendre l'initiative de cette mesure. Mais il a dû céder à cet égard au vœu manifeste de l'opinion, après avoir perdu tout espoir de se voir devancer ou seconder par les législations coloniales. La sécurité des colonies ne permettait pas, d'ailleurs, une plus longue hésitation. »

L'*Act* d'abolition fut voté le 12 juin 1833 par la Chambre des Communes, le 25 juin par la Chambre des Lords, et promulgué, avec la sanction de la Couronne, le 28 août 1833. Cette loi mémorable, qui délivrait une grande nation de l'opprobre d'un crime et près de 800.000 noirs du poids de la servitude, se compose de 66 articles.

L'article 3 déclarait immédiatement libre tout esclave transporté sur le sol anglais. Les articles 1 et 2 transformaient, à partir du 1^{er} août 1834, les esclaves habitant les colonies en apprentis travailleurs (*apprenticed labourers*) dont le labeur profiterait pendant quelque temps à leurs anciens maîtres.

L'apprentissage devait durer :

1^o Pour les *ruraux attachés au sol*, c'est-à-dire habituellement employés sur les habitations de leurs maîtres, jusqu'au 1^{er} août 1840;

2^o Pour les *ruraux non attachés au sol*, c'est-à-dire employés sur des habitations n'appartenant point à leurs maîtres, jusqu'à la même époque;

3^o Pour les travailleurs *non ruraux*, jusqu'au 1^{er} août 1838.

L'apprenti pouvait être libéré ou se racheter avant ces délais, prolongés de quatre mois pour le Cap de Bonne-Espérance, et de six pour l'île Maurice ; mais l'affranchissement ne dispensait pas le maître de ses devoirs envers les vieillards et les infirmes. La loi protégeait aussi les enfants, en chargeant les juges de paix de passer pour eux des contrats spéciaux d'apprentissage. Tous les apprentis étaient, d'ailleurs, placés sous la tutelle des juges de paix.

Il était défendu de séparer les familles, de frauder la liberté en transportant l'apprenti hors de la colonie à laquelle il appartenait, de dégrader en lui la dignité humaine par la peine du fouet. Le repos du dimanche, des subsides nécessaires à la vie ou un terrain de culture étaient assurés à l'ancien esclave.

Le classement des apprentis, les formes et les conditions du rachat ; les règlements nécessaires à la tranquillité publique, à la répression du vagabondage, à l'allocation des logements, des vêtements, de la nourriture et des soins médicaux, à la fixation de la durée du travail et du repos ; en un mot, toutes les mesures propres à garantir l'exécution de la loi et des contrats étaient confiées aux autorités locales.

Ces autorités restaient libres de ne pas faire passer de

suite au rang de citoyens ceux qui venaient d'être admis au rang d'hommes ; elles pouvaient les *dispenser* de certains services civils ou militaires, ou les déclarer impropres à la jouissance de certaines franchises politiques.

La loi allouait aux anciens maîtres, à la fois comme dédommagement des services dont ils allaient être privés et comme subvention au travail, une indemnité de 20 millions de livres sterling ou 500 millions de francs à répartir, par des commissions d'arbitres nommées par la Couronne, entre les 19 colonies à esclaves et leurs dépendances, d'après le nombre des esclaves recensés et la moyenne des prix de vente calculés pendant les huit années antérieures à 1834 (1).

Les Indes, Ceylan et Sainte-Hélène étaient exceptées de l'application de la loi (2).

Cette loi d'abolition anglaise a été fort bien caractérisée par Augustin Cochin : « Elle desserrait les nœuds sans les délier ; elle enflammait toutes les passions et n'en contenait aucune. Le maître voyait son droit reconnu et brisé ; *intéressé à l'ordre, il l'était presque autant au désordre qui serait venu justifier ses sombres prophéties et faire douter de la liberté*. L'esclave recevait de la liberté le nom sans l'usage ; un ajournement, bien court pour celui qui jouit, bien long pour celui qui souffre, rendait incertaine cette espérance, qu'une réaction toujours à craindre pouvait reculer encore ou subitement anéantir. Transition périlleuse qui exposait les colonies au désordre, les propriétés à la ruine, la liberté à un coûteux et sanglant échec ! »

Ces craintes furent heureusement vaines : « la popula-

(1) Le nombre exact des esclaves affranchis dans les colonies anglaises, en vertu de la loi de 1833, fut de 770.390.

La valeur, en moyenne, d'un noir esclave était, de 1822 à 1830, 36 liv. 08 sh.

Taux moyen de l'indemnité par tête, 23 liv. 15 sh.

Montant total de l'indemnité : 19,950,066 liv. sterl.

(2) *Précis de l'abolition de l'esclavage dans les colonies anglaises*. (Imprimerie royale, Londres, 1830, t. I, p. 4 et suivantes).

tion noire se montra parfaitement digne de la liberté, qu'elle n'avait jamais cessé de mériter ». Le 6 novembre 1838, après cinq années d'essai, lord Glenelg, sous-secrétaire d'Etat, résumait ainsi les effets du régime transitoire :

« Jusqu'ici les résultats de la grande] expérience de l'abolition de l'esclavage ont justifié les plus vives espérances des auteurs et des avocats de cette mesure. A examiner attentivement les abus qui ont pu se produire dans l'exécution, il me semble qu'ils doivent être en grande partie attribués à l'ancien système colonial. Quiconque avait réfléchi sur la nature humaine et sur l'histoire de l'esclavage pouvait s'attendre à ce qu'une telle réforme ne se fit pas sans inconvénients. Je m'estime donc heureux de pouvoir affirmer qu'il s'est réalisé, dans ce court laps de temps, un progrès dans l'état social qui ajoutera au bonheur de l'humanité, et dont l'histoire n'offrit jamais un plus grand exemple ».

Dès cette époque, on pouvait déjà voir, à la Jamaïque, des nègres se promener en voiture avec des chevaux à eux et des serviteurs en livrée. (*Rapport à lord Glenelg, cité par A. de Gasparin.*)

CHAPITRE VIII

EFFETS DE L'ABOLITION DE L'ESCLAVAGE DANS LES COLONIES ANGLAISES

A mesure que l'heure de la libération approchait, les noirs se montraient plus impatients : c'est toujours au dernier moment que l'on se lasse d'attendre. Ainsi que l'a très justement observé un sociologue avisé, il arrive le plus souvent qu'un peuple qui avait supporté sans se plaindre, et comme s'il ne les sentait pas, les lois les plus accablantes, les rejette violemment dès que le poids s'en allège. « Le mal qu'on souffrait patiemment, comme inévitable, devient insupportable dès que l'on conçoit l'idée de s'y soustraire. Tout ce qu'on ôte alors des abus semble mieux découvrir ce qui reste et en rend le sentiment plus cuisant ; le mal est devenu moindre, il est vrai, mais la sensibilité est plus vive ». (1).

Sous la pression de l'opinion publique (2), lord Brougham demanda, le 20 février 1838, à la Chambre haute, la suppression définitive de l'apprentissage pour le 1^{er} août suivant. Le cabinet, sous la présidence de lord Melbourne, proposa un *act* modificatif de celui de 1833 et faisant intervenir avec plus d'autorité les volontés du Parlement dans tous les rapports des maîtres et des apprentis. Dès que cet acte fut promulgué (11 avril 1838), les législatures coloniales n'hésitèrent plus et se prononcèrent pour l'émancipation immédiate, déjà acceptée à Antigua. Elle fut proclamée à la Jamaïque, à la Trinité, à la Dominique, à la Barbade, à Sainte-Lucie, à

(1) A. de Tocqueville, *L'ancien Régime et la Révolution*, p. 259.

(2) Parmi les innombrables pétitions rédigées à cet effet, l'une, adressée à la reine Victoria, était signée par 600.000 femmes.

la Guyane, dans les mois de juin, juillet, août 1838 ; à l'île Maurice, le 11 mars 1839. *Le terme du délai fixé par la loi de 1833 pour l'expérience de l'apprentissage était ainsi avancé de deux ans.*

La fin du régime de l'apprentissage, nous insistons sur ce point, fut donc brusque dans les colonies anglaises. Ceux qui, comme nous, estiment que l'abolition immédiate est la meilleure solution à la question de l'esclavage, ont le droit d'en tirer argument.

Lord Glenelg nous a dit combien le passage de la servitude à l'apprentissage s'était opéré heureusement ; lord Stanley, secrétaire d'Etat aux colonies, caractérise en ces termes la transition de l'apprentissage à la pleine liberté :

« En somme, le résultat de la grande expérience d'émancipation tentée sur l'ensemble de la population des Indes occidentales a surpassé les espérances des amis même les plus ardents de la prospérité coloniale. *Non seulement la prospérité matérielle de chacune des îles s'est grandement accrue, mais, ce qui est encore mieux, il y a eu progrès dans le système social et religieux, et développement, chez les individus, de ces qualités du cœur et de l'esprit qui sont plus nécessaires au bonheur que les objets matériels de la vie...*

» Les nègres sont heureux et satisfaits, *ils se livrent au travail, ils ont amélioré leur manière de vivre, augmenté leur bien-être, et, en même temps que les crimes ont diminué, les habitudes morales sont devenues meilleures.* Le nombre des mariages a augmenté sous l'influence du clergé ; l'instruction s'est répandue.

» Tels sont les résultats de l'émancipation : *son succès a été complet, quant au but principal de la mesure* ».

Et lord Stanley complétait ces témoignages sur le bonheur et les progrès des affranchis par des renseignements d'ordre économique, qui méritent aussi d'être notés :

« Le nombre des noirs devenus propriétaires par leur industrie et leur économie s'élevait, pour toute l'île de la

Jamaïque, à 2.114 en 1838; deux ans après, on en comptait 7.340. A la Guyane, on a vu 150 à 200 noirs s'associer pour acheter des domaines de 250.000 et même de 400.000 francs. Des villages importants s'étaient formés, composés de jolies chaumières avec une bonne église, et occupés par des habitants nombreux, appliqués au travail et convenablement vêtus.

» Pendant les six dernières années d'esclavage, la valeur des exportations de l'Angleterre aux colonies avait été de 69.575.000 francs.

» Pendant l'apprentissage (1835-1838), elle s'est élevée à 89.450.000 francs.

» La première année de la libération, elle atteignit le chiffre de 100.061.575 et la seconde année, 87,318.350 ».

Sur tous ces points, les témoignages français s'accordent complètement avec les rapports anglais. De la Jamaïque, le capitaine de vaisseau Layrle écrivait :

« Les noirs n'ont pas abandonné les cultures ; c'est un fait. Maintenant, si par travail on entend celui qui rapporte au planteur, celui qui, sous le régime précédent, profitait à une poignée de blancs qui le monopolisaient, il se fait moins de travail, cela est vrai. Mais si l'on fait entrer en ligne de compte le travail des noirs sur leurs propres terrains (car il est notoire qu'il a été fait, depuis 3 ans, pour 2.500.000 francs d'achats par les affranchis), on trouve que la diminution du travail n'a pas été aussi considérable qu'elle le paraît d'abord ; seulement, le travail a pris une autre direction ».

Présentons enfin le tableau qu'un colon de la Jamaïque traçait, en 1858, de l'état de la société de couleur dans cette île, où vivaient alors 16,000 blancs à côté de 369,000 noirs :

« L'homme de couleur tient ici une position qui n'a rien d'inférieur, et nous n'avons pas à nous plaindre qu'il soit sur le même pied que nous... *Notre barreau n'est pas nombreux, mais ce sont des avocats de couleur qui tiennent les premières places.* Les médecins de couleur y exercent concurremment avec les blancs... Ce sont là des faits importants

à signaler, car tous ces progrès se sont accomplis depuis l'abolition de l'esclavage dans cette île. Nous avons constaté par l'expérience que l'homme de couleur peut s'élever au premier rang de la société civile et y tenir aussi bien sa place que tout Européen d'origine ». (*Revue coloniale*, 1859).

*
* *

Les partisans de l'esclavage dans les colonies françaises ont prétendu et répètent encore que l'Angleterre, en décrétant l'émancipation des noirs, avait agi dans un intérêt égoïste, de manière à ruiner toutes les autres colonies restées esclavagistes en excluant leurs produits de son marché. Un écrivain belge précise l'accusation en ces termes :

« Les Anglais n'ont jamais été surpassés par personne dans l'art de créer des débouchés à leurs produits. Non seulement les négriers avaient réalisé des bénéfices énormes, mais ils avaient aussi fait prospérer l'industrie anglaise en activant les manufactures ; car les nègres ne s'échangeaient pas contre de l'argent, mais contre toute espèce de marchandises : cotonnades, verroteries, armes, spiritueux, etc.

» Les Etats-Unis, principal marché d'esclaves, étaient fermés à l'Angleterre ; les Etats du Nord commençaient à inonder de noirs les possessions espagnoles, portugaises et françaises. La perte d'un débouché si important et la concurrence faite par les Américains dans le plus honteux des commerces jetèrent le désarroi au milieu des marchands anglais. Heureusement pour la prospérité du Royaume-Uni, l'acquisition de l'Hindoustan venait d'ouvrir un immense champ d'action à l'activité britannique et lui présenter en même temps une occasion unique de ruiner les colonies concurrentes, qui vivaient absolument du travail des esclaves. Les Hindous, en effet, sans être esclaves, étaient soumis à un travail forcé et livraient à bas prix la plupart des produits que fournissaient les pays chauds.

» Quand les nègres, en se soulevant à Saint-Domingue, montrèrent qu'il fallait compter avec eux, ce fut un argu-

ment de plus. Après l'échec désastreux de l'expédition du général Leclerc, les Anglais comprirent enfin le danger de l'esclavage et la nécessité pour eux de supprimer un trafic ruineux ; ils virent, du même coup, les avantages à retirer de l'exploitation des grandes Indes. On sacrifiait, il est vrai, la Jamaïque et quelques îles des Tropiques, mais l'Angleterre accaparait le commerce de l'univers entier ». (1)

D'autre part, M. de Chavagnes a dénoncé, dans la *Revue des Deux-Mondes*, la conduite équivoque de la Grande-Bretagne dans la répression même de la traite :

« Si l'émancipation des nègres, écrit-il, n'était pour l'Angleterre qu'une préoccupation morale et religieuse, on admirerait ses efforts et on louerait sa persévérance dans la poursuite de la traite. Malheureusement, il est difficile, pour qui a vu Sierra-Leone, de conserver quelque illusion sur le mobile qui a inspiré cette croisade philanthropique.

» Les nègres, enlevés aux bâtiments qui font la traite, subissent à Sierra-Leone un esclavage plus odieux que dans toutes les colonies du monde. Avant d'atteindre cette côte, les malheureux, entassés dans la prison flottante d'un navire, succombent le plus souvent aux souffrances d'une captivité atroce. Un médecin anglais, dont le témoignage ne peut être suspect, assure qu'il a vu périr, dans une seule nuit, 25 nègres, étouffés faute d'air et de soins, sur un de ces bâtiments armés pour la cause de l'humanité et de la civilisation !

» Arrivés à Sierra-Leone, les nègres sont remis, sous le nom d'engagés, à des planteurs anglais. *La durée de l'engagement est de 14 ans.* Souvent les maîtres les revendent, sans nul scrupule, avant l'expiration de ce terme, et ils n'ont besoin, pour se mettre à couvert, que de certifier le décès de l'engagé. Il est arrivé que des nègres, vendus par les planteurs de Sierra-Leone, ont été de nouveau livrés à des négriers. Tous ceux qui ont visité le Brésil ont rencontré de ces esclaves.

(1) Scarsez de Locqueuille, *Notes et documents pour servir à l'histoire de l'esclavage.*

» J'eus d'abord peine à croire, je l'avoue, que l'Angleterre tolérât de semblables abus, mais j'ai dû me rendre à l'évidence. Les nègres sont esclaves à Sierra-Leone comme au Brésil; car l'engagement de quatorze ans ne peut être considéré que comme un esclavage perpétuel dissimulé. » (1)

Les deux auteurs que nous venons de citer vont même encore plus loin; ils affirment que les Anglais, tout en montrant le plus grand zèle pour empêcher les puissances maritimes de s'occuper du trafic prohibé, s'adonnaient eux-mêmes avec ardeur à ce même commerce, en prenant soin de couvrir leurs bâtiments d'un pavillon d'emprunt.

« Les preuves de cette participation de l'Angleterre, après la suppression de la traite, sont innombrables. En 1810, la *Société africaine de Londres* disait : « On a découvert qu'en dépit de toutes les peines édictées par le Parlement, des navires sous le pavillon espagnol ou suédois ont été équipés à Liverpool et à Londres pour transporter des esclaves de la côte d'Afrique ». En 1811, des enquêtes judiciaires ont prouvé que la traite se continuait sur une vaste échelle et cela, en partie, grâce aux capitaux et aux crédits des commerçants anglais. Une foule d'esclaves sont introduits dans les Antilles anglaises et, tous les ans, de nombreux navires quittent les ports de Liverpool et de Londres pour se rendre sur la côte d'Afrique. Les rapports de 1812 et 1813 ne sont pas moins formels, et l'on pourrait poursuivre cet examen d'année en année. En 1815, M. Buham répétait à la Chambre des Communes que « c'était un fait connu de tout le monde que des capitaux très considérables étaient employés dans la traite et qu'elle se faisait par navires anglais. » Et lord Castlereagh disait à la Chambre Haute : « Ce serait une bien grande erreur de croire que le reproche de faire illégalement la traite tombe uniquement sur les nations étrangères. Dans une multitude de cas, j'ai regret à le dire, il est venu à ma

(1) *Revue des Deux-Mondes*, 1844, t. III.

connaissance que des sujets anglais étaient engagés pour des sommes très fortes dans le commerce des esclaves. »

« A défaut des aveux des ministres anglais, il nous suffirait d'invoquer le fait suivant ; l'excès des décès sur les naissances, parmi la population noire, était très considérable dans les Antilles anglaises ; vers 1810, il s'éleva à dix mille pour une seule île, et cependant la population esclave des colonies anglaises est toujours allée en s'accroissant. En 1819, M. Goulburn constatait avec étonnement qu'en deux ans, le nombre des esclaves à la Jamaïque s'est accru de plus de cinq mille. L'autorité prescrivit l'enregistrement de tous les esclaves, la constatation des naissances et des décès, les transferts de propriété ; mais ces mesures furent inefficaces. Les commerçants de Glasgow, de Liverpool et de Manchester accordaient aux entrepreneurs de traite un crédit tout spécial. A Rio-de-Janeiro, la plupart des négriers s'adressaient aux maisons anglaises : celles-ci avançaient la marchandise et en répondaient. Les marchés étaient toujours conditionnels, c'est-à-dire que le négociant avait droit à une prime, en cas de réussite, et subissait une réduction convenue si l'entreprise échouait. Les agents et négociants anglais, pendant leur séjour dans l'empire du Brésil, achetaient des noirs qu'ils revendaient à leur départ. Le ministre d'Angleterre à Rio-de-Janeiro n'était servi que par des esclaves. » (1)

Dans le rapport qu'il présenta, en 1843, au nom de la Commission chargée de préparer l'abolition de l'esclavage et la constitution politique des colonies françaises, le duc de Broglie remet les choses au point, quant au fond même de l'accusation portée contre l'Angleterre :

« On fait trop d'honneur, dit-il, au gouvernement anglais, et on lui ferait trop d'injure en attribuant de sa part l'abolition de la traite, l'abolition de l'esclavage, soit à de hautes

(1) De Chavagnes, *Etat moral et politique du Brésil* (Revue des Deux-Mondes, 1844).

vues de sagesse et de prévoyance, soit à des combinaisons machiavéliques. Le gouvernement anglais n'a, sur ce point, ni devancé les temps, ni dirigé les événements; il s'est borné à maintenir le *statu quo*, tant qu'il n'a pas eu la main forcée; il a résisté pendant quinze ans à l'abolition de l'esclavage; il a défendu pied à pied toutes les positions intermédiaires et n'a cédé, dans chaque occasion, qu'à la nécessité.

» On ferait également trop d'honneur à la philosophie, à la philanthropie de l'Angleterre, en lui assignant le premier rôle dans cette grande entreprise. Les philosophes, les philanthropes ont figuré, sans doute, glorieusement au rang des combattants; mais c'est l'esprit religieux qui a porté le poids du jour et de la chaleur, et c'est à lui que revient, avant tout, l'honneur du succès.

» C'est la religion qui a véritablement affranchi les noirs dans les colonies anglaises; c'est elle qui a suscité, au début de la lutte, les Clarkson, les Wilberforce, les Granville Sharp et tant d'autres, en les armant d'un courage indomptable et d'une persévérance à toute épreuve. Les premiers auteurs de cette grande réparation ont eu à lutter non seulement contre la routine, mais encore contre la politique, contre le commerce, contre la marine marchande, contre l'industrie, contre tous les éléments les plus puissants de la grandeur britannique; ils les ont vaincus. Ils n'ont jamais reculé, jamais douté d'eux-mêmes; et, après trente ans de travaux, de mécomptes et de calomnies, au jour fixé par les décrets éternels, Dieu les a couronnés par le succès et par une gloire si belle et si pure, que mon cœur français et catholique ne se console pas de la voir dérobée à la France et à l'Eglise. »

Mais il demeure établi que l'Angleterre a mésusé de sa qualité de protectrice des nègres libérés. Augustin Cochin lui-même est obligé de le reconnaître :

« L'Angleterre, écrit-il, tira un grand parti des Africains libérés; c'est-à-dire des esclaves que ses croiseurs saisissaient sur les négriers; ils étaient déclarés *libres*, mais tenus à un

engagement envers leur libératrice. Procédé plus ou moins légitime, on en conviendra, d'une philanthropie subtile et contestable ». (*L'abolition de l'esclavage*, t. I^{er}, p. 405).

Un mot sur ces « travailleurs libres », employés dans plusieurs colonies anglaises et françaises après l'abolition de l'esclavage.

En même temps que la main-d'œuvre servile disparaissait, amenant une diminution notable de la classe agricole aux colonies, la demande de travail augmentait avec l'activité et les ressources plus grandes que les anciens maîtres étaient obligés de déployer dans leurs exploitations. On dut faire appel à la main-d'œuvre étrangère. Après avoir essayé à peu près de toutes les races, on ne trouva rien de mieux pour remplacer les Africains que d'autres Africains (1).

Que penser de ces enrôlements, plus ou moins volontaires, d'immigrants noirs et jaunes ?

« La traite, a dit un publiciste, était un drame en cinq actes : la *capture*, la *caravane*, la *vente*, la *traversée*, l'*esclavage*. L'immigration est un drame qui finit autrement, mais qui commence de même : on prend, on emmène, on vend, on emporte le noir ; seulement, au lieu d'aller à l'esclavage, il va à la *liberté*, — une liberté très spéciale qui débute par un exil et par un *engagement* de travail. »

Il est permis de se demander quelles garanties offre un contrat passé sans contrôle et consistant dans quelques mots adressés par un interprète intéressé à un captif ignorant et terrifié. Mais admettons que l'indigène se soit engagé libre-

(1) Dès leur introduction dans les mines et dans les champs de l'Amérique espagnole, les noirs africains se montrèrent des travailleurs tellement supérieurs aux Indiens, tant par l'intelligence que par la force physique, que bientôt les colons ne virent aucun intérêt à s'opposer à la libération des protégés de l'abbé de Las Casas. Les Indiens ont été ainsi libérés plusieurs siècles avant les nègres (ordonnance de Charles Quint en 1542) précisément à cause de leur infériorité comme travailleurs, c'est-à-dire de leur aptitude moindre à se civiliser.

ment, il est certain qu'il n'a pas été amené à la côte de son plein gré. La surveillance organisée pour réprimer les abus est toujours restée inefficace.

On peut donc considérer l'institution des « travailleurs libres », dans les colonies où l'ulcère de la traite est à peine cautérisé, comme une atténuation très faible et le plus souvent illusoire du régime de l'esclavage (1).

(1) Une thèse curieuse de M. Jean Duchesne-Fournet, sur les conditions de la main-d'œuvre en Guyane Hollandaise, a été récemment présentée à l'Ecole des Sciences Politiques. L'auteur a étudié, au cours d'un séjour dans les Guyanes, le mécanisme de l'immigration javanaise et surtout hindoue à Surinam. Sans doute, il le reconnaît, le coolie immigrant est un serf, au service d'un planteur engagiste, mais pour 5 ans seulement : à l'expiration de son contrat de travail, il devient libre et a droit à son rapatriement gratuit ; enfin ce n'est pas à la glèbe patronale qu'il est attaché, mais à la glèbe coloniale : s'il a des démêlés avec le planteur, l'engagé a recours à l'autorité administrative qui le déplace en l'assignant au service d'un autre patron. Traitement humain, soins médicaux, logement salubre, autorité tutélaire, tout contribue, affirme Jean Duchesne-Fournet, à rendre acceptable cette aliénation quinquennale de la liberté ; cela est surtout vrai, quand on compare la situation de ces Hindous avec celle de leurs frères restés sur le sol natal où les déciment ces terribles famines décrites de façon si saisissante par Pierre Loti. Cette institution de l'Immigration à Surinam fait autant d'honneur à l'Angleterre, qui en a imposé les traits caractéristiques, qu'à la Hollande qui en a loyalement accepté et même élargi les charges et les obligations humanitaires.

CHAPITRE IX

RÉSULTATS DE L'ÉMANCIPATION DES NÈGRES DANS LES COLONIES FRANÇAISES

Les résultats de l'émancipation dans les colonies françaises sont tout aussi concluants pour ceux qui se refusent, non sans raison, à considérer la servitude comme le noviciat obligatoire de la liberté.

C'est à l'éminent économiste Hippolyte Passy que revient l'honneur d'avoir attaqué directement la question de l'émancipation en France (1). Le 10 février 1838, il déposait à la Chambre un projet de loi décidant la libération de tout enfant qui naîtrait dans les colonies françaises, « quelle que soit la condition de ses parents », (2) et accordant à tout esclave le droit de racheter sa liberté à un prix fixé par des arbitres désignés à l'avance par l'autorité métropolitaine. Ce projet n'était qu'un plan d'émancipation incomplète; le gouvernement de Louis-Philippe le déclara cependant « inopportun, inique et inhumain »; mais la Chambre estima qu'il était temps de mettre à l'ordre du jour ce que Lamartine appelait éloquemment la « grande expropriation pour cause

(1) Hippolyte Passy a un très digne continuateur dans la personne de son neveu, Frédéric Passy, l'un des idéalistes politiques les plus estimables de ce siècle. Apôtre infatigable du progrès par la paix, il a fondé et dirige, depuis 1878, la *Société française pour l'arbitrage entre nations*, de concert avec Edmond Thiaudière, l'auteur de *La soif du juste*, ce fin joyau littéraire et philosophique.

(2) « Les enfants nés de parents esclaves, disait le projet, resteront confiés aux soins de leur mère, et une indemnité de 50 francs par tête d'enfant sera allouée aux propriétaires des mères pendant 10 années consécutives. Cette indemnité cessera d'être payée dans le cas où l'enfant dont la naissance y aura donné droit viendrait à décéder avant d'avoir atteint l'âge de dix ans accomplis. »

de moralité publique », et M. de Rémusat fut chargé de préparer un rapport. Malheureusement, la dissolution de la Chambre vint réduire à néant la proposition Passy. Reproduite exactement dans les mêmes termes par M. de Tracy, elle fut discutée le 12 juin 1839 et soutenue, cette fois, au nom du gouvernement, par M. Passy lui-même, ministre des finances. Une commission fut constituée; le rapporteur, M. de Tocqueville, conclut en faveur de l'abolition générale et simultanée. Le gouvernement proposa alors, et les Chambres votèrent l'inscription, au budget de 1840-41, d'un crédit de 650.000 francs « pour augmenter le clergé, les chapelles, les écoles et le nombre des magistrats », que l'ordonnance du 5 janvier 1839 destinait à devenir les patrons des esclaves.

On aurait pu supposer que, prévenues par les progrès du mouvement d'opinion suscité en Europe contre l'esclavage, averties surtout par l'exemple des possessions anglaises, les colonies françaises se préparaient peu à peu à l'émancipation. Il n'en était rien; elles s'apprêtaient, au contraire, à la résistance.

Consultés, en 1835, sur les moyens de faciliter le pécule et le rachat des esclaves, les Conseils coloniaux répondirent que la métropole n'avait pas le droit de s'occuper de ces questions !

A la communication du projet Passy, tous les Conseils réclamèrent le rejet des conclusions, pourtant si modestes, de la Commission.

A un dernier appel fait, sous forme de questions, par le gouvernement, en 1840, il fut répondu :

Par le Conseil de la Martinique, que *l'intervention de la métropole était illégale*, et qu'*on protestait contre une émancipation quelconque, à quelque époque que ce fût*;

Par le Conseil de la Guadeloupe, que *l'esclavage est un bienfait*, et que les affranchissements volontaires et la fusion des races résoudraient peu à peu la question (1);

(1) Schœlcher cite, à ce propos, une anecdote topique : « En

Par le Conseil de l'île Bourbon, que *l'esclavage est l'instrument providentiel et permanent de la civilisation*; qu'il serait absurde et odieux de priver le noir d'un tel bienfait; que ce serait, en outre, fouler aux pieds les droits des colonies;

Par le Conseil de la Guyane, que l'œuvre ne pouvait résulter que du temps et de la patience, qu'il fallait *ajourner indéfiniment toute mesure législative*.

Un tel langage, on en conviendra, était bien fait pour imposer à la métropole l'obligation de passer outre. C'est le parti que prit résolument le ministère du 1^{er} mars 1840. Sur la proposition de l'amiral Roussin, une commission fut nommée, le 26 mars, « pour examiner en face la question de l'abolition de l'esclavage. » Elle eut pour président et rapporteur le duc Albert de Broglie (1).

Deux projets, l'un d'émancipation *immédiate et simultanée*, l'autre d'émancipation *progressive*, furent présentés. Le gouvernement, se laissant influencer par les délégués des colonies, manifesta l'intention de chercher dans de nouvelles mesures dilatoires une préparation jugée indispensable pour éviter toute commotion.

Le 14 mai 1844, l'abolition fut combattue, à la Chambre, à l'aide des plus singuliers arguments : on déclara qu'il fallait éviter à la France l'humiliation de céder à l'exemple de l'Angleterre, et que la durée moyenne de la vie des esclaves, plus élevée que celle des blancs, était la preuve des bons traitements employés par les colons à l'égard des noirs.

1845, un homme de couleur est nommé membre du Conseil colonial de la Martinique. Le gouverneur ne croit pouvoir l'inviter à dîner qu'en particulier; il refuse. En 1846, à l'ouverture d'une nouvelle session, le gouverneur invite, cette fois, tous les membres : sur vingt-sept, vingt-quatre refusèrent de s'asseoir à la même table que leur collègue. » (*Hist. de l'Esclavage pendant les deux dernières années*, t. I, p. 114.)

(1) La collection des procès-verbaux, rapports et documents divers réunis par cette Commission forme un répertoire précieux de doctrine et de jurisprudence coloniales.

Montalembert, qui assistait à cette séance, se leva, indigné, et s'écria :

« Je déclare que nous, abolitionnistes purs, nous voulons des mesures immédiates, tandis que les abolitionnistes circonspects et les abolitionnistes tempérés ne veulent rien du tout...

» Quant à l'honneur national, quant à l'influence politique de l'Angleterre, à qui l'on suppose l'intention perverse de nous imposer l'émancipation, je crois qu'on pourrait bâtir sur ce fondement un argument tout contraire.

» L'humiliation pour la France, ce serait plutôt l'attitude de l'Angleterre se posant devant l'histoire, devant la postérité, et leur montrant d'un doigt méprisant la France, en disant : « Voilà cette nation libérale qui avait la prétention d'affranchir le monde, la voilà ! Non seulement je l'ai dépassé dans l'émancipation des noirs, mais elle n'a pas même osé me suivre, en évitant mes fautes et en profitant de mes leçons ! »

La Chambre, impressionnée par cette considération, prit le parti d'aller plus loin que le gouvernement et vota la loi du 18 juillet 1845, qui réalisait la plupart des mesures proposées par le duc de Broglie dans son rapport de 1840. L'esclave pouvait désormais posséder ; il pouvait même, en payant sa rançon, obtenir *de gré ou de force* sa liberté. « Par cette loi, l'esclavage devenait un servage et les droits sur la personne étaient transformés en droits sur le travail. » (H. Passy).

La loi de 1845, qui fut suivie de plusieurs ordonnances complémentaires, reçut des autorités coloniales le même accueil que les lois de 1833, les projets de 1839 et les questions de 1840.

Le Conseil colonial de la Martinique jugeait le projet, avant son adoption, « odieux pour les colons, funeste pour les colonies, qui le considèrent comme un nouveau pas fait vers l'abîme où on veut les précipiter ».

Le Conseil de la Guadeloupe qualifia la loi de « mesure qui

ébranle jusque dans ses fondements l'édifice colonial », et déclara que, « s'il était libre, il repousserait encore le pécule légal et le rachat forcé ».

En réalité, ce projet se réduisait à quoi ? A diminuer le nombre des coups de fouet qu'un esclave pouvait recevoir, à lui assurer le droit de posséder ce qui lui appartenait et la faculté de se racheter avec ce qu'il gagnait.

Cependant il devenait visible que les colons, en contestant encore le principe de la liberté des noirs, ne cherchaient qu'à sauver les conséquences et à rendre les dédommagements plus certains. En France, la cause était tellement gagnée, qu'on était las de l'attendre, las de la soutenir.

Pour avoir trop tardé, « le gouvernement de Juillet fut cruellement puni, car il eut la peine de préparer l'émancipation et n'eut pas l'honneur de la proclamer ».

Ce fut le gouvernement provisoire de la deuxième République française qui rendit enfin, le 4 mars 1848, le décret libérateur si longtemps attendu :

« Au nom du peuple Français,

Le Gouvernement provisoire de la République, considérant que
• nulle terre française ne peut plus porter d'esclaves,

Décète :

Une commission est instituée auprès du ministre provisoire de la Marine et des Colonies pour préparer, sous le plus bref délai, l'acte d'émancipation immédiate dans toutes les colonies de la République.

Le ministre de la Marine pourvoira à l'exécution du présent décret. »

Paris, le 4 mars 1848.

Les membres du gouvernement provisoire,

DUPONT (de l'Eure), ARAGO, LAMARTINE, LOUIS BLANC, AD. CRÉMIEUX,
LEDRU-ROLLIN, GARNIER-PAGÈS, MARIE, MARRAST, FLOCON, ALBERT.

La Commission, constituée par un arrêté du 5 mars, commença ses travaux dès le lendemain, sous la présidence de l'ardent négrophile Victor Schœlcher ; M. Wallon en fut

nommé rapporteur. Mentionnons, pour mémoire, les menaces et les récriminations qu'élevèrent les Chambres de commerce des principaux ports de France, à la nouvelle de cette mesure.

L'abolition fut inscrite dans l'article 6 de la Constitution. On accordait un délai de deux mois, à partir de la promulgation du décret dans les colonies, afin que la récolte de l'année pût être à peu près effectuée. Mais, dans l'intervalle, toute vente d'hommes libres et toute punition corporelle étaient interdites. Les esclaves condamnés à des peines pour des faits qui, imputés à des hommes libres, n'auraient entraîné aucun châtiment, étaient amnistiés. Tout ce qui ressemblait ou ramenait à l'esclavage, sous des formes plus ou moins déguisées, était sévèrement proscrit — tel, par exemple, le système d'engagement à temps. Il était interdit à tout Français, sous peine de perdre cette qualité, d'acheter ou de posséder des esclaves, même en pays étrangers, et on n'accordait qu'un délai de trois ans à ceux qu'un héritage, un don ou un mariage rendait propriétaires d'esclaves.

Le principe de la représentation de toutes les possessions françaises fut décrété, le 27 avril. On réservait à l'Assemblée nationale la fixation de l'indemnité à allouer aux colons.

Un décret promulgué le 2 mai, et abolissant la censure des journaux, l'autorisation préalable et la suspension ou révocation administratives, étendit la liberté de la presse aux colonies.

Un autre décret organisa le droit aux secours des vieillards infirmes, des orphelins et enfants pauvres ; il instituait, à cet effet, des hospices, des crèches, des salles d'asiles et des écoles professionnelles.

Un décret subséquent imposait l'instruction primaire, gratuite et obligatoire, à chaque commune, et promettait à chaque colonie une école d'arts-et-métiers.

Le droit au travail et l'organisation d'*ateliers nationaux* sur les propriétés domaniales ou sur des terrains à acheter

par l'Etat, étaient l'objet d'un autre projet de décret et d'un arrêté. Des *ateliers de discipline* et un corps de surveillants ruraux devaient servir à la répression du vagabondage et de la mendicité.

Le gouvernement ordonnait enfin l'établissement de *caisses d'épargne* aux colonies et la célébration annuelle de *fêtes du travail*, avec distribution de prix aux ouvriers désignés pour leur bonne conduite par les conseils municipaux et les juges de paix.

Des commissaires généraux étaient chargés de répartir à nouveau l'impôt personnel, que le contribuable indigène était autorisé à payer par trois journées de travail.

L'histoire de l'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises offre pour notre thèse un intérêt particulier, car elle constitue une justification sans réplique de l'émancipation complète. Jamais, en effet, il ne s'est rencontré de meilleures conditions pour adoucir, régler, humaniser l'esclavage et rendre le système compatible avec l'évolution morale des peuples civilisés ; jamais, d'autre part, l'esclavage n'a été aboli dans des conditions plus défavorables au succès de l'entreprise. Des lois, des ordonnances, des règlements, traduisant toutes les préoccupations de la conscience publique, semblaient tout prévoir et ne laisser aucune place aux abus. Malgré tant de soins, la situation de la société coloniale était pitoyable à tous les points de vue. Le conflit permanent de deux races restées hostiles, la guerre sourde des rancunes engendrées par les abus, la corruption des mœurs et le luxe en face de l'abjection ; la paresse conduisant les blancs à l'apathie et à la routine, un dur travail forcé menant les noirs à l'abrutissement ; la terre et le ciel ne se lassant pas de prodiguer l'abondance, mais le sol, traité aussi en esclave, s'épuisant et sans cesse déserté ; les propriétaires absents représentés par des agents cruels ou cupides ; des lois inhumaines ou tracassières, une justice discréditée et cyniquement partielle, la religion abaissée et faussée ; tels étaient le cadre, les principes et les manifestations de la vie coloniale.

Et personne n'osait prévoir, encore moins solliciter le terme de cette affreuse situation, tant était enracinée la croyance que l'émancipation des esclaves serait le signal du massacre des blancs. Cette sinistre prophétie troublait ceux-là même qu'elle n'arrêtait pas, et les partisans les plus résolus de l'émancipation, prenant des précautions infinies, « marchaient dans la voie des réformes comme quelqu'un qui porte une lumière près d'un baril de poudre ». (Schœlcher.)

Les événements se jouèrent de ces résistances et de ces lenteurs.

« On voulait, dit Augustin Cochin, un délai préparatoire ; il n'y en eut pas. On voulait une liquidation régulière de l'énorme dette coloniale ; cette liquidation fut soudaine et violente.

» On voulait que l'indemnité accordée aux colons fût préalable : elle ne put être payée qu'après l'émancipation ; qu'elle fût au moins prompte : on l'attendit deux ans ; qu'elle fût large : les colons touchèrent 500 fr. à peine ; qu'elle servît de subvention au travail salarié : elle fut absorbée par les dettes. (1)

» On voulait fonder des hospices, des écoles, des prisons ; les crédits étaient votés, on n'eut pas le temps de les appliquer.

(1) Aux termes d'une loi votée le 30 avril 1849, l'indemnité fut fixée ainsi qu'il suit :

1^o Une rente de 6 millions 5 0/0.

2^o Une somme de 6 millions, payable en numéraire trente jours après le décret.

La répartition entre chacune des colonies que possédait alors la France eut pour base le chiffre de la population esclave, savoir :

Martinique.....	74.447 esclaves.	1.507 885 fr. 80
Guadeloupe.....	87.087 —	1.947.164 fr. 85
Guyane.....	42.523 —	372.574 fr. 88
Réunion.....	60.634 —	2 053 200 fr. 25
Sénégal (9.800 esc., 550 engagés,	10.350 —	403.503 fr. 41
Nossi-bé, Sainte-Marie.....	3.500 —	11.673 fr. 81

» On voulait une large effusion de l'enseignement religieux, pour inculquer à l'esclave le sentiment de la dignité d'homme libre, et l'on demandait un clergé mieux gouverné, plus nombreux et plus pur : les évêches coloniaux ne furent établis que trois ans après.

» On voulait fortifier les garnisons et les tribunaux, ne proclamer la liberté qu'en pleine paix armée : elle fut proclamée en pleine révolution déchaînée.

» On voulait, par l'introduction d'ouvriers libres, conjurer d'avance la désertion des ateliers et donner l'exemple du travail sans contrainte : les crédits restèrent sans emploi ; on eut à organiser le travail aux colonies pendant qu'on essayait le socialisme en France.

» On voulait, par un large dégrèvement sur les impôts, encourager la production et dédommager les producteurs : le dégrèvement ne fut obtenu qu'après quatre ans et ne devint complet qu'après douze ans.

» On voulait initier lentement l'affranchi à la vie civile : l'esclave, à peine libéré, fut fait électeur, et on le gratifia, sans transition, du suffrage universel et de la liberté illimitée de la presse...

» En un mot, l'abolition de l'esclavage fut contemporaine de l'abolition de l'ordre et de l'abolition du commerce.

» Dans de telles circonstances, si la société coloniale eût été bouleversée, ensanglantée, couverte de ruines, qui donc en eût été surpris ?

» Or, à la Martinique, en 1848, à la Guadeloupe, en 1849, le sang a coulé, le feu a été mis. Mais *la Révolution est responsable de ces désordres rapides, et non pas l'émancipation. Que serait-il arrivé sans l'affranchissement ? Voilà ce qu'il est juste de se demander.* Où sont, depuis les premiers moments, les victimes que la liberté a faites ? Où sont les représailles qu'elle a déchaînées ? A la Martinique, à la Guadeloupe, la révolution sociale a fait moins de mal que dans trente départements de la France. A la Guyane, aucun

trouble, malgré la facilité de fuir et de se cacher ; à Bourbon, pas un incendie, pas une vengeance, pas une faillite.

» Sans doute, la production a été réduite, mais jamais elle n'a été tarie ; le travail a diminué, mais jamais il n'a cessé tout à fait ; la propriété a souffert, ce dernier coup a consommé la ruine de propriétaires endettés, cela est incontestable ; mais ces souffrances étaient ressenties en France et dans le reste du monde, en même temps qu'aux colonies. Elles ont duré plus longtemps ; cependant cinq ans s'étaient à peine écoulés et le mouvement total des affaires avait dépassé, dans les quatre colonies, les chiffres antérieurs à 1848 (1).

» Sans doute, un grand nombre de noirs se refusent au travail et considèrent la liberté comme le droit de ne rien faire. Prenez-vous en à la nature du sol et à la nature humaine. *Dans aucun pays du monde l'homme ne travaille plus que cela n'est nécessaire pour satisfaire ses besoins, ses goûts, ses désirs ; dans aucun pays du monde l'homme ne travaille volontiers pour autrui, lorsqu'il peut trouver son compte à travailler pour lui-même.* Prenez-vous en surtout à l'esclavage. D'où vient l'horreur des anciens esclaves

(1) A la Guadeloupe, la Banque, avec un capital de 3 millions, vit ses opérations s'élever, de 7.176.347 fr. en 1853-54, à 21.962.212 fr. en 1858-59. Les prêts sur récolte, au taux de 4 %, atteignirent 2.861.897 fr. Bénéfice net : 14 pour 100.

A la Martinique, la Banque, dans l'exercice 1858-59, escompta pour 27 millions de valeurs, consentit des prêts sur récolte pour 1.602.512 francs, au lieu de 154.000 fr., chiffre de l'exercice 1853-54, et elle distribua un dividende de 8.81 %.

A la Guyane, avec un capital de 300.000 fr. la Banque escomptait, dans la même période, pour 1.832.622 fr. d'effets, réalisant de ce chef un bénéfice net de 16.27 %.

A la Réunion, les opérations de la Banque, garanties par un capital de 3 millions, montaient de 12.354.612 fr. à 19.896.418 fr. ; les prêts sur récolte s'élevèrent à environ 2.500.000 fr. et le dividende fut de 9.57 p. 100. (*Rapport officiel* de M. Lepelletier de Saint-Rémy, agent central des Banques coloniales, juillet 1859).

pour leur ancien travail ? La liberté en est l'occasion, mais la servitude en est la cause.

» D'ailleurs, le nombre des travailleurs a beaucoup moins diminué qu'on ne l'a dit, et, de plus, le travail est plutôt déplacé que diminué. Le paysan est devenu artisan, ou plutôt propriétaire, il n'est pas toujours devenu vagabond. Que l'on conteste tant qu'on voudra les arguments tirés du progrès des importations et des exportations, ils prouvent tout au moins que ces prétendus miséreux consomment beaucoup et que ces prétendus paresseux produisent beaucoup. Or, de deux choses l'une : ou bien il faut autant de travailleurs pour autant de produits, et, dans ce cas, le chiffre des travailleurs n'a pas baissé si largement qu'on l'affirme, ou bien moins d'hommes libres, travaillant moins d'heures par jour, ont produit plus qu'un grand nombre d'esclaves, et, dans ce cas, la supériorité du travail libre sur le travail servile est démontrée. Cette dernière hypothèse est la vraie (1).

» Haïti, dit-on, est l'exemple d'une terre abandonnée aux seuls noirs ; mais si on l'avait rendue aux seuls blancs, sans leurs anciens esclaves, qu'en auraient-ils pu faire ? Pendant l'esclavage, l'indolence des blancs était proverbiale. Depuis l'émancipation, ils ont pris courageusement leur parti. A la Réunion, l'outillage a été changé, les procédés améliorés ; le revenu a doublé. Aux Antilles, on a fondé des usines centrales, introduit des machines et des engrais ; on se sert du crédit agricole, on appelle le libre échange ; en un mot, on sort des traditions routinières et ruineuses, compagnes funestes de l'esclavage.

» *Quant au progrès moral, le succès de l'émancipation est complet.* Le nombre des mariages, des reconnaissances,

(1) La question de la productivité du travail servile comparé au travail libre est, à notre avis, bien simple à résoudre. du moment qu'on admet que l'intérêt personnel est le grand moteur de l'activité humaine. L'esclave n'était pas intéressé au rendement maximum du travail auquel on le contraignait, vu que ce résultat ne l'aurait pas soustrait à la servitude, jugée indispensable par les colons.

des légitimations, a été énorme. Les enfants ne sont plus abandonnés ; la famille est constituée. Le goût de la propriété consolide la famille ; la petite propriété s'étend ; le noir paye l'impôt, comprend les institutions françaises et s'y plie aisément. *Les écoles sont pleines, bien que l'instruction ne soit pas obligatoire ni gratuite. La religion est respectée, goûtée, pratiquée* ; elle a reconquis sa dignité, en étendant sa bienfaisante influence. La classe des noirs mariés et rangés, qui était la minorité, est devenue beaucoup plus nombreuse (1) ; la classe des ivrognes et des débauchés diminue (2). Les esclaves paresseux sont restés paresseux, et

(1) Dans les derniers temps de l'esclavage, c'est-à-dire de 1802 à 1848, la moyenne annuelle des mariages, pour les divers éléments de la population coloniale, se répartissait ainsi : 1 mariage sur 150 blancs ; 1 sur 220 personnes de couleur. En ce qui concerne les esclaves, la proportion était la suivante :

A la Guyane, 1 mariage sur 531 esclaves ;

A la Martinique, 1 sur 5.577 esclaves ;

A la Guadeloupe, 1 sur 6.880 esclaves.

A l'Ile-Bourbon, *aucun* mariage sur un chiffre de 70.000 esclaves !

Or, le premier effet de l'affranchissement, dans les colonies anglaises, fut une augmentation telle du nombre des mariages que « le bijoutier de l'île d'Antigua dut faire fondre des doublons pour les convertir en anneaux. » (A. de Gasparin, *Esclavage et traite*).

(2) Répartition des condamnations subies, en 1833, par les hommes libres et les esclaves dans les quatre colonies françaises, d'après les notes publiées par le ministère de la Marine et des Colonies :

A la Guyane : population libre, 5.058 âmes, — 3 condamnations ; esclaves, 16.898, — 12 condamnations. Proportion : 1 condamnation sur 1.686 libres et sur 1.408 esclaves.

A la Martinique : population libre, 37.955 âmes, — 20 condamnations ; esclaves, 78.076, — 44 condamnations. Proportion : 1 condamnation sur 1.879 libres et sur 1.774 esclaves.

A l'Ile-Bourbon : population libre, 35.623 âmes, — 22 condamnations ; esclaves, 70.406, — 26 condamnations. Proportion : 1 condamnation sur 1.619 libres et sur 2.700 esclaves.

A la Guadeloupe : population libre, 31.252 âmes, — 26 condamnations ; esclaves, 96.322, — 19 condamnations. Proportion : 1 condamnation sur 1.202 libres et sur 5.070 esclaves.

Le chiffre de la proportion dans ces deux dernières colonies n'est-il pas éloquent ? Dira-t-on que le Code Noir soumettait à de simples

pourtant ils ne mendient pas et ne meurent pas de faim. JE NE SAIS PAS SI L'ON POURRAIT FAIRE UN TABLEAU PLUS SATISFAISANT DE PLUSIEURS RÉGIONS AGRICOLES DE LA FRANCE, SANS PARLER DES CONTRÉES INDUSTRIELLES.

» Est-ce à dire que les colonies françaises soient un paradis? Non, mais elles sont beaucoup plus éloignées qu'elle ne l'étaient de ressembler à un enfer. Est-ce à dire que leur situation soit sans péril et leur prospérité sans ombre? Nullement. Au point de vue moral, la réconciliation des races est loin d'être complète. Au point de vue matériel, les colonies ont à lutter, comme les sociétés européennes, contre les difficultés générales nées de l'état actuel des classes laborieuses, plus capricieuses, plus mobiles, plus éclairées, plus difficiles qu'autrefois. Elles ont à lutter, en outre, contre les difficultés spéciales de leur situation dans le monde : une population trop faible pour l'étendue du territoire ; un territoire qui produit avec une incomparable fertilité des denrées précieuses, mais produites également et de plus en plus dans des pays cent fois plus grands, cent fois plus peuplés, et dont la principale, le sucre, est devenue sur le sol même de la métropole l'objet d'une industrie énergique. C'était leur malheur, il y a quarante ans ; il est le même (1). L'émancipation des noirs n'y est pour rien ; grâce à elle, au contraire, ces petites sociétés se présentent à la lutte, plus honnêtes, plus fortes, plus actives, dégagées du souci d'une crise toujours menaçante qui pesait à la fois sur les situations et sur les consciences. Elles peuvent affronter, elles sollicitent, au lieu

peines disciplinaires certains délits qui, commis par les blancs, donneraient lieu à des poursuites judiciaires? Nous répondons avec A. de Gasparin, que « ce Code a aussi inventé pour les esclaves des crimes qui n'existent pas pour les hommes libres », et que « le fouet des planteurs laissait entière la part de la prison et de l'échafaud. »

(1) La canne contient 15 à 20 0/0 de sucre ; on n'est parvenu à en extraire que 5 à 6 0/0. La betterave contient 80 0/0 d'eau, 1 0/0 de pulpe et 10 0/0 de sucre ; on en extrait jusqu'à 7 0/0.

d'un marché unique, le libre placement de leurs produits sur tous les points du monde...

» La liberté du produit sera la conséquence de la liberté du travail. Cette crise inévitable est l'accomplissement de ce qu'on peut appeler la loi du développement colonial. » (Augustin Cochin, *L'abolition de l'esclavage*, t. I, p. 331 et suiv.).

Cette citation est longue, mais aussi quelle clarté elle projette sur la question noire dans les colonies ! Ce généreux plaidoyer, issu d'une démonstration si vigoureusement nette, ce témoignage si péremptoire et si précieux pour nous, émane, non d'un négrophile intransigeant, comme Schœlcher ou Grégoire, mais d'un « conservateur par tradition et par tempérament », d'un auteur qui, en ouvrant son *enquête sur les résultats comparés de l'émancipation dans les pays qui l'ont prononcée et de l'esclavage dans les pays qui l'ont maintenu* (1), se place « devant les faits, devant les réalités pratiques », et déclare qu'il ne veut point « s'engager dans un plaidoyer pathétique, qu'il faut se refuser les larmes et consulter les chiffres ».

Sur la question de l'indemnité accordée aux anciens possesseurs d'esclaves, nous pensons que le gouvernement métropolitain avait parfaitement le droit d'en rejeter le principe.

(1) Comme preuve que M. Cochin n'est pas suspect d'une tendresse exagérée envers les nègres, nous citerons seulement cette appréciation qu'il formule sur l'un des ouvrages les plus méritoires du grand abolitionniste Grégoire, l'ancien évêque devenu Conventionnel : « Les abolitionnistes, bravant l'évidence et l'histoire, accordaient à la race noire les plus brillantes destinées intellectuelles, et Grégoire composa un livre sur la *Littérature des nègres*... Nous n'en sommes plus à ces exagérations ».

Or, nous avons eu entre les mains l'ouvrage précité, et nous avons constaté avec bonheur que Grégoire, tout comme Augustin Cochin lui-même, s'est placé devant la réalité des faits ; l'authenticité des témoignages qu'il invoque est facile à contrôler. Nous aurons, d'ailleurs, l'occasion d'en reproduire quelques-uns.

Le cas, en effet, n'était plus le même en 1848 qu'en 1804, à l'issue de la guerre de l'indépendance d'Haïti. La traite ayant été abolie par la loi française depuis 1818, on n'aurait eu qu'à rechercher l'origine de tous les esclaves qui existaient en 1848 dans les colonies des Antilles pour prendre la plupart des colons en flagrant délit de possession criminelle.

A entendre les réclamants, on aurait dû leur payer, non seulement la valeur vénale de leurs esclaves, mais encore une somme compensatoire pour le dommage que cette détention causait à leurs plantations. Nous répondons encore que l'esclave n'est pas une propriété : c'est même pour cela qu'on l'affranchit. « L'émancipation n'est pas la privation du droit de propriété, elle en est la négation. Si l'on poussait à bout les principes, c'est plutôt à l'esclave que serait due l'indemnité, puisqu'il a été privé par violence du fruit de son travail. »

Le gouvernement danois, lorsqu'il proclama l'émancipation, partit de ce principe, non contesté, que tout Etat a le droit de modifier les conditions qu'il impose au commerce et à l'industrie, et même les conditions de la propriété, lorsqu'elles ne sont pas en harmonie avec la morale et le bien général. Or, « l'esclavage, dit excellemment le duc de Broglie dans son Rapport, est une fiction étrange que l'Etat a créée, une faveur exorbitante que l'Etat a concédée. Cette fiction, cette faveur, il a le pouvoir de les détruire, puisqu'il les a faites ; il en a le droit, puisqu'il en a le devoir ».

CHAPITRE X

UN EXEMPLE D'AVEUGLEMENT COLONIAL L'ESPAGNE A CUBA

En 1773, lorsque les colonies anglaises de l'Amérique du Nord se préparaient à secouer le joug de la métropole, un journal de Londres publia, sans en révéler l'auteur, cet écrit de Franklin :

« Si vous voulez que les colonies se séparent de la métropole, ne les faites point jouir de vos libertés ; gouvernez-les par des lois de votre fantaisie. Exploitez leur commerce, réglez leur industrie, imposez-les à votre gré ; appliquez à votre profit, dépensez suivant votre caprice cette richesse qui ne vous coûte rien.

» Donnez un pouvoir despotique au général qui commande en votre nom ; affranchissez-le de tout contrôle colonial. Si les colons réclament, ne les écoutez pas : accusez-les de haute trahison et de rébellion. Dites que toutes ces plaintes sont l'invention de quelques démagogues, et que si on pouvait attraper et pendre tous ces misérables, tout irait bien. Au besoin, pendez-en quelques-uns. Le sang des martyrs fait des miracles : soyez sûrs qu'en peu de temps, vous serez débarrassés de vos colonies. »

On peut dire que l'Espagne suivit à la lettre ce dangereux conseil, dont l'ironie — n'en déplaît aux théoriciens du despotisme colonial — s'applique aux colonies d'exploitation comme aux colonies de peuplement.

Pour condenser en quelques lignes toutes les fautes et toutes les iniquités politiques accumulées par l'Espagne dans l'administration d'un incomparable domaine colonial, il suffit de jeter les yeux sur le manifeste publié, à la fin de l'année

1858, par les autorités insurrectionnelles des colonies de l'Amérique du Sud.

« Nous réclamons, dit ce manifeste :

- 1° L'égalité de droit avec les habitants de la métropole ;
- 2° La liberté de culture et de manufacture ;
- 3° La liberté d'importation et d'exportation dans tous les ports d'Espagne et des nations amies ;
- 4° La liberté du commerce entre l'Amérique espagnole et l'Asie ;
- 5° La même liberté avec les Philippines ;
- 6° L'abolition de tout monopole du gouvernement, qui serait indemnisé par des taxes ;
- 7° La liberté d'exploitation des mines d'argent ;
- 8° La réserve de la moitié des fonctions publiques pour les Espagnols d'Amérique ;
- 9° L'établissement d'une *junte* dans chaque capitale, pour veiller à ce que cette dernière disposition soit toujours appliquée. »

Quelques années après l'émancipation violente de ces colonies, un voyageur entendait dire à un paysan du Mexique : « Mon jugement sur la révolution est bien simple : auparavant, je payais neuf piastres pour la pièce d'étoffe dont est fait ce vêtement ; maintenant, je ne paie plus que deux piastres. » Leroy-Beaulieu, en citant ce propos typique, émet cette réflexion :

« La tyrannie politique n'est perçue que par les classes élevées, qu'elle rabaisse et dégrade ; mais la tyrannie commerciale et administrative se fait sentir à tous les rangs de la société par des vexations continuelles et incessantes, elle fomenté ainsi dans tous les cœurs des rancunes et des haines qui n'attendent qu'une occasion pour renverser les institutions les plus anciennes et en apparence les plus solides. »

Cette remarque est fort juste, mais il convient d'ajouter que la tyrannie politique engendre presque toujours la tyrannie commerciale.

En regard du manifeste insurrectionnel de 1858, il est

intéressant de placer l'exposé des griefs invoqués par les Cubains, en 1895, pour justifier la lutte terrible qu'ils engagèrent contre leur indigne métropole et qui aboutit, grâce à l'intervention plus ou moins désintéressée des Etats-Unis, à l'anéantissement complet de la puissance coloniale de l'Espagne.

Ces griefs ont été formulés, non sans éloquence, par Enrique Varona, ex-député aux Cortès, dans un opuscule intitulé *Cuba contre Espagne*; nous en reproduisons les parties essentielles :

« La guerre est une triste nécessité. Mais quand un peuple, ayant épuisé tous les moyens légaux de persuasion, en appelle en dernier lieu à la force pour repousser l'agression permanente qui constitue la tyrannie, ce peuple se trouve en état de légitime défense, il est justifié par devant sa conscience et le tribunal des nations.

Tel est le cas de Cuba, dans sa guerre avec l'Espagne.

Aucune métropole n'a été plus dure, plus tenacement vexatoire et cupide; aucune colonie n'a donné, d'autre part, plus d'exemples de patience, de souffrance contenue et de persévérance dans la revendication de ses droits par tous les moyens pacifiques. » (1)

Dès le commencement du siècle, il y eut, en effet, dans la grande île des Antilles, des patriotes qui exposèrent au Gouvernement espagnol les maux de la colonie et lui en indiquèrent les remèdes, plaidant surtout pour les franchises commerciales nécessaires à son organisation économique et la participation des indigènes à l'administration des affaires cubaines.

Les besoins de la guerre avec les colonies du continent américain obligèrent l'Espagne à octroyer à Cuba un commencement de liberté commerciale. Cet essai passager qui répandit la prospérité dans l'île, n'ouvrit pas les yeux aux

(1) Nous aurions mauvaise grâce à ne pas reconnaître que la législation du régime servile s'adoucit beaucoup à Cuba et à Porto-Rico, dès la fin du dix-huitième siècle. C'est ce qui explique, d'ailleurs, que l'Espagne ait pu maintenir si longtemps l'esclavage dans ses colonies.

hommes d'Etat de la Péninsule. Ils reprirent bientôt leurs anciens errements.

« En 1837, les représentants de Cuba aux Cortès espagnoles, déjà peu nombreux, furent brusquement supprimés par un simple décret, et tous les pouvoirs restèrent aux mains du capitaine-général, à qui l'on donna les attributions d'un « gouverneur de place assiégée ». L'Espagne proclamait ainsi un état de guerre permanent chez un peuple paisible et inoffensif.

Cuba vit errer à travers le continent américain ses plus illustres enfants.

Cuba vit mourir sur l'échafaud tous ceux qui, parmi les Cubains, osaient aimer la liberté et le déclarer par des écrits ou par la parole.

Cuba vit le produit de son travail confisqué par d'iniques lois fiscales, que ses maîtres lui imposaient de loin.

Cuba vit la justice, qu'administraient exclusivement des magistrats métropolitains, soumise à la volonté ou au caprice de ses gouvernants.

Cuba subit enfin toutes les vexations capables d'humilier un peuple conquis, *au nom et sous l'inspiration* d'un gouvernement qui, par sarcasme sans doute, s'intitulait *paternel*. »

Après l'insurrection de 1858, qui, on le sait, dura dix ans, coûta 200 mille hommes à l'Espagne et engloutit 3 milliards 500 millions de francs, la métropole proposa un pacte qui n'était qu'un leurre : elle accordait à Cuba les libertés de Porto-Rico, qui n'en possédait aucune. Le gouvernement, dont les desseins restaient les mêmes, se contentait de donner aux choses un autre nom : le capitaine général devint le « gouverneur général » ; les ordres royaux s'intitulèrent « autorisations » ; le monopole mercantile de l'Espagne prit le nom de « cabotage » ; le droit de déportation se transforma en loi de vagabondage ; la « loi d'ordre public » remplaça l'abolition des lois constitutionnelles ; le tribut prélevé de force sur le peuple cubain se changea en « budget », voté par les députés de l'Espagne. Bref, la douloureuse leçon d'une guerre de dix ans avait été complètement perdue pour la métropole.

« Pour réduire le Cubain à l'impuissance dans son pays, l'Espagne lui donna des lois électorales étroitement élaborées et produisant deux effets : la réduction du nombre des électeurs et la majorité assurée aux colons européens. Elle établit un impôt censitaire qui parut d'autant plus élevé que, par suite de la dernière guerre, les propriétaires cubains se trouvaient en grande partie ruinés. Lorsque, malgré toutes les entraves légales et la partialité du pouvoir, les Cubains ont pu obtenir de passagères majorités, le gouvernement annule cyniquement les élections. Il en est résulté que les travaux parlementaires relatifs à Cuba ont tourné à la farce : les représentants des provinces péninsulaires ne se donnaient même pas la peine d'assister aux séances où se traitaient les affaires cubaines. »

Quel usage le gouvernement espagnol faisait-il de son pouvoir despotique ? Sa triple façon d'exploiter Cuba va nous l'indiquer.

« En réalité, l'Espagne n'a pas de politique coloniale. Elle n'a jamais cherché, dans les contrées lointaines qu'elle a soumises par la force, que la richesse immédiate : celle qu'elle arrache au travail des naturels. Aussi l'Espagne n'a-t-elle été qu'un parasite de Cuba ; elle l'exploitait par son régime fiscal, son régime mercantile et son régime bureaucratique, qui constituaient les formes de l'exploitation *officielle*. »

Après la guerre de 1878, les deux tiers de l'île étaient entièrement ruinés. Une politique sage et prévoyante conseillait l'allègement des charges fiscales du pays. Que fit l'Espagne ? Elle s'occupa, avant tout, de faire payer à Cuba les frais de la guerre ; elle lui infligea des budgets monstrueux qui servirent à combler le trou béant qu'avaient ouvert, dans les finances espagnoles, les abus et le gaspillage de l'administration civile et militaire. Citons quelques chiffres :

Le budget de 1878-79 montait à 232.950.000 fr. ; celui de 1880 s'élevait à la même somme. Le budget de 1882-83 était de 179.300.000 fr. ; ceux de 1884 et de 1885 atteignaient 170.850.000 fr. ; celui de 1885-86 était de 155.845.000 fr. Les

budgets des années suivantes oscillaient entre 150 et 130 millions, chiffre de l'exercice 1894-1895. La diminution progressive qu'on remarque dans cette énumération n'est pas due au désir de réduire la charge accablante qui pesait sur le pays; c'est la nécessité qui l'imposa, car, ainsi qu'il était facile de le prévoir, Cuba n'avait pu faire face à ces monstrueuses exigences et un déficit continu rendit les réductions indispensables.

La conséquence de cette gestion insensée fut l'augmentation de la dette cubaine dans des proportions fabuleuses :

« Nous avions, en 1868, une dette de 125 millions de francs, dit Enrique Varona. Lorsque la dernière guerre a éclaté, on évaluait notre dette à 950 millions. Au 31 juillet 1895, on a calculé que l'île doit, en tout, 1 milliard 478 millions 536 mille 230 francs ! Toutes proportions gardées, la dette de Cuba se trouve être supérieure à celle de tous les Etats de l'Amérique, y compris les Etats-Unis. Le paiement des intérêts impose à chaque habitant une contribution annuelle de 48 fr. 95; cette contribution n'est que de 31 fr. 50 en France, le pays le plus chargé sous ce rapport.

Cette dette énorme, contractée aux dépens de la colonie, ce fardeau qui l'écrase et l'empêche, non seulement de capitaliser, mais encore de s'occuper de son relèvement et de l'entretien sommaire de son industrie, représente une des formes les plus iniques de l'exploitation qu'elle subit. Elle comprend : une dette de l'Espagne aux Etats-Unis; les sommes employées pour l'occupation de Santo-Domingo et l'invasion du Mexique, en compagnie de la France et de l'Angleterre, ainsi que les frais occasionnés par ses démêlés avec le Pérou; les avances faites au Trésor espagnol pendant les dernières guerres carlistes et tout ce que l'Espagne a dépensé pour maintenir sa souveraineté sur l'île. (1).

Pas un centime n'a été distrait de ces sommes colossales, pour

(1) La Constituante indigène chargée d'élaborer la constitution de Cuba libre a pris, le 10 janvier 1901, la sage décision de répudier toutes les dettes contractées avant la promulgation de cette constitution, excepté celles afférant à la révolution de 1895.

coopérer à l'œuvre de civilisation et de progrès. Les générations à venir devront hériter des charges, sans compensation ni profit. L'Espagne n'a rien fait pour encourager le développement de la production et de l'industrie dans l'île ; elle n'a même pas songé à lui laisser une certaine vitalité pour pouvoir au moins continuer à l'exploiter avec profit ! »

L'organisation économique de Cuba était, en effet, des plus simples : le pays produit pour l'exportation et importe presque tout ce qu'il consomme ; il fallait donc qu'il ne fût ni écrasé par des impôts trop lourds, ni gêné dans ses relations commerciales, afin de pouvoir acheter à de bonnes conditions et vendre de même. L'Espagne prit juste le contre-pied des mesures nécessaires : elle traita le tabac en ennemi, infligea des droits à la production sucrière, entrava par des impôts excessifs l'exploitation minière ; pour couronner son œuvre, elle entoura Cuba d'un réseau de tarifs monstrueux plaçant la colonie à la merci du monopole ruineux des industriels et des négociants métropolitains, comme aux plus mauvais jours du pacte colonial.

« Pour qu'on puisse se rendre compte du monopole insensé de l'Espagne, rappelons que *certaines produits étrangers sont surchargés, comme droit d'entrée, dans la proportion de 2.000 à 2.300 %*, comparativement au taux des articles de provenance espagnole !

Si, au moins, l'Espagne était un pays à industrie florissante, produisant les articles nécessaires à la consommation de Cuba et à l'entretien de ses industries spéciales, le mal, quoique grand, serait cependant en partie atténué. Mais tout le monde connaît l'état lamentable de l'industrie espagnole et l'impossibilité où elle se trouve de fournir à la colonie les produits que son travail réclame. Il a fallu que les Cubains se résignent à se servir d'articles espagnols de mauvaise qualité, ou bien à payer un prix excessif ceux qui proviennent du dehors. »

Une telle administration ne pouvait qu'accumuler des ruines et des mécontentements. Mais l'Espagne, sans se soucier de cette situation, continua son triste système, cher-

chant seulement à contenter les producteurs et commerçants de la Catalogne, à satisfaire ses militaires et ses bureaucrates. Quelques appointements paraîtront fantastiques :

Le gouverneur général de Cuba recevait 250.000 fr. par an ; il avait un véritable palais, une résidence d'été, chevaux et voiture, et une caisse de fonds secrets.

Les appointements du directeur général des finances étaient de 92,500 fr.

L'archevêque de Santiago et l'évêque de la Havane avaient, chacun, un traitement de 90.000 fr.

Le « commandant général de la marine » touchait 81.960 francs ; le général en second, 75.000 fr., ainsi que le président de l'*Audiencia* ; le gouverneur de la Havane, 40.000 francs ; le secrétaire du gouverneur général, 30.000 ; l'administrateur général des Postes et Télégraphes, 25.000 fr. ; l'administrateur des loteries et celui des douanes, 20.000 fr. ; les chefs d'administration de première classe, 25.000 ; de deuxième classe, 20,000 fr.

Les maréchaux de camp avaient 37.500 fr. ; les généraux de brigade, 22.500 et 25.000, lorsqu'un commandement leur était confié ; aux colonels revenaient 17.250 fr., avec une augmentation, lorsqu'ils étaient chefs de corps.

Les capitaines de vaisseau ayant un commandement dans l'île gagnaient jusqu'à 31.000 fr. ; les capitaines de frégate, 22.800 fr. ; les lieutenants de première classe, 16.850 fr.

La plupart de ces fonctionnaires avaient, en outre, le logement et le service gratuits.

Venait ensuite la foule innombrable des petits employés, tous grassement pourvus et jouissant de toutes les facilités pour se pourvoir encore mieux.

C'est à Madrid, au ministère des colonies, auquel le trésor cubain assignait tous les ans 484.000 fr., que commençait la danse échevelée des capitaux de la colonie. On y gaspillait l'argent des contribuables de l'île, sans scrupule ni responsabilité, des fois par impéritie, mais le plus souvent par un esprit honteux de lucre :

« Il a été démontré que, par suite de l'incapacité du ministre Fabié, la dette de Cuba s'est augmentée de 231.162.500 fr. Lors de son passage aux affaires, la Banque de France emprunta au Trésor cubain une somme de 100 millions, qui aurait dû se trouver à la disposition du ministre pour la fameuse opération du retrait des billets. Cuba, qui payait un intérêt pour ces millions, continua à le payer tant que la Banque les utilisa.

En 1892, le ministre Romero Robledo prit dans les caisses de la Banque d'Espagne, sans aucune autorisation, cinq millions de francs, qu'il avança à la Compagnie Transatlantique dont il était actionnaire. Menacé d'être traduit à la barre, il répondit avec arrogance que ses prédécesseurs, de tous les partis, viendraient le rejoindre... Les menaces s'évanouirent comme par enchantement.

Au mois de juin 1890, un scandaleux débat eut lieu aux Cortès, où l'on dévoila quelques-unes des fraudes commises au préjudice des finances cubaines. Il fut prouvé qu'un vol de 32.500.000 fr. avait été commis à la Caisse des Dépôts, quoique celle-ci fût fermée par trois clefs se trouvant entre les mains de trois personnes différentes ! On apprit également que, pendant la dernière guerre, on était arrivé à soustraire au Trésor, au moyen de faux états de vivres et de transports, une somme de 114.057.580 fr.

Au mois de mars 1895, le général Pando affirmait que les vols perpétrés, lors de l'expédition des mandats, par la Commission de la Dette, excédaient 100 millions. »

Ce ne sont là que quelques faits saillants. Ces chiffres quoique respectables, représentent une faible part de ce qu'une administration vénale et sûre de l'impunité a pu soustraire aux travailleurs de l'île.

L'altération des documents, l'escamotage des recettes, les ententes secrètes avec les débiteurs récalcitrants, les exigences illégales du fisc envers certains campagnards inexpérimentés, le retard dans l'expédition des dossiers afin de forcer les gratifications furent autant d'artifices employés pour vider la bourse des contribuables et remplir les poches de Messieurs les fonctionnaires.

Ces faits honteux ont été, plus d'une fois, mis en lumière. On se montrait du doigt les prévaricateurs.

En 1891, il y eut à Cuba 350 employés poursuivis pour fraudes ; aucun ne fut condamné. D'ailleurs, comment le seraient-ils ? Ce n'est un secret pour personne que tout employé arrivant à Cuba possédait en Espagne quelque puissant protecteur dont il payait consciencieusement les services.

« La bureaucratie a de si profondes racines en Espagne qu'elle a réussi à se défendre avantageusement contre l'action de la justice elle-même. »

Plus d'un despote a cherché à faire oublier sa tyrannie par le bien-être matériel qu'il répandait autour de lui, par la sécurité qu'il assurait à ses sujets, par les libertés relatives qu'il accordait à certaines manifestations du progrès. Les Cubains étaient-ils redevables de quelques-unes de ces compensations au gouvernement inflexible de l'Espagne ? Le député Varona répond :

« La sécurité personnelle n'est, chez nous, qu'un mythe. Des hommes hors la loi et d'autres que la loi protège ont constamment disposé de la vie, de la tranquillité et de la propriété des habitants de Cuba. La gendarmerie, loin de protéger les campagnards cubains, leur a toujours inspiré une terreur instinctive. Sous les prétextes les plus futiles, les membres de cette « corporation de paix » maltraiétaient cruellement d'inoffensifs paysans et tuaient les prisonniers qu'ils étaient chargés de conduire.

Pendant que la police assassinait les habitants pacifiques, les brigands erraient tranquilles et dévastaient impunément le pays. Malgré les 3 millions figurant au budget pour le service de la sûreté publique, il y a eu des contrées, comme la province de Puerto-Principe, où les habitants ont dû s'armer eux-mêmes pour donner la chasse aux bandits.

On a vu jusqu'à cinq et six mille hommes de troupes régulières poursuivant une poignée de malfaiteurs sur un territoire peu étendu, sans pouvoir réussir à s'en emparer. Le gouvernement en a été, le plus souvent, réduit à traiter avec les brigands, leur tendant un piège et les assassinant ensuite. »

Dans un pays où l'on gaspillait sans compter, pour entretenir la bureaucratie civile et militaire, le budget de l'ad-

ministration de la justice n'atteignait pas 2.500.000 fr. Par contre, la vente du papier timbré constituait à l'Etat une rente de 3.750.000 fr. !...

Le Cubain vivait-il au moins dans une île prospère, au point de vue matériel ?

« Aucun homme ayant étudié les rapports qui existent entre l'organisation fiscale d'un pays et son régime économique ne peut supposer un instant que Cuba, écrasée par des budgets insensés et une dette énorme, soit un pays riche. Au temps le plus prospère, la rente de l'île a été de 100 millions de francs. Les charges municipales et celles de l'Etat en absorbaient le 40 0/0, et souvent plus. Ce chiffre en dit assez par lui-même.

La valeur de la propriété urbaine a baissé de moitié, et parfois des deux-tiers, par rapport à celle qu'elle possédait avant 1834. On a vu, à la Havane, un édifice ayant coûté 3 millions vendu, en 1898, pour 600.000 fr.

Les valeurs mobilières offrent le même spectacle. La plupart des actions cotées sur la place de la Havane sont au-dessous du pair. »

Lorsque la dernière guerre éclata, pas une voie stratégique n'avait été construite ; malgré les 500 millions dépensés depuis 1878 ; il n'y avait ni fortifications, ni hôpitaux, ni matériel de guerre. L'Etat n'avait même pas songé à sa propre défense !

Les côtes de Cuba ont une étendue de 3.506 kilomètres et renferment 54 ports ; sur ce nombre 15 seulement étaient en état. Le dédale d'îlots, de bancs de sable et de récifs qui entoure l'île n'était éclairé que par 22 feux de toutes sortes. Plusieurs des meilleurs ports étaient en train de s'ensabler :

« Les particuliers ont parfois voulu prendre l'initiative des travaux nécessaires. Le pouvoir central est alors intervenu et, après des années de pourparlers, les choses ont été laissées telles quelles ou en plus mauvais état qu'auparavant. .

En 28 ans, on a construit dans la colonie 139 kilomètres de routes carrossables ; on a élevé deux phares de 1^{er} ordre, trois de 2^e, un

de 4^e, trois fanaux et deux feux de jêlée ; on a assaini sommairement ou balisé quelques ports et construit 246 mètres de quai. C'est tout. En échange, le personnel des travaux publics consomme des millions, en appointements et en réparations.

L'état d'abandon dans lequel se trouve l'hygiène publique à Cuba est proverbial. La commission technique envoyée par les États-Unis à la Havane pour étudier la prophylaxie de la fièvre jaune, déclara que ce port, par son inconcevable saleté, constituait un foyer permanent d'infection contre lequel on devrait prendre les plus grandes précautions. Il existe cependant à la Havane une « Commission du Port », qui émarge au Trésor et fait des frais avec la même munificence que les autres administrations.

Tous les pays de l'Amérique, sauf la Bolivie, saus excepter Haïti, la Jamaïque, la Trinité, la Guadeloupe, où la race de couleur est en majorité, ont un budget d'enseignement plus élevé que celui de Cuba. Par contre, le Chili seul dépense autant pour l'entretien de l'armée. *Ainsi se trouve expliqué le fait que, chez un peuple aussi intelligent que le Cubain, le 76^e 0/0 de la population ne sache ni lire ni écrire.* L'instruction qui nous serait le plus nécessaire, l'instruction technique et industrielle, n'existe pas dans le pays. Les carrières et les professions que la civilisation moderne réclame impérieusement sont, chez nous, lettre morte. *L'Etat n'entretient pas une seule bibliothèque publique ! »*

Le peuple cubain a protesté sans relâche, depuis 1878, contre ce régime politique, qui unissait à la fraude le mépris le plus absolu du droit. Il serait trop long d'énumérer les réclamations qu'il a adressées au gouvernement de la Péninsule, les commissions qui ont franchi l'Océan pour tenter de faire comprendre aux exploiters de Cuba les funestes conséquences qu'allait amener leur obstination.

L'exaspération du pays devint telle qu'en 1892, la junte centrale du parti autonomiste fit paraître un manifeste où elle déclarait que « *le moment était proche où le peuple cubain allait adopter des résolutions suprêmes, dont la responsabilité retomberait sur ceux qui, assurés de l'impunité, remplis d'arrogance et d'orgueil, dédaignent la plus élé-*

mentaire prudence et élèvent la force brutale à la hauteur d'un culte ».

L'Espagne ne prêta guère l'oreille à ce manifeste, qui laissait cependant entrevoir les lueurs sinistres de la guerre ; mais la scission violente du parti national lui-même ayant falli se produire, le gouvernement jugea opportun d'essayer d'une nouvelle farce et de faire croire au monde qu'il se décidait à réformer le système administratif de Cuba.

Ce projet d'autonomie, dont les Espagnols ont voulu se prévaloir pour taxer la Révolution d'impatiente et d'anarchique, conservait intact le régime politique de Cuba ; il n'apportait aucune modification à la loi électorale ; il ne diminuait pas le pouvoir de la bureaucratie, tout en augmentant celui du gouverneur général ; il laissait peser les mêmes charges sur le contribuable cubain et ne lui donnait aucun droit d'intervention dans l'élaboration de son budget ; il se bornait à transformer le Conseil d'Administration existant, qui était nommé tout entier par le gouvernement, en une corporation partiellement éligible. Le Conseil ainsi modifié élaborait un budget, en quelque sorte provincial, comprenant les chapitres de Travaux publics qui figuraient naguère dans celui de l'Etat. Celui-ci se réservait tout le reste. Le Conseil pouvait disposer de 2,75 o/o des revenus de l'île ; l'Etat continuait à employer les 87,25 o/o, de la façon que l'on sait. La dette, le militarisme et la bureaucratie continuaient à dévorer Cuba. Le Cubain continuait à ne former qu'une caste taillable et corvéable à merci ; les Espagnols résidents gardaient enfin la malfaisante influence qu'ils avaient antérieurement.

Tel est le *self government* que l'Espagne *promettait* à Cuba et qu'elle a bruyamment annoncé comme un grand changement dans son système colonial ! (1)

(1) L'expérience avait, d'ailleurs, appris aux Cubains ce que valent les promesses garanties par « l'honneur de l'Espagne. » Vis-à-vis de

« Il faudrait, conclut Enrique Varona, que le Cubain manquât, non pas seulement du sentiment de la dignité, mais encore de l'instinct de conservation, pour accepter sans révolte ce régime aussi avilissant que destructeur. Aucun peuple, aucune communauté humaine ayant le souci de son honneur et aspirant à une condition meilleure ne saurait tolérer les injures et les injustices dont on abreuve Cuba, sans se dégrader honteusement et se condamner à l'anéantissement définitif.

» L'Espagne refuse au Cubain tout pouvoir effectif dans son propre pays ;

» L'Espagne condamne le Cubain à l'infériorité politique sur la terre où il est né ;

» L'Espagne accapare le produit du travail des Cubains, ne leur donnant en échange ni instruction, ni sécurité, ni prospérité ;

» L'Espagne s'est montrée absolument incapable de gouverner et d'administrer Cuba, qu'elle exploite et corrompt.

» Maintenir par la force ce monstrueux régime gouvernemental, qui ruine un pays riche de sa nature et dégrade une population vigoureuse, intelligente et remplie de nobles aspirations : voilà ce que l'Espagne appelle *défendre* son honneur et *conserver avec prestige* sa *fonction civilisatrice en Amérique* !

» Désespérés, les Cubains ont fait appel à la force pour défendre leurs droits et faire triompher un principe éternel, sans lequel les sociétés, en apparence les plus robustes, sont menacées : le principe de la justice.

ses colonies, aussi bien que vis-à-vis des puissances européennes, l'Espagne a toujours cyniquement manqué à sa parole. Un exemple, entre cent : nous avons dit (*chapitre VII*) que, pour amener l'Espagne à cesser le commerce des esclaves, l'Angleterre dût lui payer (septembre 1817) une indemnité de 400.000 livres sterling. L'Espagne accepta le marché, prit l'argent... et continua l'abominable trafic de la chair humaine !

» Nul n'a le droit d'opprimer (1). L'Espagne nous opprime. En nous soulevant contre l'oppression, nous défendons le droit. Nous servons ainsi la cause de l'humanité, tout en servant la nôtre.

» Nous n'avons ni compté le nombre de nos ennemis, ni mesuré leurs forces. Nous avons compté les outrages qu'on nous infligea, pesé la masse d'injustices qui nous écrase, et nous avons élevé nos cœurs à la hauteur de nos légitimes revendications. Si le monde civilisé nous tourne le dos, tant pis pour tous ! Une nouvelle iniquité aura été consommée et le principe de la solidarité humaine aura subi un nouvel échec.

» Libre et indépendant, le peuple cubain deviendrait un facteur de prospérité et de progrès. S'il n'est, actuellement, qu'un facteur de ruine et de désordre, la faute en est exclusivement à l'Espagne !

» Cuba n'attaque pas ; elle se défend. Que l'Amérique, que le monde entier voie de quel côté sont la raison et le droit ! »

Toute l'Europe, la Suisse exceptée, se prononça en faveur du peuple bourreau contre le peuple opprimé, pour cette raison bien simple que toutes les puissances pratiquent, au fond, — à peu de chose près — le même système colonial que l'Espagne.

Un Comité français, dit « de Cuba libre », fut cependant constitué à Paris, sous la présidence du célèbre publiciste Henri Rochefort ; il avait pour principaux adhérents MM. Trarieux, Isaac, Pauliat, sénateurs ; Paul Viollet, membre de l'Institut.

Le 11 novembre 1896, ce Comité, après avoir « adressé l'expression de ses plus entières sympathies aux héroïques

(1) Victor Hugo, répondant à un « appel » que lui avaient adressé les femmes cubaines, écrivait, en 1868 : « Un peuple n'a pas plus le droit de posséder un autre peuple, qu'un homme n'a celui de posséder un autre homme. Le crime est plus odieux encore sur une nation que sur un individu, voilà tout »... Les gouvernements européens ne semblent pas avoir saisi la portée de cette grande parole.

défenseurs de l'Indépendance cubaine », approuvait, à l'unanimité, l'Appel suivant, rédigé par le président :

« Français,

Après des années d'oppression, après avoir subi le plus insupportable joug qui puisse peser sur une nation, après avoir tout tenté pour obtenir pacifiquement la reconnaissance de leurs droits de citoyens et d'hommes, les Cubains se sont soulevés.

Depuis vingt mois, avec un courage héroïque, ils luttent pour leur indépendance, contraignant à l'admiration ceux de leurs ennemis chez qui la passion n'a pas supprimé la loyauté. Depuis vingt mois, réunis autour de chefs intrépides, ils résistent à l'effort désespéré de la plus formidable armée monarchique qui ait jamais traversé l'Océan. Comme nos pères des grandes armées révolutionnaires, ils veulent vivre libres ou mourir ; comme eux, ils sont dignes de tous les respects et de toutes les admirations.

C'est en écoutant l'écho des voix d'autrefois, venues de France, qu'ils ont appris que, *pour un peuple opprimé, l'insurrection est le plus saint des devoirs*. Sera-t-il dit que les Français de ce temps feront moins que la France monarchique défendant les libertés américaines ? Et ne tendront-ils pas la main à ceux qui combattent et qui meurent en se révoltant contre une odieuse et effroyable tyrannie ?

A la honte de la vieille Europe, pas une parole ne se fait entendre en faveur des Cubains. Le gouvernement clérical et réactionnaire sous l'oppression duquel se débat le peuple espagnol peut, sans qu'une protestation s'élève, considérer comme des pillards et des rebelles les promoteurs et les soldats de la révolution cubaine.

En vain s'est constituée la République ; en vain, humains après la bataille, les généraux cubains font soigner les blessés espagnols et remettre en liberté les prisonniers ; en vain Martinez Campos lui-même a reconnu la générosité de ses adversaires : l'Espagne fusille comme incendiaires et bandits ceux des démocrates qui tombent en son pouvoir, et elle emplit ses bagnes de suspects dont le seul crime est de faire des vœux pour l'indépendance de leur pays. Terrible ironie ! le droit des gens n'est pas appliqué à ceux qui cependant défendent leur droit.

La royauté espagnole est soutenue par toutes les monarchies européennes. Oublieux des belles et nobles traditions de la République, qui ont créé la grandeur morale de la France et grâce auxquelles elle

a rayonné parmi les peuples, le gouvernement français prête son appui au gouvernement de l'Inquisition et de l'obscurantisme, qui voue au martyre les républicains d'Espagne comme les républicains de Cuba.

Mais au-dessus des chefs d'Etat, des ministres et des diplomates, il y a l'opinion publique, il y a le peuple. C'est à ce peuple, qui cent fois a versé son sang dans les combats contre la tyrannie, que nous en appelons. Qu'il prête l'appui de sa grande voix à ceux qui luttent pour conquérir ce qui leur est plus cher que la vie : la liberté. Qu'il aide une fois encore des opprimés à briser leurs chaînes et que sa clameur soutienne ceux qui demandent, au nom de la justice, la reconnaissance de la République Cubaine. »

Pour le Comité :

Le Président,

HENRI ROCHEFORT.

Tandis que ce grand peuple espagnol, déchu, voyait s'effondrer pitoyablement sa puissance et son renom, le jeune Alphonse XIII, qui doit peut-être la conservation de sa couronne à la virile énergie de son admirable mère, évoquant, du fond de l'Escorial, la gloire fabuleuse de son prestigieux ancêtre, s'écriait comme Ruy Blas :

« Ce royaume effrayant, fait d'un amas d'empires,
Penche... Il nous faut ton bras ! Au secours, Charles-Quint !
Car l'Espagne se meurt, car l'Espagne s'éteint !.. »

— O géant, se peut-il que tu dormes ?.. »

Mais la pierre sépulchrale garda le mystère de son silence éternel : l'Espagne s'est éteinte ; « et l'aigle impérial, qui, jadis, couvrait le monde entier de tonnerre et de flamme, cuit, pauvre oiseau plumé, dans la marmite »... alimentaire, sinon « infâme », des impavides charcutiers de New-York et de Chicago.

Les destins se sont accomplis : l'Espagne a perdu Cuba, et même d'autres colonies qui n'étaient pas en cause (1).

(1) Le 8 novembre 1900, le général Azcarraga, ministre de la guerre, annonçait au Conseil des ministres, présidé par S. M. la reine

On a dit, et l'on répète encore que les Cubains ne gagneront rien à l'intervention américaine, qu'ils n'ont fait que changer de maîtres. C'est un ordre de considérations que nous n'avons pas à discuter ici. Un avenir prochain nous révélera quelle interprétation définitive le peuple des Etats-Unis entend donner à l'évangile des « destinées manifestes » formulé par l'impérialisme plus ou moins déconcertant du président Mac-Kinley. Que les Cubains repoussent le nouveau joug politique auquel les Yankees voudraient les soumettre, ou qu'ils l'acceptent bénévolement, la conduite de l'Espagne n'en restera pas moins odieuse.

« L'annexion, nous ne la désirons certes pas », écrivait un patriote Cubain des plus autorisés ; « mais *nous préférons tout à la domination espagnole*, même sous la forme de l'autonomie ! (1) » Quand une métropole oblige un peuple colonial, issu de son sang et imprégné de ses mœurs, à une répudiation politique et morale aussi humiliante pour elle, il est permis de déclarer qu'elle n'avait aucune aptitude colonisatrice.

Pour rester fidèle au principe d'impartialité absolue qui inspire ce livre, nous nous faisons un devoir de reconnaître que le contact des Espagnols avec les indigènes de ses possessions coloniales a produit des populations métisses plei-

régente, qu'une convention entre l'Espagne et les Etats-Unis avait été signée, la veille, à Washington, suivant laquelle l'Espagne cède les îles Cagayan et Libut, moyennant cent mille dollars. Ces territoires étaient les derniers qui restassent à l'Espagne en Océanie.

En Afrique, l'Espagne possède encore, en face des îles Canaries, le littoral du *Rio de Oro*, bande de côte s'étendant de la pointe du Cap Blanc jusqu'au 14° degré de longitude *Est* et enclavée dans le Sahara français ; plus, 300 kilomètres environ, au Congo, entre l'embouchure du Mouni et la pointe de Campo.

(1) On se rappelle la réponse de ce vieux Cacique, mis à la torture par des *conquistadores*. Un prêtre, qui assistait au supplice, offrait au patient le ciel, s'il consentait à recevoir le baptême. — « Trouverai-je des Espagnols dans votre Paradis ? » demanda l'indigène. — « Oui, sans doute, » répondit le prêtre. — « En ce cas, je ne veux pas y aller ! » répondit le Cacique.

nes de vigueur et de vitalité. Partant de cette constatation, Marcel Dubois a tenté une justification, timide à la vérité, de la colonisation espagnole et dont nous lui donnons acte :

« Les colons d'Ibérie, dit-il, massacreurs et exploiters, comme il arrive encore aux découvreurs de pays riches en métaux précieux, appliquant toutes les espèces de restrictions, comme il a été de tradition chez tous les peuples jusqu'en ce siècle, ont néanmoins fait, en s'amalgamant avec les Indiens et les noirs, œuvre de fondateurs d'Etats singulièrement vivace. *Les sécessions furent des phénomènes nécessaires*, non des marques de décadence.

» Sur 12 millions d'habitants que compte le Mexique, plus de 2 millions et demi sont Européens ou descendants d'Européens : moins nombreux sont les Français dont la présence au Canada nous rend si fiers. En Colombie, où les indigènes dominant, on trouve pourtant près de 400,000 habitants de type espagnol et 1,600,000 métis sur 4 millions. Au Pérou s'accroît sans cesse une population de 3 millions d'âmes, dont une très forte part de blancs, de métis hispano-indiens ; l'on en peut dire autant du Chili avec ses 2,700,000 habitants, et même de la Bolivie avec ses 2,300,000. Et la statistique n'est pas moins instructive pour les dernières colonies que l'Espagne vient de perdre. » (*Systèmes coloniaux et peuples colonisateurs.*)

Au lendemain du désastre de Cuba, les femmes du peuple, à Grenade, ont lapidé la statue de Christophe Colomb, sous le prétexte que la découverte de l'Amérique est la cause principale des malheurs de l'Espagne...

Hélas ! les raisons, nous croyons l'avoir démontré, ne manquent point pour expliquer la déchéance de l'Espagne, ni les noms propres pour en porter la responsabilité. Le peuple a le choix entre les vivants et les morts : tant de morts qui, par les crimes d'une politique de vampire ont amené la chute graduelle de la puissance espagnole ; tant de vivants qui n'ont pas su, dans la mesure où c'était encore possible, réparer les crimes des morts.

Vu :

Vu : le Doyen,

Le Président de la Thèse,

GLASSON

J. LÉVEILLÉ

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

*Ceux qu'intéresse le sujet voudront bien
consulter l'ouvrage complet, qui paraît en librairie
avec ce titre : " Du sort des indigènes dans les
colonies d'exploitation. "*

